

De Harare à Porto Alegre

Rapport illustré sur la vie
du Conseil œcuménique des Églises
Décembre 1998 à février 2006

De Harare à Porto Alegre
1998-2006

iii

Crédits photographiques

Pages 1 (bas), 2, 4, 6, 9 (gauche), 13, 18, 21, 23 (les deux), 24, 26, 28, 29, 30, 31 (haut), 32, 33, 34, 35, 36, 38, 39, 40, 41, 43, 44, 45, 47 (les deux), 48 (les deux), 49, 50 (haut), 51, 52, 53, 55 (droite), 56, 57, 58, 59 (gauche), 60 (bas, droite), 61, 62, 63 (droite), 67, 68, 72, 73, 74, 76, 78, 84, 87 (haut et bas), 89, 90, 91 (gauche), 92 (les deux), 93, 94, 95, 96, 97, 101, 103, 104, 108, 109, 116 (les deux), 117, 120, 121, 130, 131 (les deux), 137, 138, 141 (haut), 145, 148, 150, 151, 152, 154, 158, 160, 161, 164, 166, 189: *Peter Williams/COE*

Pages 1 (haut), 54, 83 (les deux), 119 (droite), 136 (gauche), 162-63: *Eduardo Quadros/COE*

Pages 7, 15, 37, 59 (droite), 60 (haut), 63 (gauche), 64, 65, 66 (haut), 85, 88, 91 (gauche), 98, 99, 100, 102 (les deux), 106 (gauche), 111, 114, 115 (bas), 118 (les deux), 119 (gauche), 129, 132, 133, 140, 147, 149 (les deux), 163 (droite): *Paul Jeffrey/ACT International*

Pages 8, 9 (droite), 10: *Andreas Schölzer/COE*

Pages 11, 31 (bas), 70, 71, 81, 113, 122 (haut), 124, 144: *Chris Black/COE*

Page 19: *Marta Luksza*

Page 20: *Henna Aaltonen/COE*

Page 22: *L'Ossevatore Romano*

Pages 25, 55 (gauche): *Juan Michel/COE*

Pages 27, 112: *Paulino Menezes/COE & FLM*

Page 42: *Dmytro Shevchuk*

Pages 66 (bas), 110: *Marc French/COE*

Page 75: *Jeremy Routledge/EAPPI*

Pages 79, 87 (milieu), 159, 162 (gauche), 173: *Catherine Alt/COE*

Page 80: non attribué

Page 82: *Hans Ucko*

Page 86: *Joel/EAPPI*

Page 105: *Orla Clinton/Église de Suède/ACT International*

Page 106: (droite) *Mike DuBose/UMNS/ACT International*

Page 107: *Daniel Fekete/HIA/ACT International*

Pages 122 (bas), 123: *Paul Weinberg/COE*

Page 127: *Eva Halling/EAPPI*

Page 128: *Didier Rûf/COE*

Page 134: *Ida Suhrke/EAPPI*

Page 135: *EAPPI*

Page 136 (droite): *Hege Opseth/NCA/ACT International*

Page 139: *Adrián Stehlik/COE*

Page 141 (bas): *Christoph Gocke/EAPPI*

Page 142: *Jonathan Frerichs/ACT International*

Page 143: *Matt Robson/EAPPI*

Page 146: non attribué

Le Comité central du COE remercie Sara Speicher qui a coordonné avec créativité l'élaboration de ce rapport; elle a collaboré étroitement avec chacune des équipes pour interpréter la vision et les activités du Conseil dans sa quête inlassable de l'unité des chrétiens et sa proclamation du Royaume de Dieu.

Original: anglais.

Traduction: Service linguistique, COE.

Cette publication paraît en anglais, allemand, français et espagnol.

Couverture et maquette: Marie Arnaud Snakkers

Photos de couverture: Paul Jeffrey/ACT International, Peter Williams/COE, Paul Weinberg/COE, Chris Black/COE, Juan Michel/COE, Hege Opseth NCA/ACT International

ISBN 2-8254-1461-1

© 2005 Conseil œcuménique des Églises

150, route de Ferney, C.P. 2100

1211 Genève 2, Suisse

Site web: <http://www.wcc-coe.org>

Imprimé en France

Table des matières

Préface <i>Sa Sainteté Aram Ier</i>	p.ix
Le COE, faits et chiffres	p.xi
Introduction	p. 1
Les Églises en quête de réconciliation et de paix	p. 7
De nouvelles manières de travailler	p. 8
Des objectifs ambitieux et des efforts concrets	p.10
<i>Vaincre la violence envers les femmes</i>	p.14
Accent spécial annuel	p.14
Renforcer la communauté des Églises	p.18
Relations avec les Églises orthodoxes	p.19
Être membre du COE	p.20
Visites aux Églises	p.21
Relations avec l'Église catholique romaine	p.22
Dialogue avec les Églises pentecôtistes, évangéliques et indépendantes	p.24
Vers un Forum chrétien mondial	p.25
Encourager la cohérence du mouvement œcuménique	p.27
La reconfiguration du mouvement œcuménique	p.28
<i>Soutenir la participation des jeunes et leur accès aux responsabilités</i>	p.29
<i>La Commission spéciale sur la participation des orthodoxes au COE</i>	p.32
Édifier l'unité de l'Église	p.38
Études sur l'unité	p.39
Réflexion théologique sur la paix	p.44
La sexualité humaine	p.45
Une Église de tous et pour tous	p.47
Soutenir les Églises unies et en voie d'union	p.47
Culte et spiritualité	p.48
Semaine de prière pour l'unité des chrétiens	p.49
75 ans d'efforts en vue de l'unité visible	p.50
Témoigner dans le monde	p.51
Penser la mission aujourd'hui	p.52
Apprendre à pratiquer la mission dans l'unité	p.56
Le ministère de santé et de guérison des Églises	p.59
Conférence mondiale sur la mission et l'évangélisation	p.61

p.63	Prochaines étapes de la mission
p.65	<i>L'action des Églises face au VIH et au sida</i>
p.67	<i>Initiative œcuménique de lutte contre le VIH/sida en Afrique</i>
p.70	L'éducation comme formation œcuménique
p.70	Renouveler l'esprit œcuménique dans les régions
p.73	Soutenir la formation œcuménique et relever de nouveaux défis
p.77	Programme des bourses
p.78	<i>L'Institut œcuménique de Bossey</i>
p.81	Entrer en dialogue avec les autres religions
p.81	Le rôle du COE
p.82	Le dialogue islamo-chrétien
p.86	Religion et violence
p.88	Réponses communes à des questions critiques
p.88	Conférence sur "Un moment critique dans le dialogue interreligieux"
p.90	Lignes directrices pour les Églises
p.91	Nouvelles perspectives
p.95	Au service de la détresse humaine
p.95	Partenariat et priorités œcuméniques de la diaconie
p.99	Développement des compétences et réflexion sur la diaconie
p.101	Prendre la défense des personnes déracinées
p.103	Soutenir et faire participer les enfants
p.105	<i>Action commune des Églises (ACT International)</i>
p.108	<i>Fondation œcuménique de crédit (ECLOF)</i>
p.109	Pour une vie en plénitude
p.110	Mettre en question les structures économiques mondiales
p.113	Les femmes et l'économie
p.114	Les effets d'une lettre
p.116	La justice écologique
p.118	Solidarité avec les populations autochtones
p.120	Une Église pour tous: le Réseau œcuménique de défense des personnes handicapées
p.121	Élargir les perspectives et intensifier la lutte contre le racisme
p.123	Les voix et les perspectives des femmes
p.125	<i>Alliance œcuménique "agir ensemble"</i>
p.127	Promouvoir la paix, la sécurité et les droits de la personne
p.128	Face aux conflits
p.128	La crise du Kosovo
p.129	Le 11 septembre 2001
p.130	Israël - Palestine

Irak	p.132
Conflits régionaux	p.134
Impunité et réconciliation	p.137
Droits de la personne	p.138
Désarmement	p.139
Actions auprès des Nations Unies	p.140
Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et en Israël (EAPPI)	p.141
Accompagnement spécial de l'Afrique	p.144
Conséquences de la guerre et recherche de la paix	p.145
Accompagnement du processus de paix au Soudan	p.150
Justice économique	p.153
Renforcer la spiritualité et les valeurs éthiques	p.153
Élargir et affermir le potentiel du mouvement œcuménique en Afrique	p.155
Un projet intégré	p.157
Transmettre la vision œcuménique	p.158
Améliorer les stratégies, les compétences et les réseaux de communication	p.160
Faire entendre la voix des Églises au travers des médias	p.161
Coopérer pour communiquer le sens de la communauté fraternelle	p.162
Des plates-formes électroniques pour la communication et l'échange d'informations	p.163
Images de la vie des Églises et du mouvement œcuménique	p.165
L'histoire de l'œcuménisme: livres et autres supports	p.165
Préserver la mémoire œcuménique et ouvrir des perspectives d'avenir	p.166
Soutenir la diversité du mouvement œcuménique	p.167
Nouvelles œcuméniques internationales (ENI)	p.168
Finances et structure	p.169
Assurer une gestion responsable en des temps difficiles	p.169
Contributions des membres	p.170
Stabiliser le financement et rechercher de nouvelles sources de soutien	p.172
Le Centre œcuménique de Genève, un espace vivant et accueillant	p.173
Annexes	p.175
A. Vers une conception et une vision communes: résumé du document CVC	p.175
B. Membres du Comité central	p.182
C. Églises membres du COE	p.189
D. Organigramme du COE	p.198
E. Déclarations sur des questions d'actualité adoptées par le Comité central ou le Comité exécutif, janvier 1999 – février 2005	p.200
Résumé de l'évaluation des programmes préalable à l'Assemblée	p.203

Préface

"Vous n'avez pas à connaître les temps et les moments que le Père a fixés de sa propre autorité; mais vous allez recevoir une puissance, celle du Saint Esprit qui viendra sur vous; vous serez alors mes témoins à Jérusalem, dans toute la Judée et la Samarie, et jusqu'aux extrémités de la terre." (Actes 1,7-8)

Comme les saints apôtres que notre Seigneur ressuscité a envoyés "jusqu'aux extrémités de la terre", nous avons pour mission de témoigner de l'amour et de la promesse du Dieu Trinitaire révélés en Jésus Christ.

De Harare à Porto Alegre relate une partie, modeste certes, de l'histoire du témoignage chrétien durant la période écoulée entre la Huitième Assemblée du Conseil œcuménique des Églises, en décembre 1998, et la Neuvième Assemblée qui se tiendra en février 2006. Bien qu'il soit surtout centré sur des activités liées au COE, ce rapport se fait aussi l'écho des initiatives et de la participation des Églises qui forment le Conseil et de tous les croyants avec qui nous collaborons et dialoguons constamment.

Le Conseil œcuménique des Églises est une communauté fraternelle d'Églises en quête de l'unité visible. La nature de la communauté du COE a été discutée en détail durant la décennie écoulée, au cours du processus de rédaction et de publication d'une déclaration sur "une conception et une vision communes du COE", communément connue sous le nom de "document CVC". Un commentaire de la déclaration CVC se trouve en annexe au présent rapport. Cette conception du COE est à la base de la conviction que les activités qu'il a entre-

prises font partie intégrante du témoignage et de la vocation des Églises dans le monde d'aujourd'hui. Le COE rend témoignage à la plénitude de l'Évangile. Il témoigne aussi de la diversité de la maison de Dieu qu'il faut accueillir, améliorer et articuler au travers du mouvement œcuménique, comme un don que Dieu fait à l'humanité.

L'activité du Conseil œcuménique des Églises est fruit de la foi, de l'amour et de l'expérience du partage mutuel. Il n'y a pas d'ordre du jour propre au COE, au sens d'un programme assorti de priorités établi par cette seule institution mondiale. Le COE, en tant que communauté d'Églises, suit l'ordre du jour des Églises et s'en inspire. Ses priorités ont leur source dans celles de ses membres. Par conséquent, l'activité principale du Conseil ne se limite pas à travailler dans ses bureaux à Genève ou dans les régions. Ce que fait le Conseil vise à répondre aux besoins et aux attentes des Églises dans leurs contextes respectifs. Dans ses activités, les questions locales et mondiales sont étroitement liées.

Le témoignage du Conseil est loin d'être parfait et la communauté qu'il constitue est incomplète. Sous de nombreux aspects, ses imperfections reflètent celles du monde: ses divisions, ses incertitudes, ses polarisations et les pressions

socio-économiques de toutes sortes. Au cours des années écoulées entre l'Assemblée de Harare et celle de Porto Alegre, quelques-unes des réalités auxquelles le COE a été confronté ont été particulièrement dures. Les guerres, la terreur, les catastrophes naturelles et les épidémies ont eu des effets immédiats sur notre témoignage. En outre, les fluctuations des marchés financiers ont épuisé les ressources des Églises, des organisations œcuméniques et de leurs donateurs les plus convaincus. Au sein du seul Conseil, comme le montre le présent rapport, les contraintes budgétaires ont exigé plusieurs réorganisations, des coupes et des réductions considérables des effectifs.

Cependant, ce rapport annonce aussi des progrès réjouissants au sein des Églises, malgré les circonstances difficiles. Certains de ces progrès se situent dans les eaux traditionnelles du fleuve œcuménique, comme Foi et constitution ou Mission et évangélisation; d'autres se manifestent au travers de nouvelles initiatives visant à réagir face au VIH/sida et à répondre à l'impérieuse nécessité de vaincre la violence. À l'aube du siècle nouveau, le COE a consacré davantage de temps et d'efforts à promouvoir le dialogue et la coopération entre les religions. Cet engagement avec des croyants d'autres religions, s'inspirant de l'expérience permanente du dialogue entre les diverses traditions chrétiennes, ouvre de grandes possibilités qui sont une priorité nouvelle pour le mouvement œcuménique en général et pour le COE en particulier.

J'ai le privilège de servir le Conseil œcuménique des Églises en tant que président du Comité central depuis la Septième Assemblée tenue à Canberra en 1991.

J'avais alors invité les participants à traduire l'expérience de Canberra dans le quotidien de la vie de nos Églises. Au cours des années écoulées depuis Canberra et Harare, cette invitation à mettre en pratique les directives émanant des Assemblées a été merveilleusement coordonnée par trois secrétaires généraux de grand talent: le pasteur Emilio Castro, d'Uruguay, le pasteur Konrad Raiser, d'Allemagne, et, depuis janvier 2004, le pasteur Samuel Kobia, du Kenya. Avec eux et avec un très grand nombre de collègues, d'amis et de membres du Comité central, je me suis efforcé de témoigner du message de l'Évangile dans un monde en proie à l'injustice, la violence et l'aliénation.

Dieu fait progresser le mouvement œcuménique au travers de l'engagement des Églises et des chrétiens, et par la prière de tous ceux qui rendent un témoignage de foi au Dieu tout-puissant, Père, Fils et Saint Esprit. À lui soit la gloire pour l'éternité.

*Sa Sainteté Aram Ier
Catholicos de Cilicie
Président du Comité central du COE*

Le COE, faits et chiffres

Membres

Le COE rassemble 347 Églises, dénominations et communautés d'Églises de plus de 120 pays et territoires du monde entier, représentant plus de 500 millions de chrétiens, et comprend la plupart des Églises orthodoxes, des dizaines de dénominations issues de la Réforme protestante: Églises luthériennes, baptistes, méthodistes et réformées, de même que l'Église anglicane et de nombreuses Églises unies et indépendantes.

Bien que l'Église catholique romaine ne soit pas membre du COE, elle est membre à part entière de la Commission de foi et constitution et de la Commission de mission et d'évangélisation.

Bref historique

Le COE a été fondé officiellement le 23 août 1948, lors de sa Première Assemblée qui eut lieu à Amsterdam. Il est devenu l'expression internationale la plus visible de divers courants de la vie

œcuménique du 20e siècle. Deux de ces courants – le Christianisme pratique et Foi et constitution – se sont unis lors de la première Assemblée. Un troisième courant, le mouvement missionnaire alors organisé au sein du Conseil international des missions, les rejoignit lors de la Troisième Assemblée, à La Nouvelle-Delhi en 1961. Un quatrième courant, celui de l'éducation chrétienne, incarné par le Conseil mondial de l'éducation chrétienne dont les origines remontent au mouvement des Écoles du dimanche du 18e siècle, fusionna en 1971 avec le COE.

L'Assemblée de Porto Alegre, en 2006, sera la Neuvième Assemblée du COE. Les précédentes se sont tenues à Amsterdam (1948), Evanston (1954), La Nouvelle-Delhi (1961), Upsal (1968), Nairobi (1975), Vancouver (1983), Canberra (1991) et Harare (1998).

Les secrétaires généraux du COE

Samuel Kobia (1947 -) (Kenya)

Église méthodiste du Kenya

Secrétaire général du COE depuis janvier 2004

Konrad Raiser (1938 -) (Allemagne)

Église évangélique d'Allemagne

Secrétaire général du COE de 1993 à 2003

Emilio Castro (1927 -) (Uruguay)

Église évangélique méthodiste d'Uruguay

Secrétaire général du COE de 1985 à 1992

Philip A. Potter (1921 -) (La Dominique/Antilles)

Église méthodiste des Caraïbes

Secrétaire général du COE de 1972 à 1984

Eugene Carson Blake (1906 - 1985) (États-Unis)

Église presbytérienne, États-Unis

Secrétaire général du COE de 1966 à 1972

W.A. Visser 't Hooft (1900 - 1985) (Pays-Bas)

Église réformée néerlandaise/ Église nationale protestante de Genève

Secrétaire général du COE de 1948 à 1966

Les présidents du Comité central

Aram Ier, catholicos de Cilicie (Église apostolique arménienne, Antelias, Liban)

élu aux Assemblées de Canberra et de Harare

Heinz Joachim Held (Église évangélique d'Allemagne)

élu à l'Assemblée de Vancouver

Edward W. Scott (Église anglicane du Canada)

élu à l'Assemblée de Nairobi

M.M. Thomas (Église syrienne Mar Thoma de Malabar, Inde)

élu à l'Assemblée d'Upsal

Franklin Clark Fry (Église luthérienne d'Amérique)

élu aux Assemblées d'Evanston et de La Nouvelle-Delhi

George Bell (Église anglicane, Grande-Bretagne)

élu à l'Assemblée d'Amsterdam

Les activités du COE se déroulent de manière intégrée dans l'ensemble des équipes du personnel. Le personnel et les équipes entreprennent des projets conjoints et se font part mutuellement de leurs suggestions. A la fin de chacun des chapitres, on trouvera la mention de l'équipe assumant la responsabilité principale des activités décrites.

Introduction

William Temple (1881-1944), un pionnier du mouvement œcuménique au 20e siècle, qui aurait dû être installé comme premier président du Conseil œcuménique des Églises, s'il avait été encore en vie au moment de la Première Assemblée en 1948, jetait un regard réaliste sur les points forts et les faiblesses de la religion institutionnelle. Il savait que la participation des êtres humains aux conférences, aux Assemblées et aux conseils d'Églises comporte nécessairement des hauts et des bas, des positions dûment mûries et des décisions trop hâtives, des actions efficaces et des insuffisances notoires. Mais malgré cela, l'archevêque Temple n'a pas cessé de s'attacher à la joie de l'espérance et de rechercher l'unité des chrétiens, même par des moyens qu'il savait n'être pas infaillibles. En effet,

comme il l'a dit un jour à la Conférence de Lambeth, de la communion anglicane:

Durant nos délibérations, Dieu règne.

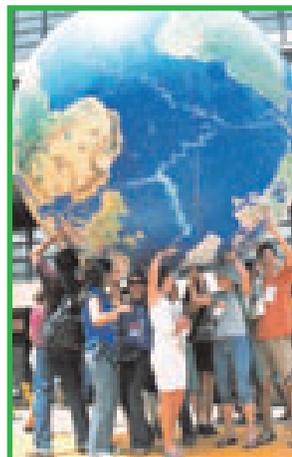
Lorsque nous prenons des décisions empreintes de sagesse, Dieu règne.

Lorsque nous prenons des décisions dénuées de sagesse, Dieu règne.

Lorsque nous le servons avec humilité et fidélité, Dieu règne.

Lorsque nous le servons avec une belle assurance, Dieu règne.

Le 21e siècle n'a pas apporté de changement fondamental de la nature humaine et n'a pas surmonté la faillibilité des institutions ecclésiales. Mais la bonne nouvelle, c'est qu'en notre siècle comme dans tous les autres, Dieu règne. C'est avec cette certitude que le mouvement œcuménique poursuit sa route en



Le Comité exécutif et le Comité central mettent en œuvre les décisions de l'Assemblée. Le Comité central, par l'intermédiaire de ses sous-comités, supervise les programmes et le budget dans le cadre des orientations fixées par l'Assemblée et en tenant compte des questions qui peuvent surgir. Le Comité central s'est réuni six fois durant la période écoulée entre la Huitième et la Neuvième Assemblée, y compris une brève réunion qui a eu lieu à Harare. Le Comité exécutif actuel se sera réuni 14 fois lorsque s'ouvrira la Neuvième Assemblée de Porto Alegre. Le Comité central a également créé des commissions et des groupes consultatifs pour les principaux domaines d'activités du Conseil. Les membres, désignés par les Églises, les organisations régionales et les partenaires œcuméniques, contribuent à passer en revue les activités du Conseil et conseillent le personnel en ce qui concerne les tendances et les priorités dont il faut tenir compte dans les travaux en cours.



Ci-dessus: Jeunes participants au Forum social mondial sur l'avenir de la planète, Porto Alegre, Brésil, janvier 2003.

Ci-contre: Cette croix en bois de teck provenant de traverses d'une voie ferrée de l'époque coloniale, en Afrique australe, a été sculptée par l'artiste zimbabwéen David Guy Mutasa pour la Huitième Assemblée du COE à Harare, en décembre 1998.

"Pendant longtemps, en tant qu'Églises, nous nous sommes engagés à demeurer ensemble; aujourd'hui, nous nous engageons à être ensemble dans la croissance commune vers l'unité visible – non seulement dans nos assemblées et nos rencontres œcuméniques, mais chacun aussi à la place qui est la sienne."

Message de l'Assemblée de Harare



"Nous ne pouvons transformer le monde que si nous sommes nous-mêmes transformés. Quelle Église voulons-nous pour le XXIe siècle? Une Église confinée dans les limites des États nations ou des groupes ethniques et préoccupée seulement de se perpétuer elle-même, ou une Église missionnaire ouverte au monde et prête à affronter ses défis? L'avenir du mouvement œcuménique sera déterminé dans une large mesure par nos perceptions et nos convictions ecclésiologiques. Il ne saurait survivre sans une vision que sous-tend une conception globale de l'Église, de l'humanité et du monde."

Sa Sainteté Aram Ier,

rapport du président à l'Assemblée de Harare

cherchant à rester fidèle, mais prêt aussi à confesser ses erreurs, en s'efforçant de les corriger.

Ce rapport destiné à la Neuvième Assemblée présente à grands traits la vie et les activités du COE telles que le Comité central les a supervisées depuis l'Assemblée de Harare. Il ne s'agit pas là d'une simple tâche prévue par la Constitution. Pour nous tous, qui sommes engagés dans le mouvement œcuménique, c'est une invitation à nous réjouir de ce qui a été réalisé, de repérer les sources de division ou de tension qui font obstacle à notre vie et à notre témoignage communs et d'évaluer les défis qui sont devant nous et la manière dont nous pourrions au mieux les relever ensemble, en tant qu'Églises.

La Huitième Assemblée du Conseil œcuménique des Églises, qui fut aussi la plus nombreuse, a célébré le 50e anniversaire de la fondation du COE, non seulement en se réjouissant des événements passés, mais en renouvelant pour l'avenir l'engagement des Églises envers le mouvement œcuménique. Elle a réaffirmé le rôle unique que joue le COE parmi les conseils chrétiens et sa ferme intention d'élargir et d'enrichir la communauté fraternelle des Églises du monde.

L'Assemblée est l'organe législatif suprême du COE. Les délégués, qui représentent les Églises membres, passent en revue les programmes et les activités entreprises durant la période écoulée depuis l'Assemblée précédente, ils déterminent les orientations générales du COE et élisent ses présidents et son Comité central.

Grâce aux réflexions et aux recommandations du Comité d'orientation des programmes, l'Assemblée de Harare a

réaffirmé que les activités essentielles du COE se situent dans les domaines de l'unité, de la mission et du service. Elle a invité les Églises à entreprendre des efforts accrus dans ceux de la "communauté sans exclusive", du culte et de la spiritualité, de la non-violence et de la réconciliation, ainsi que de la mondialisation économique.

L'Assemblée de Harare a également pris des décisions spécifiques concernant les activités qui devaient se dérouler durant la période s'écoulant entre les Assemblées – la Décennie "vaincre la violence" (2001-2010), la Commission spéciale sur la participation des orthodoxes au COE, le Forum chrétien mondial, et la nécessité de mettre en place un accompagnement spécial de l'Afrique. Elle a exprimé le besoin d'établir pour les programmes des fondements bibliques et théologiques, de mettre à profit les nouvelles technologies de l'information et de consacrer davantage de temps et d'imagination à la question des répercussions du travail du Conseil sur la vie des Églises membres. En adoptant la déclaration "Vers une conception et une vision communes du Conseil œcuménique des Églises" (CVC), l'Assemblée s'est prononcée en faveur d'une conception renouvelée du COE en tant que communauté fraternelle d'Églises, susceptible d'influer sur la manière dont il est au service de ses Églises membres et du mouvement œcuménique et dont il est pour eux une inspiration.

Le rapport du Comité d'orientation du programme adopté par l'Assemblée fait l'objet de discussions approfondies. Un cadre de travail a été élaboré puis adopté par le Comité central lors de sa première réunion en août-septembre 1999; il prenait en compte les préoccupations et les recommandations figurant dans le rapport du Comité d'orientation

du programme de l'Assemblée concernant les activités du COE.

Il est apparu que les questions, activités et priorités émanant de l'Assemblée se répartissaient sur quatre thèmes:

Être l'Église: comment construire l'unité de l'Église, développer la communauté des Églises, former de nouveaux responsables, gérer nos relations avec les autres religions et agir en tant qu'Église face à une société marquée par un pluralisme croissant?

Servir la vie: comment répondre aux détresses des êtres humains, des personnes exclues et opprimées, comment prendre soin de la création, relever les nouveaux défis et faire face aux technologies qui touchent à l'essence même de la vie?

Le ministère de la réconciliation: Comment promouvoir la paix, les droits humains et la justice dans le monde – dans nos Églises et nos milieux de vie et entre les nations?

Le témoignage et le service communs au cœur de la mondialisation: Comment témoigner de notre foi dans un monde pluraliste et relever les défis économiques, sociaux et culturels de la mondialisation économique?

Le rôle du COE en voie de transformation

L'Assemblée et le Comité central ont vivement encouragé le Conseil à rechercher de nouvelles méthodes de travail et d'intégration des programmes dans l'ensemble du COE.

Il s'agit là, d'une part, d'une adaptation aux circonstances pratiques. Des revenus en diminution et des réductions de personnel ont rendu néces-

Le but premier de la communauté fraternelle d'Églises que forme le Conseil œcuménique des Églises est d'offrir un espace où celles-ci puissent s'appeler mutuellement à tendre vers l'unité visible en une seule foi et en une seule communauté eucharistique, exprimée dans le culte et dans la vie commune en Christ, à travers le témoignage et le service au monde, et de progresser vers cette unité afin que le monde croie.

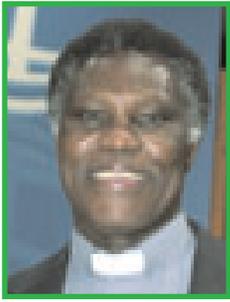
Dans les efforts qu'elles font pour réaliser une koinonia de foi et de vie, de témoignage et de service, les Églises, par l'intermédiaire du Conseil œcuménique, doivent:

- favoriser la recherche dans la prière du pardon mutuel et de la réconciliation dans un esprit de responsabilité mutuelle, le développement de relations plus profondes à travers le dialogue théologique, et le partage des ressources matérielles, spirituelles et humaines;
- faciliter le témoignage commun en chaque lieu et en tous lieux et s'apporter mutuellement aide et soutien dans leur tâche de mission et d'évangélisation;
- traduire en actes leur engagement en faveur de la diaconie en servant tous ceux qui sont dans la détresse, en renversant les barrières qui séparent les êtres humains, en œuvrant à l'avènement d'une seule famille humaine dans la justice et dans la paix, et en sauvegardant l'intégrité de

la création, afin que tous connaissent la plénitude de vie;

- favoriser le développement d'une conscience œcuménique et d'une vision de la vie communautaire enracinée dans chaque contexte culturel particulier;
- se prêter mutuellement assistance dans leurs relations avec les croyants des autres communautés religieuses;
- encourager le renouveau et la croissance dans l'unité, le culte, la mission et le service;
- favoriser les relations avec les Églises et entre elles, parmi ses membres surtout mais aussi avec les Églises non membres;
- établir et maintenir des relations avec les conseils nationaux et les conférences régionales d'Églises, les organisations des communions chrétiennes mondiales et d'autres organismes œcuméniques;
- appuyer les initiatives œcuméniques prises aux niveaux régional, national et local;
- encourager la création de réseaux entre les organisations œcuméniques;
- travailler à maintenir la cohérence du seul mouvement œcuménique dans ses diverses manifestations.

Extrait de la Constitution du COE, article III



“Le COE est unique en son genre, et ce qui le rend unique, c’est son rôle d’‘espace’ global et multilatéral, qui met en présence une diversité incroyable d’histoires, de cultures et de théologies pour des rencontres, ce qui n’est le cas, à cette échelle, d’aucune autre organisation. Il y a dans le COE une richesse incomparable, et nous devons trouver les meilleurs moyens d’utiliser ce trésor. La diversité qui est la nôtre ne doit pas être considérée comme un obstacle, mais comme une ressource précieuse à mettre au service de chacun.”

Pasteur Samuel Kobia,
réflexions sur les premiers 100 jours de son activité de secrétaire général du COE

Changement à la tête du COE

Le Comité central a élu le pasteur Samuel Kobia comme nouveau secrétaire général. Il est entré en fonction en janvier 2004. Après avoir assumé pendant 11 ans la charge de secrétaire général, le pasteur Konrad Raiser a pris sa retraite à la fin de 2003.

saire la recherche de nouvelles manières de réaliser le travail.

Mais plus encore, cela correspond à une nouvelle conception du COE en tant que “communauté fraternelle d’Églises”, telle qu’elle apparaît dans le document CVC, et au nouveau rôle du COE conçu comme facilitateur, coordinateur, catalyseur et animateur de la communauté. Le COE joue un rôle unique de plaque tournante pour l’échange d’informations, la constitution de réseaux et le suivi, offrant un espace commun à la réflexion et à l’action.

L’expression “espace œcuménique” est devenue un terme clé qui désigne le rôle nouveau du COE. Celui-ci, de par sa situation unique dans le monde et sa capacité à rassembler l’éventail le plus vaste d’Églises, d’organisations et de personnes, offre des espaces précieux où des questions vitales peuvent être discutées et débattues et où l’on peut trouver de nouvelles compréhensions et des moyens communs pour aller de l’avant.

Des exemples de cette possibilité d’offrir des espaces sûrs et ouverts à la créativité sont la Commission spéciale, un colloque des femmes vivant dans des situations de conflit, le processus d’étude sur la sexualité humaine, les discussions sur le baptême et le débat sur l’attitude des Églises face à la guerre en Irak. De tels espaces peuvent être inconfortables. Cependant, le COE n’a pas hésité à les créer et à faire en sorte qu’ils soient des lieux d’intégrité et de respect mutuel, car l’histoire nous apprend que la communauté est plus profonde et plus solide lorsque ses membres demeurent ensemble, écoutent ensemble et croisent ensemble.

Les défis passés, actuels et futurs

Au moment de traduire en actes concrets sa vision et ses lignes d’action, le COE a toujours affronté des défis en entreprenant de petits pas vers l’unité visible au sein de la communauté fraternelle, et face à des réalités politiques, sociales et économiques nouvelles au niveau mondial.

La vision œcuménique du COE a toujours été plus vaste que ses ressources financières; au cours de cette période allant d’une assemblée à l’autre, il a été à nouveau confronté à des diminutions importantes de ses revenus et à la nécessité de réduire ses dépenses, ce qui a entraîné une compression du personnel. Il a été ainsi stimulé à coopérer de manière imaginative avec d’autres partenaires. Mais, de manière croissante aussi, il apparaît qu’il doit faire des choix, parfois douloureux, entre les questions qu’il est seul à pouvoir traiter et ce que d’autres doivent prendre en charge.

La manière dont les Églises sont informées sur les programmes et les activités et y participent a également constitué un problème constant, exigeant de la part du Conseil de l’imagination dans le domaine de la communication et, du côté des Églises, des efforts pour prendre les tâches à leur compte, dans l’esprit du document “Vers une conception et une vision communes”.

De manière plus fondamentale, le défi s’adresse à l’œcuménisme en tant que tel. Dans son rapport à l’Assemblée de Harare, Sa Sainteté Aram Ier, président du Comité central, a fait observer que l’œcuménisme institutionnel est en crise, mais que celui que vivent les gens est dynamique et en croissance. Rappelant aux délégués que “le COE est un instru-

ment, il n'est pas une fin en soi", il nous a tous mis au défi de nous demander quelle vision œcuménique devrait nous guider vers l'avenir.

Tant le présent que l'avenir posent des défis immenses. Les nouvelles technologies de l'information ont apporté de grands changements dans le domaine de la communication à l'échelle mondiale. Ces changements ont rapproché les gens, mais ils ont aussi creusé les fossés économiques et culturels entre eux. Malgré la mobilisation de plus en plus forte de la société civile, la mondialisation économique et le pouvoir croissant des institutions financières internationales ont concentré d'énormes richesses et un pouvoir extrême entre les mains d'une minorité de gens, dans un monde où des millions de personnes sont victimes de la faim et de la violence. Les nouvelles technologies ont aussi permis de très grands progrès dans le champ médical, tout en suscitant des préoccupations croissantes dans le domaine de l'éthique de la vie. Et malgré la conscience croissante que l'on prend des menaces qui pèsent sur l'environnement, la destruction de la création se poursuit sans relâche dans la plupart des régions.

Au cours des décennies écoulées, les communautés religieuses, dans le monde, ont subi des transformations, et l'on remarque un déclin de nombreuses Églises en Europe et en Amérique du Nord, alors que certaines, dans d'autres régions telles que l'Afrique subsaharienne et l'Asie, connaissent une croissance explosive. De plus en plus, la pluralité religieuse est source de préoccupations fondamentales pour les collectivités et les États; l'usage et même l'abus qui est fait de la religion à des fins politiques et économiques exigent que l'on progresse dans la compréhension

mutuelle entre les religions et les efforts qu'elles entreprennent en commun.

Dans tous ces domaines, le rythme accéléré des transformations incite Églises et organisations à faire preuve de flexibilité et à réagir rapidement face aux nombreux événements, sans perdre de vue le sens de leur mission ni la vision qui les guide. Les discussions sur le thème de la "reconfiguration" du mouvement œcuménique sont une conséquence de ces nouvelles réalités et cherchent à les prendre en compte.

Malgré tous les problèmes – et dans certain cas grâce à eux – le COE a fait des percées importantes au cours de cette période de recherche de l'unité visible:

- Les travaux de la Commission spéciale sur la participation des orthodoxes au COE a non seulement permis d'approfondir les relations entre les diverses communautés en abordant ouvertement des questions qui menaçaient de provoquer des conflits, mais ils ont aussi profondément affecté les décisions et les délibérations du COE, notamment en raison du passage au mode de prise de décisions par consensus, qui va dans le sens d'une recherche de l'unité.
- Les progrès réalisés au cours des discussions en vue de la création d'un Forum chrétien mondial ont fait pénétrer le dialogue jusque dans les Églises et les organisations chrétiennes qui ne participaient pas auparavant au mouvement œcuménique mondial.
- Le fait que les Églises ont adopté la Décennie "vaincre la violence" et la dynamique qui en découle ont encouragé et mis en évidence leurs initiatives, tant à l'échelon local qu'au niveau mondial, pour construire une culture de la paix.



"Lorsque j'ai rencontré le mouvement œcuménique pour la première fois, il y a de cela bien longtemps, il se considérait comme impliqué dans une lutte: lutte spirituelle, sociale, non seulement pour l'unité des chrétiens, mais aussi pour le renouveau de nos Églises, de notre foi, pour la transformation du monde. Aujourd'hui, je suis convaincu que, plus qu'une lutte, l'œcuménisme est un appel et un voyage sous la conduite de l'Esprit de Dieu. Je suis aussi convaincu que l'avenir se trouve dans ce que Chiara Lubich (fondatrice du mouvement des Focolari) appelle 'l'œcuménisme du peuple', par opposition à celui du passé qui mettait un accent peut-être exagéré sur les dirigeants d'Églises ...

Pour moi, le 'renouveau' de l'Église est un processus permanent. Le mouvement œcuménique est en train de sortir d'une étape de préoccupations structurelles et organisationnelles pour entrer dans une phase de voyage, de pèlerinage de l'ensemble du peuple de Dieu."

Pasteur Konrad Raiser,
novembre 2003

- Engagés en faveur de la non-violence et de la justice, les accompagnateurs en Palestine et en Israël ont suscité un nouvel espoir et encouragé un engagement pratique visant à établir une paix durable en Terre Sainte.
- Les efforts faits pour s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté ont conduit à un dialogue honnête du COE avec des institutions telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

Ces "succès", grands et petits, et d'autres encore, illustrent la vigueur, et la nécessité, du témoignage et de l'action œcuméniques. La vision œcuménique demeure forte et prophétique. Ainsi, pleins de foi, d'espérance et d'engagement, nous prions et offrons notre travail pour que se réalise la prière: "Transforme le monde, Dieu, dans ta grâce".

6 *"Partout, nous constatons l'état de rupture des groupes humains et de leurs relations. Bien que nous vivions à l'ère des voyages internationaux et des migrations de masse, bien souvent l'étranger n'est pas le bienvenu. Notre tâche consiste à aider les gens à redécouvrir l'humanité de l'autre et la valeur fondamentale des relations humaines. Je voudrais que le COE soit un bâtisseur de ponts, qu'il fasse lui-même office de pont en favorisant les relations entre tous les êtres humains et les aide à se rapprocher."*

Pasteur Samuel Kobia,
réflexions sur les premiers 100 jours de son activité de secrétaire général



Des stewards présentent au Comité central du COE réuni à Genève en 2005 un collage représentant le symbole de la Neuvième Assemblée et son thème "Transforme le monde, Dieu, dans ta grâce".

Les Églises en quête de réconciliation et de paix

A l'aube d'un nouveau siècle inauguré au milieu des conflits, la Décennie "vaincre la violence" (DVV) apparaît comme un modèle de communion et d'action œcuméniques. Des initiatives innovatrices en vue de la paix et de la réconciliation sont lancées aux niveaux local et national. De nouveaux partenariats avec d'autres religions et avec la société civile voient le jour. L'étude, la protestation et l'action non violente et positive sont autant d'encouragements à assumer la responsabilité de faire face à la violence et de la surmonter au sein de l'Église et dans le monde.

Depuis la proposition surprenante d'un représentant à l'Assemblée de Harare et son adoption unanime par les délégués, jusqu'aux initiatives innovatrices qu'elle a déclenchées aux niveaux local et international, la Décennie "vaincre la violence": les Églises en quête de réconciliation et de paix (2001-2010) a évolué vers une dynamique au sein de laquelle les Églises agissent et réfléchissent ensemble. La vie œcuménique, entre Harare et Porto Alegre, a été profondément façonnée par l'appel à vaincre la

violence et à œuvrer en vue de la réconciliation et de la paix.

La Décennie "vaincre la violence" (DVV), certes, s'inspirait d'efforts qui l'avaient précédée, comme la Décennie œcuménique "les Églises solidaires des femmes", et le programme "Vaincre la violence: campagne Paix dans la ville", mais la présente décennie a été conçue par le COE comme une initiative d'un genre nouveau.



"Nous devons cesser d'être des spectateurs de la violence ou de nous borner à la déplorer, et nous employer à la vaincre, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Église. Nous nous souvenons, et nous rappelons aux Églises, que nous portons la responsabilité commune de prendre position hardiment contre tous ceux qui défendent les structures injustes et oppressives, le racisme, le recours à la violence, et notamment à celle qui s'exerce contre les femmes et les enfants, et les actes de violation flagrante des droits de l'homme commis au nom d'une nation ou d'un groupe ethnique quelconque. Si les Églises n'allient pas leur témoignage en faveur de la paix et de la réconciliation à la quête de l'unité entre elles, elles échouent dans leur mission au monde. En laissant de côté ce qui les sépare, en donnant une réponse œcuménique au défi auquel elles sont confrontées, en prouvant que la non-violence est une approche active du règlement des conflits et en offrant, en toute humilité, ce que Jésus Christ a enseigné à ses disciples, les Églises transmettent

*Autrefois ennemis:
un soldat de
l'armée angolaise (à
droite) salue un
combattant de
l'UNITA dans la
région de Lucusse
où ils sont
cantonnés.*

(suite p. 8)

(suite de la p. 7)

un message unique au monde malade de la violence...

La vision évangélique de la paix est source d'espérance, dans la perspective du changement et d'un nouveau commencement. Ne nous montrons pas indignes de ce qui nous a été donné. Partout dans le monde, les gens attendent impatiemment de nous, chrétiens, que nous devenions ce que nous sommes: les enfants de Dieu incarnant le message d'amour, de paix, de justice et de réconciliation."

Message du Comité central du COE sur la Décennie "vaincre la violence", septembre 1999

"Construire la communauté est l'élément clé pour vaincre la violence. La communauté n'est pas uniquement une nécessité sociale, elle est essentiellement une réalité théologique. L'Église est un peuple de l'alliance. Elle est envoyée dans le monde pour conduire les hommes et les femmes dans la communauté du Christ et la vie nouvelle avec lui."

Sa Sainteté Aram Ier, janvier 2001

Procession aux chandelles jusqu'à la Porte de Brandebourg (à gauche) et lancement de la Décennie "vaincre la violence" (DVV) à la Kaiser-Wilhelm-Gedächtnis-Kirche, à Berlin. Ces manifestations se déroulaient lors de la session du Comité central à Potsdam en 2001. En photo: l'archevêque orthodoxe syrien Mor Cyril Aphrem Karim (au centre) et le lauréat du prix Nobel de la paix Jose Ramos Horta, du Timor oriental (à droite).

En particulier, elle se situe dans le contexte du COE défini comme une "communauté fraternelle d'Églises" qui se soutiennent et s'interpellent mutuellement. Elle a été également considérée comme une occasion de rechercher de nouvelles méthodes de travail et de découvrir des moyens de communication imaginatifs, comme l'Assemblée l'avait demandé.

Le rôle du COE a été conçu comme devant faciliter les échanges, mettre en lumière les expériences faites et inspirer un nouvel engagement grâce à la promotion de réflexions théologiques et éthiques. La véritable force motrice de la DVV devait venir des Églises aux niveaux régional, national et local. La Décennie doit avoir un impact local si elle veut être vraiment pertinente et produire des résultats significatifs.

De nouvelles manières de travailler

A dire vrai, les débuts de la DVV ont constitué un parcours d'apprentissage à

la fois pour le Conseil à Genève et pour les Églises. L'un des enseignements tirés de l'expérience a été qu'il faut du temps – pour la communication entre partenaires et pour la planification – et de la souplesse.

Pour que les Églises puissent s'approprier l'idée de la Décennie et la développer, il fallait qu'elles donnent les impulsions fondamentales concernant ce que la DVV allait faire et la manière dont elles-mêmes l'adopteraient. Le Comité central, en 1999, a adressé un message aux Églises les invitant à y participer en identifiant les problèmes auxquels elles sont confrontées, en spécifiant quelle contribution elles souhaiteraient y apporter, les efforts, les possibilités et les ressources qu'elles seraient prêtes à y consacrer, et en exprimant leurs attentes à l'égard de la DVV.

Entre temps, beaucoup d'Églises et de conseils d'Églises avaient écrit au COE pour demander comment participer à la Décennie. Si la plupart étaient enthous-



siastes en apprenant qu'ils devaient envisager de lancer eux-mêmes des initiatives adaptées à leurs contextes respectifs, les Églises ont mis du temps à promouvoir les activités de la Décennie, à élaborer leurs propres programmes et à les faire connaître à l'ensemble de la communauté du COE. C'est ainsi que les initiatives de la DVV se sont développées lentement, mais sûrement.

Finalement, les démarrages à des dates et en des lieux différents ont contribué à maintenir la dynamique de la Décennie et ont fourni des occasions plus nombreuses, à l'échelon local et régional, de lancer le mouvement au travers de manifestations qui avaient pour objectif de promouvoir la paix sur le terrain. Le lancement, en Afrique de l'Ouest, a eu lieu en juin 2001, en conclusion d'un forum pour la paix organisé par les Églises de cette région. En mars 2001, dans la Région des Grands Lacs et de la Corne de l'Afrique, le lancement de la Décennie a coïncidé avec une rencontre qui s'est tenue à Kampala, en Ouganda,

sur le thème "Vaincre la violence: un défi pour les Églises" et où l'on a examiné en particulier les dévastations provoquées dans la région par des décennies de guerres.

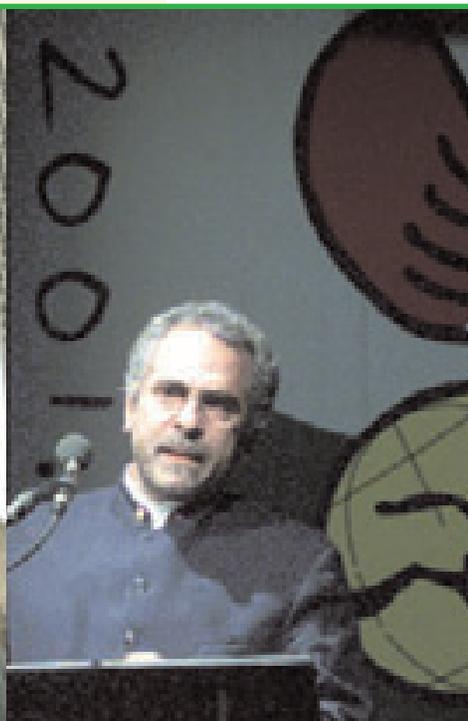
Il a également fallu du temps pour évaluer la manière dont la Décennie est reçue dans les contextes nationaux et régionaux et repérer les lieux où le COE peut la promouvoir, créer des réseaux et coordonner ses activités le plus efficacement possible. Mais actuellement, à mi-parcours, on constate finalement qu'un mouvement mondial, aux multiples facettes et bien vivant, s'est développé; il rassemble des partenaires de tous bords, et même au delà du mouvement œcuménique, et stimule l'action et la réflexion à de nombreux niveaux de la société.

Les nombreuses organisations qui ont manifesté de l'intérêt pour la Décennie ont offert aux Églises et autres organisations de nouvelles possibilités de s'allier avec des communautés d'autres religions



"Nous devons nous efforcer de former une nouvelle génération de prophètes de la justice. Nous devons être des disciples de l'amour, des apôtres de la libération, des enseignants de la non-violence et des ambassadeurs de la réconciliation".

Pasteur Otis Moss,
de l'Église "Olivet Institutional Baptist Church" de Cleveland, Ohio, lors du lancement de l'accent spécial États-Unis de la DVV en janvier 2004



et des partenaires non religieux. La DVV ouvre, au sein de la famille œcuménique, un nouveau contexte permettant d'offrir un soutien pastoral – comme par exemple à la suite de la tragédie du 11 septembre 2001 -, de défendre ensemble diverses causes – comme lors des protestations précédant la guerre en Irak – et de mener des débats théologiques, notamment sur les questions relatives à l'usage de la violence "en dernier ressort". Au sein de l'Église et ailleurs, il est évident que la tâche consistant à surmonter la violence est immense. Mais il n'y en a pas de plus urgente pour l'Église, comme de nombreux échos permettent de le constater.

Des objectifs ambitieux et des efforts concrets

Les objectifs de la Décennie étaient aussi vastes et d'une portée aussi consi-

dérable que la violence qu'elle avait pour but de vaincre. L'Assemblée avait demandé au COE d'élargir la définition de la violence et d'"adopter avec les Églises une stratégie visant à créer une culture de la non-violence, ... en travaillant en lien et en interaction avec d'autres partenaires et organismes internationaux, et en explorant et développant des méthodes appropriées pour le règlement des conflits et l'instauration d'une paix juste dans le contexte nouveau né de la mondialisation."

Le Comité central, en 1999, a donc décidé que la Décennie traiterait de tous les aspects de la violence, à tous les niveaux, et qu'elle devait "interpeller les Églises afin qu'elles surmontent l'esprit, la logique et la pratique de la violence", et "réaffirmer la spiritualité de la réconciliation et de la non-violence active".

Ballet "Paix dans la ville",
4 février 2001. Lancement
international de la DVV lors
de la session du Comité
central à Potsdam.



Prophétiquement, le Comité mentionnait parmi ces objectifs, avant même le 11 septembre 2001: "créer une nouvelle conception de la sécurité fondée sur la coopération et le sens communautaire, au lieu de la domination et de la concurrence", collaborer avec d'autres religions et se mettre à leur écoute et se préoccuper "de la militarisation croissante du monde".

Outre la promotion et la mise en évidence d'initiatives locales et régionales de la DVV, le COE a redoublé d'efforts pour mettre en œuvre ces objectifs au niveau international. Au sein du Conseil, des responsables de toutes les équipes se sont réunis pour coordonner les programmes, évaluer les lignes directrices de la Décennie et imaginer de nouvelles manières d'aborder le problème.

Un site Internet interactif a été créé, outil essentiel du travail en réseau de la Décennie. Ouvert à tous et disponible en anglais, en français, en allemand et en espagnol, ce site permet à des personnes individuelles et à des organisations de faire connaître leurs témoignages, leurs nouvelles, leurs manifestations et leurs ressources et d'en trouver d'autres. Un nombre croissant de personnes le consulte; la moyenne mensuelle des visites a dépassé 40'000 en 2004. Certaines Églises ont créé leur propre site de la Décennie, qui comprend un lien avec celui du COE et offre des réseaux et des ressources au niveau international.

Toujours en quête de nouvelles méthodes de communication, et pour étendre la portée du message de la Décennie au delà des milieux des Églises, le COE a



"Bien souvent, nous ne savons pas reconnaître, et encore moins confesser, que nous créons de la violence et la perpétons au nom de notre foi, et nous ne savons pas demander pardon."

Janice Love,
présidente du groupe de référence de la DVV, allocution prononcée le 21 septembre 2004 au Church Center for the United Nations, New York



Flavio, Giselle et Alberto, membres du groupe Viva Rio, de Rio de Janeiro, Brésil, participent à un spectacle du Programme "vaincre la violence" présenté à la Huitième Assemblée de Harare en décembre 1998.

parrainé la production d'un ballet intitulé "Paix dans la ville" qui a été présenté à l'Expo 2000 à Hanovre, Allemagne, et lors du lancement de la DVV. Des représentations ont été données à Berlin et aux États-Unis. Conçu et composé au Brésil par des artistes professionnels, ce ballet met en évidence, par ses aspects visuels et musicaux, les initiatives visant à vaincre la violence dans sept villes où s'est déroulée la campagne du COE "Paix dans la ville". La production de ce ballet a accru la visibilité de la Décennie et du COE grâce à une vaste couverture médiatique et elle a favorisé les contacts avec divers groupes qui ont manifesté le désir de l'accueillir ou de produire eux-mêmes un spectacle. Un CD de la musique est disponible.

Un document (en quatre langues) a été élaboré pour présenter la DVV et ses buts; il contient quelques observations fondamentales sur la nature de la violence et ses réalités et sur la manière dont les Églises et le COE s'efforcent de la surmonter.

Un guide d'étude intitulé *Pourquoi la violence? Pourquoi pas la paix?* a paru en janvier 2003. Ce guide est actuellement disponible en huit langues (hongrois, portugais, japonais, néerlandais, outre les quatre langues de travail du COE); il traite de l'esprit et la logique de la violence, du bon et du mauvais usage du pouvoir, des questions relatives à la justice et de l'identité et de la pluralité religieuses. Il a eu beaucoup de succès et s'est avéré très utile, 50'000 exemplaires en ont été diffusés, sans compter

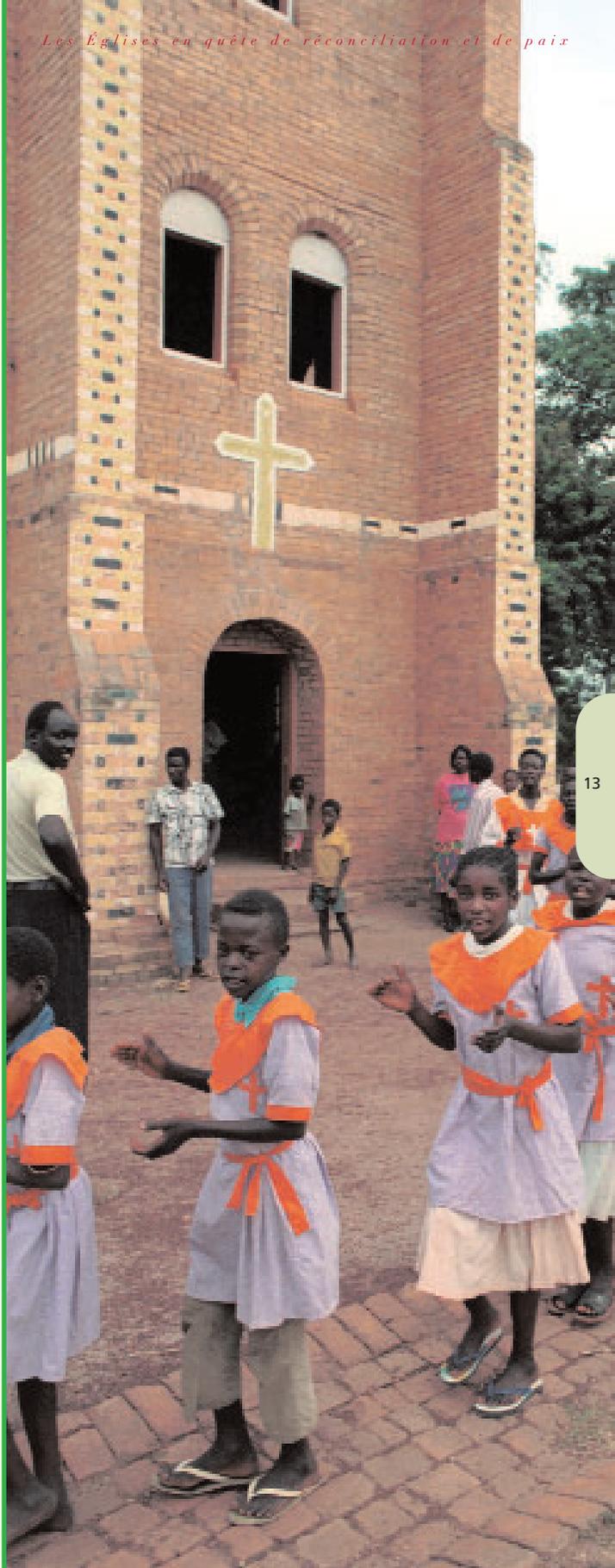
tous ceux qui ont été téléchargés à partir du site de la DVV. "Les racines de la violence", une vidéo coproduite par le COE et le Conseil œcuménique du Danemark, donne la parole aux victimes et aux auteurs des atrocités perpétrées au cours de la guerre civile en Sierra Leone. Cette vidéo a remporté plusieurs prix internationaux. Elle est actuellement disponible en DVD, en anglais, allemand et français.

Une étude théologique sur la paix, la justice et la réconciliation intitulée "Cultiver la paix, vaincre la violence: avec le Christ, pour le monde" a été lancée pour inviter les Églises, ainsi que divers instituts de formation et organisations œcuméniques à réfléchir aux thèmes spécifiques de la Décennie (voir p. 44).

D'autres réflexions théologiques ont été inspirés par la Décennie "vaincre la violence". Les Églises historiquement pacifistes – mennonites, Église des Frères et Société des amis (Quakers) – ont entendu l'interpellation du Comité central qui leur demandait de participer à la Décennie en faisant bénéficier toutes les Églises de leurs conceptions théologiques et de leur expérience spirituelle. Deux débats théologiques internationaux en ont résulté, l'un en Suisse et l'autre au Kenya, au cours desquels les participants ont examiné à nouveau la théologie traditionnelle de la paix dans le contexte de la mondialisation et face aux conflits violents dont les causes sont complexes.

En 1998, les Nations Unies ont invité, elles aussi, à observer une Décennie internationale d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde (2001-2010). La simultanéité des deux décennies a ouvert de nouvelles possibilités de coopération avec des organisations intergouvernementales et de la société civile. On mentionnera, à titre d'exemple, des contacts avec l'Organisation mondiale de la santé; une planification conjointe a permis de réunir une information analytique importante pour aider les Églises à comprendre les mécanismes de la violence, notamment au niveau interpersonnel, et de sa prévention. Le COE participe, avec le Conseil pontifical "Justice et paix", à la coalition internationale pour la promotion de la Décennie des Nations Unies. Cette coalition réunit des mouvements nationaux, religieux et laïques, œuvrant en faveur de la paix et de la justice et a pour objectif de soumettre aux Nations Unies une résolution demandant l'introduction du thème de la paix dans les programmes scolaires.

Le COE a également marqué la Journée internationale de la paix proclamée par les Nations Unies, le 21 septembre 2004, en invitant les paroisses du monde entier à prier pour la paix ce jour-là ou à une date proche. Cette initiative, qui a été saluée par le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, est une manière pour les Églises et les communautés religieuses d'unir leurs forces et leur témoignage aux efforts de l'ensemble de la communauté internationale, afin de promouvoir ensemble la paix et la justice dans le monde. Des messages



"La violence contre les femmes et les enfants est une réalité dans l'Église et dans la société. Pourtant, de nombreux chrétiens ne considèrent pas que c'est là une question théologique."

Muriel Oreillo-
Montenegro, Philippines

reçus de 14 dirigeants chrétiens et de militants pour la paix dans tous les continents ont été placés sur le site Internet de la DVV, qui a été visité par 250 000 personnes au cours du mois de septembre 2004.

La participation des jeunes aux efforts de paix a insufflé de l'énergie et une inspiration nouvelle à la Décennie. Le COE a facilité des rencontres interreligieuses et des séminaires au cours desquels les jeunes ont réfléchi aux manières de vaincre la violence et élaboré des projets pratiques de résolution de conflit pour leurs propres collectivités. Le thème "Vaincre la violence" figure au nombre des priorités du Programme d'entraide

mondiale de jeunesse, de ses projet et échanges. Mais plus important encore est le fait que les jeunes, dans le monde entier, prennent la parole pour exprimer leurs préoccupations au sujet de la violence et leurs perspectives en vue de la paix. En 2003 par exemple, 2000 jeunes chrétiens australiens ont célébré un culte lors d'une manifestation sur le thème "cultiver la paix"; des contributions ont été faites par le réseau de jeunesse de l'Appel de La Haye pour la paix et du Mouvement étudiant chrétien du Zimbabwe, qui a lui-même lancé un projet d'établissement de la paix en mars 2004.

Vaincre la violence envers les femmes

Vaincre la violence envers les femmes constitue une priorité évidente découlant de la Décennie des Églises solidaires des femmes, et la DVV comporte un élément important concernant les femmes dans de nombreuses campagnes locales, nationales, régionales et internationales. En Allemagne par exemple, l'Église évangélique d'Allemagne et "Brot für die Welt" (Pain pour le monde) ont lancé un projet international conjoint sur la violence familiale, programme qui constitue un des éléments de leur action dans le cadre de la DVV. En 2002, un colloque intitulé "Femmes en situation de conflit: Femmes, exprimez-vous!", fruit d'une coopération du COE, de la Fédération luthérienne mondiale, de l'Alliance réformée mondiale et de la Conférence des Églises européennes, a traité des différentes manières dont les femmes font face aux conflits et agissent en vue de la paix et de la réconciliation.

Ce colloque a réaffirmé la valeur d'initiatives telles que les visites de solidarité entre femmes, où une délégation de femmes de différents pays va visiter celles qui vivent des situations de conflit. De telles visites ont eu lieu notamment en Indonésie, en Sierra Leone, au Liberia, au Soudan, en Angola, en Somalie, au Burundi et au Rwanda.

Une campagne mondiale visant à vaincre la violence envers les femmes et les enfants, intitulée "Sur les ailes d'une colombe", du 25 novembre au 10 décembre 2004, a souligné "le potentiel qui existe dans les grandes religions du monde pour démasquer la violence faite aux femmes et aux enfants dans les familles, l'Église et la société". La campagne a invité les Églises à accroître leurs efforts pour trouver des solutions pratiques et un accompagnement pastoral, pour rendre justice et apporter la guérison aux rescapées de la violence, et créer des lieux de consultation pour les auteurs de ces violences.



Accent spécial annuel

Pour renforcer la dynamique et permettre un approfondissement de la DVV, un accent annuel est mis chaque année sur une région ou un pays. Cet accent permet d'exprimer une solidarité particulière envers les Églises de cette région et de soutenir leurs efforts en vue de la paix et de la justice, d'accroître dans le monde la compréhension des situations sur le terrain, de proposer des domaines dans lesquels soutenir les femmes, et de se réjouir des activités qu'elles mènent en vue de la paix et de la réconciliation. En 2002, la campagne "Mettre fin à l'occupation illégale de la Palestine: Soutenons une paix juste au Moyen-Orient" visait à mobiliser les Églises

membres et les partenaires œcuméniques du COE, et à coordonner les efforts en vue de traiter les causes profondes du conflit israélo-palestinien. Cette campagne a permis de sensibiliser les Églises sur l'histoire de ce conflit et des questions en cause, à faciliter les visites de délégations, à diffuser des prières des responsables des Églises de Jérusalem et à rechercher un soutien international coordonné avec l'action des Églises locales et des organisations œuvrant en faveur de la paix et des droits de la personne. Le Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et en Israël (EAPPI) a été créé dans la foulée de cette campagne (voir p. 141).

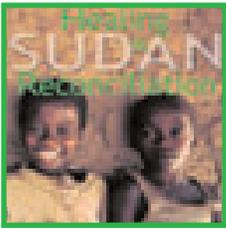
Nous avons le souci de la sécurité des deux peuples, tout comme nous avons le souci de la sécurité de tout être humain. Mais la manière dont le gouvernement israélien actuel gère la situation ne peut engendrer ni la sécurité, ni une paix juste. Nous sommes convaincus que la sécurité d'Israël dépend de la liberté des Palestiniens et de la justice qui leur est faite... Nous prions instamment le peuple palestinien de mettre fin aux actions violentes de toute nature. Nous croyons que le chemin de la paix est celui de la négociation.

Nous vous demandons, au nom du Dieu vivant que nous adorons tous, d'élever la voix pour demander la justice, la paix et la réconciliation, auxquelles l'âme de tous les habitants de Terre Sainte aspire ardemment.

Message des dirigeants des Églises de Jérusalem à tous les habitants de Terre Sainte, Jérusalem, 9 mars 2002

Le mur de séparation haut de 8 mètres isole la ville de Qalqilya, en Cisjordanie.





“Les Églises disent elles-mêmes que, malgré leurs divisions, elles vont travailler ensemble pour la paix. Nous tenons également à ce que les parties en cause mettent fin au conflit de manière non violente au lieu de se battre. Aucune des deux parties ne gagnera cette guerre, elle a duré trop longtemps.”

Pasteur Enock Tombe,
secrétaire général du Conseil
des Églises du Soudan

“Que la grâce du Dieu tout-puissant soit avec les négociateurs de paix de façon que, lorsqu'ils discutent de la paix, ils placent l'humanité en priorité par rapport à toute autre chose.”

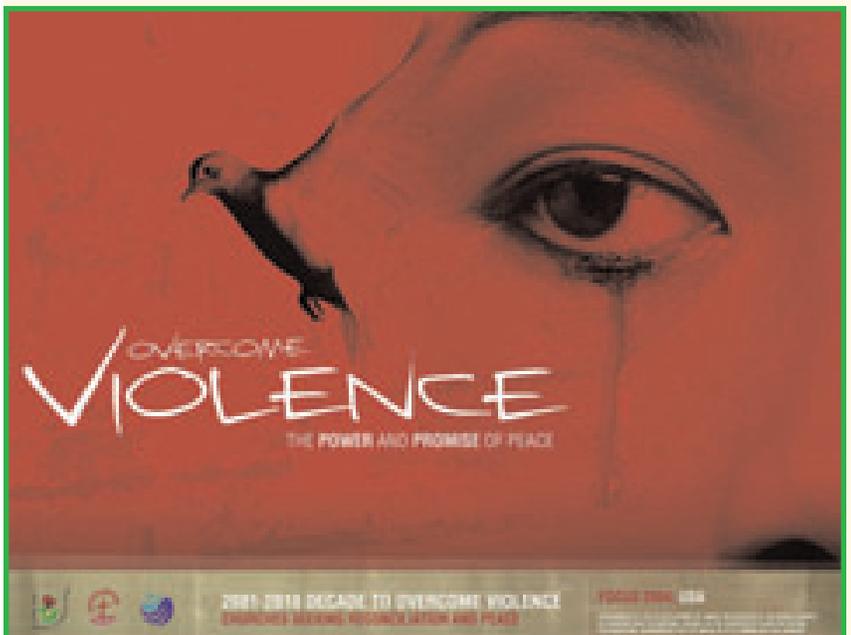
Pasteur Haruun L. Ruun,
secrétaire exécutif du Nouveau
Conseil des Églises du Soudan

Affiches de promotion des accents spéciaux annuels de la DVV: pour 2003, le Soudan (ci-dessus) et pour 2004, la lutte contre la violence aux États-Unis (à droite), sous le titre “La force et la promesse de la paix”.

“Guérison & réconciliation – Soudan, Afrique” a mis l'accent spécial 2003 sur l'Afrique. Ayant connu l'une des guerres civiles les plus longues et les plus destructrices, au cours de laquelle plus de deux millions de personnes sont mortes et plus de quatre millions ont été déplacées, le Soudan se met lentement à rétablir la paix dans un pays déchiré. L'accent spécial a donné la parole aux Églises et aux personnes qui, au Soudan, s'efforcent non seulement de mettre fin aux hostilités, mais aussi d'apporter la guérison des blessures physiques et psychiques des gens.

A bien des égards, l'accent spécial de la DVV sur le Soudan met en évidence la tragédie des conflits violents qui font rage en de nombreux pays d'Afrique, et il cherche à s'en prendre à ses racines complexes afin d'apporter une guérison véritable et une réconciliation durable. (Voir Accompagnement spécial de l'Afrique, p. 144, et Accompagnement du processus de paix au Soudan, p. 150).

“La force et la promesse de la paix”, a été le thème de l'accent pour l'année 2004 portant sur les États-Unis. Il s'agissait d'appuyer les Églises et les mouvements œuvrant pour la paix aux États-Unis et de mettre des ressources à leur disposition, de les encourager à la responsabilité mutuelle et de leur permettre d'approfondir leurs positions par rapport à des questions telles que le pouvoir, le militarisme et l'édification de la communauté. Les Églises des États-Unis, déjà très actives dans des initiatives de paix tant au plan national qu'international, ont trouvé des occasions supplémentaires de s'unir dans la parole et dans l'action. Diverses dénominations, paroisses locales et organismes interreligieux ou œcuméniques ont participé à la promotion des “Blessed Are The Peacemakers Awards” (Distinctions “Heureux les artisans de paix”), décernées à des particuliers, des paroisses et d'autres groupes qui donnent l'exemple d'actions créatives et courageuses en faveur de la paix et de la justice dans le monde. On a également encouragé et



diffusé les réflexions théologiques émanant d'une grande diversité de croyants – théologiens renommés, enfants et jeunes, et personnes qui sont en marge de la société aux États-Unis.

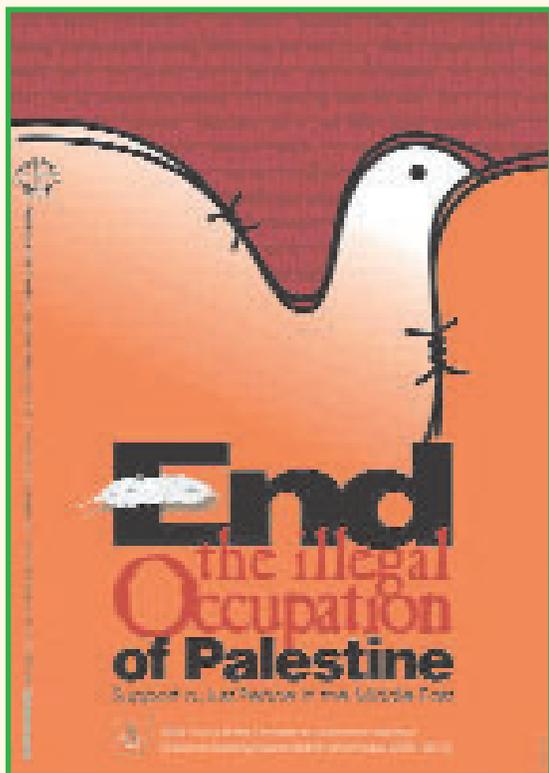
En 2005, l'accent spécial a porté sur l'Asie, avec le thème "Édifier des communautés de paix pour tous", sous les auspices de la Conférence chrétienne d'Asie et du Comité régional de la DVV. L'accent spécial a été inauguré lors de l'assemblée de la CCA en mars 2005. Des délégations "Lettres vivantes" ont contribué à mettre en contact divers

pays d'Asie et à faire le lien entre les accents spéciaux pour les années 2004 et 2005 par des échanges avec des Églises des États-Unis.

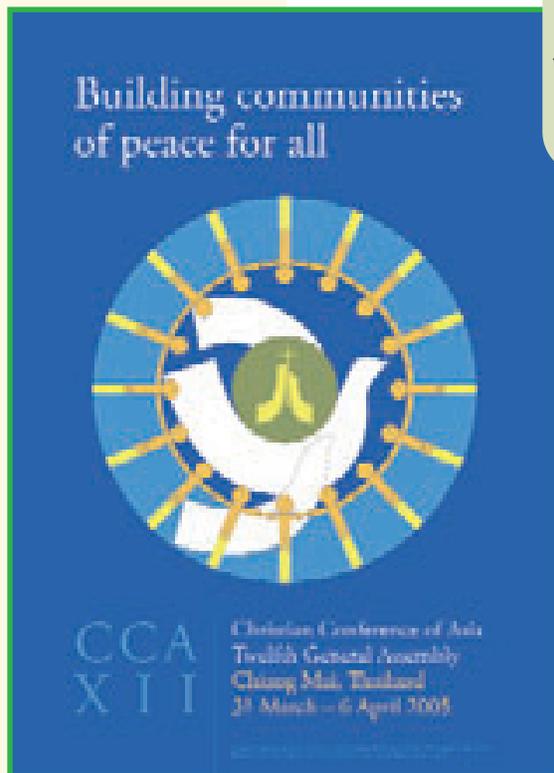
L'Amérique latine sera "tout naturellement" la région sur laquelle portera l'accent spécial pour 2006; une attention particulière sera accordée à la jeunesse, compte tenu des possibilités offertes par la Neuvième Assemblée. L'accent spécial pour 2007 sera mis sur l'Europe.

Site web de la DVV:

<http://www.vaincrelaviolence.org>



L'accent spécial 2002 a conduit à la création du Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et Israël (EAPPI).



L'accent spécial annuel 2005 de la DVV a été préparé en coordination avec la Conférence chrétienne d'Asie sur le thème "Édifier des communautés de paix pour tous".

Renforcer la communauté des Églises

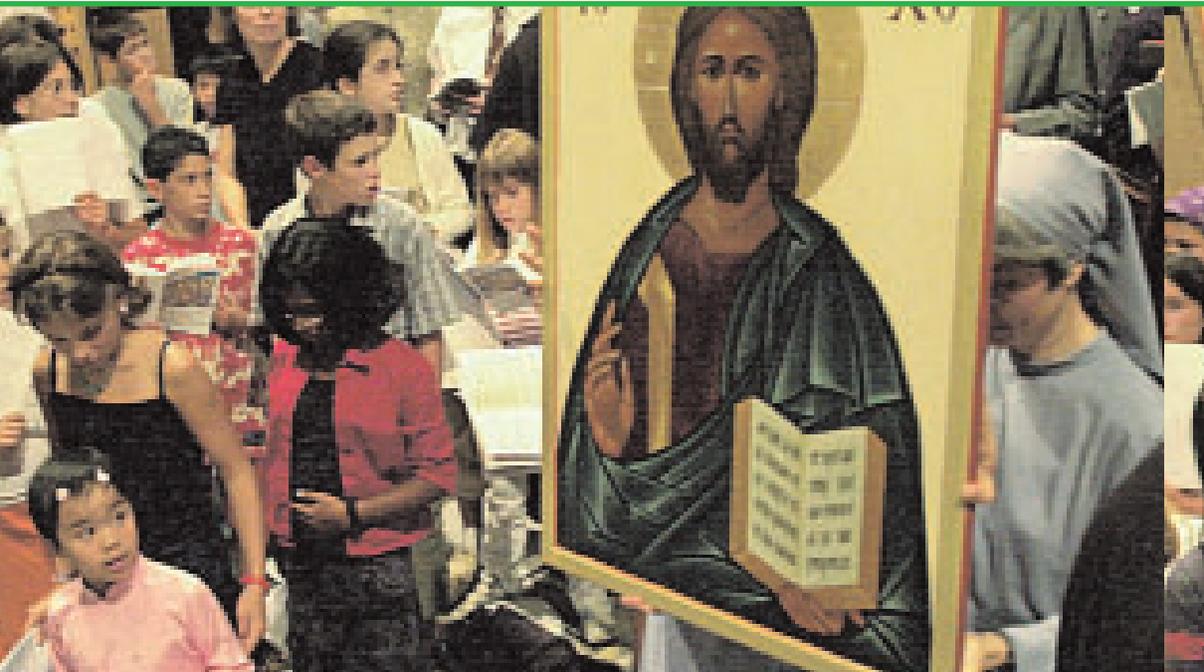
La Commission spéciale a fait bien plus que traiter les "doléances" des orthodoxes. Le processus qu'elle constitue et ses recommandations invitent toutes les Églises à approfondir leur compréhension de ce que signifie être ensemble en Christ dans la prière, la réflexion et l'action. Engager le dialogue avec les Églises qui ne sont pas membres du COE, soutenir de nouveaux responsables œcuméniques et envisager une amélioration des relations œcuméniques, tout cela contribue à dynamiser le mouvement œcuménique en ce 21e siècle.

Certaines des expressions du mouvement œcuménique les plus stimulantes – et les plus interpellantes aussi – naissent au cours de rencontres personnelles de chrétiens à l'occasion de visites, de travaux communs et de dialogues. Parler, vivre, prier et rendre témoignage ensemble constituent l'essence de cette communauté fraternelle mondiale des Églises. Mais avec l'approfondissement des relations, la nécessité du dialogue et de la responsabilité mutuelle s'im-

pose aussi, pour que la "communauté fraternelle" soit le reflet de la compréhension, du respect et de l'engagement à apprendre et à croître ensemble.

L'approfondissement de cette communauté, ainsi que son élargissement, sont pour le COE des objectifs centraux, de même que la recherche d'une "cohérence" du mouvement œcuménique, c'est-à-dire une quête de clarté et d'unité dans le témoignage et le service

Célébration œcuménique à l'occasion du 75e anniversaire de la première Conférence mondiale de Foi et constitution, Lausanne, Suisse, 25 août 2002.



des Églises. Si toutes les activités du COE contribuent à atteindre ces objectifs, l'accent particulier mis sur les relations des Églises entre elles forme à la fois la base et le cadre nécessaires à une communauté stable.

Relations avec les Églises orthodoxes

Les relations entre les Églises orthodoxes et le COE avaient atteint un point critique lors de l'Assemblée de Harare; une Commission spéciale sur la participation des orthodoxes au COE fut alors créée, qui fut chargée d'analyser toute une série de préoccupations et de proposer des solutions (voir p. 32). Les secrétaires généraux du COE ont rendu officiellement visite aux chefs des Églises orthodoxes.

Deux réunions du comité directeur de la Commission spéciale ont eu lieu à Thessalonique (Grèce) en 2003, et à Minsk (Biélorussie) en 2004; les participants ont eu l'occasion de visiter les Églises locales et d'organiser des séminaires en coopération, respectivement,

avec la faculté et l'institut de théologie de ces villes.

Des rencontres spécifiques telles que les séminaires sur la tradition et la spiritualité orthodoxes, qui ont lieu chaque année à l'Institut œcuménique de Bossey, et le cours de 2002 sur la formation de responsables laïques, permettent aux protestants et aux orthodoxes d'acquérir une connaissance directe de leurs traditions et cultures respectives. Le COE continue également à soutenir le dialogue entre évangéliques et orthodoxes.

En juin 2001, deux documents adoptés par l'Église orthodoxe russe en 2000 ont fait l'objet d'entretiens entre les responsables de cette Église et des représentants du COE et de la Conférence des Églises européennes en visite en Russie. L'un des documents traite de la position orthodoxe russe à l'égard des autres Églises, le second de la manière d'aborder les questions sociales. Le dialogue a permis à des Églises de traditions très différentes



Lecture de l'Évangile au cours de la liturgie de l'Église orthodoxe en Pologne.



Responsables de la Commission spéciale sur la participation des orthodoxes au COE, à l'occasion de l'adoption du rapport final adressé au Comité central, lors d'une session de la Commission à Järvenpää, Finlande, 27 mai-2 juin 2002.

d'élargir le champ de leurs discussions sur les questions sociales et éthiques lors d'un colloque tenu en 2003. Puis, en 2004, la première conférence internationale sur le témoignage et le service social de l'Église orthodoxe a été organisée en collaboration avec le COE, l'agence International Orthodox Christian Charities (IOCC) dont le siège est aux États-Unis, et Ortaid, l'organisation orthodoxe d'entraide de Finlande. La Conférence a témoigné du renouveau d'une action sociale bien vivante dans l'Église orthodoxe, qui répond aux besoins de la communauté.

Les rencontres, les visites officielles, auxquelles ils ont participé – et surtout les travaux de la Commission spéciale – ont rassuré de nombreux orthodoxes: leur voix est écoutée, et on lui prête davantage d'attention qu'auparavant. On a laissé entendre en 2004 que le chef de l'Église orthodoxe de Géorgie, qui avait suspendu sa participation au COE en 1997, est prêt à collaborer à nouveau avec le Conseil: c'est le signe d'un regain de confiance, d'une compréhension meilleure et d'un renforcement de la communauté des Églises.

Être membre du COE

Durant la période écoulée depuis la dernière Assemblée, le Comité central a approuvé l'entrée de 12 nouvelles Églises membres (dont quatre en tant que membres associés), de neuf conseils associés et de quatre organisations œcuméniques internationales en relation de travail avec le COE. Plusieurs des "nouveaux" membres étant en fait des Églises déjà membres qui ont fusionné; ainsi, le nombre total des Églises membres du COE s'élève actuellement à 347 Églises membres, 63 conseil associés et 26 organisations œcuméniques internationales

Un comité chargé d'étudier la qualité de membre, composé de représentants du Comité central et de la Commission spéciale, a été nommé par le Comité exécutif; il avait pour mandat d'examiner les préoccupations qui ont été exprimées sur la qualité de membre et la représentation des Églises. En prenant acte des rapports de la Commission spéciale et du Comité d'étude, le Comité central a approuvé la création d'une nouvelle catégorie de membres, celle d'"Églises en association avec le COE", et a supprimé celle

"Pour être membre du COE, il faut être prêt à franchir des frontières nationales et confessionnelles."

Un membre du Comité du COE sur la qualité de membre

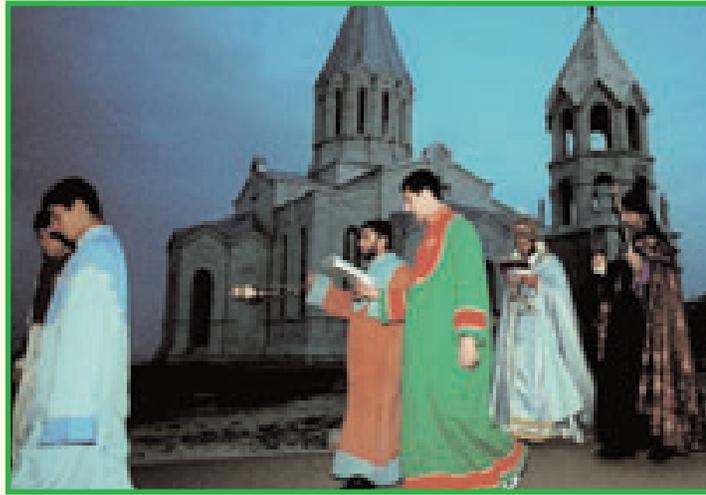
d'“Églises membres associées”, qui avait été créée principalement pour les Églises qui ne remplissaient pas le critère du nombre minimum d'adhérents.

La Commission spéciale a reconnu que la catégorie des Églises en association avec le COE permettra peut-être à certaines Églises de renoncer à leur statut de membre du COE. Mais il y en a aussi un grand nombre qui ne sont pas membres du Conseil actuellement et pour lesquelles le statut d'“Église en association” peut être un moyen de se rapprocher du Conseil afin d'étudier la possibilité de devenir membre à part entière. On espère que la communauté fraternelle pourra ainsi s'élargir de manière significative.

Des critères théologiques à prendre en considération pour la qualité de membre ont aussi été ajoutés. L'un d'eux prévoit que les Églises membres seront invitées à “reconnaître la nécessité d'aller vers la reconnaissance du baptême d'autres Églises”. C'est là un pas en avant en ce qui concerne l'accent mis sur le baptême durant la période écoulée (cf. aussi les documents du Groupe mixte de travail ECR/COE et de Foi et constitution).

En outre, des groupes d'Églises d'une même confession ou d'une même région sont encouragés à demander ensemble leur adhésion au Conseil, pour témoigner de leur vocation commune – ou satisfaire au critère du nombre. Les demandes d'adhésion pourraient être examinées par le seul Comité central, et non plus également par l'Assemblée.

Les révisions de la Constitution et du Règlement du COE que nécessitent ces propositions ont été approuvées par le



Comité central en 2003, mais elles devront être confirmées définitivement par la Neuvième Assemblée.

Visites aux Églises

Des membres des organes de direction et du personnel du COE ont entrepris des visites auprès d'Églises et d'autres organismes religieux dans différentes parties du monde, et des milliers de chrétiens venus d'horizons divers ont été accueillis au Centre œcuménique de Genève. Ces échanges de visites permettent d'améliorer la compréhension et d'approfondir les relations au sein du mouvement œcuménique. La délégation internationale “Lettres vivantes” qui a visité les Églises des États-Unis au lendemain du 11 septembre est un exemple significatif de la manière dont on peut renforcer la communion fraternelle grâce à une coopération entre plusieurs équipes du COE et des partenaires aux États-Unis et ailleurs. D'autres visites, notamment au Conseil chrétien de Chine, en 2003, à l'occasion de l'élection de ses nouveaux responsables, contribuent à nouer de nouvelles relations œcuméniques et permettent un échange de vues important sur des questions telles que la mission et la formation œcuménique.

Procession après la célébration de la sainte liturgie à l'église apostolique arménienne du Sauveur des nations à Shoushi, Nagorno-Karabak.

Les visites officielles du secrétaire général du COE aux Églises membres ont la visibilité la plus grande; elles sont souvent l'occasion de manifester une solidarité pastorale et d'évaluer les possibilités d'offrir un soutien œcuménique international dans des situations de luttes et de conflits prolongés.

Durant les 11 ans pendant lesquels il a assumé les fonctions de secrétaire général, le pasteur Konrad Raiser a fait des visites officielles à des Églises de 77 pays dans toutes les régions du monde. Au cours de la première année de son mandat, le pasteur Samuel Kobia a visité officiellement des Églises de 15 pays différents.

Le COE envoie aussi des représentants officiels aux Assemblées des organisations œcuméniques régionales et, dans la mesure du possible, à celles des Communions chrétiennes mondiales.

Relations avec l'Église catholique romaine

Depuis 1965, un Groupe mixte de travail (GMT) de l'Église catholique

romaine et du COE s'est réuni régulièrement. Le GMT est un forum permettant de passer en revue ou de lancer différentes collaborations entre divers programmes du COE et du Saint Siège et d'entreprendre des études sur des sujets de préoccupation communs qui font obstacle à la "pleine koinonia" entre l'Église catholique romaine et les Églises membres du COE.

Le Huitième rapport du GMT contient trois documents d'étude: "Les implications ecclésiologiques et théologiques d'un baptême commun", "La nature et le but du dialogue œcuménique", et "La participation des catholiques romains aux Conseils nationaux et régionaux d'Églises". Ces documents, ainsi que le rapport, seront transmis au Conseil pontifical pour la promotion de l'unité des chrétiens et à la Neuvième Assemblée du COE.

Ces études s'inscrivent dans le contexte plus vaste du mouvement œcuménique de notre temps. Le GMT, qui a commencé ses travaux en 1965 par une

Le pasteur Samuel Kobia, secrétaire général du COE, a représenté le Conseil aux funérailles du pape Jean-Paul II en avril 2005; en juin suivant, à la tête d'une délégation du COE, il a rencontré au Vatican le nouveau pape Benoît XVI.



réflexion sur la nature du dialogue, a examiné à nouveau la nature et la pratique du dialogue œcuménique à la lumière des expériences faites au cours de trois décennies et des nouveaux défis et possibilités qui s'ouvrent pour le dialogue au début du troisième millénaire.

Le document d'étude sur le baptême a pour objectif d'aider les Églises à reconnaître ce qui a été réalisé et à s'en inspirer pour poursuivre dans cette voie. Ce document passe en revue des aspects importants de la convergence croissante au sujet du baptême, fait remarquer les différences qui existent encore et illustre les conséquences œcuméniques de ce qui a été accompli en donnant des exemples de la manière dont les perspectives communes en matière de baptême ont contribué à changer les relations entre des Églises longtemps séparées, et à parvenir dans certains cas à la pleine communion.

L'étude sur la participation des catholiques romains aux Conseils nationaux et

régionaux d'Églises constate que, dans de nombreuses régions du monde, les Conseils d'Églises constituent le principal moyen de cultiver les relations entre Églises et de les faire progresser. Ce document offre une grande richesse d'inspiration pour le processus de réflexion sur la reconfiguration du mouvement œcuménique.

La période écoulée a été particulièrement marquée par des événements importants, tels que réunions au sommet et visites bilatérales. Les responsables du Conseil pontifical pour la promotion de l'unité des chrétiens et ceux du COE se sont réunis à deux reprises, en 2000 et en 2004, à Antelias (Liban) pour accueillir des personnes nouvellement nommées à des postes importants, faire le point des relations et discuter de questions faisant l'objet de préoccupations communes.

Plusieurs contacts ont été renouvelés ou établis avec divers secrétariats de la Curie romaine, notamment à l'occasion de visites à Genève et à Rome. Les

Ci-dessous à gauche: célébration matinale à la session du Comité central, Potsdam, février 2001: le cardinal George Sterzinsky, de Berlin, et Frieda Mangunson, d'Indonésie.

Ci-dessous à droite: Des centaines de personnes venues de villages voisins se sont rendues à Yiroi pour accueillir le secrétaire général du COE Konrad Raiser, en visite au Soudan en juillet 2002.



Demandant au Saint Esprit de nous guider, nous nous sommes réunis pour répondre à l'invitation que nous a adressée la Huitième Assemblée du Conseil œcuménique des Églises. Nous croyons que les objectifs de notre groupe sont les suivants:

- chercher le moyen de mieux nous comprendre les uns les autres;
- rechercher de nouvelles occasions d'apprendre les uns des autres et d'agir ensemble;
- partager les uns avec les autres notre expérience du témoignage chrétien;
- discuter les problèmes que nous affrontons dans l'espoir de les dépasser;
- faire part à nos Églises respectives de ce que nous apprendrons;

tout cela nous conduit à affirmer notre vie commune dans l'Esprit.

"Chantez et célébrez le Seigneur de tout votre cœur. En tout temps, à tout sujet, rendez grâce à Dieu le Père au nom de notre Seigneur Jésus Christ"
(Éphésiens 5, 19-20)

Extrait du rapport de la première réunion du Groupe mixte consultatif du COE et des Églises pentecôtistes, Juin 2000

célébrations de l'an 2000 ont offert des occasions de participer à différentes manifestations organisées par l'Église catholique romaine.

La réflexion commune sur la reconfiguration du mouvement œcuménique et l'engagement à explorer le potentiel du Forum chrétien mondial se poursuit.

Une manifestation marquant les 40 ans d'existence du GMT est prévue pour novembre 2005. Elle commémorera quatre décennies de coopération, évaluera les progrès réalisés au sein du mouvement œcuménique, étudiera les implications du GMT dans le cadre plus vaste de la reconfiguration du mouvement œcuménique, ainsi que la pertinence de son mandat face aux transformations du monde actuel.

Dialogue avec les Églises pentecôtistes, évangéliques et indépendantes

Quelques Églises pentecôtistes sont membres du COE, mais la grande majorité de cette branche de la foi chré-

tienne, qui est en croissance rapide dans le monde, demeure à l'extérieur de la communauté fraternelle du COE et a souvent à son égard une attitude critique. L'Assemblée de Harare a approuvé la création d'un Groupe mixte consultatif du COE et des Églises pentecôtistes; celui-ci poursuit le dialogue commencé au milieu des années 1990.

Près de 20 théologiens et représentants d'Églises composent ce groupe mixte consultatif qui s'est réuni à cinq reprises au cours de la période écoulée entre les deux Assemblées. Après la première rencontre, où les participants ont examiné la manière dont les pentecôtistes et les Églises membres du COE se perçoivent mutuellement, on a passé à la discussion de questions théologiques relatives à l'unité, aux domaines de convergence et de divergence entre les membres du groupe et entre leurs Églises respectives.

Les pentecôtistes ont fait état de leurs préoccupations au sujet du Conseil œcuménique des Églises, mentionnant notamment l'importance exagérée que



celui-ci semble accorder aux questions sociales au détriment de l'évangélisation. De leur côté, les membres du COE se sont efforcés de comprendre le thème de l'unité à la lumière de la croissance spectaculaire des pentecôtistes, qui se fait parfois aux dépens des Églises plus traditionnelles.

Le groupe a profité du fait qu'il se réunissait en différents lieux et était accueilli par diverses Églises – en France, en Équateur, en Corée du Sud, aux États-Unis et en Afrique du Sud – pour découvrir des traditions ecclésiales et des communautés diverses, dans le contexte concret de leurs débats.

Le Groupe mixte consultatif soumettra un rapport à la Neuvième Assemblée, et celle-ci décidera si ce dialogue doit continuer.

La Huitième Assemblée a également encouragé le COE et ses Églises membres à poursuivre la recherche de nouvelles formes de relations avec les évangéliques en faisant appel aux nombreux chrétiens de cette tradition, qui

se trouvent ou non au sein du Conseil et de ses Églises membres. Outre la discussion au sujet du Forum chrétien mondial, divers colloques ont favorisé le débat avec certaines de ces Églises et les organisations qui leur sont liées.

Le COE coopère aussi avec l'Organisation des Églises d'institution africaine et a resserré ses liens avec le Conseil des communautés chrétiennes d'expression africaine en Europe (CCCEAE). La plupart des communautés chrétiennes africaines en Europe sont charismatiques ou pentecôtistes et un grand nombre d'entre elles sont liées aux Églises d'institution africaine.

Vers un Forum chrétien mondial

L'Assemblée de Harare avait discuté de mesures concrètes destinées à élargir la communauté fraternelle; les débats se sont centrés autour d'une proposition de "forum" qui rassemblerait catholiques romains, pentecôtistes et évangéliques ainsi que des Églises membres du COE lors de réunions occasionnelles qui permettraient à tous les participants



A gauche: membres de l'Église africaine du Saint-Esprit se rassemblant au bord de la route de Karan, Kenya, pour se rendre à leur célébration à Bul Bul, avril 2004.

A droite: célébration œcuménique d'engagement et planification en vue de la Neuvième Assemblée, lors d'une session préparatoire à Porto Alegre, Brésil, 9 novembre 2004.

Des organisations œcuméniques régionales ont été créées dans toutes les parties du monde excepté en Amérique du Nord où les conseils nationaux d'Églises, aux États-Unis et au Canada, sont généralement considérés comme organisations œcuméniques régionales. Elles peuvent envoyer des représentants aux Assemblées du COE et aux réunions du Comité central.

- Conférence des Églises de toute l'Afrique
- Conférence chrétienne d'Asie
- Conférence des Églises des Caraïbes
- Conférence des Églises européennes
- Conseil des Églises d'Amérique latine
- Conseil des Églises du Moyen-Orient
- Conférence des Églises du Pacifique

d'avancer ensemble dans une atmosphère d'unité chrétienne.

L'Assemblée avait invité le Comité central à poursuivre la discussion avec les responsables de différents organismes intéressés à la création d'un forum de ce type – tout en faisant observer qu'il faut veiller à bien distinguer entre la nature et les buts d'un tel rassemblement, distinct du COE, et la nature et les formes d'organisation ecclésiales d'autres organismes.

Des discussions prudentes se sont déroulées entre représentants d'Églises qui ne s'étaient pas rencontrées auparavant, appartenant notamment aux traditions orthodoxe, catholique, protestante, anglicane, évangélique et pentecôtiste.

Une série de colloques régionaux ont eu lieu à partir de 2004, afin d'examiner avec des responsables d'Églises et d'organisations œcuméniques diverses les possibilités qu'ils pouvaient envisa-

ger de participer à une réflexion sur leur témoignage et leur unité et à une action commune.

Il est prévu d'organiser un rassemblement chrétien mondial véritablement représentatif, un Forum chrétien mondial, en 2007.

Toutes ces démarches en sont encore à leurs débuts, et il n'est pas surprenant que des obstacles demeurent. Même si de nombreux responsables régionaux et mondiaux manifestent de l'enthousiasme, le fait de sensibiliser leurs organes directeurs respectifs et d'obtenir leur soutien constitue un processus de longue durée. L'objectif de réunir un forum représentatif de toutes les traditions chrétiennes exige des efforts soutenus pour élargir la participation, en particulier celle de la communauté évangélique.

Toutefois, les progrès accomplis, l'optimisme et le consensus qui se sont manifestés jusqu'à présent, lors des



Une chorale accompagne la prière matinale à la Conférence mondiale sur la mission et l'évangélisation (CME), Athènes, mai 2005.

colloques et au sein de diverses organisations, sont remarquables et augurent bien de cette nouvelle expression de l'unité chrétienne dont le COE a pris l'initiative.

Encourager la cohérence du mouvement œcuménique

L'Assemblée de Harare avait demandé que l'on entreprenne une réflexion sur un ordre du jour œcuménique commun intégrant les structures mondiales et régionales.

Des colloques tenus avec des organisations œcuméniques régionales et nationales ont été l'une des méthodes adoptées pour envisager le rôle et les fonctions des divers organismes œcuméniques et travailler à réduire les doubles emplois en matière de documentation et de programmes.

Les secrétaires généraux du COE et des organisations œcuméniques régionales (OOR) se réunissent annuellement pour débattre d'une collaboration de ce genre, ainsi que de la reconfiguration du mouvement œcuménique. Le COE et les secrétaires généraux des OOR ont aussi pris l'initiative d'une réunion conjointe avec les institutions œcuméniques et les ministères spécialisés partenaires, afin de parvenir à une meilleure compréhension des relations, des fonctions et du soutien aux niveaux multilatéral et bilatéral. La création de groupes de liaison entre le COE et certaines OOR (Conférence des Églises européennes, Conférence chrétienne d'Asie et Conseil des Églises d'Amérique latine) s'est révélée un moyen efficace de consolider les relations.



Lors du Forum social mondial, la coalition œcuménique défile dans les rues de Porto Alegre en janvier 2005.

Divers colloques réunissant les secrétaires généraux de conseil nationaux d'Églises en association avec le COE ont eu lieu en vue de soutenir l'engagement commun envers l'œcuménisme, d'étudier des modèles d'œcuménisme conciliaire et d'évaluer les tendances et les besoins existants. Sur les quelque 110 conseils nationaux existant dans le monde, plus de 60 sont associés au COE, 33 sont affiliés à la Conférence sur la mission et l'évangélisation et la plupart des autres ont des relations de travail avec le COE. L'Assemblée avait encouragé ces discussions avec les Conseils nationaux, afin qu'ils apprennent les uns des autres et travaillent ensemble pour "traduire en actes et [...] faire leur l'engagement œcuménique aux niveaux local et national, dans le cadre de l'étude CVC".

L'Assemblée de Harare a également recommandé un renforcement des relations entre le COE et les communions chrétiennes mondiales. Le COE participe régulièrement aux travaux de la Conférence des secrétaires des communions chrétiennes mondiales et à ceux du Groupe de travail COE-Fédération luthérienne mondiale-Alliance réformée mondiale à Genève.

Il est impossible de parler du Conseil œcuménique des Églises sans parler du mouvement œcuménique dont il est issu et dont il constitue un élément bien visible. Si le mouvement œcuménique est plus large que ses expressions institutionnelles, et si le COE est avant tout la communauté que forment ses Églises membres, le COE est en même temps un instrument et une expression essentiels du mouvement œcuménique. En tant que tel, il est l'un des promoteurs du renouveau qui a caractérisé le mouvement depuis ses débuts.

Vers une conception et une vision communes

“En l’absence d’une structure de référence, de transparence dans la manière dont les responsabilités sont assumées, de discipline concernant la participation, nous courons le risque d’encourager l’émergence d’un christianisme de type militant, populiste et fondamentaliste. Le Conseil œcuménique des Églises peut constituer, à sa manière, un tel cadre de base, en quelque sorte une colonne vertébrale. Son avenir dépend aussi de la manière dont il saura faire place à une diversité d’opinions la plus large possible, et ménagera un espace protégé pour les rencontres, de la résistance qu’il opposera à des modes de pensée normatifs, exclusifs et tranchés. Le défi, pour le COE de demain, consiste précisément à accompagner les changements des mentalités, des générations et des formes que revêt le christianisme et à affronter les défis spirituels qui en découlent.”

Pasteur Konrad Raiser,
novembre 2003

En 2004, ce groupe de travail a fait part aux trois secrétaires généraux des résultats de son évaluation de trois activités de programme conjointes sur la violence à l’égard des femmes, la mondialisation économique et le VIH/sida. Les réponses au questionnaire d’évaluation ont mis en évidence que la coopération étroite dans ces domaines est vivement appréciée. Elles ont aussi fourni des perspectives utiles sur les rôles différents et complémentaires des partenaires, en particulier en ce qui concerne le COE d’une part, et les comunions chrétiennes mondiales d’autre part. Toutefois, ces réponses ont aussi révélé qu’une description plus complète de ces rôles différents et complémentaires serait utile, à la fois pour la continuité de la coopération dans les programmes et pour la configuration du mouvement œcuménique.

Assurément, la nécessité de clarifier les rôles respectifs des divers acteurs œcuméniques, les efforts tendant à organiser des assemblées communes et l’élaboration d’un ordre du jour œcuménique commun sont devenus des points centraux dans le débat sur la “reconfiguration” du mouvement œcuménique.

La reconfiguration du mouvement œcuménique

Les concertations avec les organismes œcuméniques partenaires et les défis que présente une situation mondiale en pleine évolution ont mis en évidence les pressions croissantes auxquelles les Églises et les organisations œcuméniques sont soumises. A l’initiative du pasteur Konrad Raiser, secrétaire général du COE, et après examen du projet par le Comité central lors de sa session de 2003, le COE a organisé une réunion à Antelias (Liban) en novembre 2003 pour débattre d’une “nouvelle configuration” du mouvement œcuménique susceptible de renforcer les relations entre les divers acteurs de ce mouvement.

Cette rencontre de responsables d’Églises, de spécialistes de l’œcuménisme, de théologiens, de jeunes et de sociologues – invités à titre personnel – a permis de prendre connaissance de réflexions sur les défis et la vision du mouvement œcuménique, ainsi que de remarques sur la signification d’une “reconfiguration”. Le colloque a invité à une discussion étendue et ouverte entre les Églises, les partenaires œcuméniques et d’autres partenaires potentiels, le COE jouant un rôle d’animateur.

Plus de 100 personnes, venues d’Églises membres du COE, de conseils d’Églises nationaux et régionaux, de comunions chrétiennes mondiales, de l’Église catholique romaine et d’Églises pentecôtistes, ainsi que d’institutions rattachées aux Églises, se sont réunies pour mettre en commun leurs visions de



Après l’annonce du résultat du vote, Samuel Kobia, élu secrétaire général du COE, reçoit les félicitations du secrétaire général Konrad Raiser. Comité central, Genève, 27 août 2003. Le pasteur Kobia est entré en fonction en janvier 2004.

l'œcuménisme et examiner comment les Églises pourraient coopérer de manière plus efficace dans le contexte mondial aujourd'hui en pleine évolution.

La déclaration finale de ce colloque souligne qu'il est urgent de rechercher de nouvelles formes d'œcuménisme. Elle rappelle que le COE a pour fonction d'offrir un lieu "d'échanges et de lutte contre l'injustice", "d'encourager la responsabilité mutuelle dans les relations entre les Églises et leurs partenaires et d'offrir au mouvement œcuménique la possibilité de formuler une vision commune pour le 21e siècle".

Les participants ont aussi rédigé des recommandations pratiques visant à définir plus clairement le rôle des organisations existantes aux niveaux international, régional et local, celui des ministères et des agences spécialisés, ainsi que leurs relations au sein du mouvement œcuménique. Une des recommandations propose de lancer une procédure de consultation visant à renforcer les relations avec les communions chrétiennes mondiales et à examiner la "nature et la forme d'une Assemblée commune ou d'un processus conjoint" susceptibles de favoriser un progrès en direction d'un ordre du jour œcuménique commun.

Si l'on entend renforcer la collaboration des acteurs œcuméniques, on peut et on doit, pour ce faire, non pas créer de nouvelles barrières entre les organisations chrétiennes, mais bien plutôt inviter d'autres acteurs à participer à ce processus. Dans le même sens, un rapprochement œcuménique entre les Églises leur permet non seulement d'approfondir leurs relations mutuelles, mais aussi de donner plus de cohérence à des activités qu'elles mènent en commun. En nous concentrant sur la manière dont les acteurs œcuméniques entretiennent des relations les uns avec les autres, nous espérons rendre nos ministères plus efficaces et mieux témoigner du Dieu que nous voulons servir.

"Reflections from Antelias", Colloque sur la reconfiguration du mouvement œcuménique, novembre 2003

Soutenir la participation des jeunes et leur accès aux responsabilités

Le Comité d'orientation du programme soulignait que le travail auprès des jeunes devait être "sérieusement renforcé" au moyen de la formation œcuménique, de stages, du programme des stewards, de rencontres d'orientation préparatoires aux réunions, et qu'il fallait aussi assurer une participation accrue des

jeunes aux organes de prises de décisions. Le Comité central a exprimé cette préoccupation à de nombreuses reprises, en rappelant que le COE doit prendre plus au sérieux le rôle important de la jeunesse et la contribution qu'elle apporte à sa vie et à ses activités.

Les jeunes ont un rôle vital à jouer pour redonner de l'énergie au mouvement

Les jeunes participants à la Conférence mondiale sur la mission et l'évangélisation présentent une interprétation du thème "Viens, Esprit Saint, guéris et réconcilie", Athènes, mai 2005.



La survie du mouvement œcuménique est fondamentalement liée à la participation de la jeune génération qui a les capacités d'apporter de nouvelles perspectives et un enthousiasme susceptibles d'approfondir et d'élargir la communauté fraternelle des Églises au sein du COE. Il ne s'agit pas simplement de faire participer les jeunes aux activités œcuméniques par l'intermédiaire du secrétariat à la jeunesse, ni de respecter des quotas. Dans tous les programmes, il est nécessaire d'élaborer des principes théologiques permettant d'assurer une pleine participation des jeunes. La formation œcuménique aux responsabilités est essentielle pour la vie du mouvement œcuménique.

Rapport du Comité du programme, Comité central 2001

Groupe de jeunes au monastère copte de St Mina à Luanda, Kenya, avril 2004.

œcuménique et le guider vers l'avenir. Si l'on appelle "jeunes" les personnes entre 18 et 30 ans, on constate que nombre d'entre eux assument déjà des responsabilités dans leurs Églises et organisations œcuméniques. C'est pourquoi le COE s'efforce à la fois de leur donner une place dans les programmes en cours et de leur offrir des occasions de formation œcuménique et de préparation aux fonctions de cadres.

En participant à des colloques pour la jeunesse, certains ont été intégrés à de nombreux programmes et activités dans des domaines tels que la mondialisation économique, les changements climatiques, l'étude et la réflexion missiologiques et théologiques, la paix et la résolution de conflits au niveau interreligieux, et la reconfiguration du mouvement œcuménique.

Le COE et la Fédération universelle des associations chrétiennes d'étudiants ont organisé conjointement en 2001, à Cuba, un séminaire de formation aux fonctions de cadres auquel 32 jeunes ont participé. Ce séminaire avait pour objectif d'encou-

rager les participants à organiser ensemble des projets œcuméniques dans leurs communautés. Une vidéo et un DVD du COE, *Facing the Future*, qui a obtenu un prix, illustrent les enseignements et les défis de telles rencontres œcuméniques. Le COE et ses partenaires œcuméniques accompagnent et soutiennent des jeunes qui ont participé à ces rencontres et qui cherchent à s'impliquer davantage dans les activités œcuméniques aux niveaux national, régional et international.

Le Programme d'entraide mondiale de jeunesse (PEMJ) prépare des jeunes à affronter les défis de leur situation dans l'Église et la société. Ce programme soutient des projets dans des domaines tels que la formation de cadres, vaincre la violence et le VIH/sida. Plus de 50 programmes auxquels participent des milliers de jeunes sont lancés chaque année par le PEMJ.

Le programme des stages du COE accueille pour une durée d'un an de petits groupes de jeunes au Centre œcuménique de Genève, où ils travaillent dans le cadre de divers programmes. Plus



de 20 jeunes ont été stagiaires au COE entre 1999 et 2005. Ils apportent des idées neuves, tout en accroissant leurs connaissances sur l'œcuménisme et sur la place du COE dans le mouvement œcuménique.

Le programme des stewards est une occasion unique pour des jeunes venant de différentes Églises et de diverses régions du monde de se former aux responsabilités. Il s'efforce de les former dans le domaine de l'œcuménisme, afin qu'ils puissent à leur tour lancer des programmes de jeunesse à leur retour chez eux. Ce programme a rassemblé plus de 200 jeunes venus du monde entier qui, non seulement, apportent leur aide lors de grandes réunions telles que les sessions du Comité central ou la Conférence mondiale sur la mission, mais aussi, dans le cadre d'une nouvelle initiative prise à Harare, participent à un séminaire de formation d'une semaine.

Un site Internet œcuménique des jeunes a été créé, de même qu'un projet "Jeunes responsables en ligne" qui, en coopération avec la société Vesper aux États-Unis, a mis en place des outils et des méthodes

en vue de créer sur l'Internet une communauté mondiale de jeunes.

S'il faut se réjouir de la prise de responsabilités et de la participation des jeunes aux programmes du COE, il est évident cependant que des efforts plus soutenus sont encore nécessaires pour que l'accueil qui leur est réservé devienne la norme, et non plus l'objet de dispositions spéciales. Bien plus, les autorités des Églises doivent s'engager de manière permanente à leur assurer une représentation pour le moins minimale dans les organes de direction et les grands rassemblements œcuméniques. Un tel engagement permettra que la voix et les perspectives de ceux qui sont l'avenir du mouvement œcuménique soient dès aujourd'hui présentes parmi nous.

Programme "jeunes" de l'équipe Justice, paix et création

Nous faisons le rêve d'un mouvement œcuménique dans lequel les jeunes, avec tous leurs talents et leurs dons, auraient un rôle actif et prendraient leur part de responsabilité dans tous les domaines ... Au siècle dernier, c'est avec des jeunes que le mouvement œcuménique a débuté – sous la conduite de la Fédération universelle des Associations chrétiennes d'étudiants (FUACE), des Unions chrétiennes de jeunes gens (UCJG) et des Unions chrétiennes féminines (UCF). Cela souligne le rôle important que peuvent jouer les jeunes.

Nouvelle configuration du mouvement œcuménique: *les jeunes lancent un appel en faveur de l'unité, de la justice et d'une communauté sans exclusive, novembre 2003*



Des stewards venus de nombreux pays entreprennent des voyages œcuméniques pour offrir leur énergie et des services essentiels lors de réunions telles que l'Assemblée de Harare de 1998 (à gauche) ou la session 2005 du Comité central à Genève (en haut).



La Commission spéciale sur la participation des orthodoxes au COE

Durant la période précédant l'Assemblée de Harare, deux Églises orthodoxes, celles de Bulgarie et de Géorgie, se sont retirées du Conseil. En mai 1998, les Églises orthodoxes chalcédoniennes réunies à Thessalonique (Grèce) ont énuméré

une série de graves préoccupations et exigé la création d'une "commission mixte" avec le COE pour étudier leurs doléances et proposer des solutions durables.

L'Assemblée de Harare a créé une "Commission spéciale sur la participation des orthodoxes au COE", chargée d'étudier et d'analyser "tout l'éventail des questions relatives à la participation orthodoxe au sein du COE", et de faire "des propositions concernant les modifications nécessaires à apporter à la structure, au style et à la manière de vivre du Conseil."

La moitié des 60 membres de la Commission viennent d'Églises orthodoxes chalcédoniennes et non chalcédoniennes, l'autre du reste des Églises membres du COE. Lorsque la Commission s'est mise au travail, il est rapidement devenu évident qu'un grand nombre des questions soulevées par les orthodoxes se posent aussi à toute une série d'autres Églises dans le cadre d'une réflexion qui avait commencé avec le processus "vers une conception et une vision communes".

(Voir le commentaire du document final CVC, Annexe A du présent rapport.)

Finalement, la Commission spéciale s'est confrontée très concrètement aux implications du processus "vers une conception et une vision communes". La démarche de la Commission a offert de la sorte aux Églises membres du COE une occasion de poursuivre et d'approfondir leur réflexion sur la nature même du COE et sur la communauté fraternelle des Églises.

La Commission a commencé ses travaux en décembre 1999. Durant les trois années qui ont suivi, elle s'est réunie en quatre sessions plénières et a réparti la tâche entre quatre sous-comités; ceux-ci ont fait une étude en profondeur de certaines questions. L'un des objectifs de la Commission étant de développer la compréhension mutuelle des Églises et de leur vie, on a choisi les lieux de réunion en tenant compte des possibilités de rencontre et de visites aux Églises.

Le rapport final de la Commission spéciale a été soumis au Comité central en 2002. Durant et après la session, le débat a été intense, car les questions traitées se situent au centre même de l'œcuménisme, mouvement englobant de nombreuses traditions.

Les recommandations adoptées par le Comité central traitent de l'ecclésiologie, de questions sociales et éthiques, du culte et de la prière commune, des règles de procédure et du statut de membre.

Ecclésiologie

Le rapport de la Commission spéciale cherche à clarifier deux concepts fondamentaux relatifs à la relation des Égli-

"La Commission spéciale a établi un ordre du jour si complet qu'il traite même de nos propres conceptions relatives à la nature de l'Église.

J'ajouterai que ce changement n'aurait pas été possible sans que l'on reconnaisse que la tradition protestante dominante exerce encore trop d'influence sur le contenu de nos ordres du jour, sur nos méthodes de travail, la manière dont nous prenons nos décisions ou célébrons le culte. Nous avons peut-être besoin de cette crise pour comprendre que les orthodoxes ne se sentent pas chez eux de la même façon que nous dans le mouvement œcuménique. Cette crise douloureuse aura donc été profitable en ceci qu'elle aura permis d'approfondir la conception du COE en tant que 'communauté fraternelle d'Églises'."

Pasteur Konrad Raiser,

novembre 2003

ses membres du COE à l'Église une du Christ. Certains identifient leur Église à l'Église Une. D'autres considèrent que leur Église est une partie de l'Église. La Commission de foi et constitution a été chargée d'étudier de manière approfondie, dans le cadre de ses travaux en cours dans le domaine de l'écclésiologie, les implications découlant de ces diverses conceptions.

Questions sociales et éthiques

La Commission a reconnu que certains aspects du témoignage public du COE ont été précieux pour toutes les Églises et pour de nombreuses personnes hors Église. Cependant, elle s'interroge pour savoir si une communauté si diverse d'Églises peut véritablement rendre un témoignage commun face au monde.

Le rapport final souligne que les Églises, avant de pouvoir s'exprimer ensemble, doivent, dans toute la mesure du possible, trouver une position commune et que le COE est un instrument unique pour les aider à y parvenir. La Commission spéciale est d'avis que le recours à la méthode du

consensus dans le processus de prise de décisions "permettra à tous de participer pleinement à toute discussion sur les questions éthiques et sociales d'actualité" et peut donc contribuer à trouver une position et une expression communes.

Prière commune

Les chrétiens rassemblés au sein du COE ont toujours cherché à prier ensemble, et cette prière a souvent été pour beaucoup d'entre eux le temps le plus important et le plus émouvant des rencontres, revêtant valeur de signe de notre unité. Pour d'autres, c'est dans le culte que la division entre les chrétiens se révèle de la manière la plus visible.

Les orthodoxes ont exprimé un souci croissant au sujet de la nature des célébrations œcuméniques et de ce qu'elles signifient pour le COE en tant que rassemblement d'Églises, qui n'est pas une Église en soi.

La Commission spéciale a affirmé l'importance primordiale de l'invitation à prier ensemble et la nécessité de la

Dans un monde marqué par de graves fractures, les Églises ont développé des cultures ecclésiales différentes; cependant, dès lors qu'elles ont accepté la discipline qu'implique leur appartenance à la communauté fraternelle que constitue le Conseil œcuménique des Églises, elles sont appelées à reconnaître la nécessité de témoigner ensemble de leur foi chrétienne, de l'unité en Christ et d'une communauté qui s'étend à l'ensemble de la race humaine.

Rapport final de la Commission spéciale

Ci-contre: Croix copte caractéristique, dans la main du père Pishoy Musungu, monastère St Abanoub de l'Église orthodoxe copte, près de Kisumu, Kenya.

Ci-dessous: Sœur Mathilda, dans la chapelle du monastère orthodoxe copte St Mina au Kenya.





34

*Saint liturgie célébrée à St
Nikolas Chernosstrosky,
monastère orthodoxe de
femmes à Maloyaroslavets,
Russie.*

rière comme fondement de la communauté fraternelle des Églises. Elle a proposé un cadre dans lequel pourrait s'inscrire la prière commune lors de rassemblements œcuméniques, destiné principalement aux réunions dont on parle le plus, comme les Assemblées, les sessions du Comité central et la Conférence mondiale sur la mission.

Ce cadre distingue des domaines sensibles et propose des moyens de s'acheminer vers une vie spirituelle commune à laquelle toutes les Églises pourraient participer en toute bonne conscience. Ce cadre s'efforce d'apporter plus de clarté en matière d'écclésiologie, en évitant les ambiguïtés qui posent des problèmes à certaines Églises.

La Commission spéciale fait la distinction entre le "culte", qui est en principe lié à une tradition ecclésiale, et la "prière commune", où les chrétiens se

rassemblent pour prier. Dans certaines langues, le terme "culte" implique un office liturgique ou l'eucharistie, mais les Églises orthodoxes n'admettent pas l'intercommunion.

Le rapport poursuit en distinguant entre "prière confessionnelle", où une Église donnée propose sa tradition, ou sa pratique, à l'ensemble du rassemblement, et la "prière interconfessionnelle", qui allie les dons de différentes traditions.

En prenant acte de la recommandation, le Comité central a souligné qu'il s'agit "d'un cadre, et non d'une prescription ou même d'une orientation".

Prier ensemble

Järvenpää, Finlande, juin 2002

Dernière séance de la dernière réunion plénière de la Commission spéciale sur



la participation des orthodoxes au COE. Le parcours de la Commission a duré trois ans, et il s'achève. Ses soixante membres ont déjà mis au point et adopté par consensus les recommandations qu'elles vont présenter au Comité central.

Mais il reste une dernière étape. La Commission n'en a pas terminé avec une dernière question, celle de la prière commune. Chacun sait que les solutions des problèmes institutionnels tels que la qualité de membre ou les procédures de vote n'ont aucun sens tant que les questions spirituelles relatives aux raisons et aux modalités de ce qui nous unit ne sont pas résolues.

Les délibérations sont malaisées, les esprits s'échauffent. A coup sûr, la prière touche à ce qu'il y a de plus profond chez chacun des participants. La discussion est très franche, mais cette

franchise blesse parfois. Dans ces circonstances, il n'est facile ni de parler, ni d'écouter.

La Commission discute des lignes directrices théologiques et pratiques pour la prière commune, qui ont été élaborées avec soin. Pour certains de ses membres, il y a là un progrès certain: les lignes directrices réaffirment l'impératif de la prière commune et donnent des précisions sur la manière dont les offices de prière devraient être préparés à l'avenir. Pour d'autre, c'est une régression. Un certain nombre de questions n'ont pas reçu de réponse complète ou complètement satisfaisante. Le ton général du document évoque davantage une "discipline" que la liberté spirituelle et la joie. Tous s'accordent cependant à observer que les lignes directrices tentent de nous rendre attentifs aux manières dont nous pourrions, sans le vouloir, nous heurter les

La consécration de l'église du village de Dumbrava près de Iasi, Roumanie, octobre 2000.



Liturgie de Pâques célébrée à l'Église du Sauveur de toutes les nations, Shoushi, Nagorno Karabak.

uns les autres et qu'elles s'efforcent d'attirer l'attention des personnes qui préparent des prières communes sur les domaines sensibles.

Après la fin de la séance, les membres de la Commission attendent les vêpres qui doivent avoir lieu dans la cathédrale luthérienne d'Helsinki. Le service est présidé conjointement par les évêques luthérien et orthodoxe d'Helsinki. La longue soirée descend sur la Finlande, les évêques et l'assemblée se conforment à la principale recommandation des lignes directrices sur lesquelles ont s'est accordé:

"Nous devons prier ensemble".

Mécanisme de prise de décisions fondé sur la méthode du consensus

Dès les débuts du Conseil œcuménique, le mécanisme de prise de décisions au niveau des organes directeurs s'est fondé sur le modèle anglo-saxon du

débat parlementaire et du vote à la majorité, procédure habituelle dans un grand nombre d'Églises protestantes, mais étrangère à d'autres traditions et cultures.

La Commission spéciale a opté pour le mécanisme fondé sur le consensus, qui permet à diverses opinions de s'exprimer et cherche à parvenir à une "position commune" de l'assemblée avant de finaliser les décisions. Des procédures, sur lesquelles on s'est mis d'accord, règlent le déroulement des réunions; cette méthode ne s'applique pas, par exemple, aux décisions administratives.

Qualité de membre et représentation

Le Comité exécutif du COE a créé un groupe d'étude distinct pour appuyer les travaux de la Commission spéciale sur les questions relatives à la qualité de membre. La Commission et le groupe d'étude ont soumis des recommandations sur la manière de distinguer différents niveaux de relations avec le COE. (Voir p. 20)

Le Comité central a créé un "Comité permanent sur le consensus et la collaboration" composé de 14 membres qui fait rapport au Comité exécutif et au Comité central; il est chargé de surveiller et d'aider à la mise en œuvre des recommandations de la Commission spéciale.

On a continué à discuter et à tester ces propositions durant la période précédant la Neuvième Assemblée, et les Églises membres du COE et ses partenaires œcuméniques ont été invités à examiner attentivement les propositions contenues dans le rapport final et à faire part de leurs réactions.

La Commission spéciale n'a pas été un simple processus visant à opérer des changements structurels au sein du COE. Ses membres ont témoigné de la transformation et de l'engagement renouvelé dont ils ont fait l'expérience, personnellement et en tant que groupe, au cours de trois ans d'un travail intense. Ce qui a débuté comme une discussion entre deux groupes potentiellement divisés est devenu un parcours commun dont le but était de trouver des solutions aux problèmes que tous avaient en commun. Le processus a permis un dialogue et un engagement d'une qualité nouvelle entre les différentes traditions. La Commission spéciale est devenue l'incarnation et le modèle d'une invitation adressée aux Églises du mouvement

œcuménique à user de l'espace offert par le COE pour se confronter à des questions essentielles de notre vie et de notre témoignage communs, en tant que communauté fraternelle d'Églises.

Les relations sur lesquelles porte ce chapitre relèvent principalement de la responsabilité de l'équipe Relations avec les Églises et la communauté œcuménique

Répétition de la chorale de l'église pentecôtiste de Mare Rouge, Haïti.



Édifier l'unité de l'Église

Alors que des millions de personnes s'unissent chaque année pour observer la Semaine de prière pour l'unité des chrétiens, des études récentes affirment que l'unité véritable se fonde sur la compréhension de questions fondamentales de la foi et sur la manière de les pratiquer: le baptême, la paix, la nature et la mission de l'Église. Dans le même temps, les chrétiens apprennent à créer des espaces sûrs pour le dialogue au sujet de questions qui les divisent et à aménager la vie ecclésiale et communautaire de manière à ce que tous puissent y participer pleinement.

Les questions relatives à l'ecclésiologie et à la spiritualité sont au cœur de la vie et des activités du COE: qui sommes-nous, que croyons-nous et comment célébrons-nous le culte en tant qu'Églises et peuple croyant? Ainsi, une partie essentielle des activités du COE consiste à réunir des théologiens, des enseignants, des responsables ordon-

nés et laïques appartenant à toutes les traditions chrétiennes pour réfléchir ensemble sur les sources de l'unité et des divisions des chrétiens.

De grands progrès ont été accomplis durant cette période dans tous les champs d'étude que l'Assemblée et le Comité central du COE ont approuvés.

*Culte de l'enfance à
l'église luthérienne de la
Bonne Espérance, Kuala
Lumpur, Malaisie, août
2004.*



Un grand nombre de questions découlent d'une réflexion permanente sur une étude de portée centrale, *Baptême, eucharistie, ministère*, mise au point à Lima (Pérou) en 1982, et des réactions qu'elle a suscitées.

L'étude, qui correspond à une méthodologie bien distincte, comprend une réflexion approfondie, la consultation, la rédaction de projets de textes et leur discussion, puis une nouvelle rédaction. Des processus de ce genre peuvent durer de nombreuses années, mais les textes définitifs ne sont présentés qu'une fois que l'on est parvenu à un accord suffisant. Le processus lui-même est donc décisif pour la recherche de l'unité et le résultat final a une grande valeur pour les Églises et les institutions académiques.

Parallèlement à ces études, des démarches pratiques sont entreprises dans le cadre des discussions d'unions d'Églises et l'unité s'exprime de manière encourageante dans le culte et la vie spirituelle.

Études sur l'unité

Des études sur les sources, tant théologiques que sociales, de l'unité et de la division des Églises sont entreprises par la Commission de foi et constitution, tribune théologique officielle la plus représentative du monde dans le domaine de la recherche de l'unité chrétienne.

Composée de 120 membres représentant les Églises membres du COE ainsi que plusieurs Églises non membres, notamment l'Église catholique romaine, la Commission discute des questions théologiques concernant la manière dont les différentes traditions conçoivent la foi chrétienne et dont elles organisent leur vie ecclésiale et leur vie ensemble. La Commission débat aussi de facteurs sociaux, culturels, politiques, raciaux et autres, dans la mesure où ils ont des incidences sur l'unité de l'Église.

La Commission plénière se réunit normalement une fois durant la période qui s'écoule entre deux Assemblées. Sa dernière réunion a eu lieu en août

Enfants participant à un programme d'entraide à Tondagesan, à l'ouest de Manado, Sulawesi du Nord, Indonésie.



"Nous ne pouvons pas nous présenter devant un Dieu compatissant alors que nous avons omis de faire tant de choses, parce que nous sommes désunis. Nous pourrions faire beaucoup pour accueillir les autres, nous qui nous sommes accueillis les uns les autres."

*Allocution de bienvenue adressée à la Commission plénière de foi et constitution par le **Premier ministre de Malaisie, M. Abdullah Ahmad Badawi***

2004 à Kuala Lumpur, en Malaisie; c'était la première fois qu'elle siégeait dans un pays à majorité musulmane. Le cadre de cette session s'est avéré particulièrement significatif, du fait que le témoignage qu'elle a donné de l'unité de l'Église et ses discussions sur ce thème se situaient au cœur de la pluralité religieuse qui, de plus en plus, caractérise le monde dans lequel nous vivons. La Commission a examiné les études en cours et a proposé les grandes lignes du travail futur.

Sur la base de remarques émanant de la Commission plénière, on a révisé les textes de chacune des études de Foi et constitution. Ces révisions ont été soumises à la Commission permanente lors de sa réunion en Crète, en juin 2005. Lors de cette réunion, la dernière de son mandat, la Commission a passé en revue tous les travaux qu'elle a effectués depuis l'Assemblée de Harare. C'était l'occasion d'évaluer son travail et d'en rendre compte aux Églises, mais aussi de regarder vers l'avenir et d'en-

visager les prochaines étapes de l'activité de Foi et constitution. Ainsi, le texte qui reflète l'état actuel de l'étude sur l'Église, intitulé "La nature et la mission de l'Église", sera envoyé aux Églises pour qu'elles l'examinent et fassent part de leurs réactions. D'autres textes sur des études maintenant achevées seront communiqués aux Églises pour qu'elles puissent les utiliser. Dans certains domaines d'étude, un certain travail reste à faire, et des propositions ont été avancées à cet égard, que la prochaine Commission permanente et les organes directeurs du COE seront appelés à examiner.

Les études, de par leur diversité, ont mobilisé différents secteurs des programmes du COE, notamment Mission et évangélisation, Justice, paix et création, et Dialogue interreligieux, et de jeunes théologiens y ont été associés de façon particulière.

L'étude sur "La nature et le but de l'Église" a pour objet l'ecclésiologie –



Commission plénière de Foi et constitution, août 2004. L'archevêque John Onaiyekan, Église catholique du Nigéria (à gauche) et le métropolitain Bishop de Damiette, Église orthodoxe copte d'Égypte.

la conception de ce que signifie être l'Église. L'objectif envisagé est une déclaration commune exprimant ce que les Églises peuvent dire ensemble sur l'Église. Un projet de texte a été rédigé en 1998 et envoyé aux Églises, aux commissions et aux conseils théologiques, qui ont été invités à réagir.

Les observations reçues ont été intégrées à de nouveaux projets, et on s'est efforcé de corriger les déséquilibres confessionnels et régionaux en demandant d'autres contributions en provenance de différentes régions du monde et notamment des Églises orthodoxes. Dans le même temps, plusieurs colloques ont contribué à clarifier des points spécifiques tels que "Autorité et enseignement magistériel", et "Ministère et ordination dans la communauté des femmes et des hommes dans l'Église". Les rapports de ces colloques ont été publiés.

Au cours de sa session d'août 2002, le Comité central, après avoir consacré

des séances plénières au baptême et à l'ecclésiologie, a pris acte du rapport final de la Commission spéciale sur la participation des orthodoxes au COE. Ce rapport recommande de continuer à travailler sur certains points d'ecclésiologie.

Le Comité central a demandé à Foi et constitution une déclaration concise sur l'ecclésiologie, qui doit être discutée au cours de la Neuvième Assemblée. Cette déclaration devait tenir compte en particulier de la relation entre l'Église en tant que communauté locale et l'Église comme réalité universelle, ainsi que du fait que l'Église est à la fois diverse et une. Cette déclaration a été préparée par Foi et constitution après une large consultation, en coopération avec la Commission spéciale.

L'étude "Identité ethnique, identité nationale et recherche de l'unité de l'Église" constate que la vie et le témoignage des Églises sont affaiblis – tragiquement et souvent de manière



Culte d'ouverture de la session du Comité central du COE, Potsdam, 2001.



Célébration de la liturgie de l'Église orthodoxe en Pologne.

insoluble – en raison de leurs divisions, et du fait qu'elles se conforment à des mots d'ordre d'identités ethniques ou nationales en conflit. Au travers de cette étude, le COE a examiné de manière plus attentive l'unité chrétienne dans les contextes locaux, en particulier dans les situations conflictuelles.

Tout récemment, le COE a encouragé la réflexion au niveau local et demandé aux Églises de réagir par rapport à la documentation émanant de deux colloques de biblistes, de théologiens et de sociologues qui ont eu lieu en 2003 et 2004, et à des études de cas menées au niveau local au Soudan et aux Fidji. Les remarques qui lui sont communiquées permettent au COE de préparer une documentation destinée aux Églises dans des situations de conflit, afin de les aider à réfléchir au rôle qu'elles jouent dans le maintien ou la légitima-

tion des divisions au sein de l'Église et de la société, et à leur vocation qui est de témoigner ensemble de la réconciliation et de la justice.

Le baptême est fondamental pour la foi chrétienne et la reconnaissance mutuelle du baptême est considérée comme l'un des fondements du mouvement œcuménique moderne. Par le baptême, le baptisé est incorporé au Corps un du Christ, et non pas à une partie seulement de ce Corps. L'Église qui reconnaît le baptême d'une autre Église reconnaît que le Christ a agi au travers de cette autre Église pour incorporer la personne à son Corps unique. C'est pourquoi la reconnaissance mutuelle du baptême soulève la question plus vaste de la reconnaissance mutuelle des Églises elles-mêmes.

Le document *Baptême, eucharistie, ministère* de 1982 révélait un "degré



remarquable de convergence", mais il était évident qu'un grand travail était encore nécessaire.

Le Comité central, au début de 2001, a abordé la question du baptême, en observant qu'elle occupait une place centrale dans les travaux du Groupe mixte de travail COE/ECR ainsi que dans le dialogue avec les évangéliques et les pentecôtistes. Le Comité a demandé aux Églises membres de réfléchir sur le "sens et l'importance du baptême pour leur participation à la communauté œcuménique".

Une première version de la déclaration qui émane de cette démarche, intitulée "Un seul baptême: vers la reconnaissance mutuelle de l'initiation chrétienne", a été rédigée en 2001; elle a fait l'objet d'une réflexion et d'une révision à partir des réactions de la Commission, des Églises, de théologiens,

de liturgistes et d'autres spécialistes. Ce document a pour objectif de clarifier ce que signifie la reconnaissance mutuelle, d'expliquer certaines de ses implications et de repérer les questions qui lui font obstacle. Il examine les textes bibliques, les sacrements, la pratique baptismale, l'Église et la qualité de membre de l'Église et propose des manières concrètes d'exprimer cette reconnaissance.

Une série de liturgies baptismales, accompagnées de commentaires fournis par les Églises concernées, est également en cours de production, en tant que contribution à la discussion des Églises sur la compréhension, la pratique et la reconnaissance mutuelle du baptême. Le COE espère par là développer le degré de reconnaissance mutuelle et encourager les efforts de ceux qui travaillent sur les questions qui font obstacle à cette reconnaissance.

Baptême célébré selon le rite de l'Église de Mélanésie, Honiara, îles Salomon

L'Assemblée de Harare avait demandé que l'on entreprenne une étude sur l'anthropologie théologique, c'est-à-dire la conception de la nature humaine considérée dans une perspective chrétienne, et ses conséquences pour des questions telles que l'identité communautaire, la sexualité humaine, les handicaps ou la bioéthique.

Une série de colloques se sont penchés sur la nature de la personne humaine créée à l'image de Dieu, à la lumière, notamment, des interrogations dont fait l'objet la conception de l'identité humaine dans le contexte de l'évolution sociale et scientifique actuelle. Le texte qui en est issu, paru en 2005, propose "Dix affirmations communes" comme base de réflexion et d'action communes pour les Églises au sujet de toute une série de questions relatives à la conception de la nature humaine.

L'herméneutique œcuménique est pertinente pour toutes les études: elle traite de la manière dont les textes, les symboles et les pratiques des diverses Égli-

ses chrétiennes peuvent être interprétés, communiqués et reçus. Les rapports et les contributions apportées lors de colloques importants sur l'herméneutique ont été compilés et publiés en 2005; ils sont destinés à aider les Églises à clarifier la manière particulière dont chacune d'elles aborde l'interprétation de l'Écriture et à les encourager à poursuivre une approche œcuménique de l'Écriture, de la tradition et de l'expérience vécue.

Réflexion théologique sur la paix

Dans le cadre de la Décennie "vaincre la violence", un processus d'étude a été lancé sur le thème "Cultiver la paix, vaincre la violence: avec le Christ, pour le monde". Les Églises, les séminaires théologiques et les partenaires œcuméniques ont été invités à réfléchir sur les grands thèmes de la justice, de la paix et de la réconciliation.

Outre cette invitation adressée aux Églises et aux institutions à réfléchir et à faire part de leurs réactions à partir

Baptême célébré à l'église luthérienne de la Bonne Espérance, Kuala Lumpur, Malaisie.



de documents de travail, des colloques organisés dans diverses régions stimulent des réflexions spécifiques aux contextes particuliers. En décembre 2004, un colloque sur "Affirmer la dignité humaine, les droits des peuples et la sauvegarde de la création" a eu lieu au Rwanda. Un autre colloque, plus restreint, s'est déroulé en Norvège en avril 2005 sur le thème: "Prendre conscience de la mutualité et de l'interdépendance dans un monde aux identités multiples".

L'un des thèmes, "Interroger et redéfinir le pouvoir", a été au centre de deux rencontres importantes. En décembre 2003, un colloque organisé conjointement par Foi et constitution, Affaires internationales, et Justice, paix, création liait les questions théologiques relatives à la paix et à la justice à celles portant sur le travail des Églises auprès des Nations Unies et les défis qu'elles impliquent, ainsi qu'à des thèmes tels que l'impunité et la réconciliation, la mondialisation économique, les changements climatiques et la violence envers les femmes. Puis de jeunes théologiens venus de pays du Sud se sont réunis à Chiang Mai, en février 2004, où ils ont engagé des discussions animées et examiné leurs diverses perspectives sur le pouvoir, eux dont la théologie se construit dans des contextes de lutte intense pour la vie, la justice et la libération.



Jeune femme et son ami au foyer pour personnes amputées et leurs familles à Freetown, créé à la suite de la guerre civile en Sierra Leone.

Un groupe restreint de théologiens a accompagné ce processus et tirera du matériel issu de ces rencontres une publication consacrée à des réflexions théologiques sur la paix

La sexualité humaine

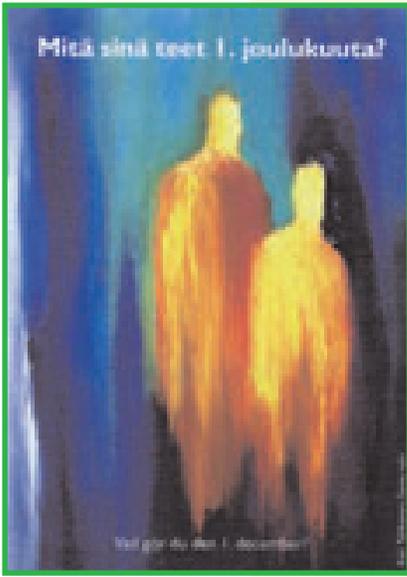
Bien que les questions relatives à la sexualité n'aient pas figuré officiellement à l'ordre du jour de l'Assemblée de Harare, les controverses et les débats reflétant la vaste diversité des politiques et des pratiques, particulièrement en ce qui concerne l'homosexualité, bouillonnaient sous la surface. Reconnaisant le potentiel de division

Par définition, l'Église est un lieu et un processus de communion, elle est ouverte à tous, sans discrimination ; elle est un lieu d'hospitalité et d'accueil, à la manière dont Abraham et Sara, dans l'Ancien Testament, reçurent les messagers de Dieu (Gn 18). Elle est un reflet terrestre d'une unité divine qu'elle adore, en même temps, dans la Trinité. C'est une communauté faite de personnes aux dons différents et pourtant complémentaires. Elle est une volonté d'intégrité mais aussi, tout à la fois, de guérison, d'attention à l'autre et de partage.

"En effet, le corps est un, et pourtant il y a plusieurs membres [...] Il en est de même du Christ." (1 Co 12, 12)

Tous, nous acceptons et proclamons que c'est là ce qu'est l'Église, et ce qu'elle représente ; c'est le fondement de notre unité entre chrétiens. Dès lors, comment se fait-il que, trop souvent, certaines personnes, parmi nous et autour de nous – en général des personnes que nous considérons comme autres, étrangères, différentes ou peut-être handicapées – soient marginalisées ou même exclues? Chaque fois que cela se produit – ne serait-ce que par omission passive – l'Église n'est pas ce qu'elle est appelée à devenir ; l'Église nie ce qu'elle est en réalité. Dans l'Église, nous sommes appelés à agir différemment.

Tiré de "Une Église de tous et pour tous – Déclaration provisoire"



"Une même lumière pour toi et moi" – affiche de l'artiste Kari Tuhkanen, Finlande, présentée lors d'un concours destiné à promouvoir l'action œcuménique commune.

Les participants à ce colloque se sont accordés à dire qu'un modèle d'unité digne de ce nom doit être assez concret pour constituer un témoignage face au monde, assez fort pour que ceux qui l'adoptent reconnaissent leur responsabilité mutuelle, assez coûteux pour que les Églises soient transformées en y étant partie prenante et assez déterminé pour que le Corps du Christ soit renouvelé par le partage des dons. Nous sommes toutefois d'accord qu'aucun modèle ne garantit (ou n'exclut) un tel résultat. Les nouveaux modèles nous rappellent que nous devons nous attendre à trouver des partenaires dans les lieux les plus inattendus et à nous laisser surprendre par ce que Dieu fera parmi nous.

7e Colloque international d'Églises unies et en voie d'union

Driebergen, Pays-Bas, septembre 2002

que recèlent ces questions, au sein des Églises et entre elles, le Comité d'orientation du programme a demandé que soient lancés une étude et un dialogue sur les aspects théologique, social et culturel de la sexualité humaine.

Le secrétaire général du COE a alors invité un certain nombre de représentants d'Églises membres à former un Groupe de référence sur la sexualité humaine. Ce Groupe a examiné et analysé les déclarations émanant de 80 Églises sur tous les aspects de la sexualité humaine, ainsi qu'un guide d'étude à l'usage des paroisses préparé par le Diocèse anglican de Johannesburg (Afrique du Sud). Les membres du Groupe ont prêté leur concours à l'organisation en 2003 de séminaires régionaux sur les textes bibliques en Inde, au Liban, à Fidji, au Kenya, en Amérique latine et aux Caraïbes, en Amérique du Nord et en Europe.

Le secrétaire général a également nommé au sein du COE un groupe du personnel sur la sexualité humaine, chargé de liaison avec le Groupe de

référence, pour établir un lien entre la question de la sexualité humaine et d'autres programmes du COE tels que celui sur le VIH/sida et l'étude sur l'anthropologie théologique.

Ces deux groupes ont organisé deux séminaires à l'Institut œcuménique de Bossey. Le premier a réuni des participants appartenant à différentes cultures et les a invités à partager leurs perspectives sur la sexualité; le second a analysé les déclarations des Églises sur ce sujet et le troisième s'est consacré à des études bibliques.

Le numéro d'octobre 2004 de *The Ecumenical Review* a pour thème central la sexualité. En outre, un livre de la série *Risk* a paru en 2005; il est destiné à encourager et faciliter la discussion dans le cadre des Églises et du Comité central.

Cette démarche aux multiples facettes a mis en lumière la diversité des contextes et des questions qui préoccupent les Églises dans les différentes régions. Les thèmes qui sont apparus comme prioritaires sont notamment le VIH et le sida, la violence envers les femmes et les abus sexuels commis contre les enfants, l'effondrement de la famille, l'homosexualité et les diverses conceptions de l'"image de Dieu".

Elle a également mis en évidence le fait qu'en s'attaquant à des questions susceptibles d'engendrer la division, les tentatives d'intégrer des positions particulières dans le courant dominant ou de publier des déclarations prétendant faire autorité ne fait que creuser le fossé au sein des Églises et entre elles. On continue à avoir besoin d'espaces œcuméniques propices à la rencontre, à l'analyse, au dialogue, à la formation et



à une approche pastorale des questions en cause.

Une Église de tous et pour tous

Une déclaration théologique provisoire, qui stimule le dialogue avec les personnes handicapées, a été présentée au Comité central en 2003. Cette déclaration met l'accent sur le fait que toute personne est créée à l'image de Dieu et que toutes sont liées entre elles. Elle fait une distinction importante entre la guérison et les traitements et met en question l'idée reçue qui associe le handicap au péché. Elle souligne l'idée que les personnes handicapées peuvent offrir des dons, des idées et des perceptions et appelle l'Église à devenir, théologiquement et physiquement, plus accueillante, en particulier dans le domaine du culte.

Soutenir les Églises unies et en voie d'union

Les Églises unies se sont constituées par des unions au sein de familles confessionnelles ou entre familles différentes. Les Églises en voie d'union

sont celles qui s'acheminent vers une union, soit par l'intégration de leurs structures ecclésiales, soit en entrant en relations d'alliance de types différents.

Le Septième colloque international d'Églises unies ou en voie d'union s'est tenu aux Pays-Bas en 2002. Les participants ont examiné les relations qui existent entre l'unité, la mission et l'identité au travers d'exposés, d'études de cas et de rapports sur les unions et les processus d'union dans les différentes régions du monde, d'ateliers sur les questions théologiques et pratiques auxquelles les Églises sont confrontées aujourd'hui, et de rencontres intensives avec *Samen op Weg* (Cheminer ensemble), le processus d'union en cours aux Pays-Bas qui accueillait la réunion. Ce processus a abouti en 2004 à la formation d'une nouvelle Église unie, l'Église protestante des Pays-Bas.

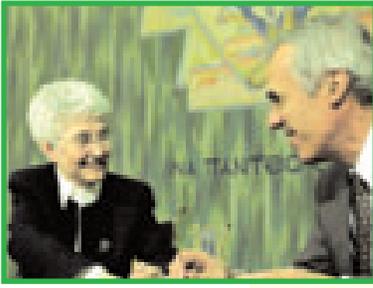
Depuis le Sixième colloque d'Églises unies et en voie d'union qui a eu lieu en 1995, d'autres démarches en vue d'unions ont abouti, parmi lesquels la formation de l'Église presbytérienne

A gauche: Pro Education, école pour enfants souffrant de légers handicaps physiques et mentaux, Brasov, Roumanie. A droite: entraînement de basket ball à l'Assemblée de Harare.

"En ce 21e siècle, le mouvement œcuménique est appelé à répondre aux aspirations spirituelles de notre temps, et en particulier à offrir à la jeune génération la spiritualité qu'elle recherche.

L'œcuménisme doit établir une relation organique avec cette aspiration pour l'ouvrir aux dimensions de la foi qui correspondent mieux à l'expérience personnelle."

Pasteur Samuel Kobia,
rapport présenté à la session 2005 du Comité central



Chiara Lubich, fondatrice du mouvement des Focolari, avec Konrad Raiser. Lors de sa visite au COE, elle a prononcé en plénière un exposé sur le thème "Une spiritualité de la communion".

unie d'Afrique australe (1999), interraciale, l'engagement à créer la Communion des Églises de l'Inde, qui prévoit un lien encore plus étroit dans les domaines de la confession, du témoignage et du service dans les Églises de l'Inde du Nord, de l'Inde du Sud et celle de Mar Thoma (1999), l'union de l'Église réformée unie du Royaume-Uni et de l'Union congrégationaliste d'Écosse (2000), enfin l'inauguration d'un accord important entre neuf déno-

minations des États-Unis sous le nom d'Églises unies en Christ (2002). Les rapports sur l'évolution des unions d'Églises ont paru dans le numéro de juillet 2002 de *The Ecumenical Review*. Un article sur les progrès réalisés depuis 2002 est en préparation.

Culte et spiritualité

Le COE contribue à former des personnes à la présidence des cultes et offre un espace permettant aux Églises du monde entier d'échanger des ressources liturgiques. Des textes destinés à la prière commune ont été préparés en vue des rassemblements œcuméniques et pour les Églises qui souhaitent aller au delà de leurs propres traditions culturelles et liturgiques. Une série d'ateliers liturgiques ont été organisés et un centre de documentation liturgique encourage le partage des ressources entre Églises et recense les différentes manières dont elles ont créé une tradition de prière commune.

Le *Calendrier œcuménique de prière* a été révisé, publié et diffusé récemment; il permet aux Églises d'accomplir ensemble, tout au long de l'année, un pèlerinage de prière à travers toutes les régions du globe au fil des semaines.

Le COE est aussi entré plus directement en dialogue avec des communautés de renouveau telles que le mouvement des Focolari pour le renouveau social et spirituel, et les communautés de



Le père Pishoy Musungu préside la prière matinale à l'église copte orthodoxe St Abanoub près de Kisumu, Kenya.

St. Egidio, d'Iona et du Chemin Neuf. En 2002, lors d'une visite au COE de Chiara Lubich, fondatrice des Focolari, on a évoqué la "spiritualité de l'unité", élément central d'un renouveau d'espérance pour le pèlerinage œcuménique commun.

Le COE poursuit également un dialogue de longue haleine à la recherche d'une date commune pour la célébration de Pâques dans les Églises observant des traditions et des calendriers différents.

Semaine de prière pour l'unité des chrétiens

Chaque année, des milliers d'Églises et de communautés, dans le monde entier, réaffirment ensemble leur engagement à promouvoir l'unité des chrétiens face aux divisions d'ordre social, politique et économique de notre temps.

L'inspiration première de la Semaine de prière pour l'unité des chrétiens remonte à la seconde moitié du 18e siècle, mais ce n'est qu'en 1966 que la Commission de foi et constitution du COE et le Conseil pontifical pour la promotion de l'unité des chrétiens se sont mis officiellement à préparer ensemble la documentation pour cette Semaine de prière. Pour la première fois, la documentation pour la semaine de 2005 a été non seulement préparée, mais aussi publiée conjointement par le COE et l'Église catholique romaine.

Le premier projet de cette documentation est préparé chaque année par un groupe œcuménique local et s'enracine dans les défis que les Églises affrontent dans leur quête de l'unité, dans leurs contextes spécifiques. On choisit chaque année un texte biblique en rapport

Sa Sainteté Aram Ier, président du Comité central, l'archevêque Anastasios de Tirana, Durrës et de toute l'Albanie, membre du Comité central, le pasteur Konrad Raiser et le pasteur Alan Falconer lors du service célébré à la cathédrale de Lausanne pour commémorer le 75e anniversaire de la première Conférence de Foi et constitution, août 2002





Anastasia Vassiliadou, de l'Église de Grèce, lors de son exposé à l'occasion des 75 ans de Foi et constitution, Université de Lausanne, Suisse, août 2002.

avec une préoccupation actuelle des Églises dans le monde d'aujourd'hui. La Semaine de prière pour l'unité des chrétiens est célébrée chaque année du 18 au 25 janvier dans l'hémisphère Nord. Dans l'hémisphère Sud, d'autres dates sont parfois choisies, dans certains cas aux alentours de Pentecôte.

75 ans d'efforts en vue de l'unité visible

Le 75^e anniversaire de Foi et constitution a été célébré en août 2002 à Lausanne, ville où s'est tenue en 1927 la première Conférence mondiale de la Commission. Une série d'exposés rappelant l'histoire et les espérances de la quête de l'unité visible s'est conclu par un service œcuménique.

Chaleureusement applaudie, Anastasia Vassiliadou de l'Église de Grèce, qui était à l'époque une jeune stagiaire au COE, a formulé l'essence du mouvement œcuménique: "Dieu veut l'unité, non pas pour l'Église, mais pour le monde; et nous ne cessons de le prier: Que ta volonté soit faite."

Les activités sur lesquelles porte ce chapitre relèvent principalement de la responsabilité de l'équipe Foi et constitution.

Témoigner dans le monde

La 13e Conférence mondiale sur la mission et l'évangélisation s'est tenue à Athènes en mai 2005; elle a rassemblé des représentants de l'ensemble le plus divers de traditions chrétiennes jamais réunies pour célébrer ensemble et s'interpeller mutuellement sur la mission, la réconciliation et la responsabilité mutuelle. Le fléau du VIH et du sida exige une nouvelle conception de la mission et du service et, comme c'est le cas de l'Initiative œcuménique sur le VIH/sida en Afrique, le développement et le partage en matière de compétences et de soins.

La communication de la foi en paroles et en actes est au centre de la vocation chrétienne. Mais il semble que cette vocation commune qui unit les chrétiens spirituellement les divise souvent dans la pratique. En la comparant avec l'objectif premier, qui est d'apporter "la bonne nouvelle", promesse de "vie en plénitude", nombreux sont ceux, dans le mouvement œcuménique, qui admettent que les chrétiens non seulement échouent souvent lamentablement à cet égard, mais que les pratiques sur le terrain peuvent devenir un contre-témoignage, et contredire ce que l'on prêche.

Le Comité d'orientation du programme de Harare a souligné, après la première étape des réunions d'information-débat, qu'il faut veiller à ce que "la mission reste au centre du mouvement œcuménique et demeure liée au souci de l'unité".

La vision qui sous-tend le travail du COE dans le domaine du témoignage chrétien est l'évangélisation œcuménique, ou la *mission dans l'unité*. Au travers d'études, de la formation et d'actions pratiques, il s'efforce de trouver des méthodes grâce auxquelles différentes Églises peuvent témoigner ensemble, "afin que le monde croie" (Jean 17,21). Le but n'est pas de parvenir à une "ecclésiologie irréaliste

de super-Église", ni simplement d'éviter la concurrence ou la rivalité entre Églises. Mais c'est de témoigner véritablement de la foi commune par Jésus Christ et de manifester le message de l'unité qui est au cœur de l'Évangile par la manière dont les chrétiens vivent dans leurs communautés.

Nous avons la conviction commune qu'il est urgent et essentiel pour la recherche de l'unité que les chrétiens puissent rendre un témoignage véritablement commun de la totalité de la foi chrétienne.

**Septième rapport du
Groupe mixte de travail
COE/ECR**

*Procession vers le culte
d'ouverture de la Conférence
mondiale sur la mission et
l'évangélisation, Athènes,
mai 2005.*



Dans la réflexion et le travail œcuméniques, des distinctions importantes ont été faites entre la mission, l'évangélisation et le prosélytisme. Le terme mission comporte "une conception globale" selon laquelle la proclamation de la bonne nouvelle de l'Évangile s'accomplit en paroles, en actes et dans la célébration – ainsi que par le témoignage quotidien et l'enseignement qui affermissent la foi et l'action des gens dans leur communion les uns avec les autres et avec Dieu.

Évangélisation désigne plus spécifiquement l'intention délibérée de "dire l'Évangile, et l'invitation à une conversion personnelle et à une vie de disciple". Le prosélytisme est distinct de la mission et de l'évangélisation; ce terme désigne les efforts de certains chrétiens pour "convertir" des personnes appartenant à d'autres communautés, profitant souvent pour ce faire de la vulnérabilité des peuples et des cultures.

Résumé des définitions données dans le document d'étude sur "La mission et l'évangélisation dans l'unité aujourd'hui", adopté par la Commission de mission et d'évangélisation en 2000. Les citations sont tirées de ce document.

Depuis la Conférence mondiale sur la mission d'Edimbourg en 1910, ce but est resté le même, bien que, à bien des égards, le monde soit devenu plus complexe du point de vue culturel, économique et politique. "Progresser" vers le but peut donc s'avérer difficile lorsque les accords auxquels on est parvenu dans un domaine se trouvent face à des difficultés ou des échecs dans d'autres.

Cependant, on compte un certain nombre de réalisations depuis Harare. Pour la première fois, des catholiques romains et des représentants de groupes pentecôtistes et évangéliques sont membres à part entière de la Commission de mission et d'évangélisation (CME). La Conférence mondiale sur la mission, qui s'est tenue à Athènes en 2005, pourrait bien avoir été la plus diverse et la plus représentative à ce jour, avec une forte

participation d'évangéliques, de pentecôtistes et de catholiques romains. Des consultations menées au sein du COE et d'un large éventail d'organisations et de réseaux missionnaires ont permis de repérer les points sur lesquels il y a accord quant à la manière d'aborder la mission, et les questions théologiques conflictuelles qu'il faut continuer à tenter de résoudre et où de profondes blessures font encore obstacle au témoignage dans l'unité.

Penser la mission aujourd'hui

Le Comité d'orientation du programme de l'Assemblée de Harare a proposé à la réflexion de la communauté du COE une question clé: "Comment, en tant qu'Églises, nous engageons-nous ensemble dans la mission et l'évangélisation dans un monde extrêmement pluraliste?"

Des délégués se rendent à la discussion en petits groupes, Athènes, Conférence mondiale sur la mission et l'évangélisation, 2005.



Le COE a abordé cette question en offrant aux Églises et aux partenaires en mission, membres et non membres de la communauté œcuménique, un espace de réflexion sur la théologie et l'expérience vécue, une possibilité de dialoguer et de rédiger des projets de déclarations et de documents d'étude. Les colloques servent à tester les idées et à mettre en lumière les tendances et les problèmes actuels, à évaluer les partenariats et à encourager la recherche de nouveaux modèles de travail missionnaire. Les documents d'étude sont utiles non seulement pour aider les personnes en dialogue à poursuivre la réflexion et à avancer dans la quête de la *mission dans l'unité*, mais aussi pour former et inspirer celles qui travaillent sur le terrain.

La Commission de mission et d'évangélisation a adopté en 2000 le document

d'étude "Mission et évangélisation dans l'unité aujourd'hui", qui résume l'évolution de la situation depuis la déclaration de 1982 sur la mission; cette déclaration demeure l'expression de la position officielle du COE sur la mission. Le document d'étude a constitué l'une des principales bases de réflexion de la Conférence mondiale sur la mission et l'évangélisation en 2005.

A Londres, en 2002, un grand colloque sur la missiologie a réuni des délégués et des consultants des principaux organismes missionnaires pour examiner la question des identités en mutation dans un monde pluraliste. Organisé conjointement par la CME, le Conseil pour la mission universelle (Council for World Mission), la CEVAA (Communauté d'Églises en mission) et la Mission évangélique unie, ce colloque était aussi cen-

En bref, les Églises et les organisations missionnaires devraient élaborer une théologie de la plénitude de vie qui mette la plénitude, le salut et la réconciliation en relation avec la mission que nous pratiquons en tant que communautés de guérison.

Rapport sur la Conférence sur la missiologie,

Londres, avril 2002

Funérailles de l'abbé du monastère de Neamt, sud de la Bukovine, Roumanie.



Les témoignages que nous avons entendus au cours de ce colloque confirment notre conviction que l'action de Dieu ne se limite pas au corps, mais qu'elle concerne le salut des personnes dans leur intégralité et la transformation des relations dans la famille et la société. Ces témoignages tirés de la vie réelle nous ont encouragés à continuer à prier pour que la guérison divine intervienne dans les corps brisés des hommes et des femmes souffrant de diverses maladies, même dans des situations extrêmes... [et] nous ont encouragé d'encourager les membres de nos paroisses qui ont des dons divers à participer à tous ces processus de guérison alliant les soins médicaux, le soutien pastoral psychologique et le ministère de la prière.

Lettre pastorale aux Églises de la part du colloque du COE et de la CLAI tenu au Chili sur la foi, la guérison et la mission, 2003

tré sur le nécessaire dialogue avec les chrétiens pentecôtistes et charismatiques sur la manière d'aborder la santé, la guérison et la foi, le défi que le VIH et le sida constituent pour la mission et l'écclésiologie, et les nouveaux modèles de partenariat en mission à l'échelle mondiale.

L'accent mis sur la foi et la guérison est l'un des résultats du dialogue avec les personnes des traditions pentecôtiste et charismatique. Un colloque tenu auparavant, en 2000, en coopération avec la Missionsakademie de Hambourg (Allemagne) avait réuni près de 40 participants, spécialistes en missiologie, missionnaires sur le terrain et professionnels de la santé, pour évaluer l'accent mis actuellement sur foi et guérison dans la missiologie, le dialogue interculturel et la médecine. Les participants ont entendu des témoignages individuels sur des expériences de guérison faites dans différentes cultures et ils ont constaté qu'il est urgent de faire de plus amples recherches et d'entreprendre des dialogues ou des actions œcuméniques à ce sujet.

Ces colloques ont débouché sur l'organisation des rencontres internationales

et régionales sur la guérison par la foi et la mission (Ghana 2002, Chili 2003), qui ont poursuivi l'étude de questions allant de la manière de traiter la douleur et de la guérison dans les différentes cultures et les traditions chrétiennes, aux interprétations de l'exorcisme et à l'influence du monde des esprits. Les participants, issus pour moitié d'Églises pentecôtistes charismatiques et pour moitié d'Églises "historiques" des milieux œcuméniques, ont pu approfondir la connaissance et la compréhension qu'ils avaient de leurs traditions respectives et établir une confiance mutuelle en vue de discussions à venir.

Le dernier en date de ces colloques, qui était simultanément la réunion afro-asiatique préparatoire à la conférence d'Athènes, a eu lieu en 2004 en Inde. Organisé en coopération avec la Conférence des Églises de toute l'Afrique et la Conférence chrétienne d'Asie, il était centré sur la relation entre la mission, le pouvoir et une conception globale de la guérison et de la réconciliation.

Il a été jugé nécessaire d'offrir une synthèse des idées récentes émanant de ces démarches missiologiques. Un séminaire,



en 2004, a préparé une déclaration sur une nouvelle approche de la pneumatologie – l'étude de l'Esprit Saint – et l'interface entre mission et réconciliation. Révisée par la Commission de mission et d'évangélisation, cette déclaration figure, avec une autre sur la mission et la guérison, parmi les principaux documents préparatoires à la Conférence mondiale sur la mission.

Tandis que la plupart des colloques ont pour but de réunir des gens très différents dans l'espace du dialogue et de la réflexion, d'autres visent à donner des perspectives spécifiques. Ainsi, par exemple, une série de réunions consacrées à l'expérience des femmes dans les tâches missionnaires de l'Église ont rassemblé des femmes actives dans les Églises, divers mouvements, instituts de théologie et agences missionnaires, en vue de contribuer au développement de la participation des femmes aux responsabilités et de soutenir leur contribution à la mission de l'Église. De jeunes spécialistes en missiologie se sont aussi réunis en 2005 pour parler de pneumatologie et de mission en lien avec le thème de la Conférence sur la mission.

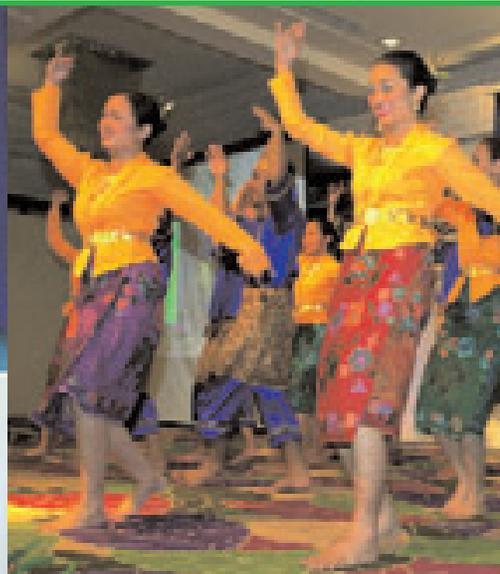
L'Assemblée de Harare avait proposé de donner suite à l'étude sur l'Évangile et les cultures, ce qui a conduit à un dialogue et à l'examen de la façon dont se forment les identités, le pluralisme et le ministère multiculturel. En 2002, un colloque a réuni plus de 50 représentants de réseaux "Évangile et cultures" de divers continents pour étudier la question centrale de la mission dans des contextes sécularisés et postmodernes. Une série de forums sur le ministère multiculturel ont eu lieu en Australie et en Thaïlande; ils étaient centrés sur la pratique du ministère et de la mission multiculturels et sur des témoignages portant sur la manière de les envisager.

Pour répondre à un besoin réel, ainsi qu'à une préoccupation exprimée dans le rapport du Comité d'orientation du programme de Harare, un processus d'étude a été lancé conjointement par le personnel du COE et des chercheurs en relation avec les trois réseaux du COE: Mission et évangélisation, Foi et constitution et Relations interreligieuses; il a pour tâche de préparer un projet de texte d'étude sur l'approche théologique de la pluralité religieuse, qui servira de document d'information générale destiné aux personnes et aux Églises intéressées.

A gauche: manifestation œuménique au Forum social mondial de 2003.

Au centre: le pasteur Fermin Siñani est à la tête de la paroisse évangélique luthérienne de Calasaya, Bolivie, depuis sa fondation en 1969.

A droite: danses malaisiennes traditionnelles lors de la session de la Commission plénière de Foi et constitution, Kuala Lumpur, juillet 2004.



La communion fraternelle que nous avons vécue durant notre cours d'évangélisation nous est apparue comme un signe de l'unité que nous possédons déjà, et un encouragement à poursuivre l'approfondissement de notre unité visible pour la mission de Dieu dans le monde.

Individus et Églises, nous nous engageons à œuvrer pour que s'accomplisse, dans notre Église, notre nation et notre région, son envoi en mission. C'est dans l'Esprit que nous vous saluons et vous invitons à continuer à vous engager ensemble dans la mission et l'évangélisation.

Lettre aux Églises,
Fidji, novembre 2004

Ce colloque, de même qu'une autre rencontre organisée en commun par Foi et constitution et Mission et évangélisation sur "ecclésiologie et mission", illustre la coopération croissante entre différents secteurs du mouvement œcuménique pour l'étude de questions théologiques contemporaines importantes.

Pour promouvoir et illustrer la mission dans l'unité ainsi que pour mettre en commun et optimiser les ressources et les compétences, le COE travaille également avec un grand nombre d'organisations et de réseaux missionnaires et cherche dans la mesure du possible à coopérer avec eux pour certains projets. Les documents d'étude émanant de dialogues et de colloques sont publiés par le COE dans la revue trimestrielle *International Review of Mission* (IRM), le plus ancien périodique œcuménique international sur la mission.

Apprendre à pratiquer la mission dans l'unité

Le COE maintient son engagement en faveur du témoignage commun en formant des responsables à l'évangélisation et en offrant des lieux sûrs pour que les pauvres et les personnes marginalisées puissent réfléchir et agir ensemble et informer l'ensemble de l'Église sur ce que signifie la solidarité avec les pauvres et sur la manière de former les gens au témoignage et de susciter une transformation.

Des cours d'évangélisation mettent les participants en contact avec divers contextes et traditions culturelles et les aident à développer leurs compétences en vue de l'évangélisation œcuménique. Depuis Harare, des cours ont été organisés en Asie (Inde), aux Caraïbes (Cuba), en Europe orientale (Pologne), au



*Offrandes au culte
d'ouverture de la Huitième
Assemblée du COE à
Harare, décembre 1998.*

Moyen-Orient (Syrie) et dans le Pacifique (Fidji). Chacun de ces lieux offre des enseignements importants concernant ce que signifie "partager la bonne nouvelle", dans une société pluraliste du point de vue religieux, ou face à des forces non religieuses concurrentes, ou dans une société déjà majoritairement chrétienne, ou encore sur les lieux où le christianisme est né.

De plus en plus ces cours sont considérés comme des "formations de formateurs", et l'on espère que les participants retourneront dans leurs communautés et influenceront d'autres personnes pour qu'elles communiquent la bonne nouvelle de l'Évangile dans un esprit de collaboration et non de concurrence.

Ces cours sont ouverts à des personnes ne faisant pas partie d'Églises membres de la communauté œcuménique, mais

unies par leur passion pour la communication de l'Évangile. Des participants catholiques romains y sont activement engagés, de même que des protestants et des orthodoxes.

Un pas dans cette direction a été fait lors du cours d'évangélisation organisé en novembre 2004 dans le Pacifique, auquel des personnes très diverses, actives dans la mission, se sont rassemblées pour discuter du prosélytisme, du dialogue interreligieux et du témoignage commun. C'est une étape importante dans la démarche visant à créer un espace de confiance et de dialogue qui puisse servir de base aux activités futures.

La Lettre œcuménique sur l'évangélisation a changé d'aspect et paraît en anglais, en français, en allemand et en espagnol. Elle offre aux personnes engagées sur le terrain de la mission et de

Un exemple de l'activité de la Mission urbaine et rurale est l'action qu'elle entreprend au travers d'un centre ACAPES au Sénégal, membre du réseau de la MUR. Il a été créé en tant qu'école alternative dont les enseignants sont bénévoles, à l'époque où un grand nombre d'élèves avaient été expulsés de leurs écoles lors d'une crise scolaire dans le pays. Le Centre s'est développé depuis lors et offre une variété de cours à des jeunes qui, pour diverses raisons, ne peuvent pas terminer leur scolarité. Le centre soutient aussi des mouvements de femmes, d'hommes et de jeunes.

Lors de la réunion de la Commission mondiale de la (suite p. 58)



Marché à Munda, New George Island, îles Salomon.

(suite de la p. 57)

MUR qui s'est tenue au Sénégal en 2001 et qui était accueillie par ACAPES, celle-ci a été informée que, pour la visite de contact sur le terrain qui figure toujours au programme des réunions, elle devrait aller dans le Sud du pays pour manifester sa solidarité avec les habitants de cette région qui vivent une situation de conflit violent. A l'aéroport, 1000 jeunes attendaient les visiteurs qui se retrouvèrent à la tête d'une marche pour la paix. Ils rencontrèrent de hauts fonctionnaires du gouvernement, puis le chef du mouvement rebelle qui, à l'époque, était en résidence surveillée. S'entretenant avec eux, il reconnut que personne, en aucune manière, ne peut justifier la violence.

Deux semaines plus tard, le chef rebelle accepta pour la première fois de parler avec des représentants du gouvernement, ce qui a été un premier pas vers le processus de paix.

Les partenaires locaux ont dit à la MUR que la visite de la Commission mondiale avait été, avec le mouvement des jeunes, l'un des facteurs ayant contribué à cristalliser les démarches en vue de la paix.

l'évangélisation une perspective personnelle et un soutien.

La Mission urbaine et rurale (MUR) met en question la pensée et la pratique qui séparent le ministère social et l'évangélisation. Elle aborde la mission et l'évangélisation du point de vue des pauvres et des personnes marginalisées – des communautés qui sont souvent les bénéficiaires d'initiatives d'évangélisation classiques, mais qui, dans la perspective œcuménique, doivent être considérées comme des acteurs de premier plan dans la mission de Dieu.

Les réseaux régionaux de la MUR soutiennent l'organisation communautaire de base, favorisent l'éducation et les petits projets générateurs de revenus qui permettent d'élever le niveau de vie des communautés, ainsi que la prise de conscience et la participation en ce qui

concerne des questions qui touchent leurs communautés et leurs pays; de cette manière, les gens peuvent découvrir par eux-mêmes les causes profondes des problèmes qu'ils affrontent et travailler à les éliminer. Une Commission mondiale facilite les échanges entre régions.

“La mission vue de la perspective des gens en lutte”, thème de la MUR depuis 2002, favorise les moyens concrets par lesquels les Églises peuvent contribuer à lutter contre les structures injustes dans la perspective des victimes de la marginalisation. Ce mouvement a pour objectif d'établir des relations entre des organisations communautaires urbaines et rurales, des mouvements et réseaux populaires et les Églises et organismes missionnaires, afin de montrer que les pauvres n'attendent plus des Églises qu'elles les aident, mais qu'elles soient



à leurs côtés et apprennent à leur contact comment il faut nommer le mal, qu'elles coopèrent avec eux pour mettre les systèmes en question en vue d'un changement fondamental. Pour la MUR, c'est là le sens central de la mission chrétienne.

En 2004, tous les réseaux régionaux de la MUR se sont rencontrés au Ghana pour un grand colloque intercontinental destiné à échanger les fruits du travail accompli depuis 2002 sur le thème commun et intégrer les perspectives des gens en lutte à une conception de la mission en tant que guérison et réconciliation. Pour reprendre les termes de la déclaration finale, "la mission conduira à la guérison et à la réconciliation lorsqu'elle manifestera un esprit de discipline spirituelle qui résiste à l'égoïsme et à l'oppression et brise le joug de l'injustice".

Le ministère de santé et de guérison des Églises

La santé est aussi l'un des objectifs des initiatives missionnaires du COE, non seulement du fait que les soins de santé constituent l'un des points forts de la mission (en particulier grâce au travail accompli par la Commission médicale chrétienne entre 1968 et 1991), mais aussi parce que la pandémie du VIH/sida est l'un des graves problèmes de notre époque auquel l'ensemble de l'Église doit apprendre à réagir et dont elle doit parler.

À côté du dialogue et de l'étude sur divers aspects de la foi et de la guérison, le COE encourage les initiatives pratiques visant à renforcer l'éducation à la santé et à offrir des ressources durables pour prévenir et soigner les maladies; il recommande et soutient l'administration de soins adéquats par

A gauche: culte dominical à l'église presbytérienne d'Imere, dans la banlieue de Port Vila, Vanuatu.

Au centre: étudiants de la Florence Young Christian School, Honiara, îles Salomon.

A droite: une femme afghane réfugiée au Pakistan confectionne une couverture dans le cadre d'un projet générateur de revenus géré par Church World Service et ACT International, Quetta, Pakistan.





Un centre de jour à Armenia, Colombie, a pourvu aux besoins de familles sans abri après le tremblement de terre de 1999. Les organisations membres d'ACT, dont l'Église méthodiste de Colombie, ont apporté une aide vitale.

tout où ils sont nécessaires, en particulier dans le cas du VIH et du sida. Le COE plaide également en faveur du partage équitable et d'un investissement rationnel dans le domaine des médicaments et des équipements médicaux, notamment au travers des travaux du Groupe consultatif sur les produits pharmaceutiques.

Ci-dessous à gauche: affiche destinée à promouvoir l'action œcuménique commune dans la lutte contre le VIH/sida, due à l'artiste Babatunde Morgan, de Sierra Leone.

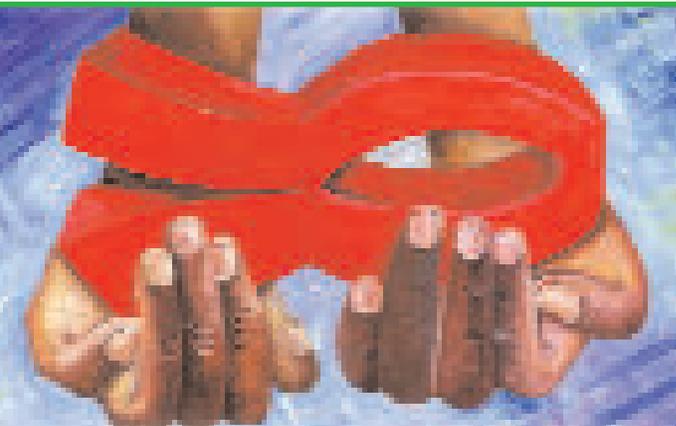
En bas à droite: le centre chrétien de santé communautaire Kamwokya, à Kampala, offre des tests de séropositivité à des prix raisonnables.

Le COE coopère avec des réseaux sanitaires chrétiens et s'efforce de les aider à réfléchir sur la manière d'aborder les questions relatives aux soins de santé primaire, sur les programmes de prévention contre le VIH/sida, et le rôle croissant des établissements de santé rattachés aux Églises et du personnel de santé à la suite de conflits. D'autres activités comme les ateliers organisés en Asie du Nord et dans les Caraïbes, par exemple, aident à intégrer la question du

VIH/sida au programme d'étude des institutions d'enseignement théologique. La création et le renforcement d'un réseau d'animateurs œcuméniques en Amérique latine et aux Caraïbes, en Europe orientale et en Asie permettent d'offrir des ressources aux Églises de ces régions et de les aider dans le domaine de la formation et de l'élaboration de lignes d'action.

Contact, la revue œcuménique spécialisée sur les questions relatives à la santé, disponible en plusieurs langues, continue à offrir une documentation précieuse. Depuis 2003, c'est un magazine en ligne que l'on peut télécharger et imprimer localement, ce qui permet d'utiliser les nouvelles technologies et les vastes réseaux de santé chrétiens à des coûts raisonnables.

Le COE assume une fonction importante de mise en réseaux, établissant des liens entre des personnes proches des Églises et actives dans le domaine des soins médicaux et d'autres organisations et réseaux de même type, ainsi que celles qui sont prêtes à offrir des ressources. Il continue à jouer un rôle de liaison important entre les mouvements de base travaillant dans le domaine de la santé, des associations et des réseaux œcuméniques régionaux rattachés aux Églises et



des organisations et institutions internationales telles que le forum des ONG pour la santé, l'OMS et l'UNICEF.

(Voir aussi *Les Églises face au sida*, p. 65)

Conférence mondiale sur la mission et l'évangélisation

La Conférence mondiale sur la mission et l'évangélisation, réunie à Athènes en mai 2005, a été la 13^e de ces conférences depuis celle d'Edimbourg en 1910, que l'on regarde habituellement comme le point de départ du mouvement œcuménique contemporain. Elle avait pour thème "Viens, Esprit Saint, guéris et réconcilie! Appelés en Christ à être des communautés de réconciliation et de guérison".

Un signe visible des progrès accomplis dans le travail œcuménique de mission et d'évangélisation apparaît lorsque l'on examine l'évolution de ces conférences. Edimbourg, qui marquait un grand pas en avant sur la voie de la coopération entre conseils missionnaires protestants, ne comptait aucun délégué catholique ou orthodoxe, et un pour cent seulement des 1400 participants venaient du "tiers monde". Les Églises orthodoxes sont devenues une des composantes essentielles du mouvement œcuménique dans

les années 1920, mais la participation des catholiques romains n'a pas été possible avant le Concile Vatican II.

La participation aux conférences mondiales sur la mission s'est élargie, notamment depuis le milieu du siècle dernier, et la conférence de 2005 pourrait bien avoir été l'un des rassemblements missionnaires les plus universels de l'histoire. Près d'un quart des six cents participants officiels venaient de milieux évangéliques, pentecôtistes et catholiques romains. C'est aussi la première conférence missionnaire qui a eu lieu dans un pays à majorité orthodoxe. Parmi les participants venus de tous les continents, on comptait des jeunes, des femmes et des hommes actifs dans le témoignage chrétien: responsables d'Églises et de missions, théologiens et spécialistes en missiologie.

Une conférence préparatoire des jeunes et un programme d'orientation destiné aux stewards se sont déroulés au cours de la semaine précédant la conférence et ont contribué à préparer les jeunes participants à apporter leur contribution à celle-ci. Toutefois, le nombre total des jeunes participants a été décevant et les jeunes délégués et les stewards ont lancé un appel vigoureux à l'adresse du COE et à l'ensemble du mouvement œcumé-

Culte de l'Église de Mélanésie à Honiara, îles Salomon.





Une croix en bois d'olivier arrive à la Conférence mondiale sur la mission et l'évangélisation d'Athènes, 2005. Don des Églises de Jérusalem, elle est faite de bois provenant d'arbres déracinés lors de la construction de la barrière de séparation israélienne.

que, les invitant à manifester une volonté plus affirmée et à recommander que le nombre souhaité de jeunes participants soit atteint lors de la Neuvième Assemblée et de rassemblements ultérieurs.

La conférence avait été planifiée de manière à encourager la vie spirituelle des chrétiens qui s'y étaient rassemblés et à susciter un esprit de communauté. Du temps était réservé à la prière commune, à l'étude biblique et aux discussions en petits groupes sur des questions liées à la conférence. Sous la tente où les participants se réunissaient soir et matin pour la prière, une croix haute de cinq mètres était dressée comme un symbole impressionnant. Le premier matin de la conférence, un petit bateau est venu l'apporter de la part des Églises de Jérusalem. Elle est faite de morceaux de bois pris à des oliviers qui ont été déracinés à Bethléem et dans ses environs lorsque les Israéliens ont construit le mur de séparation sur des terres palestiniennes.

Les séances plénières ont offert l'occasion de présentations de grande valeur

sur des thèmes relatifs à la mission, la guérison et la réconciliation, l'édification de la communauté à une époque de fragmentation, les principes et la pratique de la lutte contre la violence, la mondialisation économique, le VIH/sida et la stigmatisation. À côté des présentations en plénière et des petits groupes, il y avait aussi des lieux d'échange d'idées et d'expériences, les synaxes (du grec *synaxis*), qui permettaient de soulever des questions qui ne figuraient pas à l'ordre du jour officiel.

Les études et activités présentées tout au long de la conférence ont fourni une base pour la préparation et la réflexion. À la fin, plusieurs thèmes centraux sont apparus au cours du dialogue, notamment:

- L'éventail toujours plus large d'orthodoxes, de protestants, de pentecôtistes, de catholiques et d'autres participants illustre l'évolution des relations entre chrétiens de diverses traditions; c'est la promesse d'immenses possibilités pour l'avenir, même si les questions et les défis que cela comporte pour tous ne manquent pas.



- Ayant fait le point à mi-parcours de la Décennie "vaincre la violence", il a été possible de constater dans quelle mesure les réseaux missionnaires ont agi sur la DVV et ont été influencés par elle; il serait bon de refaire le point et de revisiter les moments forts de la Décennie au cours de la Neuvième Assemblée.
- Un des thèmes de la missiologie qui s'est particulièrement profilé est celui du bon ou du mauvais usage du pouvoir et de son abus, et le lien qui existe entre le pouvoir, les Églises et les institutions engagées dans la mission.
- Il n'est pas facile de se mettre d'accord sur la conception du témoignage chrétien dans un monde pluraliste en matière de religion, dans un milieu aussi divers que celui des participants à cette conférence; dans l'ensemble, l'approche commune du dialogue interreligieux maintient les deux principes de la conférence missionnaire de San Antonio, en 1989; ceux-ci établissaient que nous ne pouvons pas poser des limites à la grâce de Dieu, mais que nous avons

aussi conscience, en tant que chrétiens, que nous avons été appelés à proclamer Jésus Christ comme Seigneur et Sauveur.

- La "grande nouveauté de notre temps", pour la mission aujourd'hui, se trouve dans le phénomène que l'*International Review of Mission* a appelé "la trajectoire méridionale" du christianisme; le centre démographique de la foi continue son parcours du nord vers le sud, ce qui a pour effet que, de plus en plus, la mission apporte le message de l'Évangile avec toutes ses conséquences du sud vers le nord.

Prochaines étapes de la mission

Au cours du "service d'envoi" célébré à l'Aréopage, au dernier soir de la Conférence d'Athènes sur la mission, Samuel Kobia a donné cette interprétation de l'événement de la Pentecôte: "L'Évangile n'est pas notre propriété, ni un message que nous devrions traduire à partir de notre langage et de notre expérience pour l'apporter à d'autres pour leur faire du bien; au contraire,

A gauche: enfant afghan avec son cerf-volant dans le camp de réfugiés de Shamsatoo, près de Peshawar, Pakistan. Les cerfs-volants étaient interdits en Afghanistan sous le régime taliban.

A droite: au Kenya, des membres de l'Église africaine du Saint Esprit s'apprêtent à se rendre en cortège au culte du dimanche matin.

l'Évangile est la bonne nouvelle de Jésus Christ que tous ont le privilège d'entendre, et l'unité de ce que nous entendons surpasse la diversité de nos personnes. En tant que chrétiens, nous sommes membres d'une même communauté qui dépasse notre capacité à la définir."

Même si les études, les accords, la formation et les conférences mondiales contribuent à attirer l'attention d'un nombre croissant d'Églises sur la nécessité de la mission dans l'unité, la tâche semble sans fin. L'un des points forts de l'activité du COE dans le domaine de la mission est le fait qu'elle aborde la question dans un grand nombre de perspectives différentes.

L'extension de cette dimension essentielle de la tâche des Églises est un encouragement pour ceux qui parcourent du regard les champs mûrs pour la moisson. Le nombre des ouvriers, même peu nombreux, est en train de croître, comme aussi leur enthousiasme, et ils se préparent à coopérer plus étroitement. Reprenant la prière d'Athènes, nous disons: "Viens, Esprit Saint!"

Les activités sur lesquelles porte ce chapitre relèvent principalement de la responsabilité de l'équipe Mission et formation œcuménique.

La région de El Cantaro in Tebaida, Colombie, a été dévastée par le tremblement de terre de janvier 1999. Le réseau ACT, et particulièrement la Mennonite Development Foundation de Colombie, ont apporté des secours.



L'action des Églises face au VIH et au sida

Lorsque l'Assemblée puis, par la suite, le Comité central ont déclaré qu'il était nécessaire de lutter contre le VIH et le sida, en particulier en Afrique, ils réagissaient à des faits évidents et tragiques.

Dans son rapport de 2004 sur l'épidémie mondiale du sida, ONUSIDA estime que 38 millions d'adultes et d'enfants dans le monde vivent avec le VIH. Parmi eux, vingt-cinq millions habitent l'Afrique subsaharienne. En 2003, on estime que 4,8 millions de personnes ont été contaminés par le virus, chiffre plus élevé que jamais auparavant. Près de trois millions de malades du sida sont morts en 2003 et plus de 20 millions depuis que les premiers cas de sida ont été diagnostiqués en 1981.

Aucun pays n'en est pratiquement exempt et certains pays qui avaient "baissé la garde", en ce qui concerne la prévention, ont connu une augmentation du nombre des personnes contaminées par le virus. L'Europe orientale et l'est de l'Asie connaissent aujourd'hui le

taux de croissance de l'épidémie le plus rapide du monde. Les femmes et les enfants sont de plus en plus vulnérables.

L'action des Églises et d'autres communautés d'inspiration religieuse face au sida est considérable, mais jusqu'à une date récente, elle n'a pas fait l'objet de statistiques, car elle se déploie principalement à une échelle réduite. Le COE, actif dans le domaine du VIH/sida depuis les années 1980, a publié un rapport sur "L'action des organisations religieuses face au VIH/sida en Afrique subsaharienne", où il fait observer que "les paroisses et communautés ont joué un rôle de premier plan dans le domaine des soins et du soutien dans l'ensemble de l'Afrique. Un grand nombre de ceux qui ont lancé ces initiatives n'ont pas attendu un financement pour se mettre au travail, ils ont simplement agi."

Le rapport fait également remarquer qu'on a accusé les organisations d'inspiration religieuse de garder le silence, de

Peter Piot s'adresse à un rassemblement œcuménique sur le thème "Accès pour tous: l'action des communautés religieuses", Bangkok, juillet 2004.



"Il est temps qu'ONUSIDA et d'autres agences des Nations Unies reconnaissent le potentiel énorme des Églises et des organisations religieuses et les impliquent dans la planification, la mise en œuvre et le suivi des programmes de lutte contre le VIH/sida au niveau local, national et international. Au COE, nous sommes conscients que les responsables des Églises doivent mobiliser les communautés et les préparer non seulement à prendre soin des malades et de ceux qui souffrent, mais aussi à prévenir la propagation du VIH/sida."

***Manoj Kurian**, responsable du programme Santé et guérison du COE, à la veille de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le sida, New York, juin 2001*

"J'attends le jour où toutes les Églises seront un lieu de dialogue ouvert sur les questions de la sexualité et du rôle des femmes et des hommes, où toutes les synagogues se mobiliseront pour plaider en faveur d'une action mondiale pour lutter contre le sida, où tous les temples seront un lieu d'accueil pour les personnes touchées par le VIH, où toutes les mosquées seront un lieu d'information sur le VIH/sida pour les jeunes. Quand ce jour arrivera, je suis convaincu que rien n'arrêtera la victoire dans notre combat contre le sida."

***Dr Peter Piot**, directeur exécutif d'ONUSIDA, lors d'une conférence œcuménique préparatoire à la Conférence internationale sur le sida, juillet 2004*

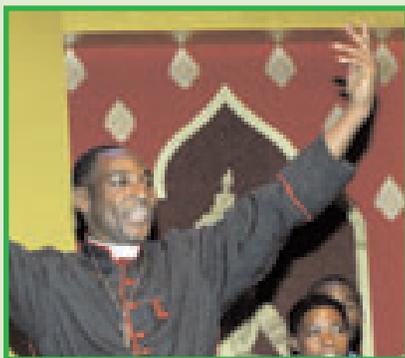
"Aujourd'hui, on sait généralement que dans le cas du VIH/sida, ce n'est pas la maladie elle-même qui fait le plus souffrir (car beaucoup d'autres maladies provoquent de graves souffrances et conduisent à la mort); mais c'est la stigmatisation et le risque de subir le rejet et la discrimination, d'être incompris et de ne plus jouir de la confiance des autres que les personnes séropositives doivent affronter."

Chanoine Gideon

Byamugisha, Colloque mondial sur la réponse œcuménique aux défis du VIH/sida en Afrique, Nairobi, novembre 2003

Ci-dessus: le chanoine Gideon Byamugisha, Ouganda, fondateur du Réseau africain de responsables religieux vivant avec le VIH ou le sida.

Ci-dessous: un panneau d'affichage à Port-au-Prince, Haïti, recommande l'usage du préservatif pour combattre le VIH/sida.



pratiquer la discrimination et la stigmatisation et de prononcer des jugements moraux d'une grande dureté, ce qui a fait obstacle aux efforts entrepris pour assurer des soins et à la prévention.

Ainsi, le COE est intervenu à divers niveaux, pour encourager la communauté internationale à reconnaître l'action des organisations religieuses dans les domaines de la formation, de l'échange d'information et du travail en réseau et à leur apporter son soutien; et, ce qui importe peut-être davantage encore, il œuvre en vue de faire cesser le silence, le déni, la stigmatisation et

la discrimination au sein de l'Église, attitudes qui ont privé un très grand nombre de personnes d'un foyer spirituel et les ont empêchées de recevoir une information précise, susceptible de sauver des vies, ainsi que d'avoir accès à des traitements.

Le COE a fait une enquête dans 29 pays africains afin de récolter des informations vitales sur l'action des Églises face au VIH et au sida. Des colloques destinés à échanger les réponses de l'Afrique et de l'Asie ont encouragé des gens de différentes régions à tirer les enseignements de l'expérience africaine.

Le COE participe à la campagne de l'Alliance œcuménique "agir ensemble" et s'efforce d'éliminer la stigmatisation et la discrimination associées au VIH et au sida, de plaider en faveur d'un accès adéquat aux médicaments et aux traitements et de rendre les organisations et collectivités rattachées aux Églises attentives aux informations de base



concernant cette maladie et à la nécessité des mesures de prévention.

Le COE soutient la participation des organisations d'inspiration religieuse à de grands rassemblements des Nations Unies tels que la session extraordinaire de l'Assemblée de l'ONU sur le VIH/sida en juin 2001, afin d'exercer des pressions sur les gouvernements et les organisations intergouvernementales pour qu'ils fournissent les ressources nécessaires et fassent preuve de volonté politique pour lutter contre la pandémie. Il assiste les délégations lors de grandes conférences comme par exemple les conférences internationales bisannuelles sur le sida dont la dernière en date s'est tenue à Bangkok en 2004.

Dans le milieu des Églises, le COE a organisé d'importants colloques régionaux, notamment en Afrique et en Europe orientale, pour contribuer à l'élaboration de plans d'action avec des partenaires locaux, nationaux et régionaux. L'un des fruits de ce travail est

l'Initiative œcuménique de lutte contre le VIH/sida en Afrique.

Initiative œcuménique de lutte contre le VIH/sida en Afrique

En novembre 2001, au cours d'un colloque mondial sur les réponses œcuméniques aux défis du VIH/sida en Afrique, des responsables d'Églises et d'organisations œcuméniques africaines et internationales ont préparé un plan d'action coordonné, avec l'appui d'une structure de soutien dépendant du COE. L'Initiative œcuménique de lutte contre le sida en Afrique (EHAIA) a été lancée en février 2002.

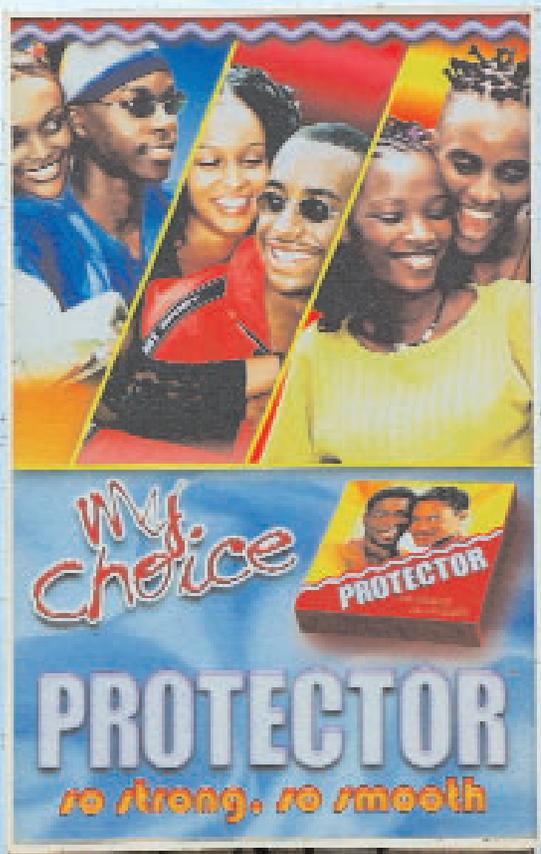
L'EHAIA s'efforce de donner aux Églises et à leurs partenaires œcuméniques la possibilité de prendre une pleine

Les responsables religieux ont une possibilité unique d'exercer de l'influence et d'inspirer les gens. Ils peuvent, mieux que quiconque, parler à leur cœur et à leur esprit. Ils peuvent changer les normes et les valeurs. Dans de nombreux pays, des comités et des associations d'inspiration religieuse constituent également le meilleur réseau de la société civile. Ces responsables doivent prendre conscience du pouvoir dont ils disposent dans la lutte contre le VIH/sida et l'utiliser à fond."

Hilde Johnson, ministre du Développement international de Norvège, dans une réunion parallèle à la Conférence internationale sur le sida à Bangkok, juillet 2004

Baker Sekiziyru de Buwama, Ouganda (centre) avait 13 ans lorsque ses parents sont morts du sida, quatre ans avant la prise de cette photo. Il est resté seul responsable de ses jeunes frères et sœurs Andrew Kakumirizi (12 ans sur la photo), Marry Nakeyeyune (13 ans), Annet Nakambala (16 ans) et Paul Senyanga (11 ans).





conscience de la gravité de l'épidémie du VIH/sida en Afrique, de collaborer pour répondre aux défis qu'elle constitue. Animé par quatre coordinateurs régionaux dans chacune des régions d'Afrique, avec l'appui d'un consultant en matière de VIH/sida et de formation théologique et missionnaire, le programme est dirigé par un responsable de projet dont le bureau est au siège du COE à Genève.

L'EHAIA a préparé de la documentation pédagogique et développé des réseaux sur le VIH/sida à l'usage des responsables d'Églises, des pasteurs et des multiplicateurs dans le contexte des Églises; l'objectif est de développer les compétences des Églises et des organisations qui leur sont liées dans le domaine de la prévention, des soins et de l'accompagnement. L'EHAIA a fourni un soutien concret aux paroisses aux prises avec le VIH/sida, et de l'aide à des groupes de personnes particulièrement vulnérables: orphelins, prisonniers, ainsi que pasteurs séropositifs. L'initiative a également soutenu des projets de soins de santé et d'accompagnement pastoral dépendant des Églises.

Un accent spécial a été mis sur les questions relatives aux rôles des hommes et des femmes et sur les relations existant au sein des familles, des Églises et des institutions qui leur sont rattachées, où les attitudes et les situations doivent changer si l'on veut

Panneau préconisant l'usage du préservatif, Kampala, Ouganda, avril 2004.

remédier à la vulnérabilité particulière des femmes et des jeunes filles face à l'infection.

L'EHAIA a organisé avec les Églises de nombreux ateliers et autres rassemblements dans l'ensemble de l'Afrique, auxquels des personnes vivant avec le VIH/sida sont toujours invitées à participer. Des ateliers de formation pour formateurs étaient spécialement destinés à des professeurs de religion et de théologie. Des réunions de responsables d'Églises et d'ONG ont eu lieu dans diverses régions, ainsi que des rencontres de formation dans différents pays, en coopération avec des conseils d'Églises. Au nombre des groupes cibles pour la formation EHAIA, on compte des groupes de femmes, des pasteurs et autres ministres et des jeunes, tous ayant un rôle de multiplicateurs dans le domaine de la prévention et de l'éducation.

Pour sensibiliser les gens et soutenir la prévention et l'éducation, un certain nombre de livres et d'autres documentations en anglais et en français ont paru, au nombre desquels on peut citer *AfricaPraying: A Handbok on HIV/AIDS*

Sensitive Sermon Guidelines and Liturgy – modèles de prédication et de méditation biblique dans le contexte du VIH/sida en Afrique; Aids and the Curriculum: Methods of Integrating HIV/AIDS in Theological Programmes – Méthodes d'intégration du thème VIH/sida dans les programmes théologiques, et Responses of the Faith-Based Organizations to HIV/AIDS in Sub-Saharan Africa – Les organisations d'inspiration religieuse dans la lutte contre le VIH/sida en Afrique subsaharienne. Un bulletin de nouvelles, un site Internet (www.wcc-coe.org/wcc/what/mission/ehaia-f.html) et un CD-Rom contenant toutes les ressources du COE au sujet du VIH/sida en diverses langues permettent aussi d'échanger des informations et des idées.

Etant donné l'ampleur de la pandémie, les Églises sont instamment invitées à utiliser les relations particulières qu'elles ont avec les gens, à continuer à s'informer, à parler et à agir afin d'adapter leur ministère à la tâche dangereuse et immense qui est devant elles à l'époque du VIH.

Logo de l'Initiative œuménique de lutte contre le VIH/sida en Afrique, créée conjointement par des Églises et des agences du Sud et du Nord en 2002.



L'éducation

comme formation œcuménique

Sous de nombreux aspects, l'éducation contribue à former de nouveaux participants au mouvement œcuménique et les cadres de ce mouvement; la "formation" nous façonne et nous équipe en vue des possibilités du ministère. De nouvelles initiatives, dans les domaines de la formation œcuménique et des ressources, ont été prises au cours des années écoulées depuis l'Assemblée de Harare. La volonté de se confronter à des questions brûlantes anime l'Institut œcuménique de Bossey, qui est un "laboratoire" d'apprentissage œcuménique. Le soutien apporté à des chercheurs, à des instituts de formation et à des réseaux œcuméniques du monde entier, et l'exploration des nouveaux territoires de la formation interreligieuse sont des bases essentielles du mouvement œcuménique pour aujourd'hui et pour demain.

La mémoire, l'énergie et la vision nourrissent les mouvements tournés vers l'avenir. Tout mouvement doit donc renouveler, inspirer les gens et les inciter à s'engager à nouveau à l'égard de ses principes et de sa mission. Le mouvement œcuménique affronte ce défi en recherchant de nouveaux moyens de renouveler la conscience œcuménique au cœur d'un monde divisé et de former une nouvelle génération de cadres œcuméniques.

La formation œcuménique est elle-même un processus de réflexion théologique et de pensée critique qui conduit, au delà

de l'apprentissage sur l'autre au sein de l'Église, vers l'apprentissage auprès de l'autre et avec lui. Le COE s'efforce de créer des lieux où les gens se forment dans un espace communautaire où ils peuvent rencontrer des cultures et des traditions différentes des leurs.

Renouveler l'esprit œcuménique dans les régions

Le programme Formation théologique œcuménique (FTO) a pour mandat de promouvoir l'éducation théologique œcuménique et la formation au minis-



Orateurs au padare sur les enfants de la Huitième Assemblée de Harare, décembre 1998.



rière en vue du renouveau et de l'unité de l'Église. Par le soutien apporté aux projets locaux, la création et le développement de réseaux et d'associations au niveau régional, et en encourageant et soutenant enseignants et étudiants en théologie, on explore des méthodes novatrices de formation théologique œcuménique.

Depuis l'Assemblée de Harare, les efforts se sont portés en priorité sur l'Europe centrale et orientale, l'Asie et le Pacifique, en coopération avec la conférence chrétienne d'Asie, l'Amérique latine et l'Afrique. Des consultants ont été désignés au cours des dernières années pour prêter main forte au programme dans trois régions: en Asie/Pacifique, avec la collaboration de la Conférence chrétienne d'Asie, en Amérique latine et aux Caraïbes en coopération avec une université biblique dont le siège est à Costa Rica, et en Europe centrale et orientale, en accordant une attention particulière à la formation théologique orthodoxe.

En Europe centrale et orientale, le COE a accompagné les Églises membres et les instituts de théologie dans le domaine de la formation théologique ou religieuse après la chute du communisme. Le consultant régional, à Saint-Petersbourg

(Russie), travaille à temps complet pour sensibiliser ces Églises à la nécessité d'offrir une formation théologique œcuménique et de créer des réseaux.

En 2003, un colloque s'est tenu sur "La coopération œcuménique dans le domaine de la formation théologique et religieuse en Europe post-communiste". Dans le cadre de ce colloque, pour la première fois, des participants venus de différents établissements d'enseignement théologique de pays anciennement communistes se sont réunis pour débattre avec leurs collègues occidentaux des défis auxquels la nouvelle Europe est confrontée et des moyens de renouveler la formation théologique dans une perspective œcuménique. Les idées et les recommandations émanant de ce colloque continuent à inspirer les échanges et la création de réseaux.

La formation œcuménique qui traite du VIH/sida a été particulièrement délicate en Afrique. Les responsables du programme FTO ont coopéré étroitement avec le consultant théologique de l'Initiative œcuménique de lutte contre le VIH/sida en Afrique (EHAIA, voir p. 67) pour élaborer des programmes d'étude et proposer aux instituts de théologie des ateliers de formation destinés aux enseignants.

Wahone Mutake, auteur de "A Journey of Hope" (Le pèlerinage de l'espérance), et Mercy Oduyoye, secrétaire générale adjointe du COE, à la plénière sur l'Afrique lors de l'Assemblée de Harare, décembre 1998.



Près de 7000 personnes, Dalits et autochtones pour la plupart, vivent dans le camp d'Arjun, à l'extrémité de la piste principale de l'aéroport international de La Nouvelle-Delhi.

Le développement des compétences des femmes dans la formation théologique a pris une place importante principalement en Afrique de l'Ouest et au Kenya, notamment au travers du soutien apporté au Cercle des théologiennes africaines engagées pour la création d'un programme d'étude sur "équité entre les sexes et théologie". Le colloque "Le pèlerinage de l'espérance en Afrique" (voir Accompagnement spécial de l'Afrique, p. 144) a débouché sur l'élaboration d'une théologie et d'une éthique pastorales africaines et d'un programme d'étude théologique sur la violence à l'égard des femmes et des enfants, particulièrement dans les contextes de conflits.

En Asie et dans le Pacifique, le Cambodge et le Vietnam ont fait l'objet d'une attention particulière; des visites ont été faites et des soutiens apportés à des Églises qui sont confrontées à de nombreuses difficultés pour les encourager, au moment où elles restructurent la formation théologi-

que œcuménique dispensée par les écoles bibliques et les programmes de formation théologique à distance.

Un forum régional a été créé pour revitaliser l'Association de bibliothécaires responsables de bibliothèques théologiques, afin de mettre en place des programmes de formation, un partage des ressources, la création de réseaux et la publication d'ouvrages.

Des ateliers destinés aux enseignants en théologie ont eu lieu en Asie du Sud, sur "Vaincre la violence", et sur le VIH et le sida. Un autre, organisé conjointement par diverses associations régionales et nationales, s'est tenu en 2003 sur le thème "Préparer les femmes à assumer des responsabilités transformatrices"; il a réuni 50 administratrices et enseignantes d'instituts théologiques d'Asie du Sud-Est, de l'Inde et de Sri Lanka. Des membres du personnel du programme FTO et des professeurs de théologie sont allés en visite en Chine, ce qui



a permis un riche échange de ressources et d'apprentissage. D'autres ateliers destinés à des enseignants ont lieu à l'échelon national ou sous-régional.

Dans le Pacifique, des relations ont été établies avec le Collège de théologie du Pacifique et l'Association théologique et un forum de discussion a été mis sur pied afin de créer des contacts entre les associations théologiques d'Asie et du Pacifique et d'accroître la conscience de l'œcuménisme dans les deux régions.

En Amérique latine et aux Caraïbes, un atelier sur l'œcuménisme a réuni en 2003 au Costa Rica 45 responsables de communautés chrétiennes de base de 14 pays de la région. La formation de pasteurs et d'enseignants en théologie autochtones et la création d'une association vont faciliter la mise en œuvre de programmes œcuméniques novateurs destinés aux pasteurs autochtones. Partout, les consultants régionaux sélectionnent les demandes de subsides destinées à la formation des enseignants et au

développement des bibliothèques; les décisions sont prises par le groupe de travail du programme FTO. Ce groupe de travail se réunit une fois par année pour examiner et analyser les courants actuels de la formation théologique dans les régions et les possibilités qu'elle présente dans une perspective œcuménique.

En raison des besoins existant dans ces régions et du manque de fonds qui permettraient au travail en réseaux et aux relations de s'accroître au Moyen-Orient, en Europe occidentale et en Amérique du Nord, il n'a pas été possible de progresser comme on l'avait espéré, mais les contacts se poursuivent, grâce à des invitations ponctuelles adressées à des conférenciers et à un certain partage des ressources.

Soutenir la formation œcuménique et relever de nouveaux défis

Des membres du personnel du COE rencontrent des enseignants en théologie

Etudiants en théologie de l'université chrétienne de Tomohon, Nord de Sulawesi, Indonésie.

L'éducation qui porte sur la seule tradition propre des gens et qui n'est dispensée qu'au sein de cette tradition les prive de la richesse et de la diversité de la communauté humaine. Connaître la vie religieuse de ceux au milieu desquels nous vivons et en faire l'expérience nous aide à acquérir une sensibilité pour le sens de notre appartenance à l'ensemble de la communauté humaine.

Lettre ouverte d'éducateurs des traditions bouddhiste, chrétienne, juive, musulmane, sikh et autochtone des Philippines,

octobre 2000

du monde entier pour créer des réseaux, partager des ressources et s'informer sur les besoins et les nouveaux courants. Des colloques destinés aux enseignants sont organisés au niveau des régions, permettant de discuter divers thèmes. Des Églises non membres du COE font souvent partie des associations régionales d'institutions de formation théologique, comme par exemple les Églises pentecôtistes ou des Églises d'institution africaine. Les responsables du programme sont en relations avec les réseaux œcuméniques de formation afin d'encourager de bonnes pratiques d'apprentissage œcuménique. Ils soutiennent le recyclage des enseignants, notamment des femmes, le développement des bibliothèques, ainsi que la production de littérature théologique, et contribuent à renforcer l'autonomie de systèmes de formation théologique supérieure dans le Sud.

La promotion des femmes dans le domaine de l'enseignement théologique

est un secteur important du travail du COE. Au cours de la Décennie des Églises solidaires des femmes, le programme "International Feminist Doctoral of Ministry programme" a été créé; près de 80 femmes se sont inscrites, et 15 d'entre elles ont obtenu un diplôme. Une campagne mondiale de financement a également été lancée en faveur du Sarah Chakko Theological Endowment Fund (Fonds Sarah Chakko), qui soutient la formation œcuménique des femmes.

Chaque année, le COE organise une réunion de responsables de l'œcuménisme dans les Églises – ce qui représente un groupe de 80 personnes – pour travailler en réseau et échanger des informations. On s'est aperçu qu'il est de plus en plus nécessaire de soutenir les femmes responsables de l'œcuménisme et de mieux les préparer à assumer ces fonctions. Différents séminaires de formation et de réflexion ont été organisés sur ce sujet dès juin 2001.



Elèves d'une école rurale du district de Jaldhaka, province de Dinajpur, Bangladesh.

On ne peut pas attendre de toutes les personnes travaillant au sein d'organisations œcuméniques, même au COE, qu'elles aient des connaissances approfondies sur l'histoire et les principes œcuméniques. C'est pourquoi de nouvelles documentations, ainsi que des occasions d'en apprendre davantage sur l'œcuménisme, sont mises à la disposition du personnel du COE et de ses partenaires.

Le COE publie aussi du matériel pédagogique en ligne et invite au débat public et à l'interaction. Les "guides de bonnes pratiques pour l'apprentissage œcuménique" (Good Practice Guides for Ecumenical Learning), brefs et simples, sont disponibles sur www.ecuspace.net, et présentent les résultats de recherches sur l'apprentissage œcuménique.

La publication semestrielle EEF-NET, est destinée aux formateurs travaillant au sein des Églises et des organismes

œcuméniques. Elle paraît en anglais, en espagnol et en français et on la trouve en version imprimée de même qu'en ligne. La revue trimestrielle *Ministerial Formation* a été un instrument efficace de contact avec les institutions et associations théologiques.

Un colloque du COE réunissant des éducateurs religieux de six grandes religions mondiales s'est tenu à Bangkok en octobre 2002; les participants ont interpellé les communautés religieuses et les systèmes scolaires gouvernementaux, pour leur demander une éducation religieuse proposant une conception bienveillante, et non pas tendancieuse de toutes les religions. Dans une lettre ouverte aux éducateurs religieux du monde entier, ils font remarquer qu'un enseignement sur d'autres religions contribue non seulement à éliminer la violence et à promouvoir l'harmonie dans la société, mais qu'il peut aussi devenir un instrument de développe-



Entrave à une vie normale: à Al-Izariyyeh (Béthanie), en Palestine, des enfants trouvent leur route barrée.

ment spirituel au sein de la communauté de celui qui reçoit cet enseignement. Les participants ont souligné la nécessité de reconnaître et de saluer la valeur positive d'un terrain commun entre les religions.

L'apprentissage interreligieux est devenu l'un des grands défis que l'enseignement œcuménique devra relever, et le COE, en coopération avec certaines ONG, divers groupes d'inspiration religieuse et des institutions théologiques qui proposent une formation interreligieuse, s'efforce de recenser les besoins et les moyens de progresser.

Le COE a contribué à coordonner OIKOSNET – réseau œcuménique mondial de centres chrétiens de formation des laïcs, d'académies et de mouvements sociaux. Ce réseau relie plus de six cents centres chrétiens de formation des laïcs, d'académies et de mouve-

ments sociaux appartenant à sept associations régionales.

OIKOSNET organise des cours de formation de cadres laïques d'une durée d'un mois, dont l'objectif est de préparer des personnes à s'engager dans le mouvement œcuménique. Un cours de formation au niveau mondial, prévu pour la fin de 2001 au Moyen-Orient, a dû être différé en raison de la situation mondiale, et il a été à nouveau proposé pour juin 2002. "Être des instruments de paix", tel était le thème de ce cours dont les 20 participants ont été envoyés par petits groupes dans des communautés du Liban, de Syrie et d'Égypte, puis se sont retrouvés à Chypre pour un cours de deux semaines dans un cadre résidentiel. Le programme était organisé conjointement par le Conseil des Églises du Moyen-Orient et l'Association des centres de formation et de retraite du Moyen-Orient.

Des éducateurs communautaires illustrent les souffrances des Dalits sous forme théâtrale à Kanlvakam, à 45 km au sud de Chennai/Madras, Inde.



Un cinéaste orthodoxe de Bulgarie a reçu un soutien du COE, dans le cadre du programme des journalistes en résidence, pour accompagner le cours. La vidéo qu'il a tournée, "Briser les barrières" (*Breaking Barriers*) est un document sur l'apprentissage personnel et la transformation qui peuvent avoir lieu au cours de rencontres œcuméniques et multiculturelles de ce genre.

En 2003, le COE a remis la coordination du réseau et l'organisation des cours de formation à OIKOSNET. Le Conseil continue à participer aux réunions du réseau et contribue à diffuser les enseignements et les expériences de celui-ci par le canal de la publication EEF-NET et de son site Internet.

La Commission Education et formation œcuménique du COE est la chambre de réflexion et d'évaluation principale; elle se réunit approximativement tous les 18 mois.

Programme des bourses

Le programme des bourses, qui existe depuis 1945, offre à des personnes individuelles et à des groupes des financements et des occasions de recevoir la formation et l'enseignement œcuménique dont ils ont besoin pour mieux servir leur communauté. Les bourses sont destinées à des hommes et des femmes, laïques et ministres ordonnés, habituellement âgés de moins de 45 ans, lorsqu'un complément de formation paraît nécessaire à leur futur service au sein de l'Église. On s'est particulièrement attaché à donner des chances égales aux femmes.

Respectant la diversité des régions et adaptant son action aux besoins régionaux, le programme soutient un large spectre de formations. En fait, la majo-

rité des bourses sont attribuées actuellement en vue d'études non théologiques, et permettent aux bénéficiaires de développer des compétences dans des domaines tels que le développement communautaire, l'agronomie, le droit, l'éducation et les professions de la santé.

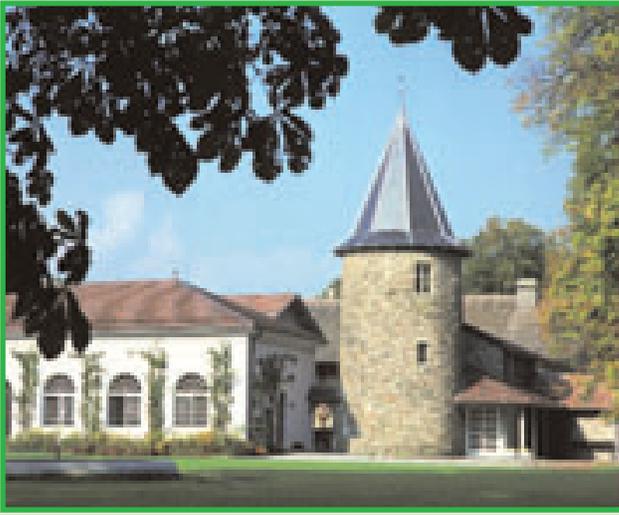
Un réseau de correspondants et de comités nationaux sélectionne les candidatures selon les besoins locaux. Le Comité des bourses du COE s'efforce d'assurer une répartition équitable des fonds disponibles au niveau mondial.

A côté des bourses offertes à des personnes individuelles pour des études supérieures, le programme soutient maintenant la formation de groupes, ce qui est une manière de faire bénéficier l'ensemble de leur communauté d'un enseignement qui connaît un grand succès.

Entre 1999 et 2003, 463 bourses individuelles et plus de 51 bourses de groupes ont été attribuées. De 2004 à 2006, la priorité a été donnée à quatre domaines thématiques d'étude et de formation: les relations interreligieuses, la mondialisation, la lutte contre la violence et le VIH/sida.

Le programme a permis d'établir dans le monde entier de nombreux partenariats fructueux avec des séminaires et des établissements d'enseignement qui soutiennent des chercheurs et offrent des formations et des échanges culturels.

Les activités sur lesquelles porte ce chapitre relèvent principalement de la responsabilité de l'équipe Mission et formation œcuménique.



L'Institut œcuménique de Bossey, Suisse, à quelque 20 km au nord-est de Genève.

Institut œcuménique de Bossey

L'Assemblée de Harare a encouragé Bossey à renforcer ses liens avec ses anciens étudiants, à développer ses programmes destinés aux laïcs, à établir des liens avec d'autres instituts et à explorer des méthodes novatrices permettant d'offrir la richesse de ses ressources à d'autres institutions ailleurs dans le monde. Au cours de la période écoulée depuis l'Assemblée, l'Institut a connu une grande expansion de son potentiel. En fait, Bossey affiche l'une des réussites authentiques du COE durant la période écoulée entre Harare et Porto Alegre.

Au cours de ces années, Bossey a entrepris et mené à bien d'importants travaux de rénovation visant à améliorer les espaces résidentiels, les salles de réunion et la bibliothèque; mais, ce qui est plus significatif encore, l'Institut a connu un renouvellement important de son programme universitaire: au Cycle universitaire annuel d'études œcuméniques s'ajoutent maintenant des programmes de Diplôme d'études approfondies œcuméniques et de doctorat, et une offre élargie de séminaires, comprenant

notamment une session de rencontre interreligieuse d'une durée d'un mois. Ces améliorations réalisées au niveau des installations et des programmes permettent non seulement de stabiliser la situation financière de Bossey, mais ils offrent aussi au COE un partenariat accru avec les Églises, les agences non gouvernementales ayant leur siège à Genève et des instituts œcuméniques et théologiques ainsi que des centres de formation des laïcs du monde entier.

Bossey a pour mission de former des responsables, clercs et laïcs, au service du mouvement œcuménique aux échelons local, régional et mondial. On dit souvent que c'est un lieu unique, un "laboratoire d'éducation et de formation œcuméniques", qui offre aux chrétiens du monde entier un espace de liberté et de sécurité propice à la rencontre et à l'interpellation mutuelle.

L'Institut joue un rôle de premier plan pour le Conseil œcuménique des Églises: il contribue à façonner la pensée œcuménique au travers de rencontres interculturelles et interconfessionnelles, dans le cadre du culte, de l'étude et de la vie en communauté. Il offre des programmes traitant des défis contemporains les plus brûlants auxquels les Églises sont confrontées dans le monde d'aujourd'hui. Grâce à lui, beaucoup de personnes, dans l'étude et la recherche, la vie et les rencontres, ont pu parvenir à une meilleure compréhension mutuelle, et mieux apprécier leurs propres traditions et identités dans le contexte de l'Église tout entière.

Bossey a célébré en 2003 le cinquantième anniversaire de son premier cycle universitaire, en même temps que la fin des travaux de rénovation de ses locaux. D'anciens étudiants, des amis, des par-

tenaires universitaires et des membres de la communauté locale se sont rassemblés pour cette fête.

Au moment de la Neuvième Assemblée, l'Institut aura offert cinquante-sept sessions de cours universitaires. Outre le cours de base, les sessions sont organisées autour d'un thème en rapport avec l'expérience vécue du mouvement œcuménique. La 57e session a étudié les notions de "grâce, guérison et transformation" liant entre eux les thèmes de la Neuvième Assemblée et de la Conférence mondiale sur la mission. Les personnes qui terminent avec succès le Cycle universitaire d'études œcuméniques obtiennent un certificat d'études œcuméniques délivré par l'Institut.

Au programme d'études est venu s'ajouter un programme de Diplôme d'études approfondies œcuméniques, qui permet

à un certain nombre d'étudiants de poursuivre l'étude de divers sujets relatifs à l'œcuménisme. Un programme de doctorat a été inauguré en 2004. Les cours universitaires de l'Institut se donnent en partenariat avec la Faculté autonome de théologie protestante de l'Université de Genève.

Pour permettre aux étudiants de travailler avec profit dans ce cadre œcuménique international, l'Institut propose également des cours intensifs d'anglais durant l'été.

Un séminaire annuel sur la spiritualité orthodoxe permet aux participants d'approfondir leur compréhension de la théologie et de la prière de l'Orient chrétien. Bossey continue à offrir des séminaires de courte durée; ils sont consacrés à des questions brûlantes de notre temps qui interpellent les Églises.

*Cycle universitaire
d'études œcuméniques,
printemps 2003, Institut
œcuménique de Bossey.*



Parmi les sujets étudiés, on mentionnera religion et violence, spiritualité orthodoxe, science et foi, ingénierie génétique et sexualité humaine.

Un nouveau programme permet à des spécialistes de l'œcuménisme d'enseigner pour des périodes allant jusqu'à une année académique en tant que professeurs invités, soit durant leur congé sabbatique, soit après leur entrée en retraite. Le premier professeur invité de ce programme a enseigné pendant l'année académique 2004-2005 grâce au soutien de l'association néerlandaise des Amis de Bossey.

Le Comité de direction, nommé par le Comité central du COE, assume les fonctions de groupe consultatif. Un groupe

de liaison assure la coordination entre le COE et le personnel de Bossey pour la planification des options de recherche et d'étude.

Une donation importante que la Banque Pictet de Genève a accordée au COE, et destinée à la création d'un Centre de recherche œcuménique, a permis d'agrandir la bibliothèque de Bossey et d'améliorer son équipement, de joindre la bibliothèque du COE à celle de l'Institut œcuménique et d'aménager de nouveaux locaux pour les archives œcuméniques déposées au Centre œcuménique à Genève. Ce projet a pour objectif de créer la bibliothèque de recherche œcuménique la plus importante du monde. (Voir Transmettre la vision de l'œcuménisme, p. 158).



Le regretté professeur Faitala Talapusi, enseignant à Bossey (debout), anime une "Soirée du Pacifique" organisée dans le cadre du 56e cycle d'études de l'Institut œcuménique, février 2005.

Entrer en dialogue avec les autres religions

Lors des premiers travaux du COE dans le domaine du dialogue interreligieux, en 1971, peu nombreux étaient ceux qui prévoyaient le rôle décisif que joueraient le dialogue et les relations avec les autres religions lorsqu'il faudrait faire face ensemble à la violence, aux violations des droits de la personne, aux tensions politiques et à l'intolérance religieuse auxquelles sont aujourd'hui confrontées la communauté internationale et les collectivités locales. Mais lors de la réunion du Comité central de 2003, Sa Sainteté Aram Ier, dans son rapport du président, a invité à cultiver "le dialogue, les relations et la collaboration avec d'autres religions" et à leur accorder "une place de premier plan" dans le témoignage œcuménique du COE.



81

Le Comité d'orientation du programme de l'Assemblée a fait observer à maintes reprises qu'il importe d'intégrer le dialogue interreligieux et les relations avec d'autres religions aux activités du Conseil, en accordant notamment davantage d'attention aux dimensions religieuses des conflits. Prenant une conscience accrue de la réalité du pluralisme religieux, le Comité a également été amené à déclarer que le COE

devrait "s'attacher en priorité" à aider les Églises membres qui vivent dans contextes pluralistes à relever les "défis d'ordre théologique, missiologique et politique".

Le rôle du COE

La mondialisation, de pair avec le "syndrome du millénaire", a provoqué une prolifération d'initiatives multireligieuses organisées par les Nations Unies,

Participants au dialogue interreligieux durant la Huitième Assemblée, Harare, décembre 1988.

Jamais il n'a été plus nécessaire que les chefs religieux et leurs fidèles s'efforcent de promouvoir la coopération entre les diverses communautés. Mais une organisation telle que le Conseil œcuménique des Églises doit aussi conseiller à ses membres de s'associer aux initiatives qui paraissent les plus aptes à contribuer à la paix et à la justice que tous recherchent. Un tel conseil est particulièrement pertinent pour le COE, car nombreux sont ceux qui s'interrogent sur la signification de "l'œcuménisme" au moment où les Églises se trouvent face à un pluralisme religieux accru.

Colloque du COE sur la participation aux initiatives multireligieuses,
Hong Kong, 2002

les institutions financières internationales, un certain nombre de gouvernements nationaux et de compagnies internationales. Le COE, qui a derrière lui une longue tradition en matière de dialogue interreligieux, a établi des relations de confiance avec de nombreux partenaires et acquis de l'expérience et des compétences dans ce domaine. Il a donc été sollicité à plusieurs reprises de contribuer à animer un grand nombre de rencontres.

Le secrétaire général du COE, le pasteur Konrad Raiser, a été invité à prendre la parole lors de l'une des plus ambitieuses de ces manifestations, le Sommet du millénaire pour la paix dans le monde, qui s'est tenu en 2000 et rassemblait des personnalités religieuses et spirituelles. C'était la première fois que M. Kofi Annan, secrétaire général des Nations Unies, invitait des chefs religieux et spirituels à se réunir. Le pasteur Raiser a souligné l'importance de ce rassemblement qui permettait de réfléchir sur la contribution des communautés religieuses à l'édification

d'une communauté mondiale viable, juste et vivant en paix. Cependant la conférence n'a produit que peu de résultats concrets, en raison notamment d'une représentation peu équilibrée.

Les sollicitations adressées au COE pour qu'il participe à diverses initiatives interreligieuses l'ont poussé à rechercher la meilleure manière de communiquer son expérience et ses compétences. Un colloque multireligieux qui s'est tenu Hong Kong en avril 2002 a élaboré des critères permettant d'exprimer la grande diversité d'objectifs des activités interreligieuses, de discuter de la coopération avec des organisations interreligieuses internationales, de réfléchir sur les possibilités d'établir des objectifs religieux communs et d'envisager l'établissement de conseils interreligieux.

Le dialogue islamo-chrétien

Pour beaucoup, le 11 septembre 2001 a modifié l'ensemble des priorités du dialogue islamo-chrétien. Les attentats

Réunion de prière taoïste lors du colloque multireligieux sur les initiatives interreligieuses internationales, Tao Fong Shan, Hong Kong, avril 2002.



perpétrés contre le World Trade Center et le Pentagone par des extrémistes qui recouraient au langage religieux ont ouvert les yeux de nombreuses personnes sur la réalité de la pluralité des religions aux niveaux local, national et international et leur ont fait prendre conscience de l'ignorance et du peu de compréhension que les collectivités ont des croyances et des pratiques existant parmi elles. Le soupçon, la peur et même l'hostilité entre les religions se sont exacerbés.

Le Comité exécutif, réuni à Genève au moment des attentats, a immédiatement recommandé une large diffusion d'une nouvelle publication du COE qui revêtait une pertinence toute particulière au moment de cette crise générale, *Striving Together in Dialogue: A Christian-Muslim Call to Reflection and Action* (Efforts communs en dialogue: appel de chrétiens et de musulmans à la réflexion et à l'action).

Cette publication, dont les auteurs sont des chrétiens et des musulmans et qui

a été mise au point entre 1998 et 2000, est le fruit des dialogues islamo-chrétiens entrepris par le COE durant trois décennies; elle s'inspire des réflexions recueillies au fil des neuf années précédentes, au cours de discussions de responsables religieux, d'éducateurs et de militants musulmans et chrétiens sur des questions épineuses, et parfois controversées, relatives à la religion, au droit et à la société, aux droits de la personne, à la liberté religieuse, aux droits communautaires, à la mission et à la da'wa ainsi qu'aux tensions intercommunautaires. Dans de nombreuses régions du monde, le dialogue islamo-chrétien s'est intensifié ou accéléré après le 11 septembre. Le COE a joué un rôle de premier plan dans ce domaine en organisant ou accompagnant des discussions entre chrétiens et musulmans où l'on n'a pas hésité à aborder franchement des positions conflictuelles et à examiner les racines religieuses et politiques des malentendus et des divergences qui existent entre eux.

A gauche: Marcelo Barros, moine bénédictin, et Querina dos Santos, théologien de la religion Candomblé, au Forum social mondial de Porto Alegre, janvier 2003.

A droite: croyants de huit religions différentes réunis pour prier pour la paix au Forum social mondial de Porto Alegre.





L'église orthodoxe de Kjeveo, près de Pristina, Kosovo, a été détruite au cours du conflit qui s'est déroulé dans cette région.

Immédiatement après le 11 septembre, le COE, en redoublant d'efforts, a poursuivi les contacts intensifs qu'il avait déjà pris avec ses partenaires musulmans, afin de réagir à la situation politique critique qui influait sur les relations entre nations et au sein même de certaines d'entre elles, et aux conséquences qu'elle avait sur les relations islamo-chrétiennes, au niveau international, au Moyen-Orient et dans d'autres pays à majorité musulmane. Le Conseil s'est associé à un certain nombre de partenaires, dont le Conseil pontifical pour le dialogue interreligieux du Vatican, ainsi qu'à des dirigeants musulmans, pour organiser une série de colloques au cours de l'automne en vue de promouvoir le dialogue, la compréhension et la paix.

Ces colloques ont eu lieu au Caire en octobre et décembre 2001, sous les auspices du COE, avec le concours du Conseil des Églises du Moyen-Orient. Ils ont examiné la situation aux niveaux local, régional et international, pour tenter d'évaluer les effets du 11 septembre

et de la "guerre contre le terrorisme" qui en a résulté. Lors du dernier de ces séminaires, auquel participaient 45 chercheurs et responsables engagés dans le dialogue islamo-chrétien venus du monde arabe, des Etats-Unis, d'Europe et d'Asie, ceux-ci ont proposé une série de domaines sur lesquels devrait porter le dialogue à l'avenir: l'interprétation que chacun donne de la religion de l'autre, l'histoire de la violence, les notions de "jihad" et de "guerre juste", ainsi que les conséquences de la confrontation religieuse au niveau mondial sur les relations à l'échelon local.

Tandis que les responsables musulmans s'efforçaient de faire valoir que les actes de terreur perpétrés au nom de l'islam sont une perversion de la foi, les chrétiens, et notamment le COE, ont tenté de s'opposer à l'idée, particulièrement répandue dans le monde musulman, que la religion chrétienne approuvait la "guerre contre le terrorisme", et en particulier les interventions contre l'Afghanistan et l'Irak, sous la forme et aux dimensions qu'elles avaient prises.



En novembre 2001, le pasteur Konrad Raiser a envoyé une lettre aux chefs des communautés musulmanes du monde entier au début du Ramadan, mois de jeûne qui coïncidait avec l'Avent chrétien. Il a appelé à une véritable coopération et à des initiatives communes pour venir en aide aux victimes, défendre les droits de l'homme et le droit humanitaire, et à "une intensification du dialogue entre les religions et les cultures". Cette lettre a été accueillie chaleureusement par les responsables musulmans et leurs communautés et a ouvert la voie à de nouveaux partenariats permettant d'approfondir le dialogue.

Grâce aux efforts du COE, une rencontre de haut niveau a été organisée en octobre 2002 sur le thème "Chrétiens et musulmans en dialogue et au delà"; les participants ont procédé à un examen critique de l'état actuel des relations entre leurs communautés respectives; les difficultés actuelles ne devaient pas nécessairement faire perdre de vue les relations amicales de bon voisinage établies et approfondies

au fil des ans grâce au dialogue et à la coopération. La conférence a aussi mis l'accent sur les conditions nécessaires à un changement véritable dans l'ensemble des collectivités où chrétiens et musulmans vivent et travaillent ensemble. Des questions relatives aux droits de la personne, à la citoyenneté, à la recherche de la justice et aux efforts faits pour vaincre la violence ont été discutés en toute franchise.

En 2003, chrétiens et musulmans se sont rencontrés à Londres et ont examiné dans quelle mesure les tensions et les conflits politiques, surtout ceux où le monde arabe et les Etats-Unis sont impliqués, ont des conséquences pour les relations entre chrétiens et musulmans du monde entier. Au cours de la réunion, des réflexions ont été présentées sur les controverses existant au sujet des valeurs religieuses ou laïques dont on prétend qu'elles exacerbent les divisions entre le "monde occidental" et le "monde musulman". Des rencontres allant dans le même sens ont eu lieu en Iran et en Turquie.

Un chrétien palestinien du village d'Aboud, en Cisjordanie, membre de l'Église orthodoxe grecque, avec un crucifix qu'il a sculpté.

Dans un contexte où les religions retrouvent de la crédibilité dans le public, les questions relatives à la liberté de conscience et aux droits de l'homme en général ont refait surface ces dernières années et apparaissent comme sensibles et même susceptibles de semer la division. A cet égard, le dialogue entre chrétiens et musulmans peut apporter une contribution précieuse lorsqu'il affirme que les principes des droits de la personne et de la liberté de religion sont indissociables. Il est appelé à orienter les forces de la foi religieuse vers le bien commun, au lieu de leur permettre d'engendrer la haine et les conflits au sein des religions et entre elles.

Striving Together for Dialogue
(Efforts communs en dialogue)

La visite du président iranien Muhammad Khatami au COE, en décembre 2003, a aussi constitué un signal fort indiquant que le dialogue islamo-chrétien, à tous les niveaux, est extrêmement nécessaire et qu'il doit s'amplifier, tant en ce qui concerne le nombre des participants que les questions abordées.

Religion et violence

Les travaux sur la religion et la violence se sont poursuivis avec plus d'intensité après 2001, mais le COE travaillait depuis longtemps sur la question. Le Comité central savait aussi, dès le début de la Décennie "vaincre la violence", que les croyants d'autres religions étaient des partenaires importants et qu'il fallait chercher à agir dans le domaine interreligieux si l'on voulait œuvrer à une culture de la non-violence.

A différentes occasions, le COE a abordé la situation des minorités chrétiennes, en particulier de celles qui sont prises dans des conflits à caractère reli-

gieux. Il a poursuivi ses efforts pour promouvoir la coopération et le dialogue interreligieux dans les situations de conflit, notamment en Macédoine, en Sierra Leone et en Indonésie; il a suivi attentivement et abordé les questions relatives à la liberté et à l'intolérance religieuses dans un certain nombre de pays, à la lumière des droits de l'homme.

Les jeunes sont devenus des partenaires importants dans la discussion de questions liées à la religion et à la violence; il ne s'agissait pas seulement de les aider à affronter la situation régnant dans leurs pays respectifs, mais de les former pour qu'ils puissent assumer dans leurs communautés des responsabilités visant à édifier la paix. En 2001, une réunion a rassemblé en Indonésie des jeunes de plusieurs pays qui vivaient des conflits liés à la religion. Lors de cette réunion, des jeunes venus des deux parties à chacun de ces conflits ont élaboré un plan d'action de trois ans pour contribuer à édifier la paix dans leurs communautés.



Croix de l'église orthodoxe grecque de Zabadeh, dans les Territoires palestiniens occupés, et minaret d'une mosquée voisine.

Un autre atelier interreligieux destiné aux jeunes du Moyen-Orient a réuni en 2004 des jeunes chrétiens et musulmans de cette région pour élaborer une vision commune de la paix et de l'action non violente. L'atelier a encouragé les participants à discuter d'une pédagogie nouvelle, axée sur une culture de la non-violence, et à offrir une formation visant à promouvoir le dialogue et la réconciliation.

Les colloques en mémoire de W.A. Visser 't Hooft, organisés chaque année par le COE et l'Institut œcuménique de Bossey, ont abordé directement, au début de 2002, les questions théologiques et culturelles liées à la religion et à la violence. Le dialogue interreligieux sur religion et violence s'est poursuivi au cours de trois séminaires qui ont réuni des participants appartenant aux traditions chrétienne, musulmane, juive, hindouiste, bouddhiste et à des traditions autochtones; ils ont examiné la relation existant entre la religion, le pouvoir et la violence. Une vidéo intitulée *Religion, Power and Violence*

(Religion, pouvoir et violence) en est le fruit; elle montre les participants en train de discuter de la religion et de la violence et pose la question de ce que signifie être authentiquement humain et reconnaître la véritable humanité de l'autre – même s'il appartient au parti adverse. Un guide d'étude à l'usage de différentes communautés vivant dans des contextes multiculturels vient compléter cette vidéo.

La question de la religion et de la violence a aussi été abordée en 2002, lors d'un séminaire multireligieux à St Petersburg, en Floride (Etats-Unis), qui a mis l'accent sur un examen autocritique de l'interaction de la religion et de la violence. Les participants ont reconnu que chaque religion prône un idéal de paix, mais qu'indéniablement, on utilise souvent la religion pour justifier la violence, que la tradition reli-



"Les réalités et les crises générales que le monde connaît actuellement sont pour toutes les religions autant d'appels à dépasser le stade de la simple réaction pour donner une réponse commune. "Etre œcuméniques" – voilà ce à quoi sont appelées toutes les religions. Le dialogue est le seul moyen qui incitera les Églises à mieux anticiper, ce qui leur permettra de faire concrètement entendre leur voix commune et de participer à la transformation de la société."

Rapport de Sa Sainteté Aram Ier, président, Comité central 2003



Ci-dessus: le président iranien Mohammed Khatami, en visite au COE en 2003, est accueilli par Konrad Raiser et Tarek Mitri.



Ci-contre: Wande Abimbola, du Nigéria, parle des religions traditionnelles africaines aux participants à la Conférence sur "Un moment critique pour le dialogue interreligieux".

gieuse se range du côté des puissants qui oppriment les sans pouvoir et qu'on ne peut pas la considérer comme "spectateur innocent" dans les conflits. Les participants ont souligné qu'une analyse de la réalité, mise en regard de l'idéal, constitue un premier pas sur la voie d'un examen sérieux du rôle des religions dans la violence.

Réponses communes à des questions critiques

En 2001, le Comité central a fait écho au souci que l'Assemblée de Harare avait exprimé de voir le COE rechercher toujours plus activement, avec des partenaires d'autres communautés religieuses, les moyens de traduire les engagements communs en faveur des droits et de la dignité de la personne en un ensemble universel de valeurs auxquelles tous puissent souscrire.

En réponse directe au souci de l'Assemblée concernant les défis théologiques, politiques et missiologiques de la pluralité religieuse, une étude plu-

ridisciplinaire et plurireligieuse, à laquelle participaient les réseaux de Foi et constitution, de la Commission de mission et d'évangélisation et du Secrétariat pour les relations et le dialogue interreligieux, a été mise en chantier et a commencé en 2003 à livrer un tableau complet de l'identité chrétienne dans un monde pluraliste. Un document d'étude a été rédigé sous le titre "Religious Plurality and Christian Self-Understanding" (Pluralité religieuse et conception propre de la religion chrétienne).

Conférence sur "Un moment critique dans le dialogue interreligieux"

Plus d'une centaine de personnes appartenant à la plupart des traditions religieuses du monde entier ont participé à une Conférence internationale intitulée "Un moment critique dans le dialogue interreligieux", qui s'est tenue à Genève du 7 au 9 juin 2005, sous les auspices du COE.



Cette conférence avait pour but d'analyser, d'évaluer et de passer en revue les expériences de coopération et de dialogue interreligieux qui se sont déroulées au cours des décennies écoulées et la manière dont cette coopération et ce dialogue pourraient se poursuivre à l'avenir. Au cours de ces rencontres, des spécialistes de la religion, des universitaires, des militants des droits humains, des travailleurs humanitaires, des journalistes et une série d'autres personnes habituées à travailler de part et d'autre des frontières religieuses ont discuté les thèmes formulés comme suit: "penser ensemble", "évaluer le présent" et "imaginer l'avenir".

"Repenser le dialogue interreligieux comme une pratique d'humilité et d'espérance permettra de renforcer la confiance mutuelle", ont conclu les participants à cette conférence.

"Ensemble, nous devons affronter ce moment critique pour contribuer à transformer ses dangers en un pèlerinage de foi qui nous guidera vers un

avenir plus équitable, compatissant et pacifique." La conférence a offert une occasion d'aborder les tensions et les divisions interreligieuses, l'état actuel des relations entre communautés religieuses et le défi auquel les gens sont confrontés dans le monde d'aujourd'hui. Elle a cherché à favoriser des conversations qui jettent des ponts entre les religions et abordent des questions relatives à la justice sociale, malgré les différences existantes.

La conférence a défini des stratégies spécifiques pour déplacer les priorités, dans les relations interreligieuses, du dialogue vers l'action commune. Cette action devrait notamment comprendre de nouveaux programmes d'éducation et de formation et des échanges propices à une culture du dialogue. On a évoqué, parmi les suites pratiques à envisager, des actions symboliques favorisant la guérison de la mémoire historique, de nouveaux réseaux et structures et des plans d'actions aux niveaux national et régional comme des

Page 88: musulman du village d'Aboud, en Cisjordanie, avec son chapelet.

Ci-dessous: Séance plénière de la Conférence interreligieuse sur "Un moment critique", 2005: Oddbjørn Leirvik, Norvège, Brijinder Singh Rattah, Inde et Meehyun Chung, Suisse.



exemples pratiques à suivre. La Conférence a également permis de discuter franchement de points de divergence comme la violence religieuse ou les conversions; elle a invité à la repentance et à l'humilité pour "ouvrir la voie permettant de passer d'un dialogue entre étrangers à un dialogue entre voisins".

Qualifiant cette rencontre d'événement "d'une grande portée", les responsables du COE ont réaffirmé l'engagement de l'ensemble de la communauté des Églises chrétiennes du monde en faveur du dialogue et de la compréhension entre les religions. "Le dialogue avec les autres religions occupe une place centrale au sein du COE", a affirmé le pasteur Samuel Kobia, secrétaire général du COE. "Ce n'est qu'en collaborant que nous pouvons être efficaces dans notre quête d'espoir.

Ensemble, nous accomplirons beaucoup pour restaurer l'espoir en un monde différent et meilleur dans lequel tous les humains puissent jouir de la vie en abondance dans la dignité."

Lignes directrices pour les Églises

En principe, l'activité du COE en matière de dialogue interreligieux a pour but d'écouter les préoccupations qu'expriment les Églises membres et de les aider à entrer en dialogue dans leurs contextes respectifs, à se confronter à la pluralité religieuse et à chercher comment vivre, agir et prier avec leurs voisins d'autres religions.

Le COE a révisé ses *Lignes directrices sur le dialogue* à l'intention des Églises et de leurs partenaires œcuméniques préoccupés de questions interreligieuses. Le texte, revu en 2002 par le Comité central, a paru sous le titre "*Considérations œcuméniques sur le dialogue avec les autres religions*"; il est disponible en plusieurs langues. Le COE a reçu de nombreuses demandes de partenaires de différentes religions qui désirent le publier à l'intention de leurs propres communautés.

Seyed Mohammed Ali Abtahi, d'Iran, s'entretient avec Yehuda Stolov, d'Israël, lors de la Conférence sur "Un moment critique pour le dialogue interreligieux", Genève, 2005.



L'aide que le COE a apportée aux Églises ne se limite pas à la publication des résultats des dialogues; elle passe également par des échanges rendus possibles entre divers pays et régions. Les Églises s'adressent au COE pour demander des conseils, des contacts et de l'aide pour des initiatives bilatérales ou multilatérales visant à traiter de questions d'intérêt commun ou de thèmes controversés. Les diverses relations que le COE établit et cultive avec différentes organisations d'autres traditions religieuses et organismes interreligieux a aidé l'ensemble de la communauté des Églises à mieux comprendre ce que doit être le témoignage de l'Église dans le monde contemporain.

Nouvelles perspectives

Les rencontres interreligieuses explorent ce qu'il est possible de réaliser lorsque des gens de différentes religions ne se contentent pas de réfléchir en ayant conscience que les autres existent, mais qu'ils le font en présence les uns des autres. Ces démarches peuvent amener à de nouvelles concep-

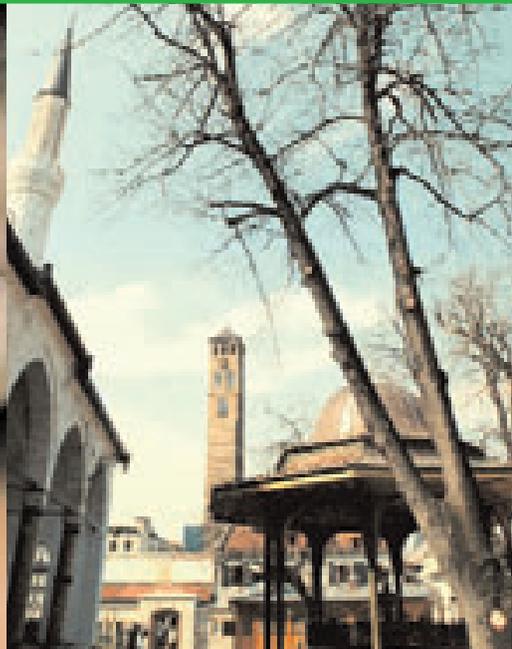
tions de soi des diverses communautés et institutions.

C'est l'objectif que s'est fixé une étude conjointe du COE et du Conseil international des chrétiens et des juifs, lancée en 2002, sur les relations croisées entre le dialogue judéo-chrétien et la conception que l'Église a d'elle-même.

Une même motivation anime le processus plurireligieux "Penser ensemble" au cours duquel, depuis 1999, un groupe d'ecclésiastiques, d'éducateurs et d'universitaires bouddhistes, chrétiens, hindouistes, juifs et musulmans se sont penchés ensemble sur des questions qui préoccupent nos traditions religieuses dans un monde où règne la pluralité. Ces rencontres étaient centrées sur le défi que constitue cette pluralité, sur la question de la religion et de la violence, ainsi que sur le rôle de "l'Autre" dans nos différentes traditions; elles avaient pour thème "De la xénophobie à la philoxénie", – c'est-à-dire, littéralement, de la haine de l'étranger à "l'amour de l'étranger". Des méthodes

Ci-dessous à gauche: participants bouddhistes au service de prière et de méditation interreligieux lors de la XV^e Conférence internationale sur le sida.

A droite: la vieille mosquée de Sarajevo, Bosnie-Herzégovine.



“La mémoire est fondatrice et elle se célèbre de manière liturgique dans le cadre de la théologie de la reconstruction. Des pays, des cultures, la dignité ont été détruits à maintes reprises et pourtant il faut assumer la responsabilité de la mémoire de manière constructive... Il est nécessaire de penser en termes de réparation, et non de rétribution, faute de quoi l'ensemble de la population demeure captive”.

Réflexions émanant du Colloque francophone judéo-chrétien en Afrique, novembre 2001

spécifiques, propres à mobiliser des communautés locales par le dialogue interreligieux ont été développées sur la base de définitions, de traditions et de textes religieux anciens et actuels. L'objectif de ce groupe est d'offrir des réflexions permettant de vivre un dialogue adapté aux communautés locales, en réunissant en une même publication multireligieuse une documentation sur les thèmes qui ont fait l'objet des discussions: “la pluralité religieuse”, “religion et violence”, et “le rôle et la place de l'autre dans nos traditions religieuses”.

Le COE a également engagé des discussions avec des personnes appartenant à des religions autochtones et des spiritualités traditionnelles africaines. (Voir Accompagnement spécial de l'Afrique, p. 144)

Lors de sa rencontre annuelle portant sur les questions interreligieuses avec ses homologues du Vatican, le COE a aussi discuté la question du prosélytisme dans le contexte des relations entre hindouistes et chrétiens. Une réflexion préparatoire s'est engagée en 2005 à ce sujet; il est prévu d'organiser des réunions d'information avec des personnes d'autres religions, et d'entre-

prendre des travaux théologiques sur la question de la conversion, avec l'espoir d'aboutir à une déclaration commune, ou à un code de conduite. On attend de ce projet commun du Vatican et du COE qu'il offre à des personnes de différentes religions un espace sûr où elles pourraient exprimer leurs préoccupations et contribuer à trouver une perspective commune sur la liberté religieuse et le respect de la pluralité.

Le COE continue à promouvoir le dialogue judéo-chrétien au delà des frontières de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord. La question de la violence et des religions a été le thème du premier Colloque francophone judéo-chrétien en Afrique, organisé conjointement par le COE et le Comité international juif pour les relations interreligieuses, qui s'est tenu à Yaoundé, Cameroun, en novembre 2001. Centré sur les concepts de *shalom* et d'*ubuntu* et sur les défis que rencontre l'édification de la paix, ce colloque s'est également confronté à la mémoire et à l'expérience de la violence. Un accent spécial a porté sur les réactions à la Shoah (holocauste) et au génocide du Rwanda. La discussion entre chrétiens africains et croyants juifs était centrée sur les concepts de

Ci-dessous à gauche: en avril 1994, des milliers de personnes cherchèrent refuge dans l'église de Ntarama, au Rwanda. Mais elles furent tuées par balles, ou massacrées à coups de hache.

Ci-dessous à droite: Mahmoud Mohammadi Araghi, d'Iran, participant musulman, assiste à la Conférence sur “Un moment critique”, organisée sous les auspices du COE en juin 2005.



justice distributive, de reconstruction de la communauté et de réconciliation. Un ouvrage publié simultanément en hébreu, en français et en anglais, intitulé *Sagesses et mémoires croisées: Rencontres entre Juifs et Africains chrétiens* illustre les nombreuses affinités qui existent entre les traditions juive et africaine.

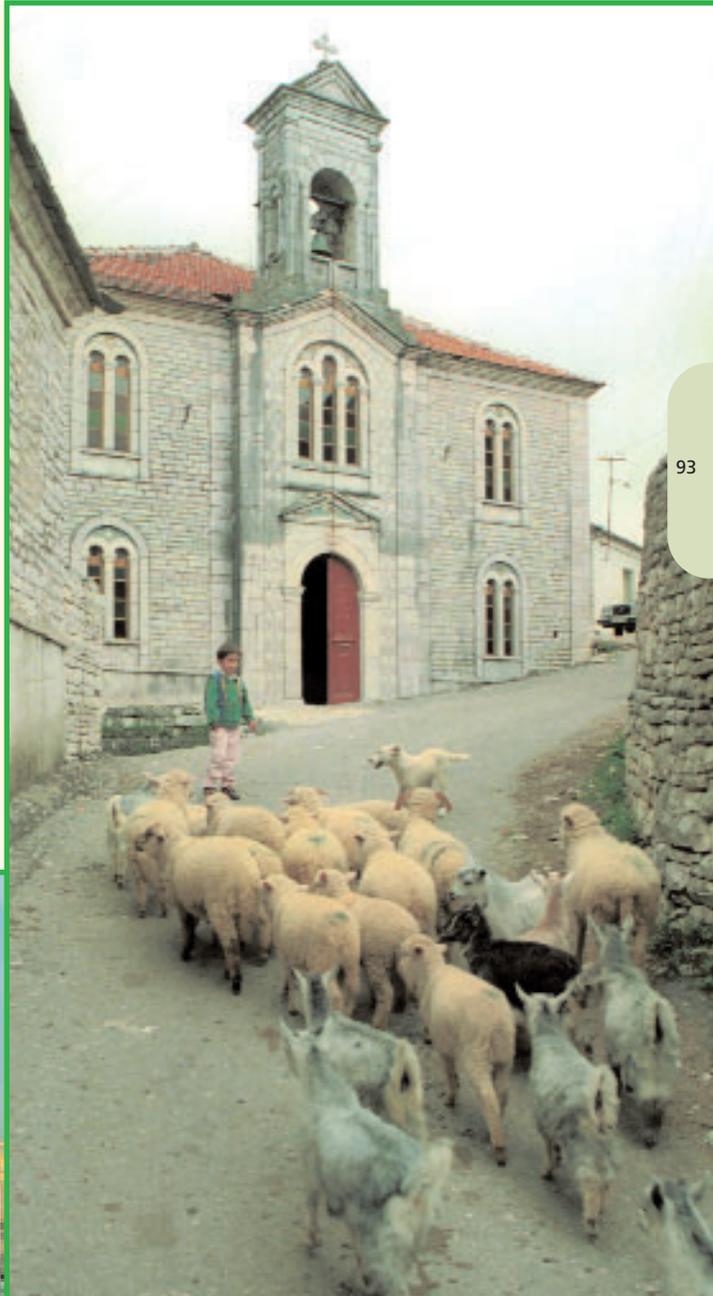
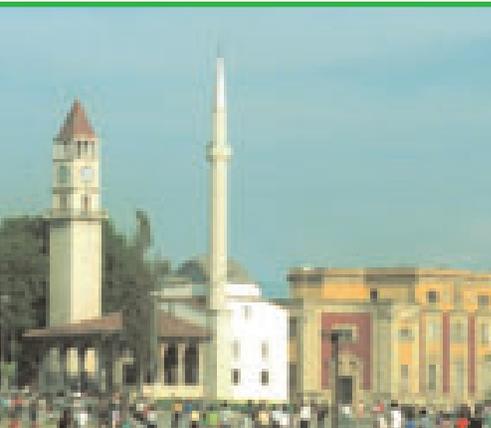
Grâce à un don important de la Banque Pictet de Genève destiné aux activités interreligieuses, le COE prépare une manifestation à Genève pour l'automne 2005. L'un de ses objectifs est la proclamation d'un manifeste interreligieux qui encourage les jeunes à affirmer la valeur de la pluralité. Les jeunes de Genève recevront ce document et vont l'étudier en compagnie de personnalités connues des sphères religieuses et culturelles.

Current Dialogue paraît deux fois par an; ce périodique, disponible en ligne et en version imprimée, est une source constante d'enseignements et de nouvelles possibilités dans le domaine du dialogue interreligieux. Des personnes d'autres religions font partie de ses donateurs et de ses lecteurs.

Au travers de toutes ces activités, le COE s'efforce de développer au sein du mouvement œcuménique une conscience accrue de l'importance des relations entre les religions et de promouvoir l'intégration du dialogue interreligieux aux différents ministères de l'Église, ceux notamment qui s'exercent auprès des jeunes, et dans les domai-

En bas à gauche: mosquée à Tirana, Albanie; les musulmans forment 70 pour cent de la population de ce pays.

Ci-dessous: l'église des Saints Michel et Gabriel à Goranxi, Albanie.



nes de l'éducation, de la paix et de la réconciliation, et de la justice sociale.

Mais surtout, le COE cherche à faire mieux comprendre dans les Églises, les groupements de la société politique et civile et les partenaires religieux, que le dialogue n'est pas une "ambulance" – un service d'urgence – que l'on pourrait activer d'un coup lorsque survient une crise. Il peut être trop tard alors pour se mettre à dialoguer. Au contraire, le dialogue est de l'ordre de la prévention; c'est un démarche de longue haleine, un cheminement parfois douloureusement lent vers une compréhension et une confiance qui peuvent servir à éviter ou à désamorcer une crise.

Le projet Pro Vita, dans le village de Valea Otlului, situé dans les montagnes de Transylvanie, en Roumanie, recueille d'anciens enfants des rues de Bucarest.

Certains se sont mis à appliquer aux relations interreligieuses un vieux principe œcuménique selon lequel "nous ne devrions pas faire séparément ce que nous pouvons faire ensemble". Si l'on pense aux défis du monde contemporain, ce principe pourrait bien être fondamental pour vaincre la violence et édifier des communautés justes et viables.

Les activités sur lesquelles porte ce chapitre relèvent principalement de la responsabilité de l'équipe Relations et dialogue interreligieux.



Au service de la détresse humaine

Le COE est un ardent défenseur des personnes déracinées: il lutte pour qu'on reconnaisse leurs droits, qu'elles soient traitées de manière juste et humaine et qu'elles reçoivent des secours d'urgence, mais aussi pour qu'on s'attaque aux causes profondes qui font que ces personnes sont chassées de chez elles. Cette approche globale s'inscrit dans la diaconie, le ministère de service de l'Église inspiré par l'appel des premiers diacres dans Actes 6; dans cette perspective, le COE joue un rôle central en aidant les Églises et organisations à définir ensemble leurs besoins en matière de soutien et à résoudre les questions de relations mutuelles, de responsabilité et de durabilité.

Le COE cherche à renforcer la coopération œcuménique dans le domaine du service pratique, du développement des compétences et de la coopération au développement dans le monde entier. Il joue un rôle pilote, au niveau international, dans la défense des déracinés. Et sa présence et son soutien constants aident la communauté internationale à répondre efficacement aux situations de crise.

Partenariat et priorités œcuméniques de la diaconie

Durant les décennies écoulées, la famille œcuménique a pris une conscience accrue du fait que la diaconie est bien davantage qu'une simple distribution d'argent, mais qu'elle comporte aussi le développement de partenariats avec les Églises, les agences et les partenariats spécialisés, ainsi qu'une planification et une mise en œuvre communes. La diaconie reconnaît que les ressources matérielles, financières, humaines et spirituelles doivent circuler entre tous les partenaires.

*L'hôpital Helena Goldie de Munda, New
George Island, offre aux habitants des îles
Salomon les soins médicaux
indispensables.*

Le COE crée des lieux propices à de tels échanges, il aide les Églises et les organisations œcuméniques à développer et à renforcer leurs compétences pour s'attaquer aux problèmes auxquels leurs communautés sont confrontées, et il offre des possibilités d'étude et de

Appeler les Églises à l'unité les invite, en réponse à l'amour transformateur de Dieu en Christ, à se tourner vers la souffrance et les besoins du monde et à agir ensemble

Comité d'orientation du programme – Assemblée de Harare

Servir la vie appelle au service (diakonia) du monde, qui est essentiel pour notre vie ensemble en tant qu'Églises du Christ.

Comité central, 1999





A Tirana, des bénévoles distribuent des secours à des réfugiés qui ont fui les combats au Kosovo, avril 1999.

réflexion sur la diaconie et la solidarité, ces éléments essentiels du témoignage chrétien.

Pour une grande part, l'aspect visible de la diaconie est encore axé sur l'utilisation des ressources financières. La période qui s'est écoulée depuis Harare a vu un déplacement considérable dans la manière dont les fonds sont transmis, particulièrement en ce qui concerne les transferts en provenance d'Églises des pays du Nord et d'agences qui leur sont rattachées vers des Églises et des projets communautaires du sud.

Par le passé, le COE transférait des fonds qui provenaient principalement d'Églises du Nord et d'agences qui leur sont rattachées vers des régions et des projets divers en se conformant aux directives des donateurs. Le COE ne se contentait pas d'administrer ces fonds, mais il s'ef-

forçait d'accompagner et de soutenir les Églises et leur travail diaconal et de trouver un consensus au sujet des principes de coopération œcuménique, ainsi qu'une répartition équitable, conformément à l'ensemble des priorités œcuméniques. Mais le marché des fonds destinés au développement est aujourd'hui l'objet d'une concurrence croissante, des pressions s'exercent sur les organisations rattachées aux Églises de la part de leurs propres organes de financement, et de nouvelles exigences sont apparues, demandant des rapports prouvant le "succès" des projets, si l'on veut continuer à recevoir des fonds: tout cela a conduit à remplacer dans une large mesure ce partage multilatéral par des relations bilatérales et le financement direct d'un partenaire par un autre.

La plupart des fonds fournis par la famille œcuménique sont aujourd'hui transférés directement aux partenaires, mais le COE continue à coordonner les mécanismes qui aident tous les partenaires, aux niveaux international, régional et national, à définir leurs priorités et à mettre en œuvre conjointement des projets efficaces. Il s'efforce de rendre l'ensemble de la famille œcuménique attentive aux réalités globales dont il faut s'occuper et de trouver les ressources nécessaires pour y parvenir.

Chaque année, des réunions régionales ont lieu dans le Pacifique, en Asie, en Afrique, au Moyen-Orient, en Amérique latine, aux Caraïbes et en Europe; ce sont pour les Églises et les agences œcuméniques des occasions d'analyser la situation des Églises et de l'œcuménisme et d'approfondir la réflexion théologique sur la diaconie et la justice. Ces groupes régionaux, dont les organisations œcuméniques régionales font partie, participent à l'établissement des

grandes priorités du travail œcuménique pour l'année qui vient.

Des tables rondes, organisées habituellement à l'échelon national, réunissent aussi des partenaires nationaux ou internationaux pour discuter les priorités, les projets et les méthodes. Le COE anime plus de 50 tables rondes ou rassemblements équivalents dans le monde. Ceux-ci se sont révélés des instruments efficaces de promotion du partage multilatéral et de l'action commune. Le Conseil achemine annuellement des sommes considérables, même si elles sont en diminution, aux tables rondes et aux programmes qui leur sont rattachés, ce qui en fait son domaine d'activité le plus important.

A côté des activités à long terme, le Fonds d'initiatives stratégiques (SIF) permet au COE de répondre à des besoins stratégiques ou urgents des Églises et des partenaires œcuméniques des différentes régions. En 2003, par exemple, plus de 25 projets ont pu être mis en place dans sept régions, allant du soutien à la participation de représentants des Églises du Libéria aux négociations de paix, à l'organisation d'une délégation œcuménique en Haïti, ou à l'aide apportée à un nouveau réseau d'Églises actif dans la lutte contre les trafics en Europe de l'Est.

Dans le contexte actuel des financements, il est nécessaire de pouvoir afficher des succès visibles et quantifiables, ce qui constitue un défi fondamental pour la diaconie œcuménique. S'attaquer aux causes profondes de la

pauvreté, de l'injustice et des conflits requiert souvent des processus de dialogue, de promotion et de développement de compétences lents et à long terme et il peut être difficile de rendre compte de leurs progrès dans des rapports annuels. Le COE continue à attirer l'attention de la famille œcuménique sur les grandes priorités qui exigent de la communauté œcuménique internationale un effort concerté et soutenu.

Du fait que le COE accompagne les Églises des différentes régions, il est bien placé pour aider la communauté internationale à agir dans les situations de crise, qu'elles soient politiques ou économiques. En Argentine par exemple, la grave crise sociale et économique de la fin de 2001 a provoqué la démission de trois présidents et d'émeutes populaires massives et souvent violentes. Le personnel du COE est demeuré en contact

"Il devient évident que les principes sur lesquels se fonde le mouvement œcuménique doivent permettre au partage d'être vécu comme une entreprise partagée entre les partenaires ... Le mouvement œcuménique doit continuer à jouer un rôle pionnier en montrant au monde comment la coopération peut devenir la pierre angulaire des relations du village planétaire, fondées sur le respect, la courtoisie et la communication."

Évêque Mvume Dandala,
Église méthodiste d'Afrique australe, Table ronde du COE, avril 2002

Près de 300 déplacés Roma sont logés dans ce camp temporaire installé dans un ancien dépôt de bus près de Mitrovice, Kosovo.



"Il ne nous appartient pas d'analyser les causes de cette crise, que vous ne connaissez que trop bien. Qu'il nous suffise de dire que la situation nous appelle à poursuivre notre réflexion éthique et spirituelle sur le rôle et le comportement des dirigeants politiques, des institutions financières internationales et des différents secteurs de la société. Elle nous incite aussi à pousser plus avant notre réflexion au sujet de notre engagement à agir en faveur de la vie, de la justice et de la solidarité."

Pasteur Konrad Raiser,
lettre aux Églises d'Argentine,
janvier 2002

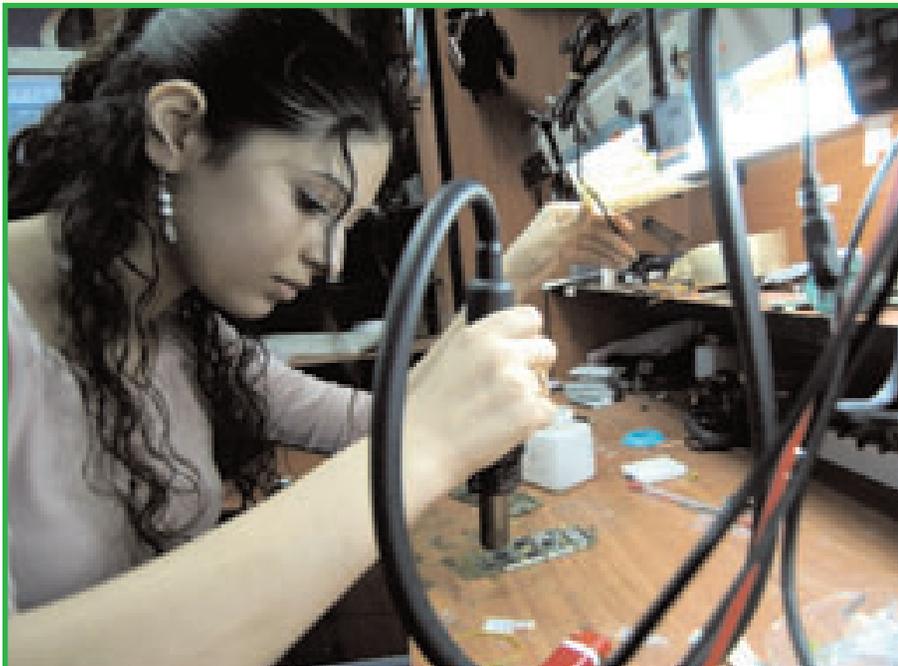
constant avec les Églises et les organismes œcuméniques de ce pays et a soutenu financièrement leurs activités. En janvier 2002, le secrétaire général a envoyé une lettre aux Églises leur exprimant son soutien. Pour coordonner l'action œcuménique face à cette crise, le COE a réuni une table ronde avec divers partenaires au début du mois d'avril afin d'évaluer les besoins à long terme et les possibilités de soutien.

Le COE s'est efforcé de renforcer les lieux de dialogue et de prise de décisions sur les priorités diaconales œcuméniques en créant, en 2003, une Commission des Églises pour la diaconie et le développement, de même qu'une Commission Justice, paix et création. Ces commissions ont partiellement remplacé les groupes consultatifs qui ne correspondaient plus à la structure interne du COE. Elles constituent aussi une plate-forme renforcée où sont représentées les Églises, les partenariats spécialisés et les organisations qui leur sont liées où l'on peut explorer différen-

tes manières d'aborder le développement et discuter de manière approfondie les priorités et l'action œcuméniques. On a également cherché à faire en sorte que les commissions sur la diaconie, la justice et les affaires internationales se rencontrent pour des échanges de vues et d'informations, afin d'assurer l'intégration et d'éviter tout chevauchement d'activités.

En outre, en février 2005, le COE, les agences œcuméniques et les Églises actives dans le domaine de l'aide humanitaire et du développement ont demandé la création d'une nouvelle alliance d'organisations liées aux Églises, provisoirement appelée "ACT-Global", pour traiter des situations de pauvreté et d'injustice. Depuis des années, les Églises membres du COE et les agences qui lui sont liées se sont efforcées de créer un mécanisme commun leur permettant d'apporter ensemble une aide humanitaire, de plaider en faveur de la justice et d'agir dans le domaine du développement, et cela

*Rawa' Rabah, diplômée
d'un programme de
formation en électronique
parrainé par ACT et géré
par la Fédération
luthérienne mondiale à
Beit Hanina, Palestine,
travaille dans un atelier de
téléphones portables à
Ramallah.*



dans des délais rapides et avec une grande flexibilité. Cette réunion de février a permis aux participants de définir une perspective commune. Le COE assumera un rôle central et élaborera une structure provisoire, négociera avec d'autres organisations œcuméniques actives dans ce même domaine et lancera peut-être des projets pilotes.

Les membres du personnel du COE ont également renforcé leur participation aux grands rassemblements d'ONG laïques dont l'objectif est d'améliorer les services et l'action humanitaire, notamment le Pacific Partnership Forum (Forum du Pacifique pour le partenariat) le ACP Civil Society Forum (Forum de la société civile d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique), le Steering Committee for Humanitarian Response (Comité directeur pour l'action humanitaire), le Conseil international des agences bénévoles et le Forum social mondial.

Des membres du personnel représentent le COE aux réunions du comité exécutif

du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), et du Comité permanent inter-organisations (IASC) qui réunit les directeurs de toutes les agences des Nations Unies actives dans le domaine de l'aide humanitaire. Le COE participe à l'élaboration des orientations de politique internationale d'organisations rattachées aux Nations Unies, de réseaux d'ONG et de la société civile dans le domaine de l'action humanitaire et de la politique du développement. La position unique du COE en tant qu'organisme mondial actif dans le domaine du développement, de la diaconie et de l'action urgente lui permet d'offrir sa vision d'un contexte global pour le développement de ces orientations politiques.

Développement des compétences et réflexion sur la diaconie

L'un des objectifs principaux du COE est de renforcer les Églises et les organisations œcuméniques afin qu'elles soient en mesure de mieux accomplir leur mis-



Une Colombienne déplacée gagne sa vie en tissant à domicile, dans un camp proche de Neiva, province de Huila, soutenu par ACT.

Au travers des secrétariats régionaux, les programmes et les priorités du COE sont transmis aux Églises des différentes régions, et les préoccupations régionales sont prises en compte au niveau mondial.

Le COE dispose de bureaux pour l'Asie, l'Afrique, l'Europe, l'Amérique latine et les Caraïbes, le Moyen-Orient et le Pacifique. Un bureau du COE à New York a également assuré une présence permanente du Conseil aux États-Unis, dès avant la fondation officielle du Conseil.

Les relations nationales et régionales que cultivent les bureaux régionaux constituent la base d'une grande partie de l'action du COE dans d'autres domaines et programmes. Les membres du personnel régional ont une vue d'ensemble de ce qui se passe et des relations existant dans leurs régions respectives. Ils font la liaison entre les événements aux niveaux régional et international. Ils sont souvent des intermédiaires indispensables lors de visites du secrétaire général du COE et d'autres délégations œcuméniques dans divers pays.

Lors de chaque session du Comité central, une plénière régionale, à côté des plénières sur des questions particulières, permet de passer en revue les tendances et les problèmes du moment.

En 2003, deux des bureaux régionaux ont été déplacés

(suite p. 101)

sion et apporter leur contribution à la communauté œcuménique. Les Églises et les organisations qui leur sont rattachées ont pris une conscience accrue de la nécessité d'acquiescer de nouveaux outils théoriques et pratiques leur permettant de continuer à accomplir leur ministère diaconal dans un monde complexe, en transformation rapide – en un mot pour faire le meilleur usage possible de leurs ressources financières et humaines.

Le programme de développement des compétences aide les Églises et les organisations qui leur sont liées, aux niveaux national, sous-régional et régional, à organiser des formations aux responsabilités et à la gestion, à la mise en place de systèmes de finance et de comptabilité, de formations œcuméniques, à la planification stratégique, la rédaction de rapports et à la communication. Ce programme comprend aussi une formation à l'action pour l'établissement de la paix, à la résolution de conflits, à la défense de diverses causes et à la réflexion théologique.

Le COE aide tout d'abord les organisations à identifier leurs besoins en

matière de formation et de développement des compétences, puis à préparer dans les langues appropriées la documentation destinée à la formation; il facilite la formation aux responsabilités et au développement des organisations. Il a organisé des ateliers destinés au personnel œcuménique et technique, aux femmes, aux jeunes et aux respon-

sables. La réflexion sur la mission des Églises dans le domaine de la diaconie soutend les discussions concernant les financements et le développement des compétences. Ces réflexions théologiques et éthiques permettent de faire passer les discussions des simples questions de financement à celles du partenariat, de la justice et de la fidélité dans la gestion. Les Églises et les organisations œcuméniques acquièrent une conception plus approfondie de la base théologique qui fonde leur activité.

Ci-dessous: atelier de menuiserie parrainé par ACT, l'un des projets soutenus par les Églises destinés à des milliers de Colombiens qui ont perdu leur logement et leur travail à la suite du tremblement de terre de janvier 1999.

A droite: un sans-foyer sur un banc de l'église de St Martin in the Fields, à Londres.



Le COE étudie les liens existant entre la diaconie et les autres composantes de la vie et du témoignage chrétiens; il diffuse le résultat de ces recherches dans des publications telles que "Gender and diakonia" (Genre sexuel et diaconie), ou l'étude sur les liens entre la diaconie et la justice.

Une grande partie des activités relatives au développement des compétences, à la réflexion et à la solidarité dans la diaconie sont accompagnées par des animateurs œcuméniques résidant dans les différentes régions. Ces animateurs sont choisis pour leurs compétences professionnelles et leur engagement, enraciné dans leur foi chrétienne, à travailler comme bénévoles auprès de communautés pauvres et marginalisées. Selon la nature de la coopération, les animateurs contribuent à représenter le Conseil au sein de certaines réunions régionales et leur travail est considéré comme un prolongement des programmes régionaux du COE. Actuellement, six animateurs travaillent en Afrique, trois dans le Pacifique, trois en Europe, sept en Amérique latine et aux Caraïbes, deux aux États-Unis et, dans une acception plus large, 22 en Asie.

Prendre la défense des personnes déracinées

Selon des statistiques récentes en provenance de l'Organisation internationale pour les migrations, on compte 175 millions de migrants dans le monde, dont 14 millions sont reconnus comme réfugiés et 20 à 25 millions sont des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.

Le COE offre en permanence aux partenaires des Églises actifs auprès de ces personnes déracinées des possibilités de définir leurs priorités et d'élaborer des stratégies adaptées à leurs contextes respectifs.

Au niveau international, le COE intervient avec fermeté auprès des gouvernements des États et les interpelle au sujet de leurs politiques concernant les réfugiés et les migrants; il les invite à fournir un financement adéquat aux mécanismes internationaux tels que le HCR, qui s'efforcent d'aider et de protéger les personnes déracinées.

Il a également insisté sur le renforcement d'actions œcuméniques coordonnées pour la protection des réfugiés, en

(suite de la p. 100)

dans les régions elles-mêmes. Le travail réalisé au travers de bureaux décentralisés a commencé avec celui de New York, mais au cours de la décennie écoulée, le bureau d'Europe orientale, le Fonds œcuménique de solidarité avec les femmes et le Partenariat œcuménique pour l'Europe du sud-est ont été créés pour répondre à des besoins diaconaux spécifiques dans divers contextes européens. En novembre 2002, le bureau du COE a décidé de déplacer les bureaux régionaux du Pacifique et du Moyen-Orient dans ces régions. Le bureau du COE pour le Pacifique s'est ouvert à Suva, Fidji, en juin 2003 et le celui du Moyen-Orient à Beyrouth, Liban, en juin 2004. Le Comité central, lors de sa session de 2003, a approuvé le lancement d'un processus d'évaluation de l'orientation et des conséquences de la relocalisation, afin d'en "assurer la cohérence et la transparence".

Si chacun de ces bureaux a ses caractéristiques et son mandat propres, ils ont en commun le fait que, de par leur nature même, ils sont en relations avec différentes équipes et un grand nombre de partenaires œcuméniques.



(Les animateurs œcuméniques) se considèrent eux-mêmes non seulement comme des consultants, mais comme des participants au développement œcuménique. Le chemin est parfois très difficile et nous devons accepter de porter la croix ... Le travail des animateurs joue un rôle important. C'est aussi, pour ceux qui le pratiquent, une passion dévorante qui doit se réaliser.

Réunion d'animateurs œcuméniques du COE
novembre 2001

plaidant en faveur de l'application de l'Agenda pour la protection, élaboré par le HCR, d'actions appropriées pour les personnes déplacées dans leur propre pays, de solutions durables pour les réfugiés qui ont vécu de nombreuses années dans des camps, et de politiques d'asile humaines et généreuses.

Les réseaux œcuméniques régionaux ont également été renforcés et les possibilités qu'ils offrent pour l'échange d'informations améliorées.

Le COE a renforcé le Réseau œcuménique mondial pour les personnes déracinées (GEN), afin de permettre la création de liens entre les réseaux œcuméniques nationaux et régionaux des Églises et les agences actives auprès des réfugiés et des migrants en Afrique, en Asie, en Australie, au Canada, dans les Caraïbes, en Europe, en Amérique latine, au Moyen-Orient, aux États-Unis et dans le Pacifique. Le Réseau œcuménique joue un rôle de groupe consultatif auprès des

membres du personnel qui travaillent dans le domaine des personnes déracinées; il contribue à l'évaluation conjointe de l'évolution des situations, participe à l'échange d'informations, à l'élaboration des lignes directrices et de la coordination des actions sur les questions relatives aux réfugiés, aux migrants et aux personnes déplacées. Des représentants d'organisations catholiques romaines, de certaines communions chrétiennes mondiales et d'organisations des Nations Unies participent aussi aux réunions.

Le Réseau se réunit une fois par année à Genève pour examiner la situation mondiale et les évolutions qui vont affecter à l'avenir les personnes déracinées, pour échanger des informations et élaborer un plan d'action commun pour l'année suivante. Il siège immédiatement avant les réunions annuelles du HCR pour permettre aux participants de présenter leurs préoccupations au HCR et aux délégations gouvernementales qui participent à ces sessions.



Les réflexions théologiques sur le ministère auprès des personnes déracinées sont communiquées aux Églises et aux partenaires œcuméniques, pour servir de documentation aux personnes individuelles, aux Églises et aux organisations actives dans ce domaine.

En 2005, le Comité central a adopté un mémorandum important sur les personnes déracinées; ce texte se fait l'écho de deux "évolutions troublantes" observées au cours de la décennie écoulée : les nouveaux modèles de migration résultant de la mondialisation, et les effets du 11 septembre sur les déplacements de populations. Rappelant l'impératif évangélique de l'hospitalité à l'égard de l'étranger, les recommandations de ce mémorandum traitent du droit international et du rôle des gouvernements, de considérations humanitaires, de la détention et de la sécurité ainsi que du rôle des Églises qui est d'exercer une surveillance et de demander des comptes aux gouvernements sur la manière

dont ils traitent les migrants et les demandeurs d'asile.

La défense des réfugiés, des migrants et des personnes déplacées que le COE poursuit auprès des Nations Unies a été examinée en 2002 par un groupe indépendant et il ressort de cette étude que ce travail constitue l'un des domaines les plus importants de l'engagement du Conseil auprès de l'ONU.

Soutenir et faire participer les enfants

Un programme spécial sur la dignité des enfants a été mis en place en 1995, en raison du nombre croissant d'orphelins et d'enfants vulnérables aux abus et à l'exploitation qui résultent de la pauvreté, de la violence, du VIH et du sida. Trois colloques internationaux, entre 1995 et 2000, ont encouragé la création de réseaux auxquels les enfants eux-mêmes participent activement et où ils se font les défenseurs de leur cause. Le COE a facilité la participation d'en-

Page 102, à gauche: deux fillettes de l'ethnie Hazara à l'école pour réfugiés afghans de Quetta, projet soutenu par ACT.

Page 102, à droite: à l'ouest de la Colombie, une femme rentre du bain avec son enfant dans un camp où sont installées des personnes sans abri à la suite du tremblement de terre de janvier 1999.

Ci-dessous: écolière d'un centre de formation pour jeunes dans la banlieue de Kampala, Ouganda.



fants à des forums internationaux tels que le Dixième anniversaire de la Convention des droits de l'enfant, organisé en 1999 par les Nations Unies.

Des colloques régionaux se sont tenus en Afrique, en Asie, dans les Caraïbes, en Europe et en Amérique latine "pour équiper les Églises pour leur ministère auprès des enfants, particulièrement des enfants marginalisés, et pour favoriser des méthodes de travail adaptées aux diverses régions".

Un projet de repérage des actions des Églises en faveur des enfants dans 14 pays d'Asie a été entrepris en 2003-2004, afin d'améliorer le travail en réseau et de faciliter la suite des discussions et des décisions sur le rôle des Églises en ce qui concerne les enfants. L'une des conséquences de ce projet est que les Églises d'Asie du sud-est ont adopté en 2004 un plan d'action visant à protéger les droits des enfants et à traiter de questions telles que le travail

des enfants, qui constitue l'un des grands problèmes de cette région.

Le COE est l'un des membres fondateurs du Réseau mondial des religions pour les enfants, qui défend les droits des enfants au sein de toutes les traditions religieuses, et par-delà les frontières des religions, des cultures, des circonstances économiques, des sociétés et des familles. Il soutient aussi l'action d'autres réseaux actifs dans les domaines des droits de la personne, du développement et des questions relatives aux enfants, comme par exemple le Réseau œcuménique de défense des personnes handicapées (EDAN) et le Ministère des Églises auprès des enfants et des jeunes pour la prévention de la toxicomanie et de la contamination par le VIH/sida.

Les activités sur lesquelles porte ce chapitre ont été réalisées par l'équipe Diaconie et solidarité.



Un jeune Afghan confectionne un tapis dans un centre de formation professionnelle pour réfugiés à Quetta, Pakistan.

Action commune des Églises (ACT International)

L'alliance ACT a été créée en 1995 par le Conseil œcuménique des Églises et la Fédération luthérienne mondiale pour coordonner l'aide humanitaire des Églises et des agences qui leur sont liées destinée aux victimes de catastrophes naturelles et environnementales, des guerres et conflits internes. Tous les membres du COE et de la FLM peuvent devenir membres d'ACT. Le nombre des membres d'ACT actifs dans le domaine de l'aide d'urgence s'est accru chaque année, depuis sa création, ce qui est le signe d'une collaboration œcuménique croissante dans ce domaine. Le bureau de coordination se trouve au Centre œcuménique à Genève.

De 1999 à 2003, ACT a distribué chaque année une aide humanitaire d'une valeur de 52 à 97 millions de USD pour

répondre à des situations d'urgence partout dans le monde. Les membres d'ACT offrent non seulement des financements, mais aussi des compétences dans des domaines tels que le déminage, la gestion de camps, la distribution de nourriture et d'autres produits, des soins médicaux et des conseils pour les victimes de traumatismes. ACT organise également des formations à la gestion de situations d'urgence sur le terrain et administre des fonds d'action rapide destinés à apporter une aide immédiate dans les situations de crise.

La qualité unique d'ACT, parmi les organisations d'entraide, réside dans son enracinement local au sein des populations victimes des situations d'urgence, grâce aux Églises et aux organisations qui leur sont rattachées. L'organisation est ainsi en mesure d'offrir des connaissances, des analyses et une compréhension de l'urgence sur le terrain.



En Indonésie, un bateau de pêche est échoué sur la rive après le tsunami du 26 décembre 2004 dans l'océan Indien.



Un exemple récent de l'action d'ACT au travers de ses membres au niveau local est celui du tsunami qui a dévasté de vastes régions côtières d'Asie du sud et du sud-est le 26 décembre 2004. Quelques heures seulement après l'événement, les membres d'ACT de cette région se mettaient à coordonner leur aide humanitaire d'urgence, avec le soutien de membres de l'Alliance du monde entier.

Le plus grand défi consiste à agir dans les cas d'"urgences oubliées", celles qui ne figurent pas à la une des médias et qui résultent souvent de conflits de longue durée. En 1999 et en 2000 par exemple, la crise des Balkans a attiré plus de financements qu'aucune autre situation d'urgence, mais dans le même temps, des détresses humaines très graves dans des pays comme la Sierra Leone, le Congo ou l'Afghanistan

Année	Financement	Nombre de pays
1999	97 millions	58
2000	81 millions	52
2001	62.2 millions	53
2002	43.8 millions	48
2003	52.7 millions	52
2004	59.7 millions	54



n'avaient toujours pas de solution et restaient, dans une large mesure, ignorées des donateurs individuels et des gouvernements.

La défense des personnes déracinées par le COE vient compléter les actions urgentes d'ACT. Le COE et la FLM sont membres du Comité de direction pour l'action humanitaire (SCHR). Caritas Internationalis, le réseau d'action

urgente de l'Église catholique romaine, a le statut d'observateur au Comité des urgences d'ACT. Dans un certain nombre de situations d'urgence, les membres d'ACT collaborent directement avec le HCR, le Programme alimentaire mondial, l'UNICEF et d'autres agences des Nations Unies.

Site internet d'ACT: <http://act-intl.org/>

Ci-dessous à gauche: après le tsunami, une femme est assise dans les ruines de sa maison à Maratuwa, au sud de Colombo, Sri Lanka.

Au centre: un homme contemple les dégâts causés aux maisons sur la plage de Banda Aceh, Indonésie.

A droite: abris en construction pour 900 familles dont les logements ont été détruits par le tsunami de décembre 2004, Tayagatha Pura Modra, Sri Lanka.



Fondation œcuménique de crédit (ECLOF)

La Fondation œcuménique de crédit (ECLOF) est un réseau œcuménique de micro-financement qui a son siège à Genève, Suisse.

ECLOF accorde des microcrédits pour aider des groupes à financer leurs micro-entreprises. Des prêts sont également octroyés à des institutions pour la construction d'églises, d'écoles et pour d'autres projets communautaires. Ces crédits sont accordés par les comités nationaux d'ECLOF en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

Les prêts d'ECLOF sont destinés à des groupes pauvres et exclus qui s'engagent à créer des moyens d'existence et édifier des communautés durables, sans discrimination de religion ou de race, à des organisations d'inspiration chrétienne qui n'ont pas accès à d'autres

crédits mais qui sont engagées à offrir des services ou des possibilités à des groupes pauvres et exclus; elle facilite un partage des ressources qui renforce la compréhension, la solidarité et l'autonomie par des moyens qui n'augmentent pas l'endettement extérieur.

De 1998 à 2004, ECLOF a accordé plus de 40 000 prêts pour une valeur de plus de 84 millions de USD.

Le COE et ECLOF ont une longue histoire en commun et entretiennent des relations étroites. Ils coopèrent dans de nombreux domaines et coordonnent leurs programmes dans toute la mesure du possible. Deux représentants du COE siègent au Conseil de fondation d'ECLOF.

Site Internet d'ECLOF:
<http://www.eclof.org/>

*Réunion du forum
Banalata pour le crédit, de
la Commission chrétienne
pour le développement au
Bangladesh, village de
Goharpur, Bangladesh.*



Pour une vie en plénitude

L'engagement du COE à faire front face à la mondialisation économique, la dégradation de l'environnement et le racisme a sa source dans sa vision d'une vie en plénitude pour tous. En faisant entendre la voix des populations autochtones, en offrant une plate-forme aux personnes handicapées et en donnant aux femmes les moyens de prendre leur place à tous les niveaux de l'Église et de la société, il constitue souvent une interpellation adressée aux puissants et aux privilégiés et œuvre en même temps à la promotion de la justice et de la paix pour toutes les communautés.

Le mouvement œcuménique défend depuis longtemps une vision globale d'un monde fondé sur la justice et sur la paix, où l'intégrité de la terre est protégée. Les forces de la technologie, de l'économie et de la politique ont, elles aussi, exercé des influences profondes et globales qui souvent menacent cette vision. L'Assemblée de Harare a déclaré que les défis de la mondialisation doivent être placés au centre de l'ordre du jour œcuménique.

La mondialisation est à la fois une tendance de l'évolution historique de l'humanité et une idéologie politique qui encourage les forces du marché capitaliste mondial à diriger l'économie du monde. Pour le mouvement œcuménique, la mondialisation doit être mise en regard de l'objectif d'une vie dans la dignité au sein de collectivités justes et viables. Face à tant d'inégalités, de violences et de destructions de l'environnement et des cultures, le mouvement œcuménique doit élaborer de nouvelles

Un programme social de l'Église chrétienne évangélique de Minahasa (GMIM) apporte de l'aide à des familles d'éboueurs à la décharge publique de Manado, Nord de Sulawesi (Indonésie).



La logique de la mondialisation économique s'oppose à la vision que le mouvement œcuménique a de l'unité de l'humanité et de la création de Dieu, de toute l'économie de la vie. Elle fait fi de la conception de la primauté de la dignité de la personne humaine, créée à l'image de Dieu, qui trouve son accomplissement dans la communauté. L'anthropologie qui inspire la mondialisation économique considère les humains comme des individus isolés plutôt que comme les membres d'une communauté, comme des concurrents plutôt que comme des coéquipiers, comme des êtres purement matérialistes, dépourvus de toute spiritualité. La mondialisation économique menace la diversité des cultures.

Comité central, 2001

solutions, car il représente lui-même, selon l'Assemblée, "un modèle de relations nettement différent, fondé sur la solidarité et le partage, la responsabilité mutuelle et la responsabilisation".

En 1999, le Comité central a fixé les objectifs principaux des travaux du COE et reconnu que la mondialisation affecte la vie économique, politique, écologique, culturelle, sociale et religieuse, et que le mouvement œcuménique doit chercher d'autres solutions face aux forces de cette mondialisation qui sont destructrices, injustes, et source de division. Il ne s'agit pas uniquement d'un problème "pratique", mais aussi, sans aucun doute, d'un problème théologique et spirituel, qui appelle l'Église à plaider en faveur d'une "éthique de la vie".

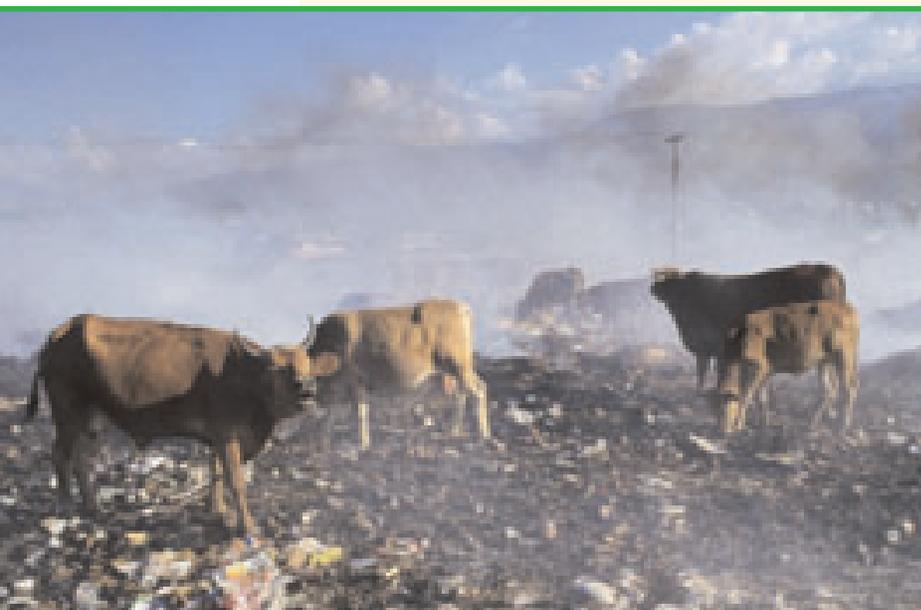
Mettre en question les structures économiques mondiales

Les travaux spécifiques du COE sur la mondialisation économique visent à offrir une analyse théologique, à contribuer à une réponse globale au pro-

blème, à élaborer et à mettre en évidence des solutions différentes qui invitent toutes les collectivités, et notamment celles qui sont marginalisées par la pauvreté et la déresponsabilisation, à participer pleinement au développement du commerce et des politiques et pratiques monétaires.

Le COE a suivi attentivement une série de processus et d'institutions des Nations Unies qui se trouvent au cœur du système économique mondial actuel. Dans de telles démarches, le travail avance lentement et il est, la plupart du temps, décevant, mais il a été essentiel de présenter aux représentants des gouvernements et aux architectes de ces politiques une vision critique et différente, afin de renforcer la position de ceux qui recherchent un système financier plus juste et s'efforcent d'empêcher les élites au pouvoir d'accumuler davantage de gains.

L'un de ces processus a été la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le développement social, tenue à Genève en juin 2000. Le



Bétail paissant sur une décharge publique aux environs de Port-au-Prince, Haïti.

COE et la Fédération luthérienne mondiale, au travers de leurs bureaux respectifs à New York, ont suivi durant plusieurs années la préparation de cette réunion. Les délégations œcuméniques participant aux séances préparatoires ont contribué à introduire dans les projets de documents des contributions œcuméniques en provenance du terrain et ils ont aidé les membres des équipes à comprendre le fonctionnement du système des Nations Unies, pour qu'ils puissent devenir des avocats plus efficaces de leurs communautés. En choisissant les membres des équipes, on a donné la priorité à des personnes venant du Sud, aux femmes, aux peuples autochtones qui ont des compétences nourries de l'expérience vécue.

Il est évident que cet accompagnement œcuménique de longue durée a fait de la délégation œcuménique l'une des mieux organisées et des plus respectées parmi les militants non gouvernementaux.

De même, le COE a participé à la Conférence internationale sur le finan-

cement du développement qui s'est tenue à Monterrey (Mexique) en 2002. Dans leurs entretiens avec des délégations gouvernementales, des reporters et des représentants d'autres organisations non gouvernementales, les représentants du COE les ont invités à envisager une approche davantage "centrée sur l'être humain", susceptible de soulager la pauvreté et d'assurer une démocratisation d'institutions telles que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l'Organisation mondiale du commerce.

Le COE a entrepris avec beaucoup de prudence de dialoguer avec les institutions monétaires internationales. Il a préparé un document contenant des lignes directrices, intitulé "Ne nous soumet pas à la tentation", sur la manière la plus appropriée dont les Églises peuvent répondre à des invitations de la Banque mondiale et du FMI et dialoguer avec ces institutions. Le Comité central avait recommandé de préparer ces lignes directrices en vue d'élaborer une réponse cohérente des Églises et des organisations œcuméniques aux

"Face à l'avenir, nous devons œuvrer en vue d'un monde différent, d'un autre modèle de mondialisation et de système économique ... nous avons besoin d'un changement intérieur fondamental de tous, afin de mettre le cap en direction de notre survie à tous, en tant que communauté mondiale. Cela exige une vision différente qui ne réduit pas l'interdépendance globale au commerce et aux marchés."

Molefe Tsele, secrétaire général du Conseil des Églises d'Afrique du Sud, intervention à la conférence de Monterrey, au nom de la délégation œcuménique.

Femme examinant les cultures à Petite-Rivière, Haïti. ACT s'efforce de lutter contre les effets de la sécheresse au nord-ouest de l'île et de secourir les communautés démunies.





Les membres de la coalition œcuménique se rassemblent à Porto Alegre à l'ouverture du Forum social mondial, janvier 2005.

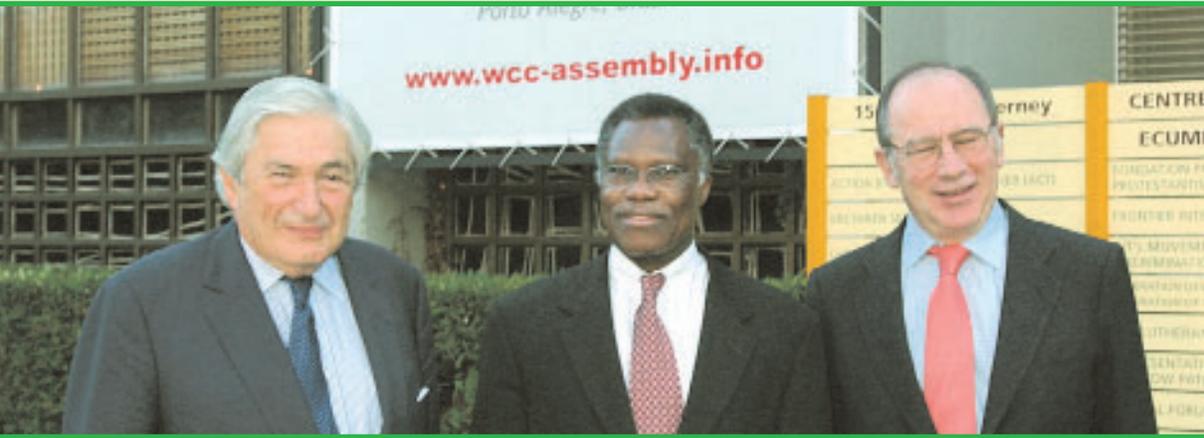
institutions qui promeuvent la mondialisation économique.

Du point de vue du COE et au vu de ses préoccupations concernant les personnes vivant dans la pauvreté, les politiques des institutions de Bretton Woods et de l'Organisation mondiale du commerce "non seulement ont échoué à combler le fossé qui sépare les riches des pauvres et à créer plus d'égalité, mais elles ont, au contraire, contribué à élargir ce fossé". Ces politiques qui s'appuient fortement sur les forces du marché, ont virtuellement privé les pauvres de toute possibilité d'avoir leur mot à dire sur le développement ou même sur leur propre avenir et ont provoqué une désintégration sociale, au lieu de promouvoir le développement.

Le COE s'est engagé dans un dialogue intensif avec le FMI et la Banque mondiale à l'occasion de trois rencontres de haut niveau qui ont commencé en février 2003. En octobre 2004, elles ont débouché sur une réunion entre les responsables des trois organisations: James D. Wolfensohn, président de la Banque mondiale, Agustin Carstens, directeur général adjoint du Fonds monétaire international, le pasteur Samuel Kobia,

secrétaire général du COE et Agnes Abuom, présidente du COE pour l'Afrique. Les participants à cette réunion ont insisté sur le fait que les trois organisations doivent trouver un terrain commun pour lutter contre la pauvreté dans le monde, et ont souligné l'importance des Objectifs du millénaire proclamés par les Nations Unies; mais ils diffèrent sur des points relatifs à la conception du développement, aux marchés financiers et à la politique économique.

En formulant des conceptions et des analyses différentes de celles de la mondialisation économique, le COE coopère avec la Fédération luthérienne mondiale, l'Alliance réformée mondiale et les organisations œcuméniques régionales pour organiser des colloques consacrés à la réflexion et à l'analyse théologiques des réalités régionales découlant de la mondialisation. Chacune des organisations apporte sa contribution distincte au dialogue sur la justice économique, et le COE se concentre sur le discernement spirituel en tant que fondement d'une solution nouvelle. Les jeunes ont été nombreux à participer à ces colloques, soit dans des forums qui leur étaient destinés, soit en tant que participants et partenaires à part entière. Ces colloques ont



mis l'accent sur le partenariat et la vulnérabilité mutuelle, qui sont des aspects essentiels de la solidarité face à la mondialisation économique.

A partir de ces dix colloques régionaux, auxquels les femmes et les jeunes ont apporté leur contribution spécifique, et du dialogue avec les institutions financières internationales, un projet de message œcuménique, intitulé "Une autre mondialisation au service des êtres humains et de la terre" (AGAPE, Alternative Globalization Addressing People and Earth), a été rédigé et communiqué aux Églises; celles-ci sont invitées à envoyer leurs remarques avant que soit soumis à l'Assemblée ce document qui tente de répondre à la question de Harare: "Comment vivre notre foi face à la mondialisation?"

Le COE s'est engagé de manière croissante dans le Forum social mondial annuel où il promeut la coopération œcuménique et interreligieuse pour proposer des solutions nouvelles face aux modèles courants de mondialisation économique.

Des solutions concrètes de ce genre sont élaborées et mises en lumière par la Coalition œcuménique mondiale

pour des solutions nouvelles face à la mondialisation économique; le COE, la Fédération luthérienne mondiale, l'Alliance réformée mondiale, l'Alliance universelle des unions chrétiennes féminines, les Unions chrétiennes de jeunes gens, la Fédération universelle des associations chrétiennes d'étudiants, Pax Romana et Frontier Internship in Mission sont membres de cette coalition. Au cours de séminaires et de forums, des participants de différentes régions échangent des idées et des méthodologies concernant l'agriculture alternative et le commerce équitable au profit de petits paysans du monde entier. Des possibilités sont offertes pour des échanges de vues avec les personnes qui pratiquent l'agriculture et le commerce alternatifs.

Les femmes et l'économie

Le COE s'est efforcé de montrer que la croissance économique telle que la recommandent ceux qui élaborent les politiques financières dominantes du monde n'a fait que détériorer la condition des femmes. La pauvreté a une face féminine: des recherches et des études ont démontré que la mondialisation économique n'affecte pas les hommes et les femmes de la même manière. Leurs rôles économiques différents et le

James Wolfensohn, président de la Banque mondiale, Samuel Kobia, secrétaire général du COE, et Rodrigo de Rato, directeur général du FMI lors d'une rencontre au sommet à Genève, octobre 2004.

déséquilibre ancien qui existe en matière de statut social ont pour effet que les femmes, tant dans les pays développés que dans ceux en développement, ont vécu la mondialisation de manière plus négative que le reste de la société. Partout, les processus de mondialisation ont été accompagnés par une féminisation du travail salarié, la migration et la lutte pour la survie. Les politiques financières recommandées par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, ainsi que les mesures de stabilisation et d'austérité qui ont été prises, ont détérioré les conditions de vie, freiné et même supprimé les acquis sociaux dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'alimentation et même du niveau de salaire des femmes. Les politiques d'ajustement structurel sont la plupart du temps mises en œuvre sans que l'on prenne en compte le déséquilibre du pouvoir dans un

monde patriarcal, ce qui conduit souvent à priver les femmes des bienfaits du développement et à réprimer leurs stratégies de résistance.

Cependant, les femmes ne sont pas de simples victimes. Tout au long de l'histoire, elles se sont adaptées aux privations et ont fait preuve d'une capacité extraordinaire à venir à bout des problèmes quotidiens liés à l'exclusion et à la pauvreté, en trouvant des solutions pleines d'imagination et très pratiques. C'est pourquoi une consultante des Philippines, qui travaillait sur le sujet des femmes et de l'économie, a créé un réseau de femmes économistes et de membres des Églises et a élaboré une éthique féministe afin d'enrichir le discours sur les solutions de rechange face à la mondialisation économique. Ce réseau a également imaginé une économie de l'attention à l'autre.

Avec l'aide d'ACT International, des femmes cultivent la terre pour nourrir leurs familles à Bundas, village de réinstallation en Angola.



Le COE poursuit ses travaux sur le commerce mondial au travers de l'Alliance œcuménique "agir ensemble" (voir p. 125).

Les effets d'une lettre

Les militants sont souvent effarés – et parfois à juste titre – en voyant le goût qu'ont les Églises pour les déclarations et les lettres à l'occasion d'événements mondiaux importants. Assurément, les déclarations, prises en elles-mêmes, n'ont aucune signification si elles ne s'appuient pas sur une position morale et des actes qui font autorité.

Mais il peut arriver que les effets d'une lettre surprennent jusqu'à son auteur.

Lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le développement social, qui s'est tenue à Genève en juin 2000, la délégation œcuménique qui avait suivi l'ensemble du processus a été plongée dans la consternation lorsque M. Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, a approuvé la position de la Banque mondiale, du FMI et de l'Organisation de coopération et de développement

économiques exposée dans le rapport Un monde meilleur pour tous publié le jour de l'ouverture de la session.

Le pasteur Konrad Raiser, secrétaire général du COE, écrit une lettre ouverte à M. Annan, pour exprimer le "grand étonnement, la déception et même la colère" de nombreux représentants de la société civile en constatant que M. Annan participait de la sorte à "une action de propagande en faveur d'institutions financières internationales dont beaucoup estiment qu'elles sont à la racine de nombreux problèmes sociaux comptant parmi les plus graves auxquels sont confrontés les pauvres". Rappelant le soutien de longue date que le COE apporte aux principes de gouvernance qui sont à la base de l'ONU et son soutien personnel aux fonctions de direction qu'exerce M. Annan, le pasteur Raiser déclarait que le choix de faire de l'ONU le partenaire d'institutions financières dont le contrôle est entre les mains de quel-

Villageois ensemençant un champ à Mare Rouge, Haïti.



"L'un des mandats du mouvement œcuménique est de manifester sa solidarité avec les pauvres en donnant une réponse claire à la mission qui nous est confiée par Jésus Christ: prêcher la bonne nouvelle aux pauvres, annoncer aux captifs la libération et proclamer une année d'accueil par le Seigneur. Partout où les forces des ténèbres et de la mort menacent la vie, le mouvement œcuménique se dresse pour condamner, élever la voix et agir contre ces menaces. En ce moment, l'une des manifestations des forces de mort qui menacent l'humanité, la vie dans sa plénitude, est précisément la manière dont la gestion économique est pratiquée au niveau mondial."

Agnes Abuom,

présidente du COE pour l'Afrique, Colloque mondial sur la mondialisation économique, Fidji, 2001





A gauche: marché à Suva, Fidji. A droite: au marché de Stepanakert, Nagorno Karabak.

ques pays hautement industrialisés cause "un tort considérable à la crédibilité de l'ONU en tant que dernier rempart contre la mondialisation".

Le pasteur Raiser a reconnu par la suite que sa lettre avait suscité "un écho inattendu". Reprise par de nombreux médias, elle a incité M. Annan à répondre à son tour et à diffuser sa réponse par voie de presse. C'était la première fois qu'un Secrétaire général de l'ONU avait agi de la sorte dans le cadre d'une correspondance avec le COE. Cette lettre a également attiré l'attention de hauts fonctionnaires des principales institutions financières sur la vigoureuse critique du COE. Des dirigeants du FMI ont alors demandé à rencontrer des responsables du COE pour discuter les points que le pasteur Raiser avait soulevés, ce qui a abouti à une série de rencontres entre le COE, le FMI et la Banque mondiale, où l'on a traité non seulement de questions relatives au commerce et à la politique économique, mais aussi aux principes fondamentaux de représentation et de gouvernance sur lesquels se fondent les travaux de ces organisations.

La justice écologique

Si l'action menée au sujet des changements climatiques occupe depuis la fin des années 1980 une place importante parmi les activités du COE et des Églises, elle s'est amplifiée autour du thème "servir la vie"; le propos est non seulement de se tourner vers d'autres questions, mais de se préoccuper particulièrement du lien existant entre l'environnement et l'économie. En 2001, le Comité central a demandé que l'on pousse plus avant les travaux sur la responsabilité des pays industrialisés et que l'on encourage les Églises à mieux gérer et utiliser les ressources et à suivre attentivement les négociations intergouvernementales.

Le thème des liens existant entre l'environnement et l'économie a été suggéré par l'Assemblée. Lors du Sommet mondial pour le développement durable à Johannesburg en 2002, le COE a souligné le fait que l'on ne peut séparer la responsabilité écologique des réalités économiques. L'échec de la Conférence internationale de Monterrey sur le financement du développement, qui a été incapable de trouver des ressources adéquates, a considérablement freiné les

possibilités apparues à Johannesburg d'affronter efficacement les questions écologiques.

Trois colloques annuels et des études sur la théologie de la vie et l'environnement ont débouché sur une manifestation qui a eu lieu à Bâle (Suisse) en mai 2005, conjointement avec l'Assemblée du Réseau écologique chrétien européen. A cette occasion des initiatives et des activités lancées par des Églises ont été présentées; elles établissent un lien entre la justice économique et les préoccupations au sujet de l'écologie et évoquent le concept de dette écologique.

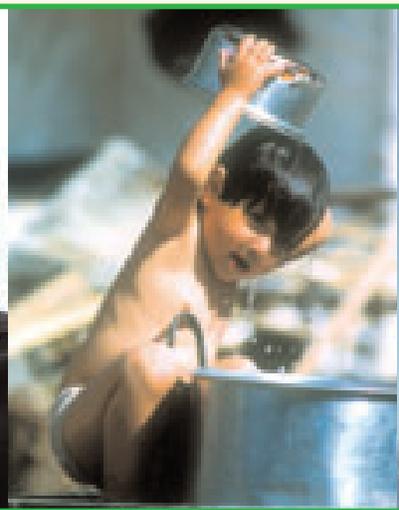
Le Comité central, lors de ses sessions de 2001 et 2002, a pris position sur la nécessité de mettre en œuvre le Protocole de Kyoto à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Le COE a assisté à la Conférence des Parties à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, où la participation interreligieuse s'est intensifiée, ainsi que la coopération dans le domaine de la surveillance; un groupe de communautés autochtones, nouvellement formé, y participait aussi. Le COE a parrainé des colloques interreligieux et des ateliers œcuméniques organisés parallèlement à la conférence; il a attiré l'attention sur des changements qui apparaissent dans les politiques des gouvernements et qui exigent une réponse éthique et spirituelle. Le Secrétariat de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques a publiquement exprimé son admiration pour le travail cohérent et utile du COE pendant les négociations sur les changements climatiques. Le COE a salué l'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto, le 16 février 2005, comme un signe que la solidarité entre les nations et les person-

nes est non seulement nécessaire, mais qu'elle est possible, en dépit de tous les obstacles et de l'opposition de pays très puissants.

La participation du COE à des événements de ce genre consiste en premier lieu à faire venir des personnes de différentes régions qui ont des compétences spécifiques et une expérience du terrain. Les informations dont dispose le Conseil proviennent aussi de colloques régio-

Au Guatemala, des feux de forêt ont obligé les paysans à quitter certaines basses terres et à s'installer dans des collines à l'écologie fragile.





A gauche: en Haïti, chaque arbre abattu aggrave le problème du déboisement. A droite: un petit Colombien prend son bain dans un camp pour personnes déplacées soutenu par ACT.

naux consacrés à ces questions. Le travail accompli avec les Églises du Pacifique a revêtu une importance particulière. Des réunions de jeunes et de femmes, à côté des colloques auxquels ont participé plusieurs années de suite des représentants d'Églises et des spécialistes de l'environnement, ont constaté l'existence de liens importants entre la mondialisation et le réchauffement climatique qui menace de dévaster toute la région.

Le COE a soutenu la formation du Réseau sur les changements climatiques et l'eau, qui constitue une plate-forme pour la coopération et l'action commune de divers partenaires au sein du mouvement œcuménique et au delà. Le réseau a apporté sa contribution au Forum social mondial et a aidé à centrer l'action publique de lutte contre la privatisation de biens essentiels à la vie, notamment de l'eau.

Les travaux sur l'ingénierie génétique ont également rencontré un intérêt croissant au sein du COE, en particulier grâce à la séance du Comité central de 2003, consacrée aux préoccupations et

aux activités du Réseau œcuménique de défense des personnes handicapées (EDAN) et à celles des peuples autochtones. Les Églises sont interpellées non seulement par le développement des sciences et des techniques en tant que tel, mais aussi par les applications commerciales de la science qui ont intensifié la marchandisation de la vie.

A côté de sa contribution au débat sur les droits de propriété intellectuelle et de son travail avec des communautés paysannes sur l'agriculture et la diversité des semences, le COE continue à suivre attentivement la question de l'aide alimentaire et des organismes génétiquement modifiés, en collaboration avec l'Action commune des Églises (ACT International), APRODEV et les Amis de la terre. Un soutien a été apporté à des initiatives nationales, notamment à celles du Conseil des Églises d'Afrique du Sud.

Une plate-forme œcuménique d'échange d'informations, de réflexion et d'action communes concernant des questions relatives à l'ingénierie génétique s'est créée à la suite d'une recom-



mandation du Comité central du COE et un document d'étude a été préparé à l'intention des Églises.

Solidarité avec les populations autochtones

L'Assemblée de Harare a souligné la nécessité de devenir une "communauté sans exclusive", et cela particulièrement dans la relation avec les peuples autochtones. L'Assemblée avait été interpellée par une réunion préparatoire d'autochtones qui déclaraient que les Églises et le COE avaient encore bien des progrès à faire dans les domaines du dialogue, du respect et de la solidarité avec les peuples autochtones.

Le COE s'est efforcé de soulever des questions relatives à la justice et à l'identité qui se posent entre les populations autochtones et les Églises, pour faciliter un dialogue entre les spiritualités autochtones, le christianisme et d'autres religions, et pour affirmer la valeur des connaissances ancestrales des peuples autochtones, de leur identité et de leur souci de sauvegarder la terre pour les générations futures.

Lors de sa visite en Bolivie, en novembre 2004, le pasteur Samuel Kobia a souligné que la spiritualité des peuples autochtones a beaucoup à apporter à la vision occidentale du cosmos. Les perspectives et la participation des populations autochtones ont été mises en valeur, notamment dans le débat sur les solutions nouvelles face à la mondialisation et dans les travaux sur le racisme. Des échanges entre responsables d'Églises autochtones ont été encouragés aux niveaux national et régional et un soutien a été apporté à des programmes de formation de cadres et de développement des compétences destinés à des chefs spirituels d'Églises et de communautés.

Le COE a également pris la défense des populations autochtones aux Nations Unies, en particulier dans le cadre du Groupe de travail sur les populations autochtones qui suit l'évolution des événements et établit des normes que les gouvernements devraient adopter; il a aussi soutenu le travail sur le projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des populations autochtones. Le COE s'est fait l'avocat d'un Forum permanent des Nations Unies sur les ques-

A gauche: transport de l'eau aux Gonaïves, Haïti. A droite: danse célébrant le don de la vie, Forum social mondial, Porto Alegre, Brésil, janvier 2003.



*Pêcheurs sur le
Brahmapoutre, au nord du
Bangladesh.*

tions autochtones, forum qui a finalement vu le jour en mai 2002 et qui a pour but d'offrir des conseils, de sensibiliser l'opinion et de coordonner les activités au sein du système des Nations Unies. La création du Forum est intervenue après d'un long processus qui a été entamé à l'époque où les peuples autochtones s'étaient adressés à la Société des Nations, au terme de la deuxième décennie du vingtième siècle. Ce résultat très positif est le fruit de l'unité des autochtones et des grands efforts qu'ils ont réalisés au cours des différentes phases des travaux en vue du Forum.

Le COE a facilité les réunions de représentants autochtones et fourni les ressources nécessaires à leur participation aux forums des Nations Unies. Il a accueilli régulièrement au Centre œcuménique une réunion préparatoire à ces forums de l'ONU à laquelle participaient habituellement près de 200 délégués.

En 2004, la délégation du COE a invité les Nations Unies à parrainer une "Année internationale des langues

autochtones" en 2006, observant qu'alors que les populations autochtones représentent les trois quarts de la diversité linguistique du monde, selon l'UNESCO, une langue disparaît toutes les deux semaines. En 2005, le Comité central a vivement recommandé la proclamation d'une année internationale des langues autochtones, de même que la signature de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des populations autochtones.

En 2003, au moment où la crise financière du COE l'incitait à chercher de nouvelles méthodes de travail, le bureau des peuples autochtones a été déplacé et se trouve maintenant en Amérique latine, où il collabore avec le Conseil latino-américain des Églises. Le Comité exécutif a déclaré qu'il "travaille en coopération étroite avec les Églises membres et les organisations œcuméniques et fait des nominations conjointes, dans la mesure du possible", mais il a souligné que le COE maintient son engagement envers les peuples autochtones, qui continue à faire partie intégrante de son programme.

Une Église pour tous: le Réseau œcuménique de défense des personnes handicapées

La déclaration théologique provisoire présentée au Comité central en 2003 (voir p. 47) est le résultat des travaux entrepris par des personnes handicapées et avec elles. Les questions relatives au handicap sont à l'ordre du jour du COE depuis le début des années 1980, mais c'est l'Assemblée de Harare qui a suscité la création du réseau œcuménique de défense des personnes handicapées (EDAN) destiné à soutenir l'action de personnes individuelles, d'Églises et d'organisations visant à améliorer l'ouverture à tous dans la vie de l'Église.

Le réseau EDAN travaille sur des questions de formation des ministres et des laïcs; il facilite le travail régional en réseau et organise des séminaires de sensibilisation. Son bureau international de coordination a son siège à Nairobi, au Kenya.

Le COE s'est engagé à soutenir ce réseau avec créativité, afin de permettre à des personnes handicapées de participer à des groupes consultatifs et des organes de direction et d'intégrer les préoccupations émanant du réseau aux activités en cours.

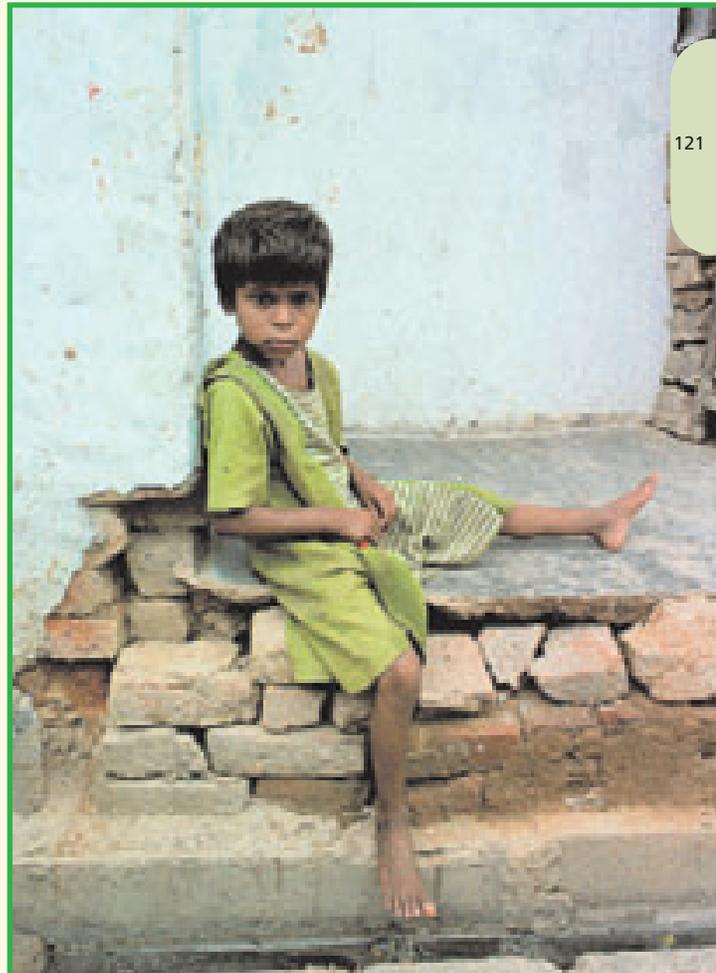
Élargir les perspectives et intensifier la lutte contre le racisme

La Conférence mondiale contre le racisme, organisée par les Nations Unies à Durban en 2001, a constitué un tournant pour le mouvement œcuménique; elle a permis de constater les progrès – ou leur absence – en ce qui concerne les questions historiques liées au racisme et ses définitions, ainsi que les

nouvelles manifestations d'intolérance raciale, de xénophobie et de discrimination qui existent pratiquement dans toutes les sociétés.

Le COE a organisé des rencontres régionales préparatoires à cette conférence en Amérique latine et dans les Caraïbes hispanophones, en Amérique du Nord, en Asie et dans le Pacifique, ainsi qu'en Afrique. Les sujets de préoccupations les plus importants qui se sont dégagés lors de ces rassemblements ont apporté une contribution notable au débat sur les nouvelles manifestations du racisme dans la société planétaire d'aujourd'hui. Un dossier établi sur la base des travaux de ces réunions régionales, intitulé

Plus de 40 000 personnes, pour la plupart Dalits et autochtones, vivent à Kusumpur, l'un des nombreux bidonvilles aux alentours de Delhi, Inde.





L'archevêque Desmond Tutu d'Afrique du Sud, Prix Nobel de la paix, prend la parole à Genève à l'occasion du 50e anniversaire du Conseil œcuménique des Églises, 22 septembre 1998.

"Comprendre le racisme aujourd'hui", a pu être achevé à temps pour la Conférence mondiale.

A la suite de ces consultations, une délégation nombreuse du COE a participé au forum des ONG; elle était composée notamment de représentants des peuples Sinti et Roma, de Palestiniens, de Dalits, de femmes, de jeunes, d'Africains et de personnes d'ascendance africaine, de membres des populations autochtones et d'autres minorités. Les représentants du COE sont restés à Durban pour la conférence intergouvernementale. Les Églises ont fait la une de nombreux journaux, grâce à la présence de l'archevêque Desmond Tutu lors de la conférence de presse organisée par le groupe œcuménique.

Le COE a fait observer que les discussions qui se sont déroulées lors de la Conférence mondiale ont donné un nouvel élan à la recherche d'une conception de la justice réparatrice et transformatrice. Des membres du personnel du COE ont déclaré : "Il ne suffit plus de faire simplement mémoire des injustices passées. Nous devons chercher

les moyens de restaurer les vies et la dignité de ceux qui en ont été les victimes".

Ces propos ont fait écho à des préoccupations exprimées par les groupes régionaux d'Afrique et d'Asie lors du Comité central de 2001 au sujet du racisme et de la xénophobie permanents et même croissants que connaît l'Europe. En 2001, le COE a fait une recherche auprès d'initiatives parrainées par les Églises concernant le racisme et la xénophobie en Grande Bretagne, en France, en Allemagne et en Autriche.

Le Comité central a tenu une séance plénière sur le racisme en 2002. Le rapport intitulé "Être l'Église et vaincre le racisme: Le temps est à la justice transformatrice" passe en revue des expériences récentes de confession collective et de conversion au sujet de pratiques racistes dans certaines Églises membres du COE, dont l'Église unie du Canada, l'Église méthodiste unie des États-Unis, l'Église luthérienne de Norvège et les Églises d'Afrique du Sud. Selon ce rapport, il n'existe pas de formule magique que les Églises et la société pourraient

122



Conférence mondiale des Nations Unies contre le racisme: des Dalits manifestent contre le refus de leur gouvernement de reconnaître que les inégalités de castes sont une forme de discrimination, Durban, Afrique du Sud, septembre 2001.

appliquer pour rechercher la "justice transformatrice"; celle-ci est un renouveau des cœurs et des esprits pour établir des relations plus justes.

Un guide d'étude intitulé "La justice transformatrice: Être l'Église et vaincre le racisme" a paru en 2004. Le Comité central a recommandé ce document aux Églises et demandé qu'un état des lieux soit entrepris en vue de la Neuvième Assemblée.

Autre domaine de travail du COE sur le racisme, le programme Femmes victimes du racisme (FVR) a organisé des rencontres entre des femmes noires, autochtones et membres de minorités ethniques pour leur permettre d'échanger leurs expériences de vie, leurs luttes spécifiques, analyser leur situation et parler de leurs rêves et de leurs stratégies en vue de l'avenir. Ce programme leur a ouvert des possibilités plus vastes d'élaborer une réflexion théologique et d'autres documents dans la perspective de la race, du "genre" et du statut social à l'intention des paroisses et des groupes de femmes rattachés aux Églises.

Le Fonds spécial de lutte contre le racisme continue à accorder de modestes subventions à des organisations qui luttent activement contre le racisme.

Les voix et les perspectives des femmes

La Décennie œcuménique des Églises solidaires des femmes a

trouvé sa conclusion à Harare, mais l'Assemblée a encouragé les Églises à ne pas abandonner les objectifs de cette Décennie. Les efforts déployés pour donner la parole aux femmes face aux évolutions critiques au sein de la société et de l'Église, pour agir en faveur de celles qui sont confrontées à la violence, les aider à se former aux responsabilités et prendre acte des contributions qu'elles apportent à la vie œcuménique et à l'Église ont fait partie intégrante des activités depuis Harare.

Le processus d'étude sur "Être l'Église : les voix et les perspectives des femmes" donne suite aux défis ecclésiologiques de la Décennie. Ce processus prend note de la manière qu'ont les femmes d'être l'Église et affirme la valeur de solutions différentes, face aux structures actuelles qui refusent leur présence et leur pleine participation. Des questions comme la violence à l'égard des femmes et l'usage – et l'abus – du pouvoir dans les Églises ont été abordées. Une série de rencontres régionales de théologiennes se sont déroulées en coopération avec les organisations œcuméniques régionales (Asie en 2001, Amérique latine en 2002, Afrique en 2003, Amérique du Nord en 2004, Europe en 2005). Les femmes orthodoxes et les jeunes femmes ont apporté une contribution particulière à ce processus.

Un groupe de pilotage a accompagné ces travaux, récolté tou-



123

Marche aux chandelles de la Central Methodist Church à l'Hôtel de ville après le service œcuménique, Conférence mondiale des Nations Unies contre le racisme, Durban, Afrique du Sud, septembre 2001.

tes les réflexions et préparé le rapport final et la documentation qui seront communiqués à la Neuvième Assemblée. Une documentation est en voie de préparation, dont une partie bénéficie de la collaboration des organisations œcuméniques régionales, et qui est mise à la disposition des femmes faisant partie des réseaux.

Le COE a également aidé des femmes d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine à participer à des formations de cadres grâce à diverses filières, comme par exemple les programmes de formation et les séminaires de recherche de la Commission des Nations Unies sur le statut de la femme. La possibilité offerte à des femmes de participer à des activités des Nations Unies permet de mettre en valeur dans ces forums le rôle des femmes chrétiennes et les questions relatives à la religion et aux femmes.

Une attention particulière a été accordée à la lutte contre la violence à l'égard des femmes, dans le cadre de la DVV et par le moyen de campagnes et de ressources spéciales. Avec le concours des Communions chrétiennes mondiales un bureau établi à Édimbourg (Écosse) a fait le point sur l'ac-

tion des Églises face à la violence à l'égard des femmes et un dossier contenant les réponses des Églises a été préparé à l'intention de la Neuvième Assemblée.

A côté de ces travaux spécifiques, le souci d'inclure les voix et les visions des femmes a été intégré à toutes les activités du COE – études théologiques, perspectives missionnaires, réponse aux situations de conflit, éducation, justice économique etc.

(Voir aussi "Soutenir la participation des jeunes", p. 29)

Les activités sur lesquelles porte ce chapitre relèvent principalement de la responsabilité de l'équipe Justice, paix et création.



Chung Hyun Kung, de Corée, a participé avec plus d'un millier de femmes à la célébration de la Décennie œcuménique à Harare, 27-30 novembre 1998.



Alliance œcuménique "agir ensemble"

Les conversations portant sur de nouveaux moyens de coopération en vue d'une action commune entre le COE et les institutions de développement, ainsi que d'autres Églises et organisations œcuméniques ne faisant pas partie de la communauté du COE, se sont intensifiées après Harare. A la vue des modèles grâce auxquels la société civile avait réussi à se mobiliser contre les changements climatiques et les mines antipersonnel, le désir s'est fait jour de mettre en place un instrument de coordination flexible permettant de coopérer sur quelques questions considérées généralement comme des priorités.

Le COE a organisé la réunion où a été fondée l'Alliance œcuménique "agir ensemble", en décembre 2000. Dans une liste comprenant plus de 100 propositions, les questions du commerce mondial et du VIH/sida ont été choisis comme objets de l'action commune de défense de ces causes; un accent particulier est également mis sur le travail en réseau et l'échange d'informations en vue de la paix et de la résolution des conflits.

L'Alliance œcuménique "agir ensemble" bénéficie de la participation de plus de 85 Églises et d'organisations qui leur sont rattachées, petites Églises,

communions chrétiennes mondiales et agences et organisations liées aux Églises ne faisant pas partie du COE, comme Franciscans International.

Des groupes stratégiques concernant les activités sur le VIH/sida et le commerce mondial ont été créés et ont élaboré un plan d'action de 3 à 4 ans pour chacune de ces deux priorités. Le COE a participé aux groupes stratégiques; il fait partie du Comité œcuménique "agir ensemble", l'organe directeur de l'Alliance.

La campagne VIH/sida "Ça me concerne ... et toi? les Églises disent OUI", lancée en 2001, a quatre objectifs : éradiquer la stigmatisation et la discrimination, travailler à une prévention efficace qui s'attaque aux causes profondes de la vulnérabilité, promouvoir l'accès aux traitements, notamment aux médicaments antirétroviraux; faire pression sur les gouvernements et les organisations intergouvernementales afin de mobiliser suffisamment de ressources pour lutter efficacement contre la pandémie.

L'une des initiatives qui a connu le plus de succès a été le concours mondial d'affiches contre la stigmatisation et la discrimination liées au VIH et au sida. Un CD-Rom intitulé "Signs of Hope, Steps

Ci-contre: Logo de l'Alliance œcuménique "agir ensemble", instrument d'action commune sur les questions du commerce mondial et du VIH/sida.

Ci-dessous: "Si tu ne vois pas de différence, n'en invente pas!" Affiche de Carlos Costa, du Portugal, l'un des gagnants du concours mondial d'affiches parrainé par l'Alliance œcuménique pour lutter contre la stigmatisation et la discrimination associées au VIH/sida.





Logo de la campagne "Le commerce au service des personnes" de l'Alliance œcuménique en faveur d'un modèle de commerce équitable entre riches et pauvres.

for Change" contient les affiches primées et plus de 100 documents multilingues et multimédias destinés à aider les Églises et les groupes communautaires à continuer le dialogue sur la stigmatisation et la discrimination liées au VIH et au sida.

L'Alliance a également joué un rôle de premier plan en facilitant la coopération œcuménique lors de la Conférence internationale sur le sida qui s'est tenue à Bangkok en 2004, améliorant ainsi la visibilité des efforts œcuméniques de lutte contre le VIH et le sida.

Le commerce mondial s'est révélé un sujet beaucoup plus complexe, à propos duquel il était plus difficile de se mettre d'accord sur l'action à entreprendre. La campagne "Le commerce au service des personnes" a été lancée en 2002; elle invite à reconnaître le principe selon lequel les politiques et accords commerciaux doivent être subordonnés aux accords internationaux sur les droits de l'homme, la politique sociale et l'environnement.

Une pétition a servi à sensibiliser les gens au niveau mondial, dans le cadre

de campagnes menées à l'échelon local et national; l'Alliance a réuni et diffusé du matériel didactique pour la défense de la justice économique, préparé une documentation biblique pour la réflexion et le culte et contribué à la coordination des efforts œcuméniques tels que la participation au Forum social mondial.

En avril 2005, l'Alliance a mobilisé les Églises pour qu'elles participent massivement à la semaine mondiale d'action sur le commerce, destinée à sensibiliser le public aux préoccupations relatives à la justice dans le commerce et à faire percevoir aux responsables politiques la force des campagnes mondiales dans ce domaine.

Dans le cadre de l'attention particulière qu'elle porte à la paix et la réconciliation, l'Alliance œcuménique "agir ensemble" a contribué, en collaboration avec le COE et ACT International, à lancer l'action "Behind the News" (L'autre face de l'information), service d'information électronique qui a pour but de diffuser, dans une perspective religieuse, des informations et des analyses sur des pays et des régions qui font l'objet de préoccupations au niveau mondial.

Après une évaluation indépendante de l'Alliance, une seconde assemblée des organisations membres et intéressées a eu lieu en novembre 2004; elle a réaffirmé la valeur de l'Alliance en tant qu'instrument commun de défense de la justice et de la paix et a décidé de maintenir ses priorités pour les quatre ans à venir, à savoir le commerce mondial et le VIH-sida.

Site Internet de l'Alliance œcuménique "agir ensemble": <http://e-alliance.ch>

Promouvoir la paix, la sécurité et les droits de la personne

Tant après les bombardements de l'OTAN au Kosovo qu'à l'occasion des attentats du 11 septembre 2001 et de la guerre en Irak, le COE est intervenu pastoralement et prophétiquement pour s'opposer à l'usage de la violence, prendre la défense des droits de la personne, résoudre les conflits et édifier une authentique sécurité. Les problèmes de ce type ont été particulièrement aigus en Palestine et en Israël et le COE et ses partenaires œcuméniques ont accompagné les gens de part et d'autre, recherchant une paix durable dans la justice.

“La vérité, la justice et la paix représentent à elles trois les valeurs essentielles garantissant les droits de la personne, accueillie et réconciliée: lorsque ces valeurs sont méconnues, la vérité fait place à la crainte et les forces humaines ne sont plus mises au service du don de la vie, de la sainteté et de la dignité de toute la création.” C'est ce qu'affirmait le Comité d'orientation du programme de l'Assemblée de Harare.

Le rôle central du COE consiste pour une part à attirer l'attention sur les situations où prévalent l'injustice et le conflit, à mettre les Églises et leurs partenaires en mesure de rendre un témoignage significatif et actif face à des préoccupations touchant la politique internationale et à promouvoir une approche œcuménique cohérente des problèmes mondiaux. Grâce à la Commission des Églises pour les affaires internationales, c'est là une des tâches essentielles que la communauté

Lorsque le COE agit dans le domaine des affaires internationales, c'est en tant que communauté fraternelle d'Églises qui vivent et rendent témoignage dans des situations sociales, économiques, politiques et idéologiques très diverses. Leurs possibilités d'action et les problèmes auxquels elles sont confrontées diffèrent. Il faut prendre en compte leur histoire, leurs traditions, leurs cultures et leur situation actuelle. L'action publique du COE doit se caractériser par la sensibilité aux besoins de chacune des Églises et à son contexte.

Dans certaines circonstances, le COE reçoit des échos

(Suite p. 128)

127

Un protestataire décore le mur de séparation israélien sous les yeux de soldats qui attendent des ordres pour réagir à cette action non violente.



(Suite de la p. 127)

contradictoires de la part des Églises dans un lieu donné. En outre, l'analyse faite à partir d'une perspective mondiale peut différer de celle qui est faite au niveau national. Dans le cas de différences de ce type, il faut prendre garde aux effets que peut provoquer une action du COE. Des désaccords surgissent de temps à autre entre une Église ou un groupe d'Églises et l'organisation internationale. Il n'est pas nécessaire de les éluder au nom de l'harmonie au sein de la communauté fraternelle, mais il faut les accepter comme conséquence inévitable de l'exercice du discernement ainsi que de l'invitation mutuelle à se renouveler dans un esprit de communion.

Tiré du document **"The Role of the World Council of Churches in International Affairs"**, 1999

œcuménique a assumées dès avant la fondation officielle du COE.

Face aux conflits

Depuis longtemps, le COE s'efforce de faciliter le travail des Églises au cœur de situations tendues, dans l'espoir de résoudre les crises avant les éruptions de violence, au milieu des conflits armés et des guerres et dans les temps d'immédiat après-guerre, pour aider les gens à reconstruire leurs vies et à établir une paix juste et durable.

Pour ce faire, le COE encourage les efforts de médiation, de transformation des conflits, d'édification d'une paix juste et de réconciliation au travers de visites pastorales auprès des Églises et de responsables nationaux; il offre des activités de développement des capacités, encourage la promotion de la paix en entreprenant des démarches confidentielles auprès de certains gouvernements, en diffusant des déclarations et des appels publics, en entreprenant des études et en publiant des rapports faits par des équipes d'observateurs œcuméniques; il agit aussi au travers de délégations œcuméniques et s'efforce constamment de suivre de près, d'analyser et d'interpréter les situations. Le COE entreprend ces démarches conformément à des déclarations de principe émanant de ses organes directeurs. Tout cela se fonde sur la vision biblique de la paix dans la justice, afin que tous bénéficient de "la vie dans toute sa plénitude".

Les grands conflits de ces sept dernières années nous rappellent tragiquement combien le monde est éloigné de cette vision biblique.

La crise du Kosovo

Peu après l'Assemblée de Harare, la communauté des Églises a été appelée à agir face à l'exode massif des Albanais du Kosovo faisant suite à une période de guerre civile, à l'offensive aérienne de l'OTAN contre la Serbie et le Monténégro, puis au retour des réfugiés dans des villes et des villages dévastés, à la faveur d'une trêve instable sous la surveillance des forces des Nations Unies. Le COE a exprimé de graves préoccupations au sujet des droits des minorités et condamné les actes de vio-



Funérailles d'un jeune Palestinien tué lors d'une manifestation violente de l'Intifada, Jérusalem-Est.

lence commis par toutes les parties au conflit, qui avaient causé encore plus d'effusions de sang et d'instabilité dans une région en proie aux troubles depuis le démembrement de l'ex-Yougoslavie.

Le COE a veillé à coordonner son action face à la crise du Kosovo avec la Conférence des Églises européennes, la Fédération luthérienne mondiale et l'Alliance réformée mondiale, organisations qui ont leur siège au Centre œcuménique de Genève. L'aide humanitaire internationale a été apportée par le canal de l'Action commune des Églises (ACT International), et grâce au rôle décisif joué par l'Église orthodoxe auto-céphale d'Albanie.

A côté de son action au travers de lettres et de rencontres avec des responsables européens et internationaux de haut niveau, le COE a exprimé son soutien pastoral à la région sinistrée par des prières, des messages et des visites.

En mai 1999, un colloque œcuménique international a réuni près de 40 responsables d'Églises d'Europe et d'Amérique du Nord, au nombre desquels se trouvaient des représentants de quatre Égli-

ses de l'ex-Yougoslavie – luthérienne, méthodiste, réformée et orthodoxe serbe – ainsi que du Conseil des Conférences épiscopales européennes [catholiques]; les participants ont insisté pour que les Nations Unies et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe jouent un rôle-clé dans les négociations. Des réunions de ce genre montrent que le COE peut offrir un espace unique en réunissant les Églises de tous les États impliqués pour le dialogue et l'action.

Le 11 septembre 2001

L'information sur les événements du 11 septembre est parvenue directement au Comité exécutif du COE qui siégeait alors à Genève. Une lettre pastorale a été rédigée et envoyée aux Églises des États-Unis dans les heures qui suivaient, les assurant des prières de l'Église du monde entier. Une délégation "Lettres vivantes", composée de personnes venant d'Afrique du Sud, de France, du Pakistan, de Russie, d'Indonésie, du Liban et de Palestine, a été envoyée aux Églises des États-Unis en novembre 2001; la présidente du COE pour les États-Unis et le secrétaire général adjoint l'accompagnaient.



Un membre de l'association israélienne "Femmes en noir" proteste contre l'occupation de territoires palestiniens lors de la veillée hebdomadaire pour la paix organisée par l'association à Jérusalem.

Il est toujours difficile d'entrer dans une maison en deuil. Mais vous nous avez reçus avec une hospitalité bienveillante en ce temps de tristesse, et nous en sommes reconnaissants. En Afrique du Sud, nous avons une parole que nous disons en guise de condoléances: "Ce qui vous est arrivé est aussi arrivé à d'autres." Nous sommes témoins que Dieu rend possible la continuation de la vie. De nombreuses Églises américaines sont venues nous voir lorsque nous passions par des temps difficiles, pour nous aider à trouver notre voie lorsque nous étions submergés par le chagrin. Aujourd'hui, nous vous disons: prenez courage. Nous sommes venus à vous en lettres vivantes, signes d'espérance dans la souffrance et la douleur de la croix.

*Message de la délégation
"Lettres vivantes"
aux Églises des États-Unis,
novembre 2001*

La délégation s'est rendue à New York, à Chicago et à Washington DC, et a conclu sa visite en assistant à la réunion annuelle du Conseil national des Églises du Christ, qui se tenait à Oakland, en Californie. L'expression des préoccupations et de la solidarité internationales, ainsi que la violence et l'espérance que les membres ont vues de près ont donné un signe impressionnant de la communauté internationale des Églises.

Un service d'information électronique offrant des perspectives différentes, "Behind the News" (L'autre face de l'information) a été créé conjointement par le COE, ACT International et l'Alliance œcuménique "agir ensemble". "Behind the News" publie des déclarations des Églises et du monde œcuménique, des messages et des nouvelles de ce que font d'autres religions, des informations sur la situation humanitaire, des commentaires analytiques, des documents et du matériel liturgique en lien avec des situations préoccupantes dans le monde. Les bulletins mettent en lumière la capacité qu'a le COE de traiter certai-

nes questions en faisant appel à des compétences dans de nombreux domaines, d'évaluer et d'analyser idées et événements dans des perspectives mondiales et régionales et d'améliorer la communication et l'échange entre les lecteurs.

Les Églises ont réagi aux combats en Afghanistan au travers d'ACT; les agences membres de l'alliance travaillaient déjà dans ce pays bien avant les événements de 2001. A la fin de l'année, ACT a mobilisé de l'aide en faveur des réfugiés dans ce pays ravagé par la guerre et dans ceux du voisinage.

Israël-Palestine

Le COE est actif depuis 1948 dans le cadre du conflit israélo-palestinien. Il a suivi attentivement les négociations, a appelé à plusieurs reprises les parties en présence à appliquer des résolutions des Nations Unies et a soutenu les efforts des Églises locales visant à jeter des ponts de paix et de réconciliation entre les deux peuples et à mener une action non violente pour mettre fin à l'occupation.



Au début du conflit du Kosovo, au printemps 1999, plus de 300 000 réfugiés ont été installés dans des camps aux alentours de Tirana, capitale de l'Albanie.

Depuis l'Assemblée de Harare, le COE s'est employé de manière beaucoup plus intensive à plaider en faveur d'un accord de paix global dans la région et d'une paix durable fondée sur la justice. Les organes directeurs du COE ont adopté plus de déclarations sur le conflit arabo-israélien entre Harare (1998) et Porto Alegre (2005) qu'entre Amsterdam (1948) et Harare.

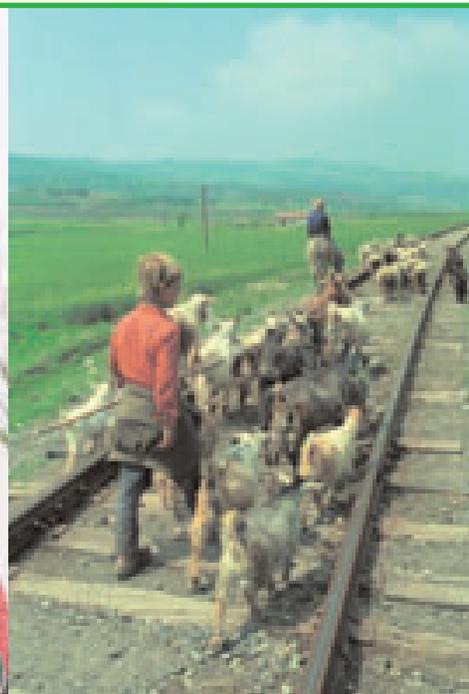
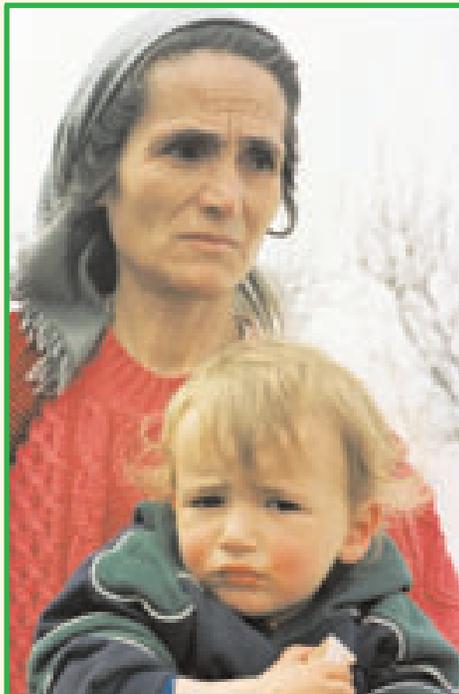
Au début de la deuxième Intifada, en septembre 2000, les efforts œcuméniques se sont intensifiés pour soutenir les initiatives de paix locales et exiger un retour à la table des négociations. Afin d'exprimer sa solidarité, d'être à l'écoute des Églises locales et de répondre à leur analyse de cette situation critique et à leurs besoins, le COE a organisé plusieurs visites de délégations œcuméniques et de membres du personnel à Jérusalem et dans les Territoires palestiniens occupés; ces envoyés ont rencontré des responsables d'Églises, des militants pour la paix et les droits de l'homme palestiniens et israéliens et des responsables politiques de part et d'autre.

Le Comité exécutif du COE a approuvé le lancement, dans le cadre de la Décennie "vaincre la violence", de la campagne œcuménique appelant les Églises à "centrer leur attention en 2002 sur les efforts déployés pour mettre fin à l'occupation illégale de la Palestine". Une vidéo sur le thème de la campagne a été tournée; sous le titre "Ending Occupation: Voices for a Just Peace" (Mettre fin à l'occupation: des voix s'élèvent en faveur d'une paix juste), elle présente des interviews avec des responsables religieux locaux, chrétiens et non chrétiens, ainsi qu'avec des militants palestiniens et israéliens qui analysent les causes profondes de la violence dans la région et mettent en lumière les possibilités d'établir une paix juste.

L'escalade de l'oppression et de la violence dans la région a fini par exiger une action plus directe et le COE a mis en place, avec des partenaires œcuméniques, le Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et en Israël (EAPPI). (Voir p. 141).

"Ce qu'on a constaté après le 11 septembre, c'est que maintenant la tolérance et le respect mutuel entre les personnes, qui sont des principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies, doivent devenir des éléments décisifs des stratégies sécuritaires des stratégies sécuritaires futures. Un monde dans lequel un groupe se sent méprisé par un autre restera plein d'insécurité. La lutte contre la pauvreté fait partie intégrante de la recherche de la dignité, de l'égalité, du respect et de chances d'une vie décente dans le monde. La sécurité mondiale serait tout simplement impossible dans un monde où la pauvreté serait en croissance."

B.G. Ramcharan, *Haut Commissaire adjoint aux droits de l'homme, Nations Unies, Bureau de Genève, dans un exposé lors d'un colloque du COE, "Au-delà du 11 septembre: évaluation des implications planétaires", 2001*



A gauche: réfugiés du Kosovo dans un camp parrainé par l'Église près de Krume, Albanie, en 1999.

A droite: des écoliers albanais gardent les chèvres de leurs familles.



Jeune Afghan occupé à la fabrication de briques près du camp de réfugiés de Shamshatoo, Pakistan, octobre 2001.

En 2005, le Comité central du COE a encouragé les Églises membres "à envisager sérieusement d'adopter des mesures économiques" susceptibles de favoriser la paix, en examinant comment s'abstenir de participer économiquement aux activités illégales liées à l'occupation israélienne. Le Comité central, dans ce sens, a estimé que "les pressions économiques, exercées judicieusement et ouvertement, constituent un bon moyen d'action" et une manière d'œuvrer en vue de la paix dans ce conflit.

Après avoir mené des consultations approfondies avec les chefs des Églises de Jérusalem et le Conseil des Églises du Moyen-Orient, le COE a aussi créé un Centre œcuménique dans la Vieille Ville de Jérusalem, qui devrait devenir un lieu essentiel pour le témoignage des Églises à Jérusalem et l'action en faveur de la justice et de la paix dans la région.

Irak

En septembre 2002, face à la montée de la tension dans le monde au sujet de l'Irak, le Comité central a mis en garde les États-Unis et le Royaume-Uni contre une invasion préventive de ce pays et a appelé au respect du droit international et au renforcement des efforts faits par le Conseil de sécurité des Nations Unies pour résoudre la crise par des moyens non militaires.

Devant les menaces d'une intervention militaire, l'unanimité s'est peu à peu faite, parmi les Églises membres du monde entier, pour exprimer leur opposition à toute opération armée et recommander que l'on se tourne vers des solutions non militaires. Le COE a convoqué à Berlin, en février 2003, une réunion internationale de responsables d'Églises qui ont souligné qu'il est de leur "devoir spirituel, fondé sur l'amour de Dieu pour l'ensemble de l'humanité, de s'élever contre la guerre en Irak". Le Comité exécutif du COE, quelques semaines plus tard, a publié à son tour



une déclaration très ferme pour s'opposer à la guerre en Irak, se disant profondément préoccupé des conséquences humanitaires à long terme d'une telle intervention. L'appel adressé aux Églises pour qu'elles participent à une journée de prière pour la paix en Irak, au début du temps de la Passion, a trouvé un large écho dans les médias, signe de la contribution unique des Églises dans une situation de conflit potentiellement polarisé du point de vue religieux. Le 20 mars, date à laquelle la guerre contre l'Irak a commencé, le pasteur Konrad Raiser, secrétaire général du Conseil œcuménique des Églises, a déclaré que cette guerre préventive était immorale, illégale et malavisée.

Le COE a collaboré étroitement avec le Conseil des Églises du Moyen-Orient pour suivre de près l'évolution de la situation dans la région et faire en sorte que les déclarations des Églises soient traduites en arabe et largement diffusées. Les partenaires du Moyen-

Orient ont contribué à rendre ces démarches crédibles en réduisant les tensions entre chrétiens et musulmans pendant la crise.

L'instabilité et la violence qui continuent à régner dans ce pays demeurent l'objet d'une profonde préoccupation et le Comité central a déclaré en 2005: "La crise en Irak se poursuit pour le malheur du peuple irakien et avec des effets à long terme sur toute la communauté internationale. Malheureusement", les prises de positions du COE durant les trois dernières années demeurent d'actualité et le Comité central renouvelle ses appels aux gouvernements et aux organismes intergouvernementaux pour qu'ils assument leurs responsabilités aux termes du droit international, qu'ils établissent un calendrier pour la réduction et le retrait des forces de la coalition dirigée par les États-Unis et que les Nations Unies assument un rôle plus important "en vue d'aider les Irakiens à conquérir une véritable autonomie".

Un jeune Palestinien prend soin des oliviers de sa famille près de Tí'innik, Cisjordanie.

“Lorsque nous avons affaire aux Églises, le mot clé est la diversité, sous l’angle de l’histoire, de la théologie et de la spiritualité. Mais lorsqu’il s’agit d’injustice, de droits de la personne et de paix, il ne saurait y avoir une réponse orthodoxe grecque, catholique ou arménienne orthodoxe. Les Palestiniens, qu’ils soient musulmans ou chrétiens, sont les victimes d’une injustice immense et luttent pour la paix. Nous répondons qu’une paix fondée sur l’injustice ne saurait durer.”

Un représentant d’une Église de Jérusalem EAPPI, février 2002

Conflits régionaux

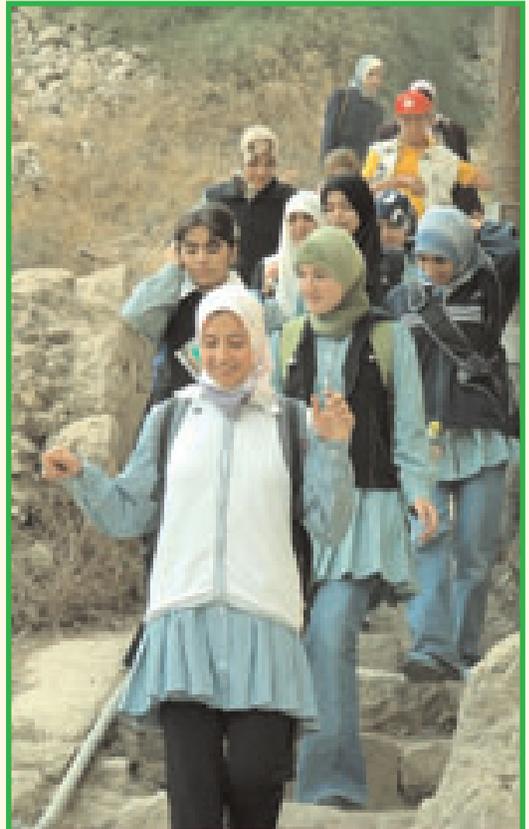
Le COE s’est prononcé avec fermeté dans le cas des violations des droits de la personne et des tensions à caractère religieux en Indonésie et au Timor oriental. L’action œcuménique, face à ces événements, a comporté l’envoi de délégations auprès du gouvernement et d’appels qui lui ont été adressés au sujet de cette violence et de l’impunité permanente dont jouissent les chefs des forces de sécurité, auteurs “de graves violations des droits de l’homme”. Le pasteur Raiser a visité l’Indonésie en 2000 et a rencontré le président Abdurrahman Wahid. De telles visites, de même que les déclarations publiques, font savoir aux responsables politiques et religieux que la communauté internationale est au courant de la situation et qu’elle y reste attentive.

Le COE a contribué à soutenir des initiatives de paix interreligieuses en Afrique de l’Ouest, en coopération avec la Conférence des Églises de toute l’Afrique et la communauté régionale. Un colloque organisé en avril 2001 a réuni des conseils interreligieux de Côte d’Ivoire, de Guinée, du Libéria et de Sierra Leone, posant ainsi un signe qui a mis en lumière le fait que les responsables religieux ont la volonté de faire face aux situations de conflit dans un esprit de collaboration, et qu’ils en sont capables; le potentiel des responsables religieux, à l’évidence, peut apporter un changement dans des questions politiques complexes.

(Voir aussi Accompagnement spécial de l’Afrique, p. 144)

Ci-contre: étudiantes palestiniennes approchant d’un poste de contrôle militaire sur le chemin de l’école, à Hébron.

Page 135, en haut : deux accompagnateurs œcuméniques s’approchent d’un poste de contrôle israélien sur la route principale de Jénine, Palestine, août 2004.





Les démarches du COE en faveur de la paix et de la réconciliation entre la Corée du Nord et la Corée du Sud ont commencé au cours des années 1980. Le Conseil avait alors facilité une rencontre de responsables d'Églises du nord et du sud de la péninsule, la première depuis la partition du pays. En 1999, le pasteur Konrad Raiser a été le premier secrétaire général du COE à visiter aussi bien la Corée du Nord que celle du Sud.

Lors de la réunion du Comité exécutif à Séoul en 2004, S.S. Aram Ier a souligné le rôle prophétique que les Églises peuvent jouer pour l'unité et la paix en Corée. Une déclaration a appelé à renforcer la stabilité, le dialogue et les échanges dans la région.

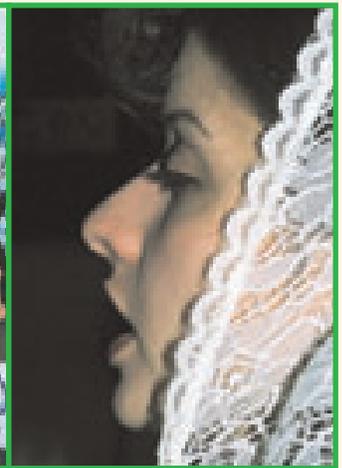
Des représentants d'Églises de Corée du Nord et du Sud se sont réunis pour un colloque à Tozanzo (Japon) en octobre 2004, afin de débattre de la paix et de la réunification.

Un soutien a été apporté à des mesures visant à établir la confiance entre Églises de l'Inde et du Pakistan qui cherchent à vaincre la violence; les responsables, de part et d'autre, ont été encouragés à œuvrer pour la dénucléarisation et la démilitarisation de la région. Une réunion avec les communautés religieuses de l'ex-République yougoslave de Macédoine s'est tenue à Morges, Suisse, du 11 au 30 juin 2001 et a abouti à la signature d'un accord visant à la stabilisation de la coopération interreligieuse dans ce pays après une vague de violence qui avait illustré l'instabilité régnant dans la région.

Le COE a favorisé l'élaboration d'une politique œcuménique commune sur le problème de Chypre, en accompagnant l'Église de Chypre et toutes les personnes qui, dans la société civile, œuvrent en faveur de la paix et de la réconciliation, en vue d'une réunification du pays et d'une solution fédérale pour les deux communautés.

La confiance placée dans les solutions militaires pour résoudre les problèmes et les divisions persiste et, d'une certaine manière, s'est accrue. Ce colloque a mis en question le bien fondé et la valeur de la sécurité humaine fondée sur la sécurité militaire. Trop souvent, les solutions des conflits reposent sur la puissance des armes. Mais cela ne peut pas constituer le fondement ultime de la sécurité des personnes... Dans la perspective de la foi, la sécurité de tous se mesure au "shalom" qui fonde la sécurité des plus pauvres, des plus faibles, des exclus, des opprimés, du minjung...

Rapport du Colloque œcuménique sur la justice, la paix et la sécurité humaine en Asie du Nord-Est, février 2004



A gauche: "L'eau: un droit humain" – manifestation au Forum social mondial de 2003.

A droite: femme priant à l'Église chaldéenne catholique de Bagdad, Irak.

Les efforts œcuméniques en vue de la paix au Guatemala et en Colombie renforcent l'action des Églises pour surmonter la violence dans ces pays et édifier des sociétés justes et pacifiques. Des visites manifestent la solidarité, des ateliers renforcent le potentiel des responsables chrétiens et d'autres acteurs de la société civile, et des délégations ont été aidées à défendre la cause de la paix dans des forums internationaux.

Le Comité central réuni en 1999 a examiné la tendance croissante à intervenir militairement sous couvert de causes humanitaires. Il a donné mandat au COE de mener une étude sur l'éthique de l'intervention humanitaire. Cette étude sur la responsabilité de protéger met en évidence des points de vue politiques, juridiques et théologiques; elle s'est poursuivie en collaboration étroite avec certaines institutions universitaires et d'autres partenaires œcuméniques. Le projet final du texte de cette étude sera soumis à la Neuvième Assemblée.

Le COE observe d'autres situations au niveau national et international; il conseille les Églises sur les actions appropriées et les soutient. Lors de sa réunion de mai 2004, la Commission des Églises pour les affaires internatio-

nales a recommandé que l'on mette un accent particulier sur quatre situations durant la période qui nous sépare de l'Assemblée de Porto Alegre: Israël/Palestine, la Corée, le Zimbabwe et Cuba.

La CEAI est composée de 30 personnes désignées par les Églises et les organismes œcuméniques régionaux; elle se réunit environ tous les 18 mois pour conseiller le personnel du COE et examiner les grandes tendances et les besoins dans le cadre des affaires internationales. Le Comité exécutif et le Comité central examinent les questions d'actualité au cours de chacune de leurs réunions; des membres du personnel du COE leur fournissent des informations de portée générale ainsi que des renseignements concernant diverses situations et problèmes qu'ils observent avec attention. Ils leur soumettent aussi des recommandations au sujet des démarches que devrait entreprendre la communauté œcuménique face à ces situations. On trouvera une liste des déclarations et des notes sur les questions d'actualité à l'annexe E, p. 200



A l'entrée de la chapelle du Centre œcuménique de Genève, bougies et prières pour la paix au moment où commencent les bombardements de l'Irak, 20 mars 2003.

Impunité et réconciliation

Dans le cadre de son action face aux conflits, le COE s'efforce de mettre en évidence le fait que la vérité, la justice, la repentance, le pardon et la réconciliation sont liées et qu'elles constituent les éléments d'une paix durable.

Le COE a soutenu les commissions de "vérité et réconciliation" créées dans divers pays, où il a joué un rôle d'observateur et a favorisé la diffusion de documentations et de rapports. En février 2003, le développement des processus de vérité et réconciliation dans divers pays, notamment au Pérou et en Sierra Leone, a été examiné au cours d'une table ronde du Forum social mondial; à cette occasion, le COE a mis en lumière le rôle central qu'ont joué les Églises et les communautés religieuses dans ces processus.

Le COE étudie les implications éthiques, théologiques, politiques et juridiques de l'impunité, de l'inexistence de l'obligation de rendre compte des violations des droits de la personne; il salue la justice restauratrice en tant que moyen de parvenir à la réconciliation. Il a toutefois mis en garde contre les tentatives de "réconciliation" trop faciles après une dictature sanglante, qui accordent

l'impunité au gouvernement et aux responsables militaires qui se sont rendus coupables de meurtres, d'actes de torture, de disparitions et d'autres violations. L'ouvrage *Au delà de l'impunité : Une perspective œcuménique sur les questions de vérité, de justice et de réconciliation*, disponible en anglais, français et espagnol, ainsi que "*Restorative Justice: Selected Readings*" constituent des documents importants pour l'étude et la réflexion dans les Églises et la société civile.

Le COE met aussi en évidence la nécessité de la justice et de la réconciliation sur la scène internationale et plaide en faveur de la ratification universelle de la Cour pénale internationale et de l'adoption d'une Convention sur les disparitions forcées. En 2005, le Comité central a adopté une déclaration à ce sujet.

Droits de la personne

Le COE suit attentivement l'état des droits de la personne dans le monde, notamment là où la situation est critique; il encourage les Églises, les organisations et les réseaux œcuméniques à développer leurs compétences pour défendre ces droits aux niveaux local, national et international.

"Connaître la vérité sur les violations des droits de la personne est l'un des éléments essentiels permettant de se confronter au passé et de poser les fondements d'une réconciliation possible."

Pasteur Samuel Kobia, au cours de sa visite en Uruguay, novembre 2004

Les Églises sont bien placées pour reconnaître et attester les effets des armes légères, car elles s'occupent des victimes et de leurs familles dans le monde entier, tant dans les pays riches que dans les pays pauvres. Les Églises sont témoins de la détresse des gens et occupent une position privilégiée pour lutter contre l'épidémie des armes de petit calibre et déceler les dimensions matérielles, morales, éthiques et spirituelles du problème.

CEAI, Policy Framework and Guidelines on Small Arms and Light Weapons

La Commission des droits de l'homme des Nations Unies se réunit chaque année à Genève. Le COE, en collaboration étroite avec la Fédération luthérienne mondiale, l'Alliance réformée mondiale, Franciscans International et Dominicains pour justice et paix, fait connaître à la Commission les préoccupations des Églises au sujet des droits de la personne.

Chaque année le COE, en coopération avec des Églises partenaires, soumet aux Nations Unies des déclarations écrites sur des questions relatives aux droits civils, religieux et politiques dans certains pays ou sur la situation des populations autochtones, des minorités, des réfugiés et des personnes déplacées dans leur propre pays. Les partenaires œcuméniques sont accrédités et peuvent assister aux réunions grâce au COE qui a le statut consultatif auprès de l'ONU; des délégués venus de pays où la situation des droits de la personne est critique, comme le Nigéria, la Colombie, le Guatemala, l'Indonésie et d'autres régions, sont invités à témoigner oralement devant la Commission.

Récemment, on s'est efforcé de recenser et d'évaluer l'activité du personnel

d'institutions spécialisées, d'organisations œcuméniques régionales et de représentants des Églises dans le domaine des droits de la personne afin d'élaborer des plans d'action et des stratégies en vue d'actions communes futures.

Plusieurs colloques, organisés en Afrique et en Asie en coopération avec des organisations œcuméniques régionales, ont encouragé des formations sur la violence religieuse et les violations des droits de la personne, la défense de ces droits, l'élaboration de modèles de prévention communautaire et la mise en place de systèmes d'alerte avancée pour désamorcer les conflits et la violence.

Désarmement

Le COE plaide en faveur du contrôle et de la réduction effectifs des armes conventionnelles, en particulier des armes légères et de petit calibre, de l'élimination des armements nucléaires et du recours à des moyens non armés d'assurer la paix et la sécurité humaine.

A la suite de l'Assemblée de Harare, le COE a contribué à la création du

138



Une équipe de déminage financée par ACT examine le terrain d'une école d'Iznik qui avait servi de base à l'armée serbe pendant le conflit du Kosovo.

Réseau International d'action contre les armes légères (IANSA). Comptant plus de 200 ONG membres, il est l'un des plus grands réseaux internationaux d'ONG dans ce domaine depuis la campagne contre les mines antipersonnel. Divers colloques consacrés à la stratégie ont eu lieu en Europe, en Amérique latine et en Afrique; ils ont permis de mettre en place des plans d'action pour lutter contre les armes légères et de coordonner les efforts en vue de la participation des Églises à cette nouvelle initiative mondiale. Le COE a créé un Réseau œcuménique sur les armes de petit calibre (Ecumenical Network on Small Arms – ENSA) pour faciliter l'échange d'informations et coordonner l'action auprès des Églises. Une équipe œcuménique d'experts a participé à la Conférence des Nations Unies sur le commerce des armes légères sous tous ses aspects, qui s'est tenue à New York en juillet 2001. La Commission des Églises sur les affaires internationales a adopté en mai 2001 un cadre de travail et des lignes directrices sur les armes légères et de petit calibre.

Les préoccupations concernant les armes nucléaires ont fait l'objet d'un

grand nombre d'initiatives adressées tout particulièrement aux États membres de l'OTAN. En 1999, une déclaration du COE a approuvé un appel d'Églises des pays membres de l'OTAN priant instamment cette organisation, qui célébrait alors ses 50 ans d'existence, de décider d'éliminer les armes nucléaires et, dans une première étape, de réduire l'état d'alerte du dispositif nucléaire de ses États membres et de renoncer à la première frappe nucléaire. Le COE a adressé un appel semblable aux autres États nucléarisés.

En février 2004, le Comité exécutif du COE a réitéré "son souci profond et permanent au sujet de certaines politiques et pratiques des États nucléarisés qui sapent les progrès internationaux en direction du désarmement nucléaire".

A la suite de cette déclaration, une délégation du COE a rencontré des ministres et des représentants officiels des gouvernements de cinq pays non nucléarisés membres de l'OTAN, ainsi que du Quartier général de l'Alliance atlantique, pour leur demander de s'employer plus activement au sein de



Des Mères de la place de Mai, qui militent pour la paix et la justice en Argentine, assistent à une présentation du COE sur la mondialisation et la violence.

l'organisation afin que celle-ci s'acquitte des obligations de désarmement nucléaire assumées dans le cadre du Traité sur la non-prolifération nucléaire. Ces démarches, ainsi que l'ensemble de la politique du COE en matière d'armements nucléaires ont été présentées à nouveau lors de visites auprès des missions diplomatiques et de manifestations publiques à l'occasion de la Conférence d'examen des États Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en mai 2005.

En 2005, la CEAI, en compagnie de représentants d'Églises des États-Unis, a entamé un dialogue avec des musulmans sur les armements nucléaires et le désarmement. C'est là un moyen d'explorer le champ interreligieux pour traiter du rôle actuel très complexe que jouent les armes nucléaires dans les relations internationales, et une manière de rechercher une large assise pour la

ACT soutient le déminage et les actions de sensibilisation en Angola, pays où le nombre des personnes blessées par l'explosion de mines antipersonnel est estimé à 86 000.

poursuite des efforts visant à réduire le nombre de ces armes.

Activités auprès des Nations Unies

La Commission des Églises pour les affaires internationales (CEAI) a été formée en 1946 pour assurer des relations efficaces entre les Églises et les dirigeants de l'Organisation des Nations Unies nouvellement créée, et pour se donner les moyens de représenter les Églises membres du COE auprès de l'ONU. La CEAI a été l'une des premières organisations non gouvernementales à qui a été accordé le statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies.

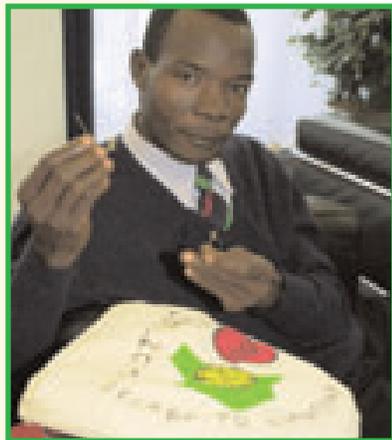
Le Bureau du COE auprès des Nations Unies à New York suit attentivement les processus de l'ONU sur des questions prioritaires pour le COE, transmet les sujets de préoccupations du COE aux organes appropriés de l'ONU et aux missions gouvernementales, coordonne les actions à entreprendre avec d'autres bureaux d'Églises ou d'ONG et accompagne les délégations œcuméniques qui assistent aux sessions de l'ONU.

A la suite d'une évaluation approfondie effectuée en 2003, le COE a restructuré sa présence aux Nations Unies, à New York et à Genève. Un groupe de travail sur la stratégie de défense des causes soutenues par le Conseil, composé de tous les membres du personnel actifs dans le domaine des relations avec les Nations Unies, a été créé pour faciliter la coordination, l'établissement de priorités et la planification des stratégies. En novembre 2003, le COE a marqué les 60 ans d'action de défense chrétienne des personnes aux Nations Unies en organisant à New York une semaine d'action. Cette semaine a amélioré la visibilité du COE et des Églises à l'ONU



et a permis au Conseil de repérer de nouvelles manières de coopérer avec les Églises dans le monde, dans un esprit de partage mutuel et en élaborant des stratégies. Cette semaine est devenue une manifestation annuelle qui réunit près de 80 personnalités chargées des affaires internationales et/ou de questions liées à la promotion des droits dans les Églises membres, ainsi que des partenaires du monde entier.

Les activités sur lesquelles porte ce chapitre relèvent principalement de la responsabilité de l'équipe Affaires internationales, paix et sécurité humaine.



George Togba, du Libéria, confectionne des croix à partir de douilles de cartouches récupérées après la guerre civile dans ce pays.

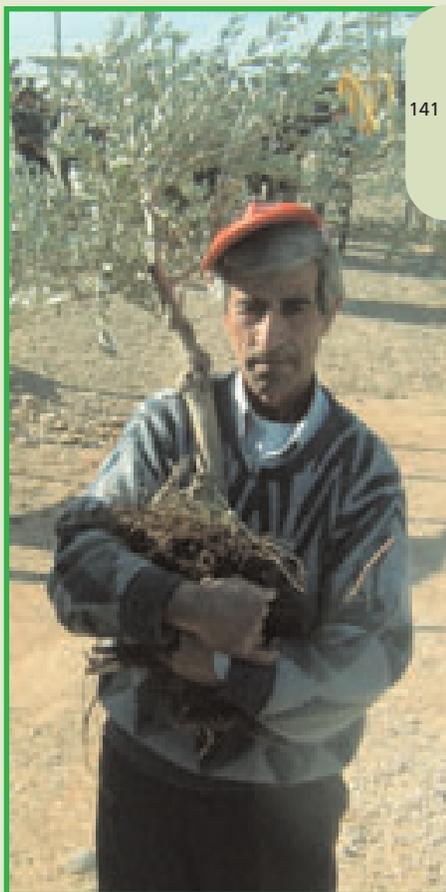


Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et en Israël (EAPPI)

En 2001, la situation qui allait se dégradant en Israël et dans les Territoires palestiniens occupés a incité les Églises à traduire en actes les déclarations qu'elles avaient énoncées en termes vigoureux. Pour répondre à un appel adressé au COE par les responsables des Églises et des communautés chrétiennes de Jérusalem, qui demandaient une présence et des signes de solidarité – appel soutenu par certaines Églises membres et ministères spéciali-

sés – le Comité exécutif a recommandé, en septembre 2001, la mise sur pied d'un programme d'accompagnement.

De grands efforts ont été déployés afin que le "Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et en Israël" (EAPPI) puisse démarrer dès que possible sur le terrain. Un dossier international de candidature et des procédures de sélection ont été préparés. Un bureau local de coordination a été créé et des fonds ont été collectés pour assurer la viabilité du programme. Les pre-



Ce Palestinien manifeste contre la barrière de séparation israélienne en portant un jeune olivier, symbole des oliveraies détruites.



“Il fut un temps où nous pensions que notre combat était la dernière lutte pour la liberté. Soudain, on est frappé par ce qui arrive ici. Si l'on peut aider à faire la différence, être un ami solidaire, ce sera un pas en direction du bien de l'humanité.”

Évêque Lunga ka Siboto,
*(Église épiscopale éthiopienne),
deuxième vice-président du
Conseil des Églises d'Afrique du
Sud, au début de son service d'ac-
compagnateur œcuménique en
septembre 2004*

miers accompagnateurs sont arrivés sur le terrain en mars 2002, dans le cadre d'un projet pilote appuyé par DanChurchAid et Icelandic Church Aid. Le premier groupe officiel d'accompagnateurs œcuméniques est arrivé sur place en août 2002. En juin 2005, 198 accompagnateurs venus de plus de 30 Églises et organisations œcuméniques de 13 pays avaient accompli une mission en Cisjordanie, dans la Bande de Gaza et en Israël. Ils venaient du Canada, du Danemark, de France, d'Allemagne, d'Irlande, de Nouvelle Zélande, de Norvège, d'Afrique du Sud, de Suède, de Suisse, du Royaume-Uni et des États-Unis.

La plupart d'entre eux restent trois mois, d'autres plus longtemps. Ils ont pour tâche d'accompagner des Palestiniens et

des Israéliens dans leurs actions non violentes et leurs efforts concertés visant à mettre fin à l'occupation. Ces accompagnateurs remplissent diverses fonctions. Certains mandats comportent des activités concrètes: plaider pour qu'une porte de la barrière demeure ouverte, participer au travail d'un dispensaire mobile, enseigner l'anglais dans des écoles, ou diriger dans un camp de réfugiés des groupes de thérapie par le dessin. D'autres consistent simplement en une présence: vivre dans un village menacé par des implantations de peuplement, accompagner des militants israéliens pour la paix lors de manifestations, ou des enfants palestiniens sur le chemin de l'école en les aidant à passer les postes de contrôle ou à longer des colonies de peuplement. Dans tous les cas, les accompagnateurs œcuméniques



sont là pour soutenir les initiatives des Églises locales et des militants pour la paix, et se montrer simplement solidaires de la population.

Ils sont vivement encouragés à prendre des notes sur leurs expériences sur le terrain et à communiquer chaque jour leurs récits et leurs photos à l'adresse www.eappi.org. Une fois rentrés dans leur pays, ils sensibiliseront les gens et feront connaître la cause des personnes qu'ils ont accompagnées en faisant des conférences dans leurs paroisses et en donnant des interviews aux médias; mais ils rencontreront aussi leurs autorités locales, des membres du Parlement européen ou du Congrès des États-Unis, et s'efforceront de provoquer un changement de l'opinion publique.

Tout en étant un projet du COE, le programme EAPPI est avant tout une initiative œcuménique qui relie les Églises de Jérusalem et les institutions qui leur sont rattachées aux Églises membres du COE et aux organisations qui lui sont rattachées et qui ont demandé à participer au programme. Celui-ci a fait la preuve qu'il est une manifestation concrète du témoignage chrétien en vue de la justice, de la paix et de la réconciliation au Moyen-Orient.

Page 142: les fusées et les bulldozers des forces d'occupation israéliennes ont laissé des traces sur les façades des habitations, des immeubles commerciaux et administratifs à Jénine, Cisjordanie.

Ci-dessus: Mtanios Haddad, archimandrite de l'Église grecque catholique (melkite) de Jérusalem, accueille Ann-Catrin Andersson, accompagnatrice EAPPI venue de Suède.

Accompagnement spécial de l'Afrique

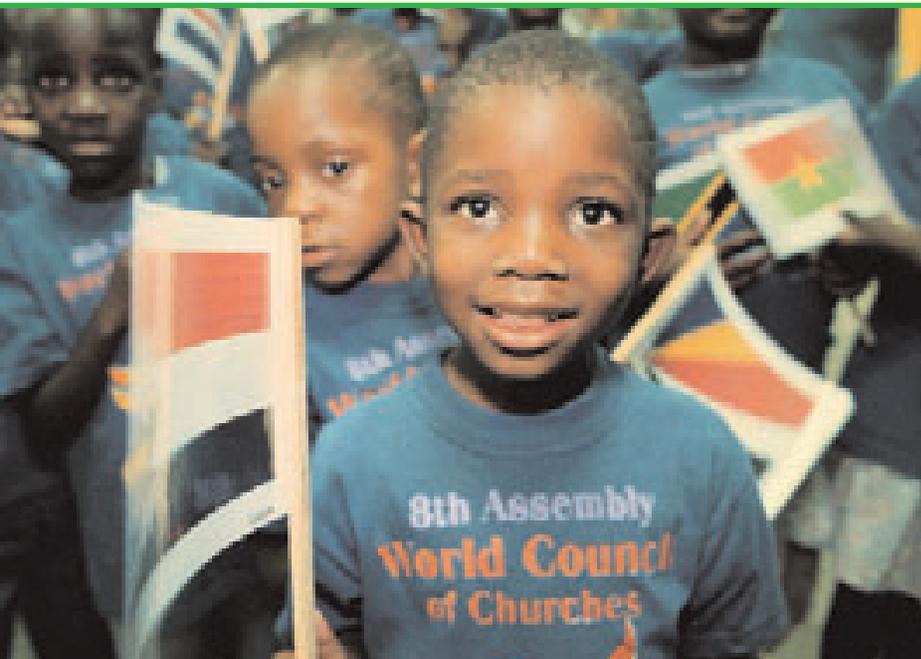
Accompagner le processus de paix au Soudan et donner la parole aux chrétiens africains en marche vers leur avenir: c'est là une manière de manifester avec force la solidarité œcuménique internationale dans des situations de conflits interminables. Loin de n'être que les bénéficiaires d'une aide, les Églises africaines ont partagé leur espérance, leur énergie et leur inspiration avec le reste du mouvement œcuménique en se préoccupant de la pluralité religieuse, de la justice économique, de la violence et de la réconciliation.

Nous, peuple d'Afrique, sur le continent et dans la diaspora, notre dur passé nous a été rappelé.

Mais nous sommes inspirés par les témoignages de la résistance, du courage et des sacrifices de nos ancêtres,

et sommes affermis par des signes d'espérance tels que le nombre croissant des peuples qui acceptent d'être gouvernés démocratiquement, la fin du régime de l'apartheid et l'activité de la Commission "vérité et réconciliation" en Afrique du Sud; nous renouvelons ici notre engagement à reconstruire et réédifier nos communautés et à œuvrer sans nous lasser pour l'avenir de l'Afrique, un avenir de vie abondante.

Tiré de Notre alliance avec Dieu, Harare 1998



Jeune participant à la plénière sur l'Afrique, Huitième Assemblée du COE, Harare 1998.

A Harare, les participants se sont joints aux Églises d'Afrique pour s'engager dans un accompagnement spécial de l'Afrique au seuil du 21^e siècle; cet accompagnement devait aider les Églises d'Afrique à:

- poursuivre leurs efforts en vue d'établir des institutions et des systèmes sociaux, politiques et économiques justes;
- rechercher la paix et la réconciliation;
- œuvrer en vue de l'établissement de valeurs éthiques dans les domaines du travail, du gouvernement et de l'entreprise et d'une gestion responsable;
- contribuer à endiguer et à vaincre le fléau du VIH/sida;
- affirmer le droit des enfants africains à espérer un avenir radieux.

L'accompagnement spécial de l'Afrique a constitué l'un des points prioritaires de la réunion du Comité exécutif qui a suivi Harare; le Comité central a encouragé en 1999 l'attribution d'un soutien accru aux activités œcuméniques en

Afrique et il a invité le COE à aborder de manière globale les conséquences des guerres et des conflits, la justice économique, la spiritualité et les valeurs éthiques.

Conséquences de la guerre et recherche de la paix

Le pasteur Konrad Raiser, secrétaire général du COE, a dressé un signe de la solidarité du mouvement œcuménique au travers de ses visites officielles dans des pays africains. Ces visites avaient pour but d'exprimer la solidarité pastorale du Conseil et d'assurer à ceux qui sont confrontés à des conflits et à des circonstances parfois tragiques que le mouvement œcuménique international les accompagne dans la prière et qu'il s'efforce de chercher un remède aux conditions dans lesquelles ils vivent. Souvent, une visite du secrétaire général du COE donne aux Églises et aux conseils nationaux d'Églises l'occasion d'exprimer et de renforcer leur action et leur position morale dans

Konrad Raiser, secrétaire général du COE, se rend du petit aéroport de Yirol, Soudan du Sud, au centre du village, accompagné par un comité d'accueil comptant 1000 personnes, juillet 2002.



En méditant sur les récits du génocide, nous avons acquis la conviction que les auteurs des massacres ont tué leur propre humanité et coupé leurs relations avec Dieu avant même de priver d'autres êtres humains de la vie. L'ampleur de l'horreur nous a mis en demeure de réfléchir profondément sur les moyens et les stratégies qui pourraient nous permettre de construire une paix éternelle au Rwanda en particulier, mais aussi dans le reste de l'Afrique ... Cette expérience nous enseigne à lutter pour la paix par tous les moyens... De nombreux pays de notre continent sont potentiellement susceptibles de revivre ce qui s'est passé au Rwanda; maintenant que nous avons le temps de prévenir de tels événements, nous nous engageons à faire en sorte que jamais, jamais plus, un tel degré de violence et de tels crimes contre l'humanité ne puissent se reproduire dans aucun de nos pays."

*Déclaration du séminaire sur
"La recherche d'une paix durable en Afrique",
16-19 avril 2004, Rwanda*

Un survivant du génocide du Rwanda témoigne de ce qu'il a vécu, lors du dixième anniversaire du massacre, avril 2005.

diverses situations de la vie politique et de la société civile.

En 2000, une délégation de haut niveau, à la tête de laquelle se trouvaient les secrétaires généraux du COE et de la Conférence des Églises de toute l'Afrique (CETA), s'est rendue en République démocratique du Congo. La situation dans ce pays, et plus généralement dans la région des Grands Lacs, est demeurée durant plus d'une décennie l'une des grandes préoccupations du COE, qui a entrepris des démarches en vue d'une paix juste et durable dans la région. En 1999, le Conseil a contribué à mobiliser des appuis pour l'accord de paix de Lusaka. Il a soutenu de manière constante les efforts des Églises dans le cadre du processus de paix qui a abouti, en avril 2003, à l'accord de Sun City. Ces deux accords ont contribué à ramener la paix dans la région, mais bien des efforts restent encore nécessaires pour parvenir à un règlement de paix, en particulier entre le Congo et le Rwanda.

Le pasteur Raiser a visité le Nigéria en 2001 et s'est entretenu avec ses interlocuteurs sur l'introduction de la loi musulmane, la *sharia*, dans certaines régions du pays, et sur les menaces que cela comporte, du point de vue des Églises, pour la liberté religieuse. Il s'est également rendu en Afrique du Sud pour parler de l'action des Églises face au VIH/sida et des tentatives faites pour mettre fin aux conflits de la région, notamment à la guerre civile en Angola. En 2003, il a conduit une délégation dans ce pays qui émerge difficilement d'un conflit de longue durée.

En 2002, le pasteur Raiser s'est rendu à la tête d'une délégation dans la Corne de l'Afrique et en Tanzanie pour manifester sa solidarité avec les habitants du Soudan, de l'Éthiopie et de l'Érythrée dévastés par la guerre; il s'est préoccupé des causes profondes des conflits et de la violence dans cette région. Promouvoir le dialogue et la compréhension entre communautés musulmanes et chrétiennes se révèle



essentiel si l'on veut parvenir à faire régner durablement la paix et la justice.

En 2004, le pasteur Samuel Kobia, secrétaire général du COE, a visité le Rwanda à l'occasion du dixième anniversaire du génocide et il a pris la parole dans le cadre d'une conférence sur "La recherche d'une paix durable en Afrique".

Le COE travaille dans le cadre d'actions en faveur de la paix et de la réconciliation à divers niveaux en Afrique. Des délégations œcuméniques ont visité un certain nombre de pays dont la Sierra Leone, la Côte d'Ivoire et le Congo-Brazzaville pour soutenir les Églises qui participent à des processus de paix et pour évaluer la manière dont la communauté œcuménique pourrait être le plus utile. Le COE a soutenu l'action du Conseil interreligieux du Libéria ainsi que le Conseil des Églises du Libéria avant et après les négociations de paix qui se sont déroulées à Accra, au Ghana. C'est en partie grâce à leur

action vigoureuse et leur lobbying que l'accord de paix a pu être signé en 2003. Actuellement, le Conseil interreligieux suit attentivement la mise en œuvre de l'accord de paix par toutes les parties.

La situation au Zimbabwe, qui allait en se détériorant, exigeait un accompagnement spécial des Églises de ce pays, et notamment un soutien pour les observateurs œcuméniques des élections en 2001; il fallait traiter certains problèmes économiques régionaux et internationaux qui sont à la racine de la violence, et offrir des espaces sûrs propices à l'échange et à la planification. Un dialogue, qui s'est engagé en 2003 entre Églises du Zimbabwe et partenaires œcuméniques sur le modèle du Forum œcuménique sur le Soudan, a permis à ces Églises et à l'ensemble de la famille œcuménique de débattre de la situation et de ce qui peut être entrepris pour résoudre les conflits dans ce pays.



Une famille déplacée durant la guerre civile d'Angola prend le chemin du retour vers Sanza-Pombo, dans la province de Uige, au nord du pays.



Femmes du village de Gangura, province de l'Equatoria occidentale, Soudan.

Des contacts ont été établis au début de 2003 en vue des pourparlers de paix en Somalie. L'accompagnement du COE a été chaleureusement accueilli par les parties en cause; M. Bethuel Kiplagat, président de la Commission des Églises pour les affaires internationales, préside ces pourparlers. Le COE a notamment fait en sorte que des femmes somaliennes participent aux négociations, alors qu'elles en étaient exclues auparavant.

Des visites de solidarité "de femmes à femmes" en Sierra Leone, au Libéria, en Angola, au Rwanda et au Burundi ainsi qu'au Soudan ont été organisées conjointement avec la CETA, la Fédération luthérienne mondiale et l'Alliance mondiale des Unions chrétiennes féminines. Les récits des souffrances, de la résilience de ces femmes et de leur participation aux processus de réconciliation en Afrique sont consignés dans des rapports pleins de vie qui ont été publiés par le COE.

Des déléguées du COE et de la CETA, en visite de solidarité au Soudan en juin et juillet 2004, ont pu rencontrer

des femmes qui, normalement, n'ont pas l'occasion de raconter leur histoire faite de violence, de désespoir, de déplacement.

La délégation s'est rendue dans un camp de déplacés internes. Quatre millions de déplacés sont actuellement enregistrés au Soudan, et un grand nombre d'entre eux n'ont pas eu de domicile fixe depuis plus de dix ans.

"D'après ce que disent ces Soudanaises, il est évident que ce sont les femmes qui jouent le rôle le plus important dans le Soudan d'après-guerre", a déclaré l'une des déléguées. "Leurs maris ont été tués au cours de la guerre, ou ils se trouvent encore dans la zone des combats, de sorte que ce sont elles qui doivent s'occuper des enfants, gagner la vie de la famille et prendre toutes les décisions."

Les combats qui font rage dans la région du Darfour ont aussi rappelé à la délégation qu'une fois de plus, le viol systématique des femmes a été utilisé intentionnellement comme arme de



guerre. "La violence sexuelle a été utilisée autant pour briser la volonté des gens que comme instrument d'épuration ethnique."

La délégation a vu les initiatives lancées par le Conseil des Églises du Soudan et par certaines organisations féminines des Églises membres: il s'agit de projets qui ont pour but de parvenir à l'autonomie économique et à la paix et de prendre soin des enfants, en particulier des orphelins et des enfants des rues.

Mais à toutes les tragédies dévastatrices qu'affronte le peuple de ce pays, il s'en ajoute une autre:

"Le sida est présent parmi nous et nous en avons peur, plus peur que de la guerre qui nous a chassés du Sud", a déclaré une femme qui avait été obligée de s'installer à Medani, à quatre heures de marche de Khartoum. "Le sida est le plus grand combat que nous ayons à livrer."

En Afrique, comme dans le reste du monde, la prolifération des armes légères et de petit calibre contribue à l'escalade et à la perpétuation de la violence. Pour s'associer aux efforts faits pour mettre un frein au trafic de ces armes, le COE, en coopération avec l'Association des conseils chrétiens et des Églises d'Afrique de l'Ouest (FEC-CIWA), a accueilli en 2002 un colloque sur les armes légères en Afrique de l'Ouest. Des représentants et des experts de douze pays de cette région d'Afrique et d'une série d'organisations intéressées y ont été invités pour faire part de leurs expériences et de leurs idées. Les Églises et les organisations œcuméniques ont pu élaborer un plan d'action régional, visant à combattre la violence armée et l'usage illégitime des armes légères dans l'ensemble de la région.

Le COE a créé un groupe composé de membres du personnel du Conseil, le Groupe de surveillance de la paix en Afrique, qui réunit des collègues de différentes équipes; ceux-ci traitent ensemble les situations critiques en

A gauche: à Luanda, des enfants angolais déplacés par la guerre partagent un peu de nourriture. A droite: le sourire réconfortant d'une fillette à Luena, Angola.



Afrique, sous l'angle des programmes et de la communication. Il examine la plupart des actions entreprises par le Conseil et y participe, ce qui permet de les aborder d'une manière plus globale et mieux intégrée.

Au travers de déclarations du Comité central et du Comité exécutif et de lettres du secrétaire général, le COE a également abordé des domaines et des questions sensibles du continent qui exigent une action internationale concertée, notamment au Soudan et au Zimbabwe.

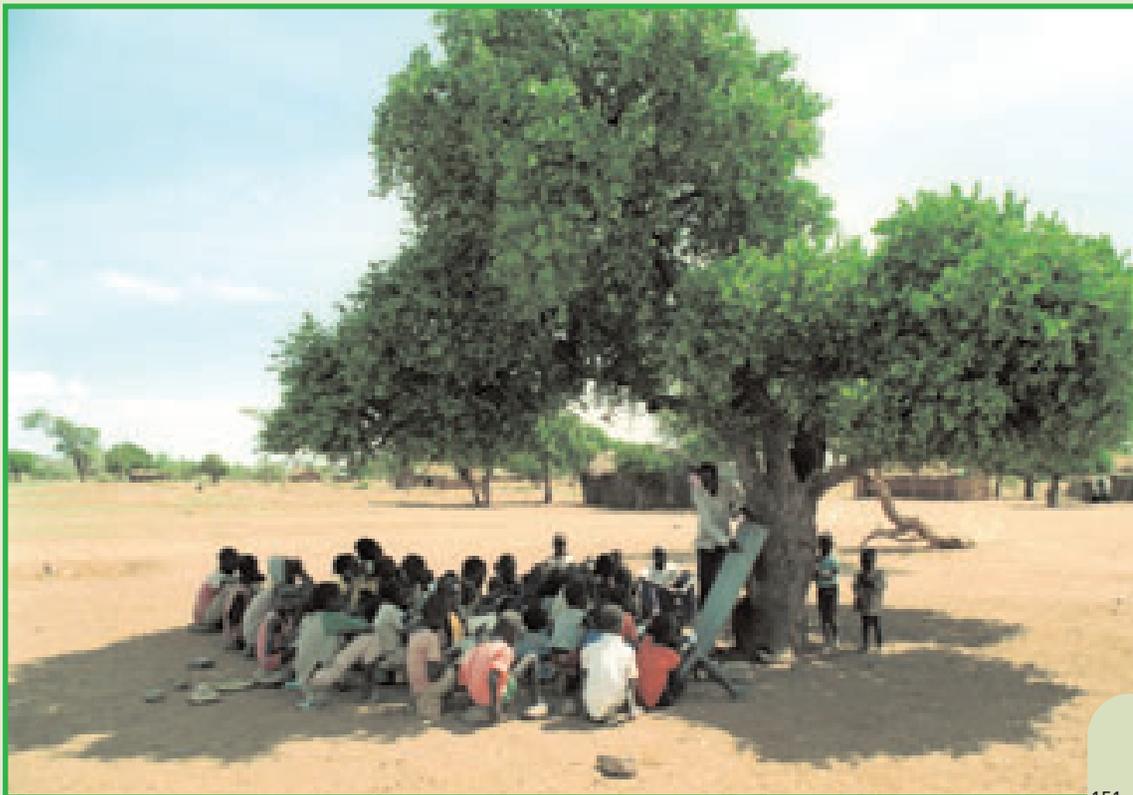
Culte dominical d'une paroisse de l'Église africaine de l'intérieur à Lokichokio, village de la région Turkana, au nord du Kenya.

Accompagnement du processus de paix au Soudan

Le conflit du Soudan a été l'un des principaux sujets de préoccupation de l'Assemblée de Harare; il était déjà considéré comme l'une des guerres civiles les plus longues d'Afrique. A l'exception d'une période de paix de 11 ans (1971-1982), le Soudan a été déchiré par la guerre civile depuis son indépendance en 1956. Le conflit actuel a éclaté en 1982, lorsque le gouvernement a tenté d'imposer la *sharia* islamique, déclenchant une

rébellion qui a commencé dans le sud où vivent des Africains chrétiens ou appartenant à des religions traditionnelles. La guerre civile au Soudan a fait deux millions de morts et plus de quatre millions de personnes déplacées.

Le protocole de paix signé à la fin de mai 2004 a suscité l'espoir de voir la guerre prendre fin et le long processus de reconstruction et de réconciliation s'engager. Cet accord n'incluait pas la région du Darfour, à l'ouest du Soudan, où des dizaines de milliers de personnes ont été tuées et plus d'un million



151

déplacées pour la seule année 2004, du fait de l'activité de milices armées et malgré les interventions de la communauté internationale qui demandait au gouvernement du Soudan de protéger ses citoyens.

Le COE a participé dès les années 1960 à des initiatives de paix au Soudan; il avait contribué à la médiation qui avait débouché sur l'accord de paix du début des années 1970.

Dans les récents pourparlers de paix, le COE a soutenu l'engagement de ses partenaires œcuméniques: le Conseil des Églises du Soudan, le Nouveau conseil des Églises du Soudan, le Forum œcuménique sur le Soudan, la Conférence des Églises de toute l'Afrique et le Conseil national des Églises du Kenya.

A la demande du Forum œcuménique sur le Soudan, le pasteur Samuel Kobia a été nommé en 2003 envoyé œcuménique spécial chargé d'observer le processus de paix et d'y participer. Cette nomination était un signe visible de l'appui qu'apportent les Églises au processus de paix de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD). Samuel Kobia a joué un rôle discret, facilitant le dialogue entre les parties au conflit, à la suite de quoi les gouvernements concernés ont invité le COE à faire partie des organisations internationales témoins de l'accord de paix prévu.

Le COE a coopéré étroitement avec les Églises catholique romaine et anglicane au Soudan et avec d'autres Églises et partenaires œcuméniques de la région. Il s'est fait le champion du potentiel

A l'ombre d'un arbre, une classe de l'école du village de Narus, Soudan du Sud.

des Églises pour la construction d'une nouvelle société soudanaise, et cela dans trois domaines: soutenir le processus de paix, de réconciliation et de pardon, poser les fondements d'une société civile et d'une démocratie nouvelles, s'employant à réintégrer les millions de combattants et de personnes déplacées et contribuer à la reconstruction de l'infrastructure ruinée du pays, particulièrement dans les secteurs de l'éducation et de la santé.

Un stagiaire de la Décennie "vaincre la violence" a travaillé durant deux mois à Nairobi en tant qu'agent de liaison avec les responsables d'Églises; il a participé à l'action de paix au Soudan, et fait connaître la DVV. Des dons ont permis d'offrir un soutien pratique aux actions des conseils d'Églises en vue de la paix et de la réconciliation, permettant notamment à des jeunes et à des

femmes membres de mouvements de base de prendre part aux pourparlers de paix. En juillet 2004, des femmes déléguées par le COE et la CETA ont fait une visite de solidarité au Soudan.

Au travers de l'Action commune des Églises (ACT International), le COE a soutenu l'aide humanitaire internationale des Églises dans le cadre de la crise soudanaise.

Cette crise exige un accompagnement soutenu de la part de la communauté œcuménique internationale. "Les Églises du Soudan vont être confrontées à de grands défis après l'accord de paix, quelle que soit sa forme", a déclaré un membre du personnel de la CETA. "Le pardon et la réconciliation auront une grande importance dans le Soudan d'après-guerre, et les Églises devront montrer la voie."



Célébration à la cathédrale de la Trinité, Addis-Abeba, juillet 2002.

Justice économique

En décidant de l'accompagnement spécial de l'Afrique, l'Assemblée a pris position sur l'annulation de la dette, la nécessité d'instaurer la justice économique afin de s'attaquer aux causes profondes de la violence, de l'instabilité et des crises sanitaires; elle a affirmé la nécessité d'œuvrer en vue de la création de communautés justes et viables.

Plus de 30 pays africains ont été classés dans la catégorie des pays "lourdement endettés", qui sont presque tous situés en Afrique subsaharienne et sont aussi les plus durement frappés par la pandémie du sida. Le COE a plaidé en faveur de l'annulation de la dette dans le cadre de ses travaux sur la mondialisation économique.

Dans le contexte de la promotion du dialogue entre l'Église, la société civile et l'État en Afrique, un soutien a été apporté aux associations de conseils chrétiens et d'Églises et au Réseau BEACON (Building Eastern African Community Network – Réseau communautaire d'Afrique de l'Est) pour répondre aux initiatives économiques et politiques en Afrique. Divers colloques, en 2002 et 2003, ont traité de l'action des Églises face au NEPAD (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique), initiative en faveur de l'émancipation économique de l'Afrique dont certains dirigeants politiques africains sont le fer de lance. L'aide apportée aux Églises pour agir face au NEPAD vise à s'assurer que les discussions relatives à cette organisation ne demeurent pas la chasse gardée d'une petite élite politique, mais qu'elle devienne un mouvement dont profitent tous les Africains.

Un autre projet lancé en 2001 a pour but de recenser les preuves de la violence économique en Afrique australe au travers de l'étude des politiques agraires et foncières, de rechercher les possibilités de s'y opposer et de faire des recommandations au COE sur les meilleurs moyens d'y remédier dans le contexte plus général de la mondialisation économique.

Renforcer la spiritualité et les valeurs éthiques

La paix, la guérison, la réconciliation et la justice sont les thèmes constants qui sous-tendent la mission spirituelle et pratique des Églises en Afrique. Au cours des réunions tenues à l'échelle des régions ou du continent, les participants venus des Églises et des organismes œcuméniques échangent les expériences qu'ils vivent dans leurs pays, au niveau local ou national, et forment des plans d'action.

Au début de 2003, un grand colloque consacré à des questions relatives à la paix, à la justice et aux droits de la personne en Afrique a réuni 60 participants et a mis en place un cadre de travail commun pour l'action œcuménique sur le continent. En même temps, un atelier sur la guérison et la réconciliation contribuait à créer un réseau de théologiens africains préoccupés des thèmes de la justice, de la paix et de la réconciliation. Il a également offert l'occasion de reprendre une réflexion théologique sur la pensée œcuménique et les problèmes sociaux du continent africain dans le contexte de la mondialisation et de la violence.

En collaboration avec la CETA, les associations régionales et les conseils nationaux, le COE a réuni des respon-



Prêtres et chantres célébrant le dixième anniversaire de l'intronisation de S.S. Abuna Paulos, patriarche d'Éthiopie, Addis-Abeba, juillet 2002.

sables d'Églises, dont des femmes et des jeunes, pour discuter sur le problème de la corruption et élaborer un plan d'action concret. Les participants ont rédigé un document de travail intitulé "Charte de la vérité" (Charter for Truth).

On s'est efforcé de réunir et de communiquer de manière plus complète les contributions de l'Afrique à la vie et aux travaux du mouvement œcuménique. Dans un rapport publié en vue de la Neuvième Assemblée et intitulé "Responsabilité sociale œcuménique et démocratie en Afrique", des documents émanant des conseils nationaux d'Églises ont été pris pour base d'un ensemble de lignes directrices destinées aux Églises qui s'efforcent de promouvoir la démocratie et la bonne gouvernance.

Un processus de dialogue lancé conjointement par le COE et le Conseil pontifical pour le dialogue interreligieux a "rendu hommage" à la contribution qu'apporte la vitalité religieuse et spirituelle de l'Afrique à ce continent et partout dans le monde au travers de la diaspora. Trois colloques (au Nigéria en 2001, au Sénégal en 2002 et en Éthiopie en 2004) ont à nouveau salué "la contribution de l'Afrique à l'héritage religieux et spirituel mondial". Des représentants de communautés musulmanes et chrétiennes d'Afrique, des adeptes de religions traditionnelles africaines ainsi que des représentants de diverses communautés religieuses africaines vivant en diaspora y ont participé. L'esprit d'union qui régnait dans ces rencontres a permis de mettre au jour des valeurs communes à tous et des valeurs africaines auxquelles le monde

"doit prêter attention". Les contributions parvenues jusqu'à présent feront l'objet d'un livre.

L'un des épisodes les plus touchants du troisième colloque a été l'odyssée d'une femme irakienne d'origine africaine pour arriver à participer au colloque qui se tenait à Addis-Abeba. Des membres du personnel du COE avaient entendu parler d'elle par un article du Washington Post au début de janvier 2004. Thawra Youssif fait partie d'une communauté installée à Bassora, dont l'existence remonte à l'esclavage existant depuis un millénaire dans l'ensemble du Moyen-Orient. Des marchands arabes ont traversé l'Océan Indien et emmené des Africains des contrées correspondant à ce qui est aujourd'hui le Kenya, la Tanzanie, le Soudan, l'Éthiopie et d'autres pays d'Afrique orientale pour les vendre en Irak, en Iran, au Koweït, en Turquie et dans d'autres pays du Moyen-Orient. Malgré les siècles qui se sont écoulés depuis que les premiers Africains, que l'on appelait Zanj, sont arrivés en Irak, ceux-ci ont gardé certaines de leurs traditions africaines. Thawra Youssif est candidate au doctorat en arts de la scène au Collège des Beaux-Arts de l'université de Bagdad.

Il n'a pas été facile de localiser Thawra. Hans von Sponeck, ancien coordinateur humanitaire de l'ONU pour l'Irak, a fait d'immenses efforts pour la trouver. Après de nombreux mois, le COE a fini par recevoir un e-mail: Thawra ferait l'impossible pour participer au colloque. Et elle l'a fait. Elle tenta d'abord de se rendre de Basra au Koweït où elle comptait prendre l'avion pour Addis-Abeba. Les autorités du Koweït l'empêchèrent de transiter par leur territoire. Elle

emprunta alors la route dangereuse menant à la frontière jordanienne, mais la police de la frontière refusa de la laisser passer. Elle essaya alors de passer par Damas, et sa persévérance fut récompensée.

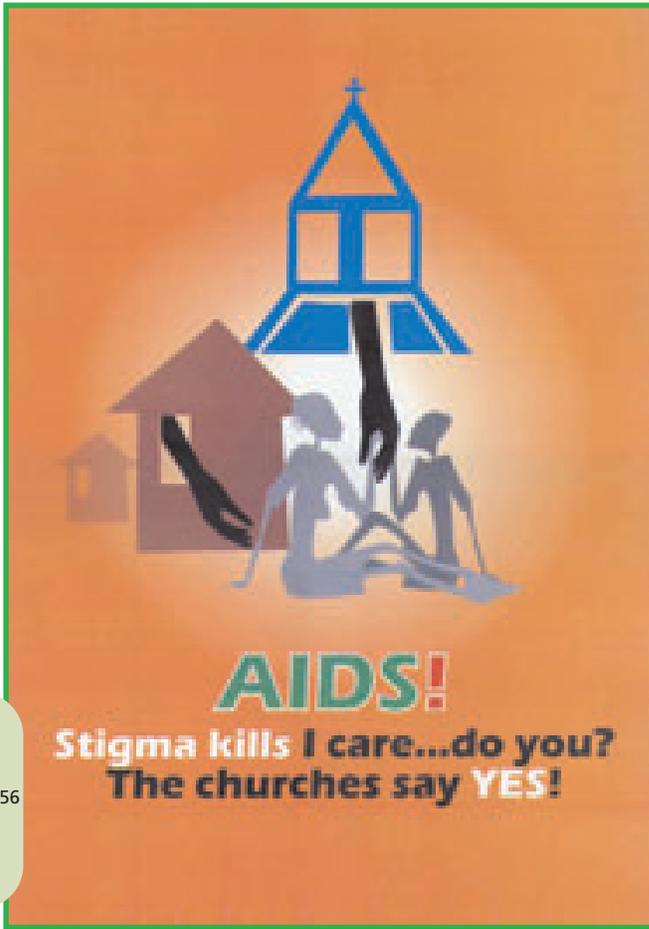
Lorsqu'elle entra dans la salle, tous les participants au colloque se levèrent et lui firent une ovation. Sa présence, ses récits sur les Zanj d'Irak, sur leurs chants, leurs épreuves quotidiennes, la manière dont ils ont survécu en pensant à l'Afrique, tout cela incarnait le sens même du colloque: l'Afrique rassemblait ses enfants dispersés sur la terre entière, des gens qui ne l'ont jamais oubliée, qui n'ont cessé d'aspirer à y retourner, et qui pouvaient maintenant célébrer leur rencontre.

Colloque sur la contribution de l'Afrique à l'héritage religieux et spirituel du monde, Éthiopie, 2004

Élargir et affermir le potentiel du mouvement œcuménique en Afrique

L'Assemblée avait appelé à développer les capacités des Églises et du mouvement œcuménique en Afrique afin de renforcer leur rôle moral et spirituel et de les préparer à participer à l'édification de sociétés justes et viables. Le programme "Reconstruction de l'Afrique" a été défini comme l'un des domaines susceptibles d'être encore développés, en mettant l'accent sur le développement des capacités et l'échange d'informations.

Pour poser les bases de ce travail, la première réunion conjointe de membres des Comités centraux du COE et de la CETA a eu lieu à Nairobi en 2001. Cette rencontre a offert aux participants l'occasion de parler de la signification que revêt pour les deux



l'animation de tables rondes et à l'établissement de stratégies.

Durant une période de transition critique au sein de la Conférence des Églises de toute l'Afrique, le COE a détaché un membre de son personnel qui a assumé les fonctions de secrétaire général par intérim de cette organisation. L'expérience a été extrêmement positive pour le personnel de la CETA et pour ses partenaires. Ce geste, signe de la solidarité œcuménique envers l'Afrique à l'échelon mondial, a suscité sur tout le continent un regain de confiance et d'engagement à l'égard de la CETA. Un processus de discernement a permis de trouver une orientation pour l'Assemblée de l'organisation, en novembre 2003, et la transmission des pouvoirs s'est déroulée sans heurts lorsque l'évêque Mvume Dandala est devenu secrétaire général.

Œuvre de Rabiël Poulino Loggali, du Soudan (catégorie adultes), pour le concours d'affiches de l'Alliance œcuménique "agir ensemble" en faveur de la lutte contre la stigmatisation et la discrimination.

organisations le fait de faire partie du même et unique mouvement œcuménique et de chercher comment favoriser la communication entre elles. Pour donner suite à cette rencontre, des réunions ont été organisées au cours de la même année dans les différentes régions d'Afrique.

Des programmes de formation et de développement des compétences ont renforcé les activités œcuméniques en Afrique et dans d'autres régions. Six animateurs œcuméniques ont été choisis; ils offrent au nom du COE un soutien aux Églises et aux organismes œcuméniques pour la formation de cadres, d'administrateurs, de formateurs œcuméniques et contribuent à

Près d'une centaine de formateurs religieux et de responsables œcuméniques de 25 pays africains se sont rassemblés à Johannesburg en septembre 2002 pour participer à la Conférence panafricaine, première du genre, sur le thème "Le pèlerinage de l'espérance en Afrique se poursuit". Ils ont fait une évaluation critique de la formation théologique et œcuménique de nouveaux cadres pour le continent. Les nouvelles méthodes d'enseignement de la théologie dans les établissements de formation en Afrique, ont-ils déclaré, doivent prendre en compte les questions sociales, politiques, économiques, ethniques et celles qui concernent les "genres", la résolution de conflits et l'administration, le VIH/sida

et les autres maladies opportunistes. (Cf. Initiative œcuménique de lutte contre le VIH/sida en Afrique, p. 67) Le COE a invité un groupe de journalistes africains à venir au COE, en 2002, pour leur permettre de s'informer sur l'action internationale du mouvement œcuménique face aux questions préoccupantes qui se posent en Afrique et pour donner leur avis sur la manière dont le COE pourrait être plus efficace dans ses rapports avec les médias africains.

Un projet intégré

L'accompagnement spécial de l'Afrique a été intégré aux activités de l'ensemble du Conseil. Ainsi, les personnes travaillant dans le domaine de la paix et de la réconciliation étaient en relations avec celles qui assument des responsabilités dans les secteurs des affaires internationales, des relations régionales, des relations avec les Églises et la communauté œcuménique, de l'information. Les secteurs de la formation, des relations interreligieuses, de la justice économique, des femmes, des jeunes et d'autres encore ont tous été impliqués dans l'évaluation des besoins et la coopération avec les partenaires aux niveaux régional et international; il s'agissait d'amener l'ensemble du mouvement œcuménique à participer à l'édification de communautés justes et viables en Afrique.



157

(Œuvre de David Daniel, du Soudan (catégorie adultes), pour le concours d'affiches de l'Alliance œcuménique "agir ensemble" pour la promotion du ministère des Églises auprès des personnes vivant avec le VIH/sida.

Transmettre la vision œcuménique

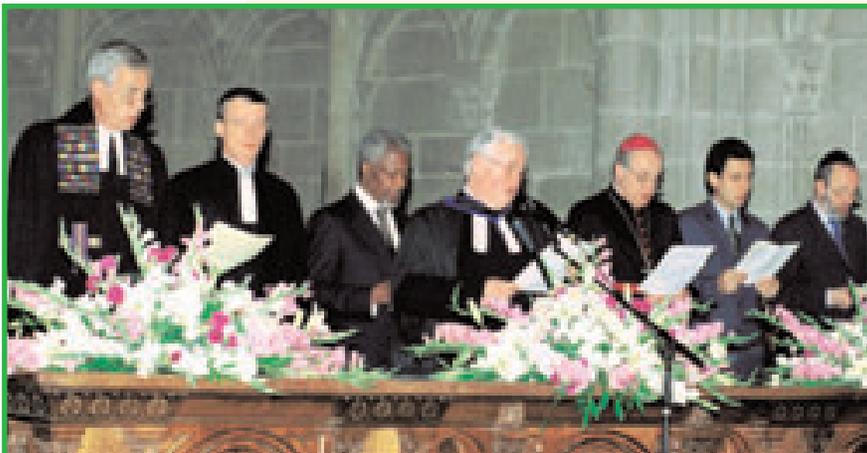
L'utilisation de nouvelles technologies de la communication a pour effet qu'un nombre accru de personnes ont accès à l'information du COE et peuvent participer au mouvement œcuménique international, et cela grâce au développement des services à l'intention des médias, à de nouvelles publications et à l'amélioration des réseaux de diffusion.

Le COE a une histoire à transmettre, une histoire d'unité, de transformation, de luttes et d'espérance. Des récits qui en font partie s'égrènent tout au long de ce rapport. Les stratégies et les outils qui servent à transmettre cette histoire ne cessent de s'améliorer au fur et à mesure de l'évolution des événements, au gré des ressources, des possibilités et des besoins technologiques.

La Huitième Assemblée est la première du genre à avoir utilisé les possibilités qu'offre l'Internet; des milliers de gens qui n'étaient pas présents à Harare ont

ainsi pu suivre les séances et les manifestations de ce rassemblement.

Lors de sa première réunion après l'Assemblée, le Comité central a examiné les stratégies de la communication, donnant suite à l'invitation du Comité d'orientation du programme qui demandait la mise en œuvre d'une politique de communication intégrée à l'ensemble des secteurs du COE. Le document concernant la stratégie a mis en lumière les priorités administratives, les sujets de réflexion et les principes devant servir de base à la communication des activités du COE.



Kofi Annan, secrétaire général des Nations Unies (troisième à partir de la gauche), avec des représentants de diverses religions lors du service célébré à la cathédrale Saint-Pierre à l'occasion du Sommet social mondial "Genève 2000", juin 2000.

Le Comité central a souligné le rôle fondamental de la communication pour tous les aspects de l'activité du Conseil. C'est un processus qui commence dès les phases initiales de l'élaboration des programmes; en effet, il ne suffit pas de diffuser l'information au moment du démarrage d'un programme ou d'une initiative. Le Comité a affirmé qu'il fallait exprimer la communauté fraternelle en donnant aux communautés et aux communicateurs locaux les moyens de faire part de leurs expériences dans le domaine de l'œcuménisme et de relater dans chaque région les faits qui présentent pour elle un intérêt particulier. Conformément aux décisions prises à Harare, le Comité a encouragé un accompagnement de l'Afrique dans le domaine de la communication du COE.

Il est certain que plusieurs des meilleures initiatives du COE sont celles où les programmes et la communication fonctionnent ensemble dans le cadre de priorités et de planifications clairement définies, en y consacrant le temps nécessaire et des financements appropriés. Des événements tels que la Conférence mondiale sur le racisme (Genève 2000), la réunion de la Commission plénière de Foi et constitu-

tion, la Journée mondiale de prière pour la paix lancée en 2004 et la Conférence mondiale sur la mission et l'évangélisation tenue à Athènes en 2005 ont utilisé des formats de communication multiples, tels que les publications, l'Internet, la presse, la vidéo, la photographie, la collaboration de journalistes détachés à cet effet etc. Une grande partie de ce travail se fait en quatre langues ou même davantage.

Le COE s'est toujours efforcé de trouver la meilleure méthode pour communiquer ses activités – et il ne s'agit pas seulement de format ou de langue. Pour certaines de ces activités, qui traitent de questions sensibles, on a gardé un profil bas afin de protéger l'espace de dialogue. De nombreux programmes dont les processus et les progrès sont à long terme se "vendent" difficilement aux journalistes qui recherchent de l'action et des résultats spectaculaires. L'investissement de ressources humaines et financières suffisantes dans des événements sélectionnés et bien visibles a été à la fois souhaité, pour la visibilité que l'on en attendait, et redouté à cause des ressources et de l'attention que l'on détournait ainsi de travaux essentiels et de longue durée

Beauty Maenzanise, de l'Église méthodiste unie du Zimbabwe, membre de l'équipe œcuménique prônant "un changement du cœur" au cours d'un rassemblement d'ONG à Genève, 2000.



dans lesquels le COE est engagé. La réalité d'une communauté à l'échelle planétaire exige que l'on recherche de nouvelles manières de créer des liens et de communiquer des informations par-delà les barrières des cultures, des traditions, des intérêts, des possibilités d'accès et des langues.

Améliorer les stratégies, les compétences et les réseaux de la communication

Le COE élabore et met en œuvre une stratégie de la communication visant à mettre en lumière certaines questions et événements tels que le lancement de la Décennie "vaincre la violence", le thème de la mondialisation économique traité lors de Genève 2000, et les rencontres au sommet avec les institutions de Bretton Woods, ainsi que la réaction internationale des Églises face à la guerre en Irak. On s'efforce aussi de communiquer de manière appropriée aux milieux œcuméniques, aux

médias et au grand public des faits de première importance tels que l'élection du nouveau secrétaire général en 2003, le débat sur la reconfiguration du mouvement œcuménique, la Conférence mondiale sur la mission et l'Assemblée du COE.

Lors des sessions du Comité central, des séances ont été consacrées à la communication pour permettre aux membres de mieux communiquer eux-mêmes les nouvelles du COE à leurs Églises. Ce type de communication directe – où l'expérience et les perspectives personnelles donnent une idée de la vie et de la pertinence du COE – est dans bien des cas la manière la plus efficace de faire comprendre le but et l'activité essentiels du Conseil.

Le COE a soutenu la remise en activité du Réseau mondial des communicateurs (Global Communicators' Network) destiné aux personnes chargées de la communication au sein de leurs Églises



et des organisations qui leurs sont rattachées. En 2004, le COE a pris en charge, avec la Fédération luthérienne mondiale, la coordination de ce réseau.

Faire entendre la voix des Églises au travers des médias

Depuis longtemps, les éléments essentiels de la communication du COE ont été les suivants: définir les questions et les événements relatifs au COE qui présentent un intérêt pour les médias liés ou non aux Églises; rédiger et diffuser en quatre langues des communiqués de presse, des mises à jour, des articles de fond et une documentation ciblée, et répondre aux demandes des médias. Après l'Assemblée de Harare, le COE a étendu la portée de l'information destinée aux médias religieux et non religieux, en adaptant les formats, les contenus et les langues utilisées. Des efforts soutenus ont été faits pour améliorer les relations avec les médias: il s'agit de collaborer avec eux, d'aller

au devant de leurs intérêts, d'améliorer leur connaissance des questions œcuméniques et de s'efforcer de mieux saisir comment travailler avec eux. La distribution ciblée de dossiers de presse, en ce qui concerne les langues, le format et les sujets traités, n'a cessé de s'améliorer.

Ces efforts visant à cultiver les relations avec les médias avaient pour objectif de renforcer la crédibilité et la visibilité du COE en mettant en évidence ses compétences dans les domaines que couvrent la grande presse et les autres médias, ainsi que les perspectives différentes qu'il apporte.

Pour couvrir les visites officielles et les réunions il faut coopérer, dans la mesure du possible, avec d'autres communicateurs des Églises et des milieux œcuméniques, en favorisant en particulier l'information locale sur les événements qui ont lieu ailleurs qu'à Genève. Des campagnes de presse sont aussi



Page 160: centre de formation professionnelle Balai Latihan Pendiokan près de Tomohon, Nord de Sulawesi, Indonésie.

Ci-contre: Konrad Raiser au cours d'une interview après sa rencontre avec Girma W. Giorgis, président de la République d'Éthiopie, Addis-Abeba, 2002.



lancées lors de rassemblements importants du COE tels que les sessions du Comité central, celles de la Commission plénière de Foi et constitution et la Conférence mondiale sur la mission et l'évangélisation. Les préparatifs en vue de l'Assemblée de Porto Alegre, en 2006, comportent tout un travail en réseau et une promotion du COE, et notamment la communication en portugais.

Coopérer pour communiquer le sens de la communauté fraternelle

La communication concernant les questions d'intérêt œcuménique et les activités souvent complexes du COE fonctionne le mieux lorsque les journalistes, les représentants des médias et les chargés de communication du COE travaillent ensemble pour se documenter sur des projets communs et en prendre connaissance. Cette participation active des communicateurs a aidé le COE à engager un dialogue critique sur les questions œcuméniques et a permis de prendre conscience de nouvelles perspectives et de nouveaux défis.

Une visite de journalistes africains "sur le terrain" à Genève, en septembre 2001, a constitué un exercice de ce genre, qui leur a permis d'améliorer leur compréhension du COE et la manière dont ils ont ensuite couvert certains thèmes, notamment celui des personnes déracinées. Cette visite a servi à élargir les contacts avec des journalistes des sous-régions. Elle a aussi, avantage supplémentaire, mis en valeur le profil du COE auprès du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

Un programme destiné à des journalistes invités leur offre l'occasion de passer un certain temps au siège du COE à Genève et d'écrire pour leurs lecteurs des articles sur des questions-clés de l'œcuménisme. Un financement a été trouvé, permettant d'inviter deux journalistes; l'un d'eux, venu en 2000, travaille pour la presse écrite au Mozambique, et l'autre, un orthodoxe de Bulgarie, producteur indépendant de vidéos, a participé en 2002 au cours organisé par le COE au Moyen-Orient sur la formation de cadres laïques.

"Nous vous avons toujours considérés comme de grands défenseurs de la cause des réfugiés au niveau mondial, mais nous n'étions pas conscients de la profondeur de votre engagement en Afrique. Nous vous voyons maintenant sous un angle différent."

Un membre de la mission diplomatique des États-Unis apprenant que le COE avait invité des journalistes africains pour couvrir une réunion du HCR avec les ONG



Un stagiaire du Zimbabwe a travaillé au COE pendant un an en tant que "chargé de la communication pour l'Afrique". Il a mis en place une base de données permettant de mieux travailler en réseau avec les responsables et les communicateurs œcuméniques d'Afrique, amélioré la communication avec le Groupe de travail Afrique et le Groupe de surveillance de la paix en Afrique, et affiné la compréhension des questions relatives à la communication en Afrique.

Le COE parraine un petit groupe de journalistes qui viennent à Genève pour couvrir les sessions du Comité central. Sélectionnés, après avoir posé leur candidature, ils représentent la diversité des langues, des régions et des médias. Cette possibilité leur est offerte pour leur permettre de s'informer sur place au sujet des activités du COE et du mouvement œcuménique, pour élargir la couverture médiatique (presse écrite et radio) donnée aux questions et aux événements concernant le Comité central et intensifier les relations avec les réseaux de communications de diverses régions.

Les *Nouvelles du COE*, bulletin concis en quatre langues qui donne des nouvelles de la vie du COE, paraît depuis décembre 1999. Au début, on avait coutume d'inviter des rédacteurs de différentes Églises et organisations pour les aider à approfondir leur connaissance des activités du COE et de l'œcuménisme en général, créer des liens et permettre un échange de vues entre eux et le personnel de la communication du COE sur les possibilités et les défis de la communication dans leurs contextes respectifs. Après les coupes budgétaires opérées à la fin de 2002, il n'a plus été possible de financer le programme des rédacteurs invités, mais le bulletin est maintenant plus largement diffusé, par courrier électronique et en version imprimée.

Des plates-formes électroniques pour l'échange d'informations

Le COE a été la première institution des Églises à disposer d'un site Internet, inauguré le 14 février 1994; sa présence sur le web s'est étendue et il a maintenant de multiples pages spécialisées destinées à un large public.

Page 162: manifestation d'ONG lors du Sommet social mondial, Genève, 2000.

Ci-dessus à gauche: Mauricio Andrade, de l'Église épiscopale anglicane du Brésil, lors d'une interview au Forum social mondial, Porto Alegre, 2003.

Ci-dessus à droite: scène de rue durant des troubles à Port-au-Prince, Haïti, février 2004.



Culte dominical à l'église presbytérienne d'Imere, dans la banlieue de Port Vila, Vanuatu.

A la fin de 2003, les sites Internet du COE comprenaient plus de 7000 pages dont la plupart sont disponibles dans les quatre "langues de travail" du COE (anglais, allemand, français et espagnol); un certain nombre d'entre elles le sont aussi en russe. Cette année-là, on a recensé près de 6 millions de visites simples. Depuis 2000, le nombre de ces visites a presque doublé chaque année, ce qui fait de ce site le canal de communication le plus utilisé.

Le site Internet est devenu la source la plus complète d'informations sur le COE; il constitue une claire illustration de la mesure dans laquelle les activités du COE sont intégrées dans tous les programmes et thèmes traités.

Outre le site principal du COE, d'autres, plus spécialisés, ont été créés pour diffuser l'information concernant des activités importantes comme la Décennie "vaincre la violence", le Programme œcuménique d'accompagnement en Israël et Palestine (EAPPI), et le programme des jeunes.

Un nouveau site destiné à l'échange d'informations, *Ecuspace.net*, a aussi

été créé pour favoriser la coopération, l'échange et le dialogue entre partenaires. Il offre différents niveaux d'accès aux discussions entre groupes spécifiques et permet de communiquer des projets de documents. (Voir aussi "Stabiliser le financement et rechercher de nouvelles sources de soutien", p. 172)

Au cours des dernières années, de nouvelles techniques ont été mises en oeuvre pour offrir des "services en ligne" permettant à des personnes intéressées de s'abonner aux communiqués de presse, aux bulletins de nouvelles et aux mises à jours des programmes par courrier électronique. Ces services sont avantageux du point de vue des coûts et permettent de mieux informer un large public sur l'actualité œcuménique et les manifestations du COE.

Images de la vie des Eglises et du mouvement œcuménique

Grâce à *PhotoOikoumene*, qui offre des photos professionnelles et des vidéos illustrant les événements importants de l'actualité œcuménique, le COE est

considéré comme principale ressource de documents visuels sur les événements de la vie des Églises dans le monde. Ce service en ligne a été amélioré: un nouveau site Internet, inauguré au cours de l'été 2003, permet d'accéder à des milliers de photos du COE grâce à une base de données que l'on peut consulter.

La production de vidéos, qu'il a fallu réduire à partir de 2003 pour des raisons financières, comprend plusieurs vidéos qui ont remporté des distinctions, comme par exemple "*Facing the Future*", DVD didactique qui contient sept vidéos destinées à des jeunes et jeunes adultes entre 15 et 28 ans, et le film primé "*Les racines de la violence*", sur le thème de la paix, de la réconciliation et de la foi en Sierra Leone, produit en coopération avec le Conseil œcuménique du Danemark et la télévision danoise Danish TV1.

Diverses expositions ont été conçues et réalisées, dont récemment une exposition itinérante. Un logo actualisé du COE a été commandé, afin de raviver et animer le symbole de l'oïkoumène pour le 21^e siècle.

L'histoire de l'œcuménisme: livres et autres supports

Les publications du COE sont considérées par beaucoup comme le pilier de la communication de réflexions et de thèmes œcuméniques. La période qui a suivi Harare a été assombrie par la mort subite, en 2000, de Marlin VanElderen, directeur exécutif des publications du COE, et celle, en 2002, de Jan Kok, coordinateur des publications et de la documentation. Au cours des 47 ans qu'ils ont consacré à eux deux à la communication de l'œcumé-

nisme et du COE, ils ont amassé un trésor de connaissances, de passion et d'engagement au service de la transmission de la vision œcuménique. Par leur absence a commencé ce qu'un collègue a décrit comme "une errance dans le désert", jusqu'à ce que les responsables des publications puissent se regrouper et se réorienter.

La période écoulée entre les deux Assemblées a vu la parution de plusieurs livres importants; on mentionnera particulièrement la deuxième édition du *Dictionary of the Ecumenical Movement*, le troisième volume de la série *A History of the Ecumenical Movement (1968-2000)*, et le deuxième volume de *Growth in Agreement*, une collection de rapports sur les dialogues bilatéraux au niveau mondial. *Baptême, eucharistie, ministère*, best-seller paru pour la première fois il y a 22 ans, vient de connaître sa 37^e réimpression en anglais, au milieu de 2004. Le *Yearbook*, annuaire du COE, la revue trimestrielle *The Ecumenical Review* et la série *RISK*, petits livres qui connaissent un grand succès, ont fait l'ordinaire d'une production qui porte la marque des grands thèmes mis en lumière à Harare, comme le VIH/sida, l'Afrique, "Vaincre la violence", la mondialisation économique, et les relations entre orthodoxes, protestants et catholiques. En 2004, on a inauguré la nouvelle présentation des périodiques *The Ecumenical Review* et *International Review of Mission*.

De grands efforts ont été entrepris pour améliorer la diffusion et coordonner la production de la documentation imprimée du COE. Des accords passés avec de nouveaux distributeurs, notamment aux États-Unis, au Canada et au Royaume-Uni, permettent d'assurer une

meilleure publicité et l'accès aux grands marchés, ainsi qu'une diffusion accrue des publications du COE dans les universités, les bibliothèques et les librairies spécialisées dans le domaine de la théologie. Le développement des ventes et de la diffusion en ligne, grâce au site Internet du COE, a également amélioré les possibilités d'accès à ces publications. Les demandes concernant les droits d'auteur et la reproduction de textes liturgiques et d'autres documents sont quotidiennes. La librairie du COE est au service du personnel et des visiteurs du Centre œcuménique à Genève.

Un accent accru mis sur la collaboration et les coproductions avec d'autres éditeurs ont permis de publier un plus grand nombre d'ouvrages en français, allemand, italien, grec, russe, espagnol et portugais. La promotion des publications du COE et des relations avec d'autres éditeurs a progressé grâce à la participation à des salons internatio-

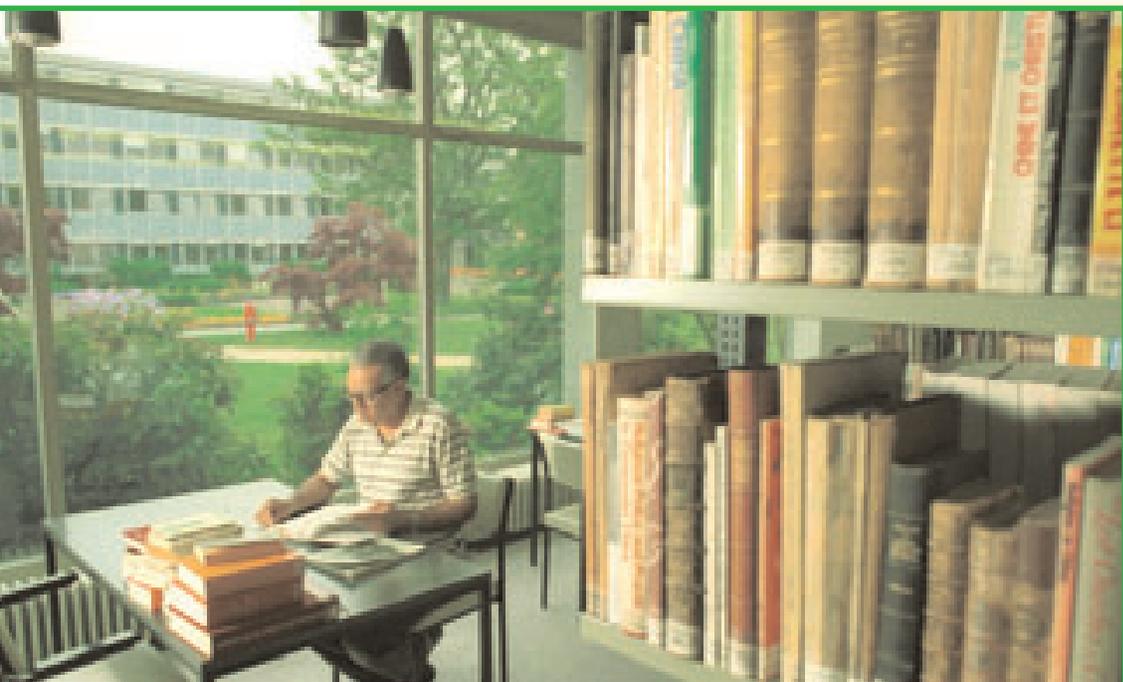
naux du livre et des manifestations universitaires, comme par exemple la Foire du livre de Francfort ou la conférence annuelle de l'American Academy of Religion aux États-Unis.

Préserver la mémoire œcuménique et ouvrir des perspectives d'avenir

A l'occasion de son 200^e anniversaire en 2003, la Banque Pictet de Genève a fait au COE une donation importante destinée à la création d'un "centre mondial d'excellence en matière de recherche œcuménique".

Ce centre de recherche, inauguré au milieu de 2005, a été réparti sur deux sites: le bâtiment de la bibliothèque et des archives, au Centre œcuménique, abrite maintenant la collection historique des ouvrages antérieurs à 1968, ainsi que les archives électroniques, audiovisuelles et imprimées du mouvement œcuménique. Grâce à cette donation, des milliers de documents du COE

Chercheur à la bibliothèque du Centre œcuménique, Genève.



ont pu être préservés et archivés et sont maintenant accessibles au travers d'une base de données très complète.

La bibliothèque rénovée, à l'Institut œcuménique du Château de Bossey, abrite la collection des livres et des documents récents qui sont au service du "laboratoire œcuménique" situé à l'Institut œcuménique.

Soutenir la diversité linguistique du mouvement œcuménique

La communication en différentes langues – en particulier l'anglais, le français, l'espagnol et l'allemand – a été un facteur essentiel pour maintenir et renforcer la communauté fraternelle au niveau mondial. Le COE traduit un grand nombre de ses documents de travail et autres textes dans ses langues de travail, et fait en outre traduire occasionnellement certains d'entre eux en arabe, en russe, en grec et en portugais, ou de ces langues dans d'autres. A

l'occasion de grandes réunions du COE, et pour satisfaire à des besoins individuels, un service d'interprétation est disponible.

Le COE a aussi travaillé à un projet de terminologie qui aidera d'autres personnes, dans le monde entier, à traduire les textes œcuméniques de manière cohérente dans de nombreuses langues.

Tous ces instruments, techniques, processus et compétences permettent à l'ensemble du COE de communiquer ses travaux et sa vision à un public qui se trouve dans le monde entier.

Les activités sur lesquelles porte ce chapitre relèvent principalement de la responsabilité des équipes Information et Publications et recherche.

Malgré des expériences qui rappellent Babel, les communicateurs de la vision œcuménique se plaisent à retrouver l'esprit de la Pentecôte.





Nouvelles œcuméniques internationales (ENI)

ENI est un service de presse mondial qui informe sur les événements œcuméniques et donne des nouvelles des Églises; ce service a fêté son 10^e anniversaire en 2004. Il avait été inauguré en septembre 1994, sous forme d'une entreprise coopérative du Conseil œcuménique des Église, de la Fédération luthérienne mondiale, de l'Alliance réformée mondiale et de la Conférence des Églises européennes. Le service ENI est devenue juridiquement indépendant en janvier 2001, mais dès l'origine, il avait été conçu comme une agence de presse professionnelle œcuménique indépendante.

ENI travaille actuellement avec plus de 30 correspondants à temps partiel dans le monde entier, sans compter le petit groupe de son personnel à Genève. Il envoie quotidiennement aux grands

médias, à la presse ecclésiastique, à des bibliothèques et des responsables d'Églises des articles d'actualité qui sont régulièrement traduits et publiés dans plus de 50 pays.

Le COE continue à assumer la partie la plus importante du financement d'ENI. Une évaluation de l'agence, demandée par le COE en janvier 2001, a confirmé que le service d'information qu'ENI offre au nom de la famille œcuménique répond à un besoin. En 2004, le Comité exécutif du COE a réitéré son soutien au but originel d'ENI et encouragé les efforts prévus pour lui permettre de parvenir à une situation financière plus stable, notamment la possibilité de conclure de nouveaux accords avec d'autres agences de presse rattachées aux Églises.

Site Internet: <http://www.eni.ch>

Finances et structure

A l'instar de nombreuses organisations – laïques et religieuses – le COE a connu des problèmes financiers importants et, par conséquent, des changements structurels au cours de la période écoulée. Cependant, s'étant efforcé de contrôler les dépenses, de freiner la diminution des revenus et de lancer de nouvelles initiatives pour trouver des fonds supplémentaires, le COE peut envisager un avenir financier plus positif.

La mise en œuvre de la vision œcuménique exige une structure, une administration et une base financière saines, et le COE et ses organes directeurs se sont constamment efforcés d'assurer une gestion responsable des ressources humaines et financières, afin d'accompagner et de soutenir le développement des programmes.

Cependant les réalités financières ont toujours été en deçà de la vision œcuménique et des besoins qui lui sont liés. La concurrence qui existe pour l'obtention de ressources et le climat économique actuel n'ont fait qu'exacerber cette situation depuis Harare. Ces réalités ont rendu nécessaires des décisions difficiles concernant les priorités dans le domaine des programmes et des postes de travail. Mais elles ont aussi poussé le Conseil à trouver des méthodes de coopération nouvelles et imaginatives.

Assurer une gestion responsable en des temps difficiles

Après avoir connu en 1999 un excédent global de 5.3 millions de francs suisses (CHF) grâce à de fortes recettes d'investissements, le COE faisait face en 2000 à un déficit de fonctionnement de 750 000

CHF, dû en grande partie aux mauvais résultats de son portefeuille d'investissements. Cette période difficile s'est poursuivie en 2001 et 2002.

Le Comité central a demandé alors qu'on augmente de 1 million de CHF le fonds de réserves générales pour 2003 en opérant un ajustement rigoureux des programmes et des postes de travail. L'ajustement du programme a favorisé de nouvelles manières de travailler. Certaines activités, comme par exemple les programmes sur les changements climatiques, le réseau EDAN et le programme sur les populations autochtones se déroulent maintenant en coopération plus étroite avec les Églises membres et les organisations œcuméniques régionales. Deux secrétariats régionaux ont été déplacés dans les régions elles-mêmes.

En août 2003, le Comité central a approuvé des principes directeurs en matière de fonds et de réserves invitant à la transparence dans deux grands domaines. Tout d'abord, les fonds doivent être classés en fonds non assortis de conditions et fonds affectés ou assortis de conditions, afin qu'on puisse se faire une image précise des sommes qui sont à la libre disposition du Conseil, par opposi-

Des "secteurs" à un "ensemble administratif unique"

En 1999, le personnel réparti en quatre "secteurs" assurait le nouveau style de travail préconisé par le document Conception et vision communes. Celui-ci recommandait une plus grande intégration des programmes des différentes équipes et une communication plus intense, tant au plan interne que vers l'extérieur. Le Comité central a créé des commissions et des groupes consultatifs, composés de représentants des Églises et d'organisations partenaires, pour guider et accompagner chacun des programmes et des domaines de la communication.

Cette structure a été modifiée en 2003, principalement en raison de contraintes d'ordre financier. La structure révisée, qui se fonde sur des équipes et des domaines de programmes englobant l'ensemble du Conseil sous la direction du secrétaire général, permet au COE d'être géré comme un tout administratif, avec des responsabilités clairement définies.

L'organigramme actuel du COE se trouve à l'Annexe D.

tion avec les fonds gérés selon des conditions ayant fait l'objet d'accords avec les partenaires du Conseil.

Deuxièmement, les principes définissent clairement les réserves générales comme les fonds dont le COE dispose après avoir rempli ses obligations sans devoir recourir à la vente de ses terrains, immeubles et autres avoirs immobilisés.

Les résultats financiers, à la fin de 2003, affichaient un excédent net de 1.4 million de CHF. Les réserves générales représentaient, chiffrées en avoirs liquides, une somme de 1.8 million de CHF à cette date, et elles ont passé à 3.4 millions de CHF au 31 décembre 2004. Le budget qui a été approuvé pour 2005 prévoit une augmentation de 1.3 million de CHF des réserves générales, dont la somme totale devrait se monter à 4.7 millions de CHF à la fin de 2005.

En août 2003, le Comité central a également fait une déclaration sur les objectifs et la politique d'investissements, confirmant les principes éthiques qui président aux investissements du Conseil. En outre,

il a confirmé que l'objectif principal, en ce qui concerne les fonds d'investissements du Conseil, est de préserver le capital, afin de limiter les risques lors de futurs investissements.

Contributions des membres

L'Assemblée de Harare a approuvé le principe selon lequel les contributions des Églises membres devraient atteindre l'objectif de 10 millions de CHF en l'espace de cinq ans et elle a invité les Églises à intensifier leurs engagements et, "dans la mesure du possible", à dépasser le montant de la cotisation minimum. Ces fonds non affectés, provenant des cotisations des membres, sont particulièrement importants, car ils permettent de financer les quelques programmes essentiels qui ne sont pas entièrement soutenus par les grandes partenaires donateurs.

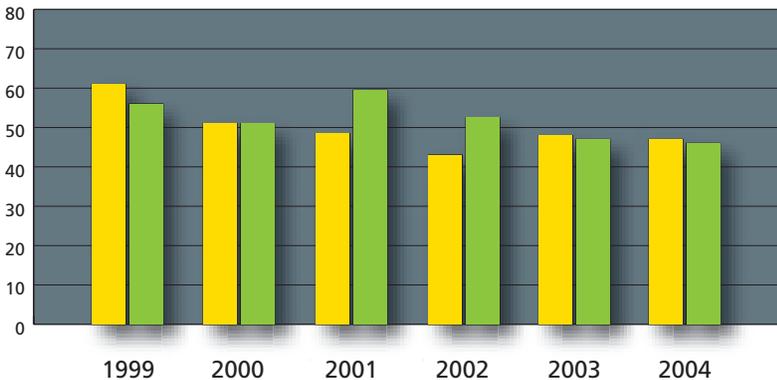
La campagne auprès des Églises membres, lancée après l'Assemblée de Harare, s'est donné pour objectif d'amener toutes les Églises membres à commencer à verser la cotisation minimum

Évolution des recettes et des dépenses du COE de 1999 à 2004

(en millions de francs suisses)

■ Recettes

■ Dépenses



au plus tard en 2005. En 1998, le Comité central a fixé à 1000 CHF par Église la contribution annuelle minimum. Il a aussi reconnu que pour certaines Églises des régions les plus démunies, on devrait peut-être trouver d'autres modes de contribution.

Une proposition, révisée par le Comité exécutif en février 2003 et approuvée par le Comité central la même année, a posé le principe selon lequel les cotisations dues par les membres, qui sont essentielles pour le fonctionnement du COE, doivent être considérées comme obligatoires, le non-paiement entraînant la perte des avantages inhérents au statut de membre.

Ces avantages comportent notamment le droit à recevoir des subventions pour les représentants ou les délégués des Églises qui participent aux réunions des organes directeurs et des comités, à l'Assemblée et à d'autres réunions ou manifestations du COE. Dans les cas où des Églises n'auraient versé aucune contribution durant plusieurs années, elles seraient considérées comme membres non actifs, ce qui impliquerait qu'elles ne pourraient pas envoyer de représentants ou de délégués aux réunions des organes directeurs, aux comités et à l'Assemblée du COE et ne pourraient pas recevoir de subventions pour d'autres rassemblements ou manifestations du COE.

Grâce à cette campagne, les Églises sont maintenant plus nombreuses à verser leur cotisation. En 1998, 172 Églises membres avaient payé une contribution. En 2002, 226 Églises sur 342 avaient versé en tout 6.5 millions de CHF au COE. En 2003, leur nombre s'élevait à 244, mais il est redescendu à 224 en 2004. Malgré le nombre croissant des

Églises membres qui paient leur cotisation, le revenu est resté pratiquement inchangé au cours de ces années. Cependant, face à la diminution d'autres apports, le revenu provenant des cotisations revêt une importance encore plus grande et constitue actuellement près de 16% du budget total.

En outre, pour clarifier les principes concernant les membres, le Comité central a également approuvé une nouvelle formule de calcul des cotisations, visant à appliquer une méthode "équitable, transparente et objective" à tous les membres.

La nouvelle clé de calcul des cotisations se fonde sur la dimension de chaque Église et sur le produit intérieur brut (PIB) du pays (ou des pays) où elle se trouve. Dans certains cas, lorsque le revenu des membres de l'Église se situe nettement en dessous de la moyenne du pays, cette Église peut demander un ajustement qui devra être autorisé par le Comité des finances.

Les Églises qui versent actuellement plus que la somme calculée dans le cadre du nouveau système sont priées de maintenir le niveau de leur contribution.

Le nouveau système est entré en vigueur le 1er janvier 2004, la première année étant considérée comme une période de transition. Même ainsi, les premiers résultats affichent une légère augmentation des cotisations par rapport à 2003. Il est encore trop tôt pour évaluer les effets de ce nouveau système, notamment pour les Églises qui ont été "évaluées" à une somme supérieure à celle qu'elles payaient en 2003.

Stabiliser le financement et rechercher de nouvelles sources de soutien

Avant même la crise de 2002, il était devenu impératif de stabiliser le financement en cours et de rechercher des sources "non traditionnelles".

La Table ronde annuelle du COE a trouvé sa vitesse de croisière après sa première réunion en 2000. Elle réunit les représentants des organisations partenaires, qui fournissent au total plus de 80% des fonds du COE. Le COE présente ses programmes et ses priorités, et chacune des organisations examine ses objectifs et discute sur la manière de renforcer la coopération entre les divers secteurs de la communauté œcuménique. Cette rencontre annuelle s'est révélée de plus en plus utile pour le dialogue et la coopération, au niveau mondial, entre les Églises, les partenaires spécialisés et le COE.

Le COE s'est également efforcé d'améliorer son image en mettant à contribution des compétences professionnelles et en organisant des événements marquants tels que visites de chefs d'État et colloques de haut niveau.

Les nouvelles technologies ont également permis de renforcer les relations avec les partenaires de financement. Le site Internet *ecospace.net* facilite le "tour d'horizon des partenaires œcuméniques" dans le cadre duquel tous les membres de la Table ronde du COE fournissent des informations sur leurs organisations respectives, et notamment sur leurs sources de financement, leurs priorités de programme, ou la répartition géographique de leur présence sur le terrain. Les informations ont été réunies pour 2000, 2001, 2002 et 2003. Chaque année, ces informations sont

rassemblées et mises à la disposition de tous les partenaires et suscitent des débats stimulants sur la manière de développer la collaboration.

Ecospace.net est aussi utilisé comme archives protégées où les partenaires peuvent obtenir tous les documents relatifs à la planification et aux rapports du COE.

Jusqu'à présent, les démarches entreprises pour trouver des fonds auprès de "donateurs non traditionnels" n'ont pas donné de résultats significatifs, mais si l'on observe les types spécifiques de projets qui ont été financés, comme les programmes relatifs au VIH/sida et le financement destiné au Centre de recherche œcuménique, quelques signes prometteurs se profilent.

Les défis financiers et le désir de trouver de nouvelles méthodes de coopération ont aussi eu pour effet que la collaboration s'est intensifiée avec les Églises membres et les organisations partenaires, au travers de personnes détachées par celles-ci, et grâce à la collaboration au niveau des programmes et à des contributions en nature pour certaines activités. Ces expressions concrètes de la communauté fraternelle des Églises ont renforcé les liens entre Églises et organisations – et ceux qui existent au sein du mouvement œcuménique. Au nom de l'ensemble du mouvement œcuménique, nous soulignons la reconnaissance que nous devons à toutes les Églises et organisations qui ont pu ainsi apporter leur aide.

Les activités sur lesquelles porte ce chapitre relèvent de la responsabilité des équipes suivantes: Secrétariat général, Ressources humaines, Finances, Mobilisation et contrôle des revenus.

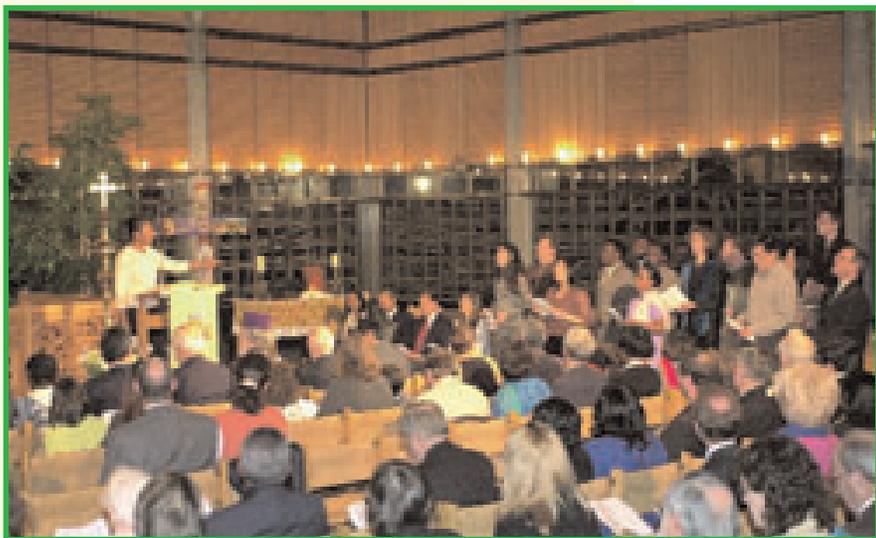
Le Centre œcuménique de Genève: un espace vivant et accueillant

Le Centre œcuménique abrite une communauté internationale et multiculturelle de personnes originaires de nombreux pays et de traditions chrétiennes diverses: c'est un lieu de prière et de travail, un lieu de rencontre. D'innombrables réunions y sont organisées ou accueillies. Mais le Centre est davantage encore qu'un ensemble de bureaux et de salles de réunions. Il est véritablement un "espace œcuménique" où on peut vivre l'expérience de la réalité vivante de la communauté œcuménique et de ses multiples relations. Des milliers de visiteurs y sont accueillis chaque année: groupes de jeunes ou représentants de populations autochtones, dirigeants d'Églises ou personnalités politiques du monde entier.

Le Centre a été construit en 1964, non loin de la frontière suisse, avec vue sur les montagnes de la France voisine, rappel concret de la tâche qui incombe à l'œcuménisme de franchir les frontières entre les pays et les confessions.

D'autres organismes partagent l'usage de la chapelle, de la bibliothèque, des bureaux et des terrains entourant le Centre, notamment la Fédération luthérienne mondiale, l'Alliance réformée mondiale, la Conférence des Églises

Culte d'installation du pasteur Samuel Kobia, nouveau secrétaire général du COE, à la chapelle du Centre œcuménique de Genève, février 2004.



européennes, la Fédération universelle des associations chrétiennes d'étudiants, ainsi qu'ACT International, ECLOF, les Nouvelles œcuméniques internationales (ENI), l'Alliance œcuménique "agir ensemble" et les représentations du Patriarcat œcuménique et du Patriarcat de Moscou. Le Centre abrite aussi certains bureaux d'ONUSIDA et d'organisations liées à l'OMS.

L'un des traits distinctifs de la chapelle du Centre œcuménique est le fait qu'à côté des nombreux vitraux venus du Danemark, du bois du Ghana et des

icônes, don des Églises orthodoxes, l'architecte a structuré l'espace de telle sorte qu'on puisse voir, où qu'on soit assis, au moins un panneau de verre transparent. De l'intérieur de la chapelle, on a donc conscience du monde environnant. A l'intérieur même du "centre", il y a ce rappel qu'on est assis à la périphérie de la création. Ceux qui prient et méditent ensemble seront à nouveau appelés à se joindre à la communauté des Églises qui sont au loin et à la vie du monde que Dieu aime.

Vers une conception et une vision communes du Conseil œcuménique des Églises

Ce commentaire du document "Vers une conception et une vision communes" (CVC) a été publié par le Conseil œcuménique des Églises en 1998. Le texte intégral du document est disponible auprès du Service des publications du COE, ou sur Internet à l'adresse suivante: <http://wcc-coe.org/wcc/who/cuv-f.html>

Vers une conception et une vision communes du Conseil œcuménique des Églises... est le titre d'une déclaration adoptée par le Comité central du Conseil œcuménique des Églises en septembre 1997. Aboutissement d'une étude engagée en 1989, elle s'appuie sur les commentaires d'une multitude d'Églises, d'organisations, de groupes et de particuliers. Le texte de la déclaration incorpore deux choses: les conceptions qui se sont forgées pendant cinquante ans de discussions au sein du COE sur l'unité de l'Église, et une analyse des défis lancés aux Églises du monde dans leur vie et leur témoignage et dans leurs relations les unes avec les autres. Les huit affirmations présentées dans cette brochure mettent en lumière quelques éléments clés de la conception du Conseil œcuménique des Églises, définie dans cette déclaration.

1. Le Conseil œcuménique des Églises est une communauté fraternelle d'Églises qui se sont engagées à rendre visible leur unité en Christ et à s'appeler les unes les autres à approfondir l'expression de cette unité dans leur culte et leur vie, leur témoignage et leur service communs au monde.

Selon les termes de sa Base constitutionnelle, le Conseil œcuménique des Églises est une "communauté fraternelle d'Églises". L'expression "communauté fraternelle" nous rappelle deux choses: premièrement que le COE n'est pas un organisme qui agit indépendamment des Églises, et deuxièmement qu'il n'est pas non plus une association purement fonctionnelle créée pour organiser des activités communes.

En s'identifiant à la communauté que forme le Conseil œcuménique, les Églises reconnaissent que l'Église du Christ dépasse largement la communauté constituée de leur propres membres.

Leur quête de l'unité visible n'est pas une quête de l'uniformité. La communauté d'Églises qu'est le COE n'est pas censée être une "super-Église" où tous ses membres se dissoudraient et perdraient leur identité. Bien au contraire. C'est la diversité même de ses membres qui enrichit la communauté du Conseil.

Ces Églises viennent de toutes les régions du monde. Leurs membres parlent de nombreuses langues différentes. Le culte qu'elle rendent à Dieu et leur enseignement de la foi chrétienne

varient en fonction des traditions historiques et des contextes de vie.

Toutes ces Églises – selon la Base du COE – “confessent le Seigneur Jésus Christ comme Dieu et Sauveur selon les Écritures”. Elles cherchent la communion les unes avec les autres parce que, comme l’a déclaré la Première Assemblée du COE en 1948, “Christ a fait de nous son peuple et, lui, n’est pas divisé”.

Cette communauté n’est pas une fin en soi. Elle est un signe de la mission et de l’action de Dieu dans le monde. La communauté que les Églises ont trouvée au sein du Conseil œcuménique est encore imparfaite. Mais le COE leur offre un espace où elles peuvent s’interroger sur ce que veut dire être une communauté en marche vers une plus grande unité, et s’exhorter mutuellement à manifester cette unité plus pleinement.

Les Églises membres du Conseil acceptent ces défis et reconnaissent qu’elles sont responsables les unes devant les autres.

2. Pendant les cinquante ans écoulés depuis la fondation du Conseil œcuménique des Églises, on a observé de nombreux signes de la progression vers l’unité chrétienne.

Durant le demi-siècle qui vient de s’écouler, le nombre d’Églises membres du COE a plus que doublé, et le Conseil est devenu un organisme plus véritablement mondial. Les deux tiers ou presque des Églises membres fondatrices venaient d’Europe ou d’Amérique du Nord. Près des deux tiers de celles qui en sont membres aujourd’hui sont originaires des autres régions du monde.

Presque toutes les traditions chrétiennes participent à ce mouvement pour l’unité de l’Église. L’Église catholique romaine, bien qu’elle ne soit pas membre du COE, entretient avec ce dernier des relations de travail régulières.

La participation des femmes à la vie du COE a augmenté et leur voix se fait entendre avec plus de force pendant les réunions œcuméniques.

La progression vers l’unité chrétienne se mesure aussi à ce que les Églises ont fait ensemble au sein de la communauté du COE.

Elles ont prêté assistance à ceux qui étaient chassés de chez eux par la guerre, la violence, la pauvreté et la destruction de l’environnement. Elles ont exprimé leur solidarité par la prière et par l’encouragement prodigué aux Églises persécutées et à celles qui cherchent à discerner la volonté de Dieu dans les situations de crise.

Par le biais du COE, les Églises se sont encouragées les unes les autres à témoigner ensemble de Jésus Christ en des lieux où la voix d’une seule Église n’aurait pas été entendue. Au contact les unes des autres, elles ont tiré des enseignements utiles sur des questions de doctrine et de pratique qui les divisent encore.

Elles sont désormais convaincues que toute forme de racisme, également dans leur propre vie, est contraire à la parole de Dieu et à sa volonté. Elles se sont appelées mutuellement à remplacer les liens historiques de la dépendance et de la domination par de nouvelles formes de partenariat.

Elles se sont unies dans le culte, utilisant les mots et la musique les unes des autres, et ont appris à lire la Bible avec le regard des autres.

Pendant ces cinquante années, de plus en plus de nouveaux conseils d'Églises et d'autres organismes locaux, nationaux, régionaux et mondiaux se sont associés au COE et à son œuvre en faveur de l'unité de l'Église.

3. On ne saurait parler du Conseil œcuménique des Églises sans parler du mouvement œcuménique dont il est issu et dont il est un instrument essentiel.

Le Conseil œcuménique des Églises est né de la fusion de deux mouvements œuvrant pour l'unité de l'Église: le mouvement de *Foi et constitution* qui s'intéressait aux questions doctrinales divisant les Églises, et le mouvement du *Christianisme pratique* qui favorisait leur collaboration dans le domaine de l'action sociale.

Leur décision de s'associer au sein d'un organisme dont les membres seraient les Églises faisait suite à l'appel à la création d'une "Société des Églises", lancé en 1920 par le Patriarcat œcuménique de Constantinople à "toutes les Églises du monde".

Le *Conseil international des missions*, qui incarnait un mouvement plus ancien encore pour l'unité chrétienne, se joint officiellement au COE en 1961. Dix ans plus tard, c'est le *Conseil mondial de l'éducation chrétienne*, dont les origines remontent au mouvement des Écoles du Dimanche du 18^{ème} siècle, qui, lui aussi, s'intègre dans le COE.

C'est largement aux mouvements de jeunes et d'étudiants du début du 20^{ème} siècle que l'on doit l'élan donné aux initiatives en faveur de l'unité chrétienne.

Le COE partage la responsabilité de faire fructifier l'héritage du mouvement œcuménique avec tous ceux qui cherchent à promouvoir l'unité de l'Église et à mobiliser les chrétiens autour de l'œuvre de guérison de Dieu pour la création:

- les conseils d'Églises régionaux, nationaux et locaux;
- les organisations d'Églises d'une seule famille ou tradition;
- les organisations représentant un milieu œcuménique particulier ou travaillant pour un objectif ou un ministère particuliers;
- les communautés et mouvements chrétiens moins structurés;
- les Églises qui ne sont pas membres du COE mais qui acceptent l'appel à rendre visible l'unité de l'Église.

4. Aujourd'hui, tout autant qu'au moment de la fondation du COE il y a cinquante ans, le monde et les Églises sont affrontés à une profonde crise spirituelle.

Pendant le demi-siècle écoulé, le monde a connu de nombreux changements politiques et sociaux porteurs d'espoir. Mais ils ont fait surgir de nouvelles menaces pour le bien-être de l'humanité et de la création.

Si le colonialisme a presque disparu, beaucoup d'États issus des anciennes colonies sont soumis à de nouvelles formes de dépendance économique et politique.

La crainte d'un holocauste nucléaire mondial s'est apaisée avec la fin de la guerre froide. Mais on continue de se livrer des guerres, souvent à l'intérieur d'un pays, pour des motifs raciaux ou ethniques.

On exploite toujours les allégeances religieuses pour attiser la haine et la violence, et la situation des minorités religieuses est souvent bien précaire, même si les rencontres entre fidèles de religions différentes sont devenues chose courante en bien des endroits et si la liberté religieuse est reconnue par la loi presque partout.

De nombreux régimes militaires ont cédé la place à des gouvernements civils élus démocratiquement. Mais les institutions politiques voient leur crédibilité mise en cause à mesure que s'accumulent contre elles les preuves de leur inefficacité et de leur corruption.

On a de plus en plus conscience des menaces qui pèsent sur l'environnement de notre planète, mais la volonté de changer radicalement de modes de vie ne suit pas.

A mesure que les moyens de transport et la communication instantanée rapprochent les habitants de la terre, les pouvoirs économiques, financiers et médiatiques créent une forme d'unité mondiale. Mais cette évolution a un prix: l'éclatement croissant des sociétés et l'exclusion d'une partie de plus en plus grande de la famille humaine. Les fondements moraux de la communauté humaine se sont fragilisés. Dans ces circonstances, les Églises n'ont pas toujours agi conformément à leurs engagements et selon leurs convictions. Devant la crise spirituelle de notre temps, le peuple de Dieu est appelé à la repentance, à la conversion et au renouveau.

Face à une forme d'unité mondiale fondée sur la domination et l'exclusion, est-il capable de proposer un autre projet de vie? Est-il capable de concevoir un mode de relations convaincant centré sur la solidarité et le partage, la responsabilité mutuelle et la responsabilisation?

5. La crise spirituelle de notre temps appelle le mouvement œcuménique et le Conseil œcuménique des Églises à réaffirmer leur vocation en étant ferment de renouveau.

Le mouvement œcuménique du 20^{ème} siècle a cherché à franchir le fossé qui sépare ces deux réalités: d'un côté, les Églises telles qu'elles sont; de l'autre, la communion véritable avec le Dieu trinitaire et la communion des Églises entre elles, qui est à la fois leur vocation et le don de Dieu.

Au sein du mouvement œcuménique, le Conseil œcuménique des Églises a cherché à intégrer la vision de Jean 17,21 ("qu'ils soient un... afin que le monde croie") à la vision d'Éphésiens 1,10 ("le dessein bien-veillant qu'il [Dieu] a d'avance arrêté en lui-même pour mener les temps à leur accomplissement: réunir l'univers entier sous un seul chef, le Christ, ce qui est dans les cieux et ce qui est sur la terre").

Cette vision est ancrée dans la vie des Églises chrétiennes, et le mouvement œcuménique est donc bien davantage qu'un simple réseau de relations entre ces Églises.

La vision œcuménique affirme le renouveau de l'Église et du monde à la lumière de l'évangile du royaume de Dieu. Face à toutes les menaces qui pèsent sur la vie, elle affirme l'espé-

rance chrétienne de la vie pour tous, la réconciliation de la communauté humaine et l'intégrité de la création entière de Dieu.

Pour que ce renouveau devienne réalité, le mouvement œcuménique encourage les Églises et leurs membres à travailler ensemble, à partager, à témoigner et à agir ensemble. En chaque lieu et en tout lieu, il a d'abord pour souci que l'Église soit véritablement une communauté accueillante à tous.

Le mouvement œcuménique s'étend au-delà des diverses organisations dans lesquelles il s'est incarné. Il trouve aussi son expression dans de nombreux réseaux et de multiples initiatives de renouveau, lancés par les laïcs, en particulier les femmes et les jeunes.

6. En tant que membres d'une même communauté au sein du Conseil œcuménique, les Églises se reconnaissent une vocation commune qu'elles s'efforcent d'accomplir ensemble.

Par leur adhésion au COE, les Églises expriment leur volonté de s'identifier aux objectifs du mouvement œcuménique et de rechercher une communion plus profonde, au sein d'une structure visible, permanente et organisée.

Les Églises membres du Conseil s'efforcent:

- de garder vivante la capacité de prier, de vivre, d'agir et de croître ensemble dans une même communauté, en gérant leurs désaccords par le débat théologique, la prière et le dialogue;
- d'assumer leur responsabilité les unes à l'égard des autres, dans un esprit de fidélité commune à l'Évangile, et non pas dans une attitude de jugement et d'exclusion;

- de s'engager à servir ensemble au-delà de leurs propres frontières, et d'établir un lien entre les situations locales et le contexte mondial;
- de reconnaître qu'elles font partie d'une communauté qui s'exprime en tant que telle et, donc, de se montrer attentives à ce que le Conseil dit ou fait au nom de cette communauté;
- de mettre en pratique dans leur vie les accords auxquels l'ensemble de la communauté est parvenue à travers l'étude et la réflexion théologiques communes;
- de soutenir les autres dans les moments de détresse et de lutte, et de célébrer avec elles leurs joies et leurs espérances;
- de percevoir la mission de l'Église comme une responsabilité commune, partagée avec les autres Églises, et non pas d'entrer en compétition avec elles;
- de s'engager dans une communauté de célébration et de prière avec les autres Églises;
- de prendre pleinement part à la vie et aux activités du COE et de mettre à sa disposition les ressources financières dont celui-ci a besoin pour les réaliser.

Agir ainsi, pour les Églises membres, c'est reconnaître leur "vocation commune"; c'est concevoir le COE de manière dynamique, comme une communauté de pèlerins en marche vers le même but.

7. Pour aider les Églises à accomplir ensemble leur vocation commune, le COE doit disposer d'une structure efficace.

Le Conseil œcuménique est, par essence, la communauté de ses Églises membres en marche vers une plus

grande communion de foi, de vie et de témoignage. Cette communauté, pour faciliter son cheminement vers l'unité, prend la forme d'une structure organisée.

Pour servir le mouvement œcuménique, le Conseil doit être capable de répondre aux défis nouveaux qui surgissent avec les changements de l'histoire, la venue de nouveaux partenaires œcuméniques et la perception plus profonde de sa vocation œcuménique.

La structure doit mettre en évidence l'identité du Conseil, communauté fraternelle d'Églises. Elle doit rendre justice à la pluralité des cultures et des traditions spirituelles et théologiques qui sont représentées parmi ses membres.

Le COE doit travailler de manière solidaire au plein accomplissement de la vocation commune que les Églises reconnaissent comme leur, et montrer clairement que toutes ses activités sont enracinées dans l'espérance que les desseins de Dieu n'échoueront pas. Le Conseil a une identité unique en ce sens que, de toutes les organisations qui incarnent le mouvement œcuménique, il est la plus représentative. De ce fait, il est en mesure d'accomplir certaines tâches spécifiques qui font partie de la vocation œcuménique:

- animer et coordonner les initiatives prises pour assurer la cohérence du mouvement œcuménique;
- servir de médiateur entre des parties en conflit et prendre la défense de groupes qui ne peuvent pas parler en leur nom propre;
- être un réservoir d'idées et une source d'analyse, puisant dans la

riche expérience de ses Églises membres;

- mettre en évidence l'étroite relation qui existe entre les situations locales et la réalité mondiale;
- prononcer une parole prophétique face aux problèmes brûlants de notre temps en se plaçant dans une perspective mondiale.

8. Le cinquantième anniversaire de la fondation du COE coïncide avec l'entrée dans un nouveau millénaire; c'est un moment bien choisi pour que les Églises membres renouvellent leur engagement à la vision œcuménique et renforcent leur participation à la vie du Conseil.

Les organes directeurs décrits dans la Constitution du COE veillent à ce que les activités entreprises par le Conseil en tant qu'institution répondent bien aux besoins et aux préoccupations de ses Églises membres et de ses partenaires œcuméniques.

Ils ont pour fonctions:

- d'assurer le maximum de représentation, de participation et de transparence dans l'élaboration des orientations générales et la prise des décisions;
- d'être à l'écoute de tous, et non pas seulement de ceux dont la culture, la langue, l'éducation ou l'expérience constituent un avantage dans le cadre d'une organisation mondiale;
- d'accorder la priorité à la réflexion et à la délibération sur les grands problèmes auxquels les Églises ont à faire face dans le monde aujourd'hui, au lieu de se laisser absorber par des préoccupations d'ordre institutionnel;

- de veiller en permanence à la cohérence et à la coordination des activités du COE, au lieu d'être une tribune où l'on défend des intérêts et des ordres du jour particuliers;
- d'établir et d'approfondir les relations avec les Églises qui ne sont pas membres du COE mais qui sont ouvertes à la communauté œcuménique;
- d'encourager ceux qui sont à la tête des Églises membres à reprendre au niveau local les préoccupations du COE et à pratiquer l'œcuménisme dans leur lieu de vie.

Membres du Comité central du COE

Présidents

Mme Agnes Abuom
Église anglicane du Kenya

Évêque Jabez L. Bryce
Église anglicane d'Aotearoa/Nouvelle-Zélande et de Polynésie

S.E. le métropolitain Chrysostome d'Éphèse
Patriarcat œcuménique [Turquie]

S.S. le patriarche Ignatius Zakka I Iwas
Patriarcat orthodoxe syrien d'Antioche et de tout l'Orient

M. Moon Kyu Kang
Église presbytérienne de la République de Corée

Évêque Federico J. Pagura
Église évangélique méthodiste d'Argentine

Pasteure Bernice Powell Jackson
Église unie du Christ [États-Unis]

Évêque Eberhardt Renz
Église évangélique d'Allemagne

Bureau

Mme Sophia Adinyira*
Église de la province d'Afrique occidentale [Ghana]
Vice-présidente

S.S. Aram Ier*
Église apostolique arménienne (Cilicie)
Président

Mme Marion S. Best*
Église unie du Canada
Vice-présidente

Pasteur Samuel Kobia
Église méthodiste du Kenya
Secrétaire général

Membres

Mme Inger Aasa-Marklund
Église de Suède

Évêque Georges Abou Zakhm
Patriarcat orthodoxe grec d'Antioche et de tout l'Orient

Mme Martha Aisi
Église évangélique luthérienne de Papouasie-Nouvelle Guinée

Évêque Hilarion Alfeyev*
Église orthodoxe russe

S.E. le métropolitain Ambrosios de Kalavryta et Aigealia
Église de Grèce

S.E. le métropolitain Ambrosius d'Helsinki
Église orthodoxe de Finlande

S.B. l'archevêque Anastasios de Tirana, Durrës et de toute l'Albanie
Église orthodoxe autocéphale d'Albanie

Mme Jeannette A. Aneye
Église protestante méthodiste de Côte d'Ivoire

*Membre du Comité exécutif

Mme Keshini I. Arulendran
Église de Ceylan [Sri Lanka]

S.E. le métropolite Athanasios Papas
d'Héliopolis et Theira
Patriarcat œcuménique [Turquie]

M. Victor Avasi
Église de la province d'Ouganda

Évêque Samuel R. Azariah
Église du Pakistan

Mme Louise Bakala Koumouno
Église évangélique du Congo

Chanoine Trond Bakkevig
Église de Norvège

S.E. l'archevêque Aghan Baliozian
*Église apostolique arménienne
(Etchmiadzin)*

Pasteur Oscar Bolioli
Église évangélique méthodiste d'Uruguay

Pasteure Heike Bosien
Église évangélique d'Allemagne

Pasteure Ruth Anne Bottoms
Union baptiste de Grande-Bretagne

Pasteur Avedis Boynerian
*Union des Églises évangéliques
arméniennes du Proche-Orient*

Évêque Tom Butler
Église d'Angleterre

Pasteur José Domingo Caetano
*Mission évangélique pentecôtiste
d'Angola*

Mme Selai Cati
Église protestante de Kiribati

Pasteur Simão Chamango
Église presbytérienne du Mozambique

Archiprêtre Vsevolod Chaplin
Église orthodoxe russe

Mme Iulia Corduneanu
Église orthodoxe roumaine

Pasteure Inamar Corrêa de Souza*
Église épiscopale anglicane du Brésil

Mme Lois McCullough Dauway
Église méthodiste unie [États-Unis]

Évêque Govada Dyvasirvadam
Église de l'Inde du Sud

Mme Esther Malwine Edu-Yao
*Église évangélique presbytérienne
[Ghana]*

Mme Donnalie Edwards-Cabey*
Église de la province des Antilles

Pasteur Fernando Enns
Église mennonite d'Allemagne

Évêque C. Christopher Epting
Église épiscopale des États-Unis

Évêque Aldo M. Etchegoyen
*Église évangélique méthodiste
d'Argentine*

Mme Alice-Jean Finlay
Église anglicane du Canada

Pasteur Serge Fornerod
*Fédération des Églises protestantes
de la Suisse*

Mme Manuela Fuentes de Capó
Église évangélique espagnole

Doyen Anders Gadegaard
*Église évangélique luthérienne
du Danemark*

Professeur George Galitis
Église de Grèce

Pasteur Ying Gao
Conseil chrétien de Chine

Métropolitain Gennadios de Sassima*
Patriarcat œcuménique [Turquie]

R.P. Kondothra M. George*
Église orthodoxe syrienne de Malankara [Inde]

Évêque Hans Gerny
Église catholique-chrétienne de Suisse

Mme Silva Ghazelian
Église apostolique arménienne (Etchmiadzin)

Mme Anne Glynn-Mackoul
Patriarcat orthodoxe grec d'Antioche et de tout l'Orient [États-unis]

Pasteur Iteffa Gobena*
Église évangélique éthiopienne Mekane Yesus

Eden Grace
Société religieuse des amis – Convention unie des amis [États-Unis]

Pasteur Wesley Granberg-Michaelson
Église réformée d'Amérique

M. Gerald Green
Église morave du Nicaragua

M. Richard A. Grounds
Église méthodiste unie [États-Unis]

Archiprêtre Mikhail Gundiaev*
Église orthodoxe russe

Mme Titaua Hamblin
Église protestante maohi [Polynésie française]

Pasteur Richard L. Hamm
Église chrétienne (Disciples du Christ) [États-Unis]

Évêque Martin Hein
Église évangélique d'Allemagne

Pasteur Gregor Henderson
Église unie d'Australie

Mme Makiko Hirata
Église unie du Christ au Japon

Pasteur Wies L.J. Houweling
Église protestante des Pays-Bas

M. Rasmus Hylleberg
Union baptiste du Danemark

M. Wilhelm Harold Jap-A-Joe
Église morave du Suriname

Mme Priscilla Joseph Kouc
Conseil des Églises du Soudan

Mme Muna Kallas Malek
Patriarcat grec-orthodoxe d'Antioche et de tout l'Orient [Syrie]

Évêque Jesse M. Kamau
Église presbytérienne d'Afrique orientale [Kenya]

Mme Carmencita Karagdag*
Église indépendante des Philippines

S.G. l'évêque Basilius Karayannis de Trinitus
Église de Chypre

S.E. l'archevêque Mor Cyril Aphrem Karim*
Patriarcat orthodoxe syrien d'Antioche et de tout l'Orient [Syrie]

Pasteure Mari Kinnunen
Église évangélique luthérienne de Finlande

Pasteur Clifton Kirkpatrick*
Église presbytérienne (États-Unis)

R.P. Leonid Kishkovsky* <i>Église orthodoxe d'Amérique</i>	Pasteur Marcel Manoël <i>Église réformée de France</i>
Évêque Christoph Klein <i>Église évangélique de la confession d'Augsbourg en Roumanie</i>	Pasteur Pakoa Maraki <i>Église presbytérienne de Vanuatu</i>
Évêque Rolf Koppe* <i>Église évangélique d'Allemagne</i>	Pasteur Maake J. Masango* <i>Église presbytérienne unie d'Afrique australe [Afrique du Sud]</i>
Mme Jana Krajciriková* <i>Église hussite tchécoslovaque</i>	Pasteure Erica Mathieson <i>Église anglicane d'Australie</i>
Pasteure Beate Kraus <i>Église méthodiste unie [États-Unis]</i>	Pasteur Jeffrey McKenzie <i>Union baptiste de la Jamaïque</i>
Mme Christa Kronshage <i>Église évangélique d'Allemagne</i>	Pasteur Héctor Méndez <i>Église presbytérienne réformée de Cuba</i>
OKR Marita Krüger <i>Église évangélique d'Allemagne</i>	Évêque Mdimi Godfrey Mhogolo <i>Église anglicane de Tanzanie</i>
S.E. Krystof <i>Église orthodoxe des pays tchèques et de Slovaquie</i>	M. Nenad Milosevic <i>Église orthodoxe serbe [Serbie et Monténégro]</i>
Pasteure Cibele Kuss <i>Église évangélique de la confession luthérienne du Brésil</i>	Mme Ngoy Mukuna Monique Misenga <i>Église du Christ au Congo – Communauté presbytérienne de Kinshasa</i>
Pasteure Septemmy E. Lakawa* <i>Église protestante du Sud-Est de Sulawesi</i>	Mme Pragyan Mohanty-Yadav <i>Église de l'Inde du Nord</i>
Professeur Samuel Lee* <i>Église presbytérienne de Corée</i>	Archevêque Barry Morgan <i>Église du Pays de Galles</i>
S.E. l'archevêque Makarios du Kenya et d'Irinoupolis <i>Patriarcat orthodoxe grec d'Alexandrie et de toute l'Afrique [Égypte]</i>	R.P. Nicolae Viorel Mosoiu <i>Église orthodoxe roumaine</i>
M. Welly Esau Mandowen <i>Église chrétienne évangélique de Papouasie occidentale [Indonésie]</i>	M. Naboth M. Muchota <i>Église méthodiste de Grande-Bretagne</i>
Mme Frieda Mangunsong <i>Église chrétienne protestante Batak (HKBP) [Indonésie]</i>	Évêque Cephas Z. Mukandi <i>Église méthodiste du Zimbabwe</i>
	Évêque Ulises Muñoz Moraga <i>Église pentecôtiste du Chili</i>

Pasteur Elisée Musemakweli
Église presbytérienne du Rwanda

Mme Patricia Mutumburanzou
Église réformée du Zimbabwe

Évêque John Mweresa Kivuli II
Église africaine d'Israël, Ninive [Kenya]

Mme Jennifer Nagel
*Église évangélique luthérienne
d'Amérique*

Archevêque John R.W. Neill
Église d'Irlande

Mme Margarita Nelyubova
Église orthodoxe russe

Archevêque Nifon de Targoviste*
Église orthodoxe roumaine

Mme Idah Njobvu
Église réformée de Zambie

M. Arthur Norman
*Église évangélique luthérienne
d'Amérique*

Évêque Bernard Ntahoturi
Église épiscopale du Burundi

Archevêque Rufus Ositelu
*Église du Seigneur (Aladura) dans le
monde [Nigéria]*

Pasteur Jong-Wha Park
*Église presbytérienne
de la République de Corée*

M. Vladan Perisic
*Église orthodoxe serbe
[Serbie et Monténégro]*

Mme Rubina Peroomian
Église apostolique arménienne (Cilicie)

Pasteur Tyrone Pitts
*Convention baptiste nationale
progressiste SA [États-Unis]*

Pasteur Staccato Powell
*Église méthodiste épiscopale africaine
de Sion [États-Unis]*

Mme Despina Prassas
Patriarcat œcuménique [Turquie]

M. Aueh Quawas
Patriarcat orthodoxe grec de Jérusalem

Archevêque Remi J. Rabenirina
*Église de la province de l'océan Indien
[Madagascar]*

M. Leonardo D. Ratuwalangon
*Église évangélique de Kalimantan (GKE)
[Indonésie]*

Pasteur Bruce W. Robbins
Église méthodiste unie [États-Unis]

Pasteur John Haig Roberts
Église méthodiste de Nouvelle-Zélande

Mme Jeannine Colette Rogier-Libbrecht
Église protestante unie de Belgique

M. Georgy Roschin
Église orthodoxe russe

M. Albert A.K. Samadder
Église du Bangladesh

Évêque Telmor Sartison
Église évangélique luthérienne au Canada

Pasteur Robert Sawyer
Église morave d'Amérique

Mme Anna May Say Pa
Convention baptiste du Myanmar

Pasteur Ashley Seaman
Église presbytérienne (États-Unis)

S.G. l'évêque Serapion
Église orthodoxe copte [Égypte]

- Pasteur Natan Seriabudi
Église chrétienne d'Indonésie
- Pasteur Norman Shanks
Église d'Écosse
- Pasteur Herman Shastri
Conseil des Églises de Malaisie
- Mme Iveta Starcova
*Église orthodoxe des pays tchèques
et de Slovaquie*
- R.P. Pawel Stefanowski
Église orthodoxe autocéphale de Pologne
- Évêque Michael Kehinde Stephen
Église méthodiste, Nigéria
- Pasteur Zoltán Tarr
Église réformée de Hongrie
- Mme Woraporn Tharawanich
Église du Christ de Thaïlande
- Évêque Zacharias Mar Theophilus*
*Église syrienne Mar Thoma de Malabar
[Inde]*
- Pasteure Jill Thornton
Église réformée unie [Royaume-Uni]
- Mme Madeleine Sara Tiki-Koum (Soppo)
Église évangélique du Cameroun
- Pasteur Stephan Titus
*Église congrégationaliste unie d'Afrique
australe [Afrique du Sud]*
- Évêque Christ Saban Royan Topno
*Église évangélique luthérienne
unie de l'Inde*
- Mme Chia-Chun (Annie) Tsai Kakun
Église presbytérienne de Taïwan
- Pasteur Ilaitia Sevati Tuwere*
Église méthodiste de Fidji
- Pasteure Lydia Veliko
Église unie du Christ [États-Unis]
- Pasteure Cheryl H. Wade
*Églises baptistes américaines
des États-Unis*
- Pasteure Angelique Walker-Smith
*Convention baptiste nationale
des États-Unis SA*
- Évêque Anba Youannes
Église orthodoxe copte [Égypte]
- Évêque McKinley Young*
*Église méthodiste épiscopale africaine
[États-Unis]*
- R.P. Melake Tabor Teshome Zerihun
Église orthodoxe Tewahedo d'Éthiopie

Au cours de sa session de 2002 à Genève, le Comité central du COE choisit Porto Alegre comme lieu de la Neuvième Assemblée en février 2006.



Églises membres du Conseil œcuménique des Églises

AFRIQUE

Association des Églises baptistes du Rwanda
Association des Églises évangéliques réformées du Burkina Faso*
Conseil des Églises d'institution africaine [Afrique du Sud]
Convention baptiste du Nigéria
Église africaine [Nigéria]
Église africaine de l'intérieur – Soudan
Église africaine d'Israël, Ninive [Kenya]
Église africaine du Saint Esprit* [Kenya]
Église anglicane du Kenya
Église anglicane de Tanzanie
Église baptiste autochtone du Cameroun
Église du Christ – Lumière du Saint Esprit [République démocratique du Congo]
Église du Christ au Congo – Communauté anglicane du Congo
Église du Christ au Congo – Communauté baptiste du Congo Ouest
Église du Christ au Congo – Communauté des disciples du Christ
Église du Christ au Congo – Communauté épiscopale baptiste
Église du Christ au Congo – Communauté évangélique
Église du Christ au Congo – Communauté mennonite
Église du Christ au Congo – Communauté presbytérienne
Église du Christ au Congo – Communauté presbytérienne de Kinshasa
Église congrégationaliste unie d'Afrique australe [Afrique du Sud]
Église et écoles chrétiennes africaines [Kenya]
Église épiscopale du Burundi
Église épiscopale du Soudan
Église évangélique du Cameroun
Église évangélique du Congo
Église évangélique du Gabon
Église évangélique du Lesotho
Église évangélique baptiste d'Angola
Église évangélique congrégationaliste d'Angola
Église évangélique éthiopienne Mekane Yesus
Église évangélique luthérienne d'Afrique australe [Afrique du Sud]
Église évangélique luthérienne au Congo
Église évangélique luthérienne du Ghana
Église évangélique luthérienne du Kenya*
Église évangélique luthérienne de Namibie

* Les Églises membres associées sont signalées par un astérisque.

Église évangélique luthérienne de la République de Namibie
 Église évangélique luthérienne de Tanzanie
 Église évangélique luthérienne du Zimbabwe
 Église évangélique presbytérienne d'Afrique du Sud
 Église évangélique presbytérienne, Ghana
 Église évangélique presbytérienne du Togo
 Église évangélique protestante de Guinée
 Église évangélique réformée d'Angola
 Église évangélique unie "Communion anglicane d'Angola"
 Église des frères du Nigéria
 Église harriste [Côte d'Ivoire]
 Église de Jésus Christ à Madagascar
 Église de Jésus Christ sur la terre par son envoyé spécial Simon Kimbangu
 [République démocratique du Congo]
 Église luthérienne du Libéria
 Église luthérienne malgache
 Église méthodiste d'Afrique australe
 Église méthodiste, Ghana
 Église méthodiste du Kenya
 Église méthodiste, Nigéria
 Église méthodiste, Sierra Leone
 Église méthodiste du Togo
 Église méthodiste du Zimbabwe
 Église morave d'Afrique du Sud
 Église du Nigéria (Communion anglicane)
 Église orthodoxe Tewahedo d'Érythrée
 Église orthodoxe Tewahedo d'Éthiopie
 Église presbytérienne d'Afrique
 Église presbytérienne d'Afrique orientale
 Église presbytérienne du Cameroun
 Église presbytérienne camerounaise
 Église presbytérienne du Ghana
 Église presbytérienne du Mozambique*
 Église presbytérienne du Nigéria
 Église presbytérienne du Rwanda
 Église presbytérienne du Soudan
 Église presbytérienne unie d'Afrique australe [Afrique du Sud]
 Église protestante africaine* [Cameroun]
 Église protestante d'Algérie*
 Église protestante méthodiste du Bénin
 Église protestante méthodiste de Côte d'Ivoire
 Église de la province d'Afrique australe [Afrique du Sud]
 Église de la province d'Afrique centrale [Zambie]
 Église de la province d'Afrique occidentale [Ghana]
 Église de la province de l'océan Indien [Madagascar]
 Église de la province d'Ouganda
 Église réformée unie d'Afrique australe [Afrique du Sud]

Église réformée presbytérienne de Guinée équatoriale*
 Église réformée de Zambie
 Église réformée du Zimbabwe
 Église réformée du Christ au Nigéria
 Église du Seigneur (Aladura) dans le monde [Nigéria]
 Église unie de Zambie
 Église unie du Christ au Zimbabwe
 Mission évangélique pentecôtiste d'Angola
 Province de l'Église épiscopale au Rwanda
 Provinces de l'Église morave en Tanzanie
 Synode presbytérien du Libéria*
 Union des Églises baptistes du Cameroun

AMÉRIQUE LATINE

Association baptiste du Salvador*
 Convention baptiste du Nicaragua
 Église anglicane du cône Sud de l'Amérique [Argentine]
 Église chrétienne biblique* [Argentine]
 Église chrétienne réformée du Brésil
 Église de Dieu* [Argentine]
 Église des disciples du Christ* [Argentine]
 Église épiscopale anglicane du Brésil
 Église évangélique du Rio de la Plata [Argentine]
 Église évangélique de la confession luthérienne au Brésil
 Église évangélique luthérienne de Bolivie*
 Église évangélique luthérienne du Chili
 Église évangélique luthérienne unie* [Argentine]
 Église évangélique méthodiste d'Argentine
 Église évangélique méthodiste de Bolivie*
 Église évangélique méthodiste du Costa Rica
 Église évangélique méthodiste d'Uruguay*
 Église méthodiste du Brésil
 Église méthodiste du Chili*
 Église méthodiste du Mexique
 Église méthodiste du Pérou*
 Église de la mission pentecôtiste libre du Chili
 Église missionnaire pentecôtiste
 Église morave du Nicaragua
 Église pentecôtiste du Chili
 Église presbytérienne de Colombie*
 Église presbytérienne unie du Brésil*
 Synode luthérien du Salvador* [El Salvador]

AMÉRIQUE DU NORD

Conseil international des Églises communautaires [États-Unis]
 Convention annuelle canadienne de la Société religieuse des amis
 Convention baptiste nationale d'Amérique
 Convention baptiste nationale des États-Unis SA
 Convention baptiste nationale progressiste SA [États-Unis]
 Église anglicane du Canada
 Églises baptistes américaines des États-Unis
 Église catholique apostolique assyrienne d'Orient, diocèse d'Amérique du Nord [États-Unis]
 Église catholique nationale polonaise [États-Unis]
 Église chrétienne (Disciples du Christ) [États-Unis]
 Église chrétienne (Disciples du Christ) au Canada
 Église chrétienne méthodiste épiscopale [États-Unis]
 Église épiscopale des États-Unis
 Église évangélique internationale [États-Unis]
 Église évangélique luthérienne d'Amérique [États-Unis]
 Église évangélique luthérienne au Canada
 Église évangélique luthérienne d'Estonie à l'extérieur [Canada]
 Église des frères [États-Unis]
 Église méthodiste épiscopale africaine [États-Unis]
 Église méthodiste épiscopale africaine de Sion [États-Unis]
 Église méthodiste unie [États-Unis]
 Église morave d'Amérique
 Église orthodoxe d'Amérique [États-Unis]
 Église presbytérienne du Canada
 Église presbytérienne (États-Unis)
 Église réformée d'Amérique [États-Unis]
 Église réformée hongroise d'Amérique [États-Unis]
 Église unie du Canada
 Église unie du Christ [États-Unis]
 Société religieuse des amis – Conférence générale des amis [États-Unis]
 Société religieuse des amis – Convention unie des amis [États-Unis]

ASIE

Communion anglicane du Japon
 Communion des Églises baptistes du Bangladesh
 Conseil chrétien de Chine
 Conseil de Hong Kong de l'Église du Christ en Chine
 Convention baptiste du Bengale Orissa Bihar* [Inde]
 Convention baptiste du Myanmar
 Convention des Églises baptistes des Philippines [Philippines]
 Convention des Églises baptistes Telugu [Inde]
 Église du Bangladesh*
 Église de Ceylan [Sri Lanka]
 Église de l'Inde du Nord

Église de l'Inde du Sud [Inde]
 Église du Pakistan
 Église anglicane d'Aotearoa/Nouvelle-Zélande et de Polynésie
 Église anglicane d'Australie
 Église anglicane de Corée
 Églises associées du Christ en Nouvelle Zélande
 Église chrétienne d'Indonésie (GKI)
 Église chrétienne d'Indonésie (HKI)
 Églises chrétiennes de Java (GKJ) [Indonésie]
 Église chrétienne de Java Est (GKJW) [Indonésie]
 Église chrétienne de Pasundan (GKP) [Indonésie]
 Église chrétienne du centre de Sulawesi (GKST) [Indonésie]
 Église chrétienne de Sumba (GKS) [Indonésie]
 Église chrétienne coréenne au Japon*
 Église chrétienne évangélique de Halmahera [Indonésie]
 Église chrétienne évangélique de Minahasa (GMIM) [Indonésie]
 Église chrétienne évangélique de Papouasie occidentale [Indonésie]
 Église chrétienne protestante d'Angkola (GKPA) [Indonésie]
 Église chrétienne protestante de Bali* (GKPB) [Indonésie]
 Église chrétienne protestante Batak (HKBP) [Indonésie]
 Église chrétienne protestante d'Indonésie (GKPI) [Indonésie]
 Église chrétienne protestante de Nias (BNKP) [Indonésie]
 Église chrétienne protestante Simalungun (GKPS) [Indonésie]
 Église de la communauté chrétienne Batak* (GPKB) [Indonésie]
 Églises du Christ d'Australie
 Église du Christ de Thaïlande
 Église épiscopale des Philippines
 Église évangélique de Kalimantan (GKE) [Indonésie]
 Église évangélique Mara* [Myanmar]
 Église évangélique des îles de Sangir-Talaud (GMIST) [Indonésie]
 Église évangélique luthérienne unie de l'Inde
 Église évangélique méthodiste des Philippines
 Église indépendante des Philippines
 Église méthodiste de Corée
 Église méthodiste, Haut Myanmar
 Église méthodiste de l'Inde
 Église méthodiste d'Indonésie
 Église méthodiste de Malaisie
 Église méthodiste de Nouvelle Zélande
 Église méthodiste de Singapour*
 Église méthodiste, Sri Lanka
 Église orthodoxe du Japon
 Église orthodoxe syrienne de Malankara* [Inde]
 Église presbytérienne d'Aotearoa/Nouvelle Zélande
 Église presbytérienne de Corée
 Église presbytérienne de la République de Corée
 Église presbytérienne du Pakistan

Église presbytérienne de Taiwan
 Église protestante d'Indonésie (GPI)
 Église protestante d'Indonésie occidentale (GPIB)
 Église protestante Karo Batak (GBKP) [Indonésie]
 Église protestante des Moluques (GPM) [Indonésie]
 Église protestante du Sabah (PCS) [Malaisie]
 Église protestante du Sud Est de Sulawesi (GPST) [Indonésie]
 Église protestante du Timor oriental
 Église protestante évangélique du Timor (GMIT) [Indonésie]
 Église de la province du Myanmar
 Église syrienne Mar Thoma de Malabar* [Inde]
 Église Toraja [Indonésie]
 Église unie d'Australie
 Église unie du Christ au Japon
 Église unie du Christ aux Philippines
 Union baptiste de Nouvelle Zélande

CARAÏBES

Convention baptiste d'Haïti
 Église méthodiste des Caraïbes et des Amériques
 Église méthodiste de Cuba*
 Église méthodiste de Porto Rico*
 Église morave, province des Antilles orientales [Antigua et Barbuda, Caraïbes]
 Église morave de la Jamaïque
 Église morave du Suriname
 Église presbytérienne de la Trinité-et-Tobago
 Église presbytérienne réformée de Cuba*
 Église protestante unie* [Curaçao]
 Église de la province des Antilles
 Église unie de la Jamaïque et des îles Caïmans (Jamaïque)
 Union baptiste de la Jamaïque

EUROPE

Diocèse catholique des vieux catholiques d'Allemagne
 Église d'Angleterre
 Église d'Écosse
 Église de Grèce
 Église d'Irlande
 Église de Norvège
 Église du Pays de Galles
 Église de Suède
 Église apostolique arménienne (Etchmiadzin)
 Église catholique polonaise de Pologne
 Église catholique chrétienne de Suisse
 Église chrétienne réformée de Slovaquie

Église chrétienne réformée de Serbie et Monténégro
 Église de la confession d'Augsbourg d'Alsace et de Lorraine [France]
 Église de la convention missionnaire de Suède
 Église épiscopale d'Écosse [Royaume-Uni]
 Église évangélique d'Allemagne
 Église évangélique espagnole
 Église évangélique grecque
 Église évangélique de la confession d'Augsbourg en Pologne
 Église évangélique de la confession d'Augsbourg en Roumanie
 Église évangélique de la confession d'Augsbourg en Slovaquie
 Église évangélique de la confession d'Augsbourg et de la confession helvétique
 en Autriche
 Église évangélique des frères tchèques [République tchèque]
 Église évangélique luthérienne du Danemark
 Église évangélique luthérienne d'Estonie
 Église évangélique luthérienne de Finlande
 Église évangélique luthérienne de France
 Église évangélique luthérienne de Hongrie
 Église évangélique luthérienne d'Islande
 Église évangélique luthérienne de Lettonie
 Église évangélique luthérienne de Lettonie à l'extérieur [Allemagne]
 Église évangélique luthérienne de Roumanie
 Église évangélique méthodiste d'Italie
 Église évangélique presbytérienne du Portugal*
 Église évangélique presbytérienne synodale de la confession d'Augsbourg
 de Roumanie
 Église évangélique silésienne de la Confession d'Augsbourg en Tchécoslovaquie
 Église évangélique slovaque de la confession d'Augsbourg en Serbie et Monténégro
 Église évangélique vaudoise [Italie]
 Église hussite tchécoslovaque
 Église libre unie d'Écosse [Royaume-Uni]
 Église lusitanienne du Portugal*
 Église mennonite, Allemagne
 Église mennonite des Pays Bas
 Église méthodiste de Grande-Bretagne
 Église méthodiste d'Irlande
 Église morave de Grande Bretagne et d'Irlande
 Église morave du continent européen [Pays-Bas]
 Église orthodoxe de Finlande
 Église orthodoxe roumaine
 Église orthodoxe russe
 Église orthodoxe serbe [Serbie et Monténégro]
 Église orthodoxe des pays tchèques et de Slovaquie [Slovaquie]
 Église orthodoxe autocéphale d'Albanie
 Église orthodoxe autocéphale de Pologne
 Église presbytérienne du Pays de Galles
 Église protestante des Pays-Bas

Église protestante unie de Belgique
 Église réformée d'Alsace et de Lorraine [France]
 Église réformée de France
 Église réformée de Hongrie
 Église réformée de Roumanie
 Église réformée épiscopale d'Espagne*
 Église réformée unie [Royaume-Uni]
 Église vieille catholique d'Autriche
 Église vieille catholique des Pays Bas
 Église vieille catholique mariavite de Pologne
 Fédération des Églises protestantes de la Suisse
 Frères de la remontrance [Pays Bas]
 Patriarcat œcuménique [Turquie]
 Union baptiste du Danemark
 Union baptiste de Grande Bretagne
 Union baptiste de Hongrie
 Union baptiste évangélique d'Italie*
 Union des indépendants gallois [Royaume-Uni]

MOYEN-ORIENT

Église de Chypre
 Église apostolique arménienne (Cilicie) [Liban]
 Église épiscopale de Jérusalem et du Moyen Orient [Israël]
 Église orthodoxe copte [Égypte]
 Patriarcat grec orthodoxe d'Antioche et de tout l'Orient [Syrie]
 Patriarcat orthodoxe grec d'Alexandrie et de toute l'Afrique [Égypte]
 Patriarcat orthodoxe grec de Jérusalem
 Patriarcat orthodoxe syrien d'Antioche et de tout l'Orient [Syrie]
 Synode de l'Église évangélique d'Iran
 Synode évangélique national de Syrie et du Liban [Liban]
 Synode du Nil de l'Église évangélique [Égypte]
 Union des Églises évangéliques arméniennes du Proche Orient [Liban]

PACIFIQUE

Église chrétienne des îles Cook
 Église chrétienne de Tuvalu
 Église chrétienne congrégationaliste du Samoa
 Église chrétienne congrégationaliste des Samoa américaines
 Église congrégationaliste unie du Christ aux îles Marshall
 Église évangélique de Nouvelle Calédonie et des îles Loyauté [Nouvelle Calédonie]
 Église évangélique luthérienne de Papouasie Nouvelle Guinée
 Église de Mélanésie
 Église méthodiste de Fidji
 Église méthodiste du Samoa
 Église presbytérienne de Vanuatu

Église protestante de Kiribati

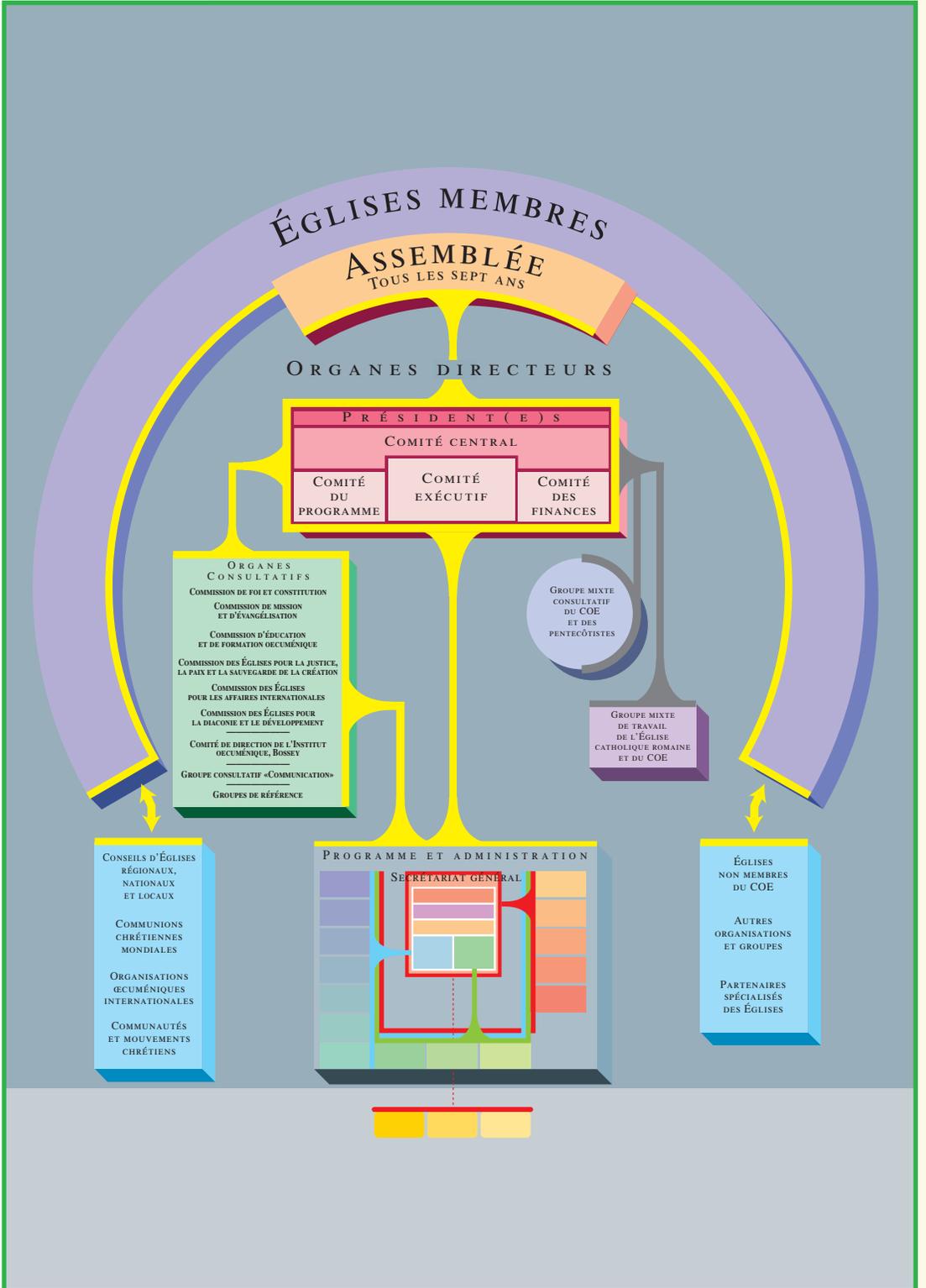
Église protestante maohi

Église unie de Papouasie Nouvelle Guinée

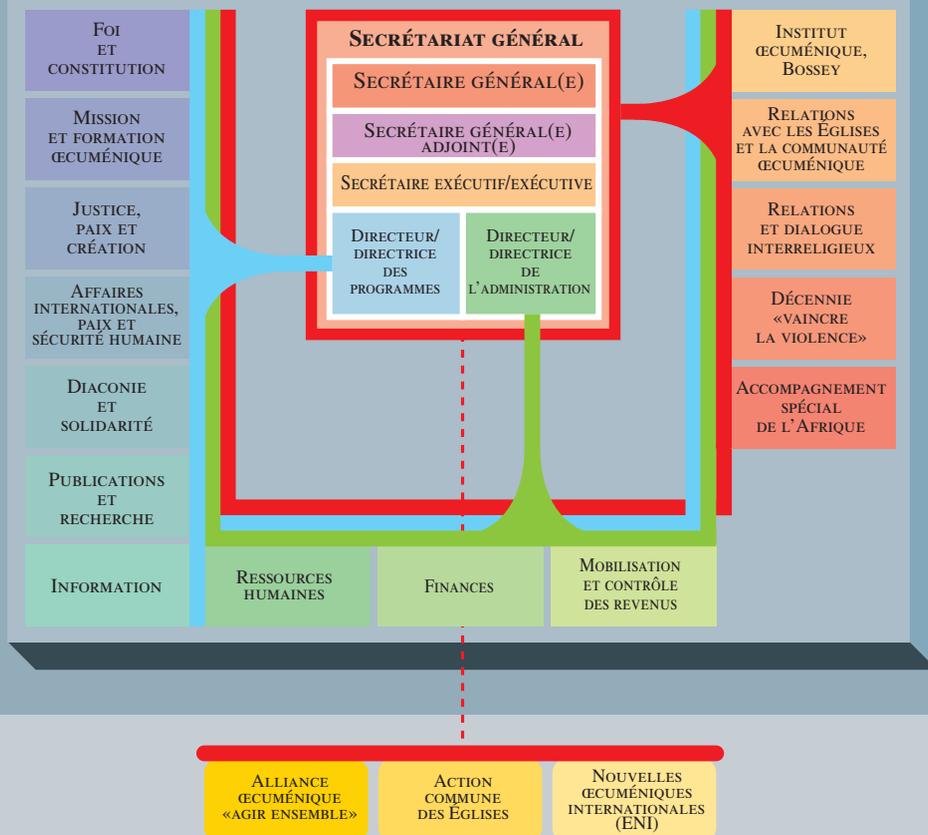
Église unie des îles Salomon

Église wesleyenne indépendante de Tonga (Église méthodiste de Tonga)

Église de Nioué [île de Nioué]



PROGRAMME ET ADMINISTRATION



Annexe E

Déclarations sur des questions d'actualité adoptées par le Comité central ou le Comité exécutif

janvier 1999 – février 2005

Déclarations

Tchéchénie (CE 2000)

50e anniversaire de la création du Haut
Commissariat des Nations Unies pour
les réfugiés (HCR) (CC 9/2000)

Le désarmement nucléaire, la politique
de l'OTAN et les Églises (CE 1/2001)

La situation au Soudan (CC 2001)

Zimbabwe (CE 9/2001)

Asie du Sud (CC 2002)

La violence en Colombie (CC 2002)

Les réactions œcuméniques au conflit
israélo-palestinien (CC 2002)

Menaces d'intervention militaire contre
l'Irak (CC 2002)

Contre l'intervention militaire en Irak
(CE 2/2003)

Irak (CC 2003)

Libéria (CC 2003)

Europe (CC 2003)

Le mur dans les Territoires palestiniens
occupés et l'annexion par Israël de
territoire palestinien occupé
(CE 2/2004)

Traité de non-prolifération nucléaire
(TNP) (CE 2/2004)

Soudan (CE 8/2004)

Les droits humains et les langues des
populations autochtones (CC 2005)

Les pays affectés par le tsunami
(CC 2005)

La Cour pénale internationale (CC 2005)

Les prisonniers de Guantanamo Bay
(CC 2005)

La crise en Irak: restaurer la paix, la res-
ponsabilité et la légalité (CC 2005)

Mémoire et recommandations

Mesures à prendre face aux conflits
armés dans le cadre du droit interna-
tional (CC 1999)

La pratique de l'hospitalité face à de
nouvelles formes de migration
(CC 2005)

Notes

Nigéria (CC 1999)

Jérusalem (CC 1999)

Indonésie (CC 1999)

La paix et la réconciliation entre
l'Éthiopie et l'Érythrée (CC 1999)

Chypre (CE 2000)

Indonésie (CE 2000)

La situation en Terre Sainte après le
deuxième soulèvement palestinien
(CC 2001)

Colombie (CC 2001)

Chypre (CC 2001)

Indonésie (CC 2001)

Processus de paix au Soudan (CC 2002)

La tragédie du 11 septembre et les
conséquences de la riposte du gou-
vernement des États-Unis (CC 2002)

Renégociation des accords de libre asso-
ciation entre les États-Unis et les
États fédérés de Micronésie et la
République des îles Marshall
(CC 2002)

Chypre (CE 2/2003)

Processus de paix à Sri Lanka
(CE 2/2003)

Le devoir de protection: réflexions éthi-
ques et théologiques (CC 2003)

Chypre (CC 2003)

Territoires palestiniens occupés
(CC 2003)

Zimbabwe (CC 2003)

Soudan (CE 2/2004)

Dialogue composite entre l'Inde et le
Pakistan (CE 2/2004)

Mesures économiques pour la paix en
Israël et en Palestine (CC 2005)

Autres documents

Résolution sur les négociations sur le
statut définitif de Jérusalem
(CE 9/2000)

Les personnes déracinées (CE 1/2001)

Document d'étude sur la protection des
populations menacées par la violence
armée: définition du point de vue
éthique (CC 2001)

Résolution sur le conflit
israélo-palestinien (CE 9/2001)

Message aux Églises et au peuple des
États-Unis d'Amérique après le 11
septembre (CE 9/2001)

Résumé de
l'évaluation
des programmes
préalable
à l'Assemblée

28 juin 2005

Avec les recommandations
adoptées par le
Comité central
en février 2005

1. Le processus d'évaluation

1.1 Le mandat d'évaluation

Pour la première fois de son histoire, le COE s'est engagé dans une vaste évaluation de ses activités de programme avec la communauté mondiale et pour elle, du point de vue des mandants¹. Le Comité exécutif a fixé le mandat correspondant en février 2004 et nommé quatre personnes – Marion Best, William Ogara, Sylvia Raulo et Georges Tsetsis – pour mener à bien ce processus d'évaluation. Lorsqu'on lit ce résumé, il convient de prendre en considération le contexte œcuménique mondial actuel tel qu'il est décrit dans le rapport "*De Harare à Porto Alegre*".

1.2 Méthodologie et limites de l'évaluation

Le processus de récolte d'informations a consisté à écouter les milieux intéressés – les voix qui s'exprimaient, mais aussi le silence. On a utilisé la méthode des questionnaires et des interviews, à la fois d'individus et de groupes. D'une manière ou d'une autre, des données ont été reçues de la moitié environ des Églises membres représentant chaque région. Au total, des contacts ont été établis durant le processus de rassemblement des données avec plus de 300 personnes issues du milieu des mandants; il y a eu dans ce contexte un certain nombre d'interviews de groupes régionaux et 59 interviews individuelles en profondeur. L'équipe d'évaluation a mis en évidence la participation active et autocritique du Groupe de direction du personnel (SLG)² et des membres des équipes de programme interviewés à deux reprises au cours du processus.

De manière générale, il y a eu une grande convergence sur les conclusions, et lors de la session du Comité central de février 2005, les représentants des Églises membres ont indiqué que le rapport "sonnait juste" de leur point de vue. Bien que l'évaluation de la fixation des priorités de programme et des décisions prises par les organes directeurs n'ait pas fait l'objet du mandat, il importe de noter que l'auto-évaluation effectuée par le Comité du programme et le Comité central fait apparaître un désir d'amélioration dans ce secteur de leur travail. Un rapport complet de 40 pages a été soumis au Comité d'orientation du programme de l'Assemblée afin de l'aider dans son travail; ce rapport, qui comprend une courte évaluation de chaque programme, peut être consulté sous

http://www.oikoumene.org/GEN_8_Report_on_the_Pre-A.676.0.html.

Si l'équipe a reconnu les limites du processus d'évaluation, ce travail d'appréciation des programmes du COE a apporté de précieuses informations sur l'image que les mandants se font du COE, l'accueil fait à ses programmes, les questions jugées les plus urgentes et les méthodologies qu'ils trouvent véritablement utiles. Beaucoup de ceux qui ont répondu ont félicité le COE d'avoir entrepris ce genre d'exercice dans lequel ils voient le désir du Conseil d'être transparent et de chercher à apporter des améliorations dans plusieurs domaines.

2. Résumé des principales conclusions

2.1 Réalisation des objectifs généraux des programmes

Dans quelle mesure les programmes mis en œuvre durant la période sur laquelle porte l'évaluation ont-ils atteint les objectifs généraux fixés par la dernière Assemblée et le cadre d'orientation des programmes défini ensuite par le Comité central et les commissions/organes consultatifs?

"Il est difficile de cerner ce que sont les objectifs généraux; il semble qu'il y ait différents niveaux."³

Principales remarques

La plupart de nos interlocuteurs ont précisé qu'ils n'étaient pas familiarisés avec les objectifs des programmes généraux et spécifiques. Bien que notre équipe d'évaluation soit partie de l'idée que la vision globale du travail du Conseil se fonde sur le document "Vers une conception et une vision communes du CO" (CVC)⁴, un grand nombre de nos interlocuteurs ont affirmé que la vision du COE était "floue". Or l'existence d'une vision clairement articulée est essentielle pour fixer des objectifs généraux clairs au travail programmatique.

S'ils n'étaient pas à même de citer des objectifs de programme spécifiques, la plupart de nos interlocuteurs avaient cependant une connaissance générale des problèmes identifiés par l'Assemblée de Harare et ayant retenu l'attention du Conseil. Les questions les plus souvent citées étaient la violence, le VIH/sida, la justice économique, l'accompagnement spécial de l'Afrique et les relations des Églises orthodoxes et d'autres au sein du COE – autant de questions traitées par

la 8e Assemblée qui sont toujours considérées d'actualité.

Les orientations de programme de Harare étaient généralement estimées comme trop vastes, en particulier depuis que le COE n'est plus en mesure d'accomplir autant de choses que par le passé en raison de la diminution des ressources humaines et financières. A plusieurs reprises nous avons entendu la remarque suivante: le Conseil doit faire moins et le faire bien. Il importe de fixer des priorités sur la base d'une vision clairement articulée, en déterminant ce qu'une instance mondiale est susceptible de faire le mieux, dans les limites des réalités financières.

Conclusions de l'équipe

- Il y a lieu de se féliciter de tout ce qui a pu être réalisé en dépit des restrictions financières et des réductions du personnel. Cela étant, lorsque la connaissance générale des objectifs était faible, leur réalisation était interprétée par nos interlocuteurs comme équivalant au degré d'identification: le fait que les programmes soient utilisés et/ou revendiqués par leurs propres membres.
- Nos interlocuteurs ont été à même d'identifier un certain nombre de problèmes mis en évidence lors de la 8e Assemblée et encore considérés d'actualité; ils étaient généralement satisfaits de constater que le COE travaille sur ces questions, même s'ils ne savaient pas comment ce dernier procède.
- L'absence d'une vision globale claire a compliqué la fixation d'objectifs généraux compréhensibles en ce qui concerne les programmes et la définition de priorités.

- Les organes directeurs⁵ ont de la difficulté à fixer des priorités de programme et à assumer leur rôle en matière de lancement, de suivi et de conclusion des programmes; il est donc nécessaire de disposer d'un cadre de programme plus flexible et plus transparent.
- Etant donné que l'Assemblée de Harare et le Comité central n'ont pas été en mesure d'articuler clairement des objectifs de programmes généraux et de fixer des priorités, le fait est que le COE s'efforce de faire plus que ce qu'il peut réellement maîtriser avec ses ressources financières et humaines. Des lignes directrices devront être données pour la fixation de priorités de programme après la 9e Assemblée.

2.2 Portée, pertinence et importance des programmes

Dans quelle mesure les programmes sont-ils appropriés, pertinents et essentiels par rapport aux besoins prioritaires des mandants, et dans quelle mesure ont-ils pu s'ajuster aux contextes mondiaux changeants et aux besoins émergents?

"La pertinence des programmes et le degré d'identification qu'ils suscitent sont affaiblis dès l'instant où ils sont perçus comme un ordre du jour séparé de la vie normale des Églises."

Principales remarques

Les questions de portée, de pertinence et d'importance ont été le plus souvent interprétées par nos interlocuteurs en relation avec l'importance que revêt une question particulière pour les milieux intéressés, les méthodes créatrices utilisées par un programme particulier du COE et leur combinaison éventuelle pour donner un programme par lequel

les Églises peuvent facilement se sentir concernées, en étant désireuses de l'utiliser, de s'en inspirer et d'y puiser des idées relatives à leur propre réalité, en relation avec d'autres Églises et milieux du monde entier.

Certains programmes spécifiques ont été mentionnés et l'évaluation a identifié leurs caractéristiques afin de distinguer ce qui rend un programme du COE pertinent et significatif pour différents milieux intéressés. Il apparaît que si beaucoup de programmes du COE sont conçus et mis en œuvre pour répondre aux besoins des Églises membres, il est nécessaire également que ces programmes interpellent les Églises membres et les aident à élargir leur horizon.

Dans cette étape de l'enquête, les programmes spécifiques suivants ont été identifiés comme pertinents pour les mandants: Décennie "vaincre la violence"; activités de l'Institut œcuménique de Bossey en matière de formation œcuménique; éthique de la vie et solutions de rechange à la mondialisation, en particulier dans le secteur de la justice économique; VIH/sida; déracinement; accompagnement spécial de l'Afrique.

L'action de défense des causes au niveau mondial en relation avec un certain nombre de problèmes d'ordre général a été mentionnée comme répondant à une fonction fondamentale importante du COE. Le programme du Réseau œcuménique de défense des personnes handicapées et celui des Peuples autochtones sont deux exemples d'un travail réalisé en dehors de Genève et considéré comme important. Ces programmes mettent en évidence la nécessité d'évaluer avec soin le potentiel de ce type de réseau.

La Commission spéciale sur la participation des orthodoxes au COE a été jugée importante et appropriée en tant qu'exemple d'activité répondant à une situation particulière et à un besoin donné du Conseil et de ses membres. Elle montre comment le Conseil a trouvé le moyen de discuter et de formuler de nouvelles manières de travailler face à des questions difficiles qui peuvent être source de division. Même si cette initiative a démarré essentiellement en réponse à une préoccupation des régions à forte présence orthodoxe, les résultats pourraient être appliqués pour refaçonner les relations au sein de la communauté tout entière.

Conclusions de l'équipe

- Les programmes identifiés le plus souvent comme appropriés et significatifs par nos interlocuteurs sont ceux qui concernent des problèmes urgents et d'actualité dans leur propre contexte ou qui sont considérés comme fondamentaux pour la mission du Conseil.
- Certaines caractéristiques des programmes ont été citées très souvent: en plus de traiter un problème donné, le travail est réalisé en coopération avec les Églises des différentes régions concernées, qui peuvent s'identifier clairement au sujet, tandis que le rôle du COE consiste à faciliter, coordonner, accompagner, mettre en réseau, connecter et favoriser le développement du potentiel local.
- Il est nécessaire de disposer de solides cadres théologiques au moment d'entreprendre le travail.
- Les programmes considérés comme très importants sont ceux qui affichent une direction et une envergure claires et qui bénéficient d'une bonne communication.

2.3 Identification aux programmes et impact de ceux-ci

*Dans quelle mesure les programmes ont-ils été revendiqués et utilisés par les milieux intéressés et ont-ils produit un **impact durable et significatif** (positif ou négatif, voulu ou non) sur la vie des Églises et des personnes qu'elles servent?*

“Si l'on veut être positif, il convient de préciser qu'au cours de ces dernières années, le Conseil s'est montré plus conscient de la nécessité de produire un impact et plus soucieux de faire la différence.”

Principales remarques

L'impact n'est pas facilement mesurable sur une telle période (de 1999 à 2003) puisque, par nature, il relève du long terme. A cet égard, il était intéressant de noter qu'en apportant leur réponse sur ce sujet, les personnes interviewées faisaient référence à des programmes ou activités passés du COE tels que la Décennie œcuménique “Les Églises solidaires des femmes”, le document “Baptême, eucharistie, ministère”, le travail à long terme en matière de droits de la personne en Amérique latine, le Programme de lutte contre le racisme – autant de programmes qui exercent encore un impact sur la vie des Églises par les profonds changements qu'ils ont apportés.

L'identification aux programmes et l'utilisation de ceux-ci constituent des éléments importants pour en évaluer l'impact et beaucoup, dans les Églises, ont critiqué leur propre manque d'engagement. La présentation des nouveaux sujets, une communication claire et un calendrier précis ont été relevés comme autant d'autres éléments significatifs. Il

importe que les Églises jouent un rôle bien défini, soit comme initiatrices (pour les problèmes graves auxquels elles se trouvent confrontées), soit au niveau de la mise en œuvre (en faisant partie intégrante de l'exécution d'un programme ou en s'associant à l'effort d'action commune de soutien), soit en remettant en question leurs propres manières de travailler afin d'être capables de répondre à un besoin urgent. Les programmes doivent être proches des réalités du terrain et favoriser l'aide à l'autodétermination. Le langage utilisé et une approche compréhensible des problèmes ont été mentionnés en tant qu'éléments importants pour la diffusion de l'information sur les programmes. La prédominance de l'anglais impose certaines limites quant aux personnes touchées. Beaucoup de programmes ont des effets secondaires positifs dans la mesure où ils donnent aux personnes concernées une identité plus globale et plus ouverte et changent la perspective de leurs relations, mais cette dimension n'est ni documentée ni analysée, ce qui fait qu'un aspect important des programmes est perdu.

Si on prend mieux conscience de la nécessité d'améliorer la planification des programmes, il manque encore au COE un mécanisme de planification, d'observation et d'évaluation (Planning, Monitoring and Evaluation – PME) fonctionnant bien. Un tel mécanisme comprendrait des plans orientés sur des buts, avec des objectifs et des indicateurs d'impact, un suivi systématique et la prise en compte des réactions en retour. Les mesures de suivi sont particulièrement importantes si on veut tirer la leçon des succès et des échecs.

Conclusions de l'équipe

- Une planification sur un laps de temps de plusieurs années est essentielle si

l'on veut obtenir un impact durable.

- Il y a un besoin urgent de développer plus avant le mécanisme de gestion des programmes existant et de mettre en place un mécanisme de planification, de contrôle et d'évaluation ainsi que divers indicateurs pour procéder à une estimation de tout impact mesurable du travail actuel (voire même de résultats pouvant avoir un impact à l'avenir). Ceci est également indispensable pour détecter tout impact non voulu ou inattendu des programmes.
- La communication sur les programmes, leurs buts et objectifs est la clé permettant d'élargir l'impact au delà des personnes directement concernées par les programmes et, dans la majorité des cas, il y a lieu de renforcer cette communication.
- Un autre défi consiste à résoudre le dilemme qui existe entre l'engagement de principe et le manque d'intérêt et d'identification aux programmes de la part d'un grand nombre d'Églises (y compris le manque d'engagement financier). Il convient de déterminer comment libérer chez les Églises membres leur potentiel d'engagement.
- Plus grand est le rôle joué par les Églises locales, plus important sera l'impact. Si le COE veut vraiment faire la différence, il importe de revoir la conception des programmes.

2.4 Effets des programmes sur le renforcement de la communauté

Dans quelle mesure chaque programme individuel a-t-il servi le processus CVC en facilitant la coopération parmi les Églises et en proposant aux milieux intéressés de s'investir et de s'engager? Dans quelle mesure leur impact global a-t-il renforcé la communauté?

"Le sentiment d'appartenance à une communauté doit aller au delà de vivre

et laisser vivre. Il implique davantage que de se motiver. Il doit nous permettre de changer ce qu'il y a à changer lorsque cela est essentiel pour l'accomplissement de notre mission."

Principales remarques

Le document "Vers une conception et une vision communes du COE" (CVC) propose une orientation générale sur laquelle le COE fonde sa mission et sa vie programmatique. Il déclare que le COE est une communauté d'Églises aspirant à une unité visible et soucieuses de répondre à leur vocation commune par le témoignage et le service dans le monde. Etant donné le caractère fondamental de la déclaration CVC, il a été surprenant, dans le cadre de l'évaluation, de découvrir que pour la plupart de nos interlocuteurs le processus CVC soit était totalement inconnu, soit n'avait que la valeur d'un document historique.

La majorité des personnes interviewées ont déclaré que la Commission spéciale avait contribué à renforcer la communauté. Beaucoup espèrent d'ores et déjà que l'option du COE en faveur d'une prise de décisions par consensus augmentera la compréhension mutuelle, installera un climat de confiance et approfondira les relations au sein de la communauté. D'un autre côté, certains ont fait part de leur préoccupation quant à la sauvegarde du rôle prophétique du Conseil à la lumière de ce changement. Parmi les autres façons d'approfondir et de renforcer la communauté qui ont été mentionnées, citons les visites d'équipes, les "lettres vivantes" – mettant l'accent sur les visites d'Église à Église –, les visites effectuées par le secrétaire général et celles de membres du personnel du COE.

Le processus CVC met également l'accent sur l'élargissement de la commu-

nauté, et un certain nombre d'initiatives prises en ce domaine depuis la 8e Assemblée ont été appréciées par de nombreuses personnes. A noter toutefois l'existence d'une tension créatrice à un moment où le COE s'efforce à la fois d'approfondir et d'élargir la communauté. Certains craignent que le fait d'allouer des ressources à l'élargissement de la communauté ne se traduise par une réduction de celles qui sont vouées à son approfondissement. Il importe de mettre en place une planification plus déterminée, fondée sur une stratégie claire, tant avec les organisations œcuméniques régionales qu'avec les communions chrétiennes mondiales. Le programme de travail doit faire l'objet d'une évaluation non pas isolée mais collective, et suivre une orientation allant vers une coordination des programmes par leurs différents acteurs.

Conclusions de l'équipe

- Si la déclaration CVC doit rester la déclaration de vision du COE, elle doit être clairement ré-articulée et interprétée, son langage doit être simplifié et le document largement diffusé.
- La majorité de nos interlocuteurs ont déclaré que la Commission spéciale avait contribué au renforcement de la communauté.
- Les processus et les méthodes contribuant au renforcement de la communauté incluent la création d'un "espace œcuménique", des visites d'Église à Église, des visites effectuées par le personnel du COE, le développement du potentiel local et l'établissement et le maintien de réseaux, soulignant ainsi que la dimension relationnelle ainsi qu'un certain nombre de nouvelles initiatives favorisent l'élargissement de la communauté.
- Les ressources humaines sont fortement sollicitées pour s'adapter au travail d'approfondissement et d'élargis-

sement de la communauté entrepris par le COE. Il convient d'augmenter les moyens d'utiliser le temps et les talents d'individus et d'Églises en dehors des membres du personnel du COE.

- Tout en confirmant le bien-fondé du processus de reconfiguration, certains ont précisé que sa relation au processus CVC devait être clarifiée.
- Pour renforcer la communauté, le COE doit examiner comment le travail programmatique est conçu en concertation avec d'autres acteurs. Il importe de définir une stratégie déterminée et claire en matière d'engagement dans chacune des régions, et ce à la lumière d'une analyse et d'une révision des rôles respectifs.
- Le COE fait bien de maintenir la cohésion de la communauté face aux défis majeurs auxquels il se trouve confronté. Mais la bataille est loin d'être gagnée, à en juger par les exigences formulées par les milieux intéressés, et le COE doit investir des ressources dans la création d'un espace favorisant le maintien de la communauté. Le fait de rester ensemble dans les moments difficiles est précieux.

2.5 Méthodes de travail du COE en relation avec les programmes

"La méthodologie du COE? La première chose qui me vient à l'esprit est un monsieur d'un certain âge qui nous donne lecture d'un document."

Principales remarques

La communication à l'intérieur et à l'extérieur des milieux intéressés était la source de problèmes et de potentialités la plus souvent citée. Il est donc essentiel d'avoir recours à des approches pédagogiques novatrices et de veiller à une formation œcuménique globale pour l'ensemble du travail. A cet égard, le COE est perçu comme manquant de

compétences dans l'utilisation de méthodologies novatrices.

Les réunions, colloques et conférences dominent le tableau. Si leur importance pour la création de relations personnelles et d'interaction entre les personnes demeure appréciée, ces rencontres sont trop souvent perçues comme archaïques sur le plan didactique et vues comme des événements isolés, sans processus de préparation ni suivi. D'autres questions méritent d'être notées concernant le suivi stratégique des participants aux manifestations organisées en rapport avec le COE. Ils ont souvent l'impression de ne pas recevoir suffisamment d'informations. Mais il est tout aussi vrai qu'ils ne savent pas toujours utiliser l'information dont ils disposent, ni la diffuser de manière efficace. Le manque de préparation et de suivi a non seulement été identifié comme un problème type du COE, mais il a aussi été reconnu dans un esprit d'autocritique.

Conclusions de l'équipe

- Une analyse plus systématique des méthodes utilisées dans certains programmes suscitant l'engagement des membres sous la forme d'études, de recherches, de partage de personnel, ou encore de visites aux Églises, est un élément important à prendre en compte lors de la révision des méthodes appliquées par le Conseil.
- La communication des programmes doit faire partie intégrante de ceux-ci, et tout le domaine des activités de communication du Conseil œcuménique doit être renforcé.
- Il faut que les réunions et rencontres soient liées à des processus clairement définis dans le cadre d'une formation œcuménique continue.
- La conception des programmes doit reposer sur la participation active des milieux intéressés, et ce à tous les niveaux.

- Il convient d'examiner d'un point de vue stratégique le recours à différentes méthodologies et de faire dépendre leur choix de fonctions fondamentales, comme par exemple le renforcement de la communauté.
- Il importe d'étudier systématiquement et d'un point de vue stratégique le rôle que peuvent jouer les membres des commissions et comités, participants et membres d'organes directeurs et consultatifs dans la promotion et la communication de la communauté.

3. Évaluation générale des programmes et recommandations

Bien que notre équipe ait conscience des limites de ce processus, l'évaluation des programmes du COE a permis de rassembler dans les milieux œcuméniques des informations intéressantes sur l'image du COE, la manière dont ses programmes sont perçus, les questions les plus pressantes et les méthodes jugées les plus utiles. Dans beaucoup de réponses, on félicite le COE d'avoir entrepris cet exercice, vu comme l'expression de la volonté du Conseil d'être transparent et de chercher à améliorer son travail. Notre équipe remercie le Groupe de direction du personnel (SLG) et les équipes des programmes de leur participation active et critique à cette entreprise.

Notre analyse des résultats des enquêtes et des entretiens indique la nécessité de trouver de nouvelles manières de penser et de structurer les activités de programme. Si on veut que la déclaration CVC constitue la vision clairement formulée du COE, elle doit être l'élément clé de l'élaboration des activités de programme.

Le COE doit mettre en œuvre des mécanismes de planification, de contrôle et d'évaluation systématiques, avec des objectifs clairs, des indicateurs et des activités de suite spécifiques, sans quoi il est difficile d'évaluer la portée durable et significative de tel ou tel programme.

A de notables exceptions près, on estime en général que les activités de programme manquent de pertinence et de portée, avec pour effet que les Églises membres ne s'identifient pas à elles.

Les programmes jugés les plus pertinents et les plus efficaces, et qui sont donc le mieux acceptés par les Églises, sont ceux consacrés à des problèmes actuels. Les programmes les plus fréquemment cités de manière favorable sont ceux qui ont pu se rattacher à des initiatives régionales, nationales ou locales. Certains d'entre eux ont une origine régionale et parfois des structures très légères.

Compte tenu de ce qui précède, il faudrait une structure de programme souple pour répondre à l'évolution rapide de la situation. Cela comporte notamment une manière transparente et responsable de lancer, redéfinir et conclure les programmes. Le COE doit jouer une multitude de rôles en matière de programmes: donner des impulsions, coordonner, rassembler, mettre en réseau, écouter, accompagner, mettre les moyens à disposition. Les catégories de programmes classiques en vigueur au COE ne trouvent aucun écho dans de nombreuses Églises, celles du Sud notamment, qui souhaitent que le COE les accompagne dans la mission, l'éducation et la diaconie de manière

intégrée, conformément à leur mode de faire.

La mise en place et l'approfondissement des relations et de la communication sont considérés comme des éléments clés qui doivent figurer dans tous les programmes pour surmonter la distance entre les milieux œcuméniques et le COE. On mentionne souvent que la langue fait obstacle à l'utilisation des ressources, à cause de la prépondérance de l'anglais et aussi de ce que l'on considère comme un langage et des méthodologies "eurocentriques".

Un grand nombre de personnes rendent hommage au dévouement du personnel, qui travaille avec des ressources humaines et financières réduites. Etant donné les contraintes financières, on demande fréquemment au Conseil d'en faire moins et de le faire mieux, de définir des priorités fondées sur des critères clés et de se fixer des objectifs plus réalistes et réalisables. Il est indispensable que l'on définisse des lignes directrices claires pour les programmes adoptés par la 9e Assemblée, afin que le Conseil se voie confier des activités pertinentes et réalisables pour la période qui suivra celle-ci.

Notes:

1. Notre équipe a utilisé le terme de 'milieux intéressés/mandants/membres' au sens large, dans l'esprit de la déclaration CVC. L'accent majeur était mis sur les Églises membres, mais les informations rassemblées proviennent également de conseils nationaux d'Églises, de membres de commissions et de groupes consultatifs dont certains ne sont pas rattachés à des Églises membres, de communions chrétiennes mondiales et d'organisations œcuméniques régionales.

2. Le Groupe de direction du personnel se compose du secrétaire général, du secrétaire général adjoint, du directeur des programmes, du directeur de l'administration et du

En résumé, la présente évaluation conclut que le COE doit définir ses activités de programme autour de cinq fonctions fondamentales, qui doivent être approchées au niveau mondial. Tout au long de ce rapport, nous avons affirmé la nécessité d'une bonne étude préalable et d'une bonne base théologique pour toute activité entreprise; l'importance d'activités de défense des droits qui permettent de faire entendre la voix prophétique des Églises; le désir exprimé par les Églises membres de voir mettre en valeur des ressources locales; la nécessité, souvent répétée, pour le Conseil de mettre en place et d'intensifier les relations avec les Églises, entre elles et au niveau de tous les milieux œcuméniques. Le Conseil doit gérer avec sagesse et attention les ressources humaines, financières et matérielles qui lui sont confiées. Enfin, tout cela doit être communiqué en temps utile et de manière imaginative.

En résumé, le personnel et les milieux œcuméniques doivent reconnaître la nécessité de certaines transformations. Ce renouvellement doit porter sur les modes fondamentaux de pensée, d'action et de relations pratiqués par notre organisation.

secrétaire exécutif auprès du Secrétariat général (toutes ces fonctions pouvant être exercées indifféremment par des femmes ou par des hommes).

3. Les citations en italique figurant dans ce résumé sont tirées des réponses des mandants.

4. Le texte CVC est une déclaration d'orientation générale adoptée par le Comité central en 1997.

5. Organes directeurs: le Comité central, sur les conseils de son Comité du programme, a la responsabilité de lancer et de conclure les programmes. Le Comité exécutif est responsable du contrôle de l'avancement des programmes et activités.

Recommandations du Comité central de février 2005 telles qu'elles ont été adoptées

Note: l'équipe d'évaluation a choisi de ne pas répéter ses recommandations, puisque celles-ci ont été présentées et discutées par le Comité du programme de manière suffisamment détaillée. En conséquence, nous reprenons ici un extrait des recommandations telles qu'elles ont été adoptées par le Comité central.

Évaluation des programmes préalable à l'Assemblée

1 But et vision

Le **but premier** du COE est défini dans la Constitution en ces termes:

Paragraphe III Fonctions et buts

"Le but premier de la communauté fraternelle d'Églises que forme le Conseil œcuménique des Églises est d'offrir un espace où celles-ci puissent s'appeler mutuellement à tendre vers l'unité visible en une seule foi et en une seule communauté eucharistique, exprimée dans le culte et la vie commune en Christ, à travers le témoignage et le service au monde, et de progresser vers cette unité afin que le monde croie."

Le Comité du programme estime que le document *Vers une conception et une vision communes du Conseil œcuménique des Églises* (CVC), adopté par l'Assemblée de Harare en 1998, élargit la vision constitutionnelle du COE en tant que communauté fraternelle d'Églises. Sachant que le rapport d'évaluation préalable à l'Assemblée souligne que ce document est mal connu des fidèles des Églises membres,

le Comité du programme **recommande**

- au Comité central de réaffirmer le document CVC comme l'expression de la vision du COE, communauté fraternelle d'Églises;
- de trouver les moyens de rendre ce document plus accessible afin que les fidèles des Églises membres puissent plus facilement faire leur la vision qui s'y exprime.

Le Comité du programme attire à nouveau l'attention sur le paragraphe III de la Constitution qui, après avoir défini le but premier, continue ainsi:

"Dans les efforts qu'elles font pour réaliser une koinonia de foi et de vie, de témoignage et de service, les Églises, par l'intermédiaire du Conseil œcuménique, doivent:

- favoriser la recherche dans la prière du pardon mutuel et de la réconciliation dans un esprit de responsabilité mutuelle, le développement de relations plus profondes à travers le dialogue théologique, et le partage des ressources matérielles, spirituelles et humaines;
- faciliter le témoignage commun en chaque lieu et en tous lieux et s'appuyer mutuellement aide et soutien dans leur tâche de mission et d'évangélisation;
- traduire en actes leur engagement en faveur de la diaconie en servant tous ceux qui sont dans la détresse, en renversant les barrières qui séparent les êtres humains, en œuvrant à l'avènement d'une seule famille humaine

dans la justice et la paix, et en sauvegardant l'intégrité de la création, afin que tous connaissent la plénitude de vie;

- favoriser le développement d'une conscience œcuménique et d'une vision de la vie communautaire enracinée dans chaque contexte culturel;
- se prêter mutuellement assistance dans leurs relations avec les croyants des autres communautés religieuses;
- encourager le renouveau et la croissance dans l'unité, le culte, la mission et le service."

Ces buts et fonctions mettent en évidence l'étendue de la vision du COE et constituent la base des activités de programme du Conseil.

2 Le rôle unique du COE

Si la vision qui s'exprime est large, le Comité du programme a clairement entendu l'appel lancé dans le rapport d'évaluation préalable à l'Assemblée demandant que le COE en fasse moins, mais en concentrant mieux ses efforts et en le faisant bien. Que peut faire le COE, et lui seul, en qualité de communauté fraternelle mondiale d'Églises ? Telle est la question centrale.

Le Comité du programme **recommande** l'adoption d'une stratégie en quatre points en tant que moyen pour le Conseil d'accéder à plus de clarté et de cohérence dans son rôle unique de communauté fraternelle mondiale d'Églises.

Stratégie en quatre points

- **PREMIÈREMENT**, approfondir la communion fraternelle en élaborant des bases théologiques claires, en permettant une étude et une réflexion à partir de toute une série de perspectives mises en dialogue et en rapport les unes avec les autres.

- **DEUXIÈMEMENT**, mettre en valeur le rôle des Églises consistant à s'exprimer ensemble et permettre à d'autres de s'exprimer sur des modes susceptibles d'être considérés comme prophétiques, ou de prendre la défense de ceux et celles dont on n'entend pas toujours la voix.

- **TROISIÈMEMENT**, par l'écoute, la réflexion commune, l'accompagnement et l'interpellation

- de l'ensemble des Églises membres et associées – en favorisant les relations,
- de l'ensemble des milieux concernés – tels qu'on les discerne à travers la représentation tentée par l'entreprise de reconfiguration,
- du monde dans son ensemble – le COE étant un organisme universel ayant des liens à la fois avec des organisations internationales et, à l'autre bout de la gamme, avec les mouvements de base, tant laïques que liés à des communautés religieuses.

- **QUATRIÈMEMENT**, en facilitant la bonne gestion des ressources œcuméniques humaines, financières et matérielles – en considérant la collaboration comme partie intégrante de toute activité de programme.

Bien que **certains programmes ou activités** du COE puissent être plus nettement liés à l'un des points ci-dessus, le Comité du programme juge important que **chacun des programmes** se rattache à eux d'une façon ou d'une autre. En outre, cette stratégie en quatre points donne une cohérence interne à l'ensemble des programmes, quelle que soit l'approche adoptée. Elle indique dans quel esprit doivent être menés à bien la planification détaillée, le contrôle et l'évaluation du programme.

3 Responsabilités de l'Assemblée

Le Comité du programme a examiné le mandat du Comité d'orientation du programme de l'Assemblée. Il a pris note du fait que c'est l'Assemblée qui "détermine les grandes orientations du Conseil œcuménique et passe en revue les programmes entrepris pour appliquer les directives préalablement adoptées" [Constitution V.1.c)4]

Le Comité d'orientation du programme a pour mission de proposer des orientations pour toute la suite des activités de programme du COE. Ce faisant, il peut fournir des exemples de programmes conforme à cette politique, mais il n'est pas de sa responsabilité de proposer des programmes.

Le Comité du programme **recommande** au Comité d'orientation du programme:

- 1) de passer en revue le travail du COE en matière de programmes en utilisant le rapport "De Harare à Porto Alegre";
- 2) de prendre acte du rapport d'évaluation préalable à l'Assemblée, parties 1 et 2, ainsi qu'une partie 3 amendée;
- 3) de proposer les orientations générales des activités de programme dans l'avenir;
- 4) d'examiner dans les grandes lignes d'éventuelles priorités pour le travail futur, à la lumière du mandat de l'Assemblée;
- 5) de proposer des façons d'utiliser son rapport d'ici à la réunion du Comité central de septembre 2006.

Dans le souci de la continuité des programmes du Conseil, de la compréhension des rôles respectifs et de la stratégie en quatre points, le Comité du programme **recommande** également que trois membres au moins de l'actuel

Comité du programme soient proposés par le Comité exécutif pour faire partie du Comité d'orientation du programme.

4 Conception des programmes futurs et besoins en personnel en 2006 et après l'Assemblée

Entre l'Assemblée et la réunion de 2006 du Comité central, le personnel devra se consacrer à l'élaboration de propositions de programmes en vue de cette réunion.

Le Comité du programme **recommande** ce qui suit:

Au cours de la période séparant l'Assemblée de la réunion du Comité central de septembre 2006, le personnel s'inspirera dans son travail des éléments suivants:

- les orientations établies par l'Assemblée;
- la révision et la mise en œuvre des mesures nécessaires pour mettre fin aux programmes datant de la période précédant Porto Alegre et qui ne seront pas poursuivis du fait des décisions et des nouvelles orientations définies par l'Assemblée;
- la prise en considération de méthodologies efficaces à la lumière de la stratégie en quatre points, en portant une attention particulière à la méthode par réseaux utilisée dans le processus DVV;
- des projets clairement compatibles avec les prévisions de ressources financières fournies par le Bureau de la mobilisation et du contrôle des revenus du COE, et par le Comité des finances;
- la création d'un système de planification, de contrôle et d'évaluation clair et efficace qui sera avant tout un instrument permettant l'apprentissage en commun, l'auto-analyse, la réflexion et l'amélioration;
- la prise en compte de la nécessité éventuelle et de l'opportunité de recourir à une évaluation externe et continue des

programmes qui n'ont pas été évalués récemment.

Le Comité du programme **recommande** aussi que le Groupe de direction du personnel donne suite au rapport d'évaluation préalable à l'Assemblée et fasse un rapport au Comité exécutif sur sa mise en œuvre.

5 Autres recommandations

Le Comité du programme **recommande** au Groupe de direction du personnel de préparer des propositions solidement étayées qui seront soumises à l'attention du Comité du programme et qui auront pour objet de:

- définir clairement les problèmes qui sont a) à long terme, b) limités dans le temps, spécifiques et urgents;

- établir des priorités en se demandant
 - quelles sont les compétences essentielles du Conseil;
 - ce que souhaitent les milieux concernés et à quoi ils veulent participer;
 - quelles actions il est préférable de mener au niveau mondial;
 - quelles sont les conditions réelles de financement;
- incorporer une stratégie de sortie qui soit claire – en planifiant la suppression progressive, la reconfiguration ou la réorganisation de tous les projets de programme;
- veiller à l'élaboration d'une stratégie de communication adaptée à chaque programme et à sa mise en œuvre par les divers milieux concernés.

